

Grey Scale #13



DANES-PICTA .COM

A

1

2

3

4

5

6

M

8

9

10

11

12

13

14

15

B

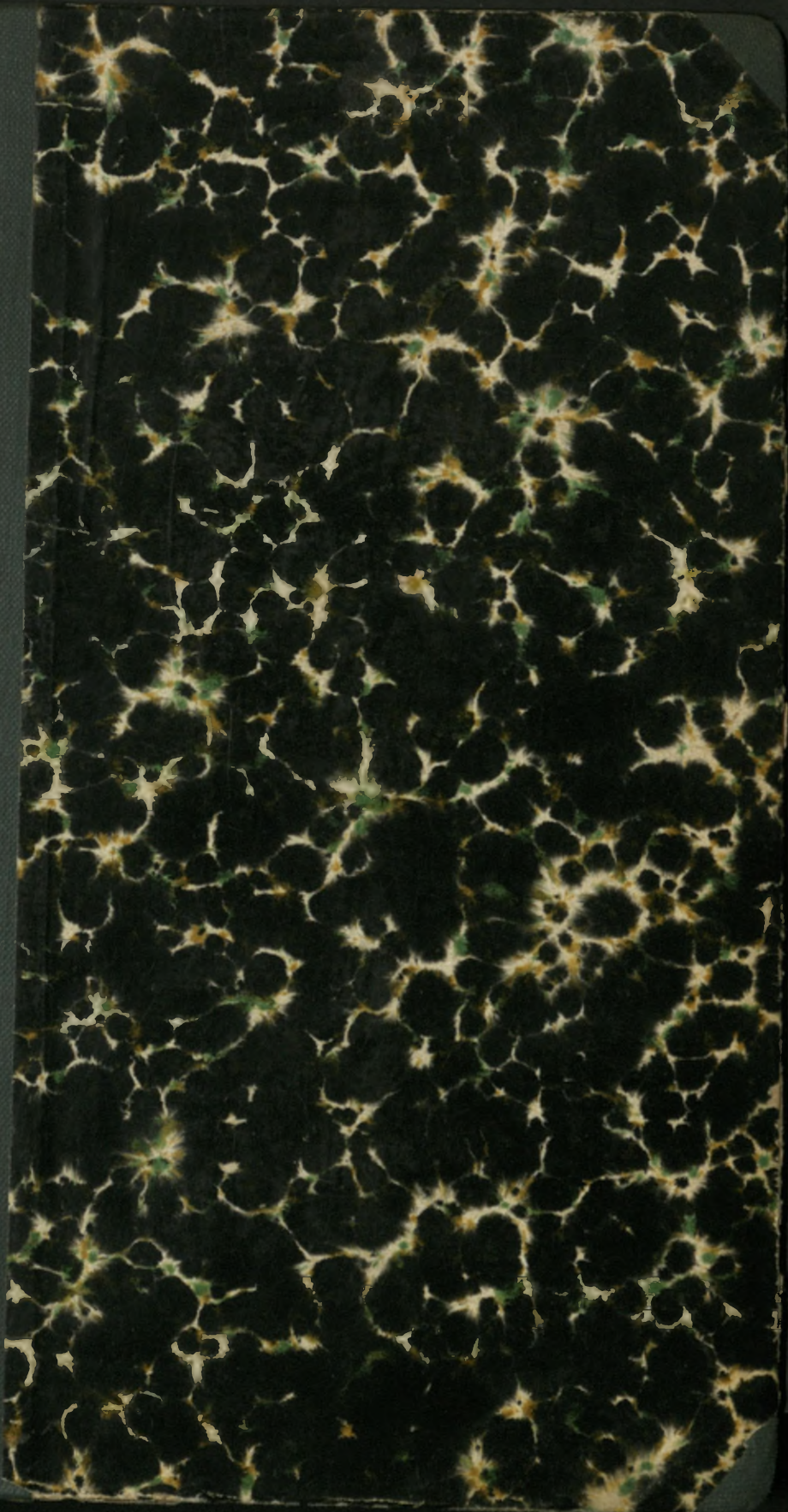
17

18

19



17/12

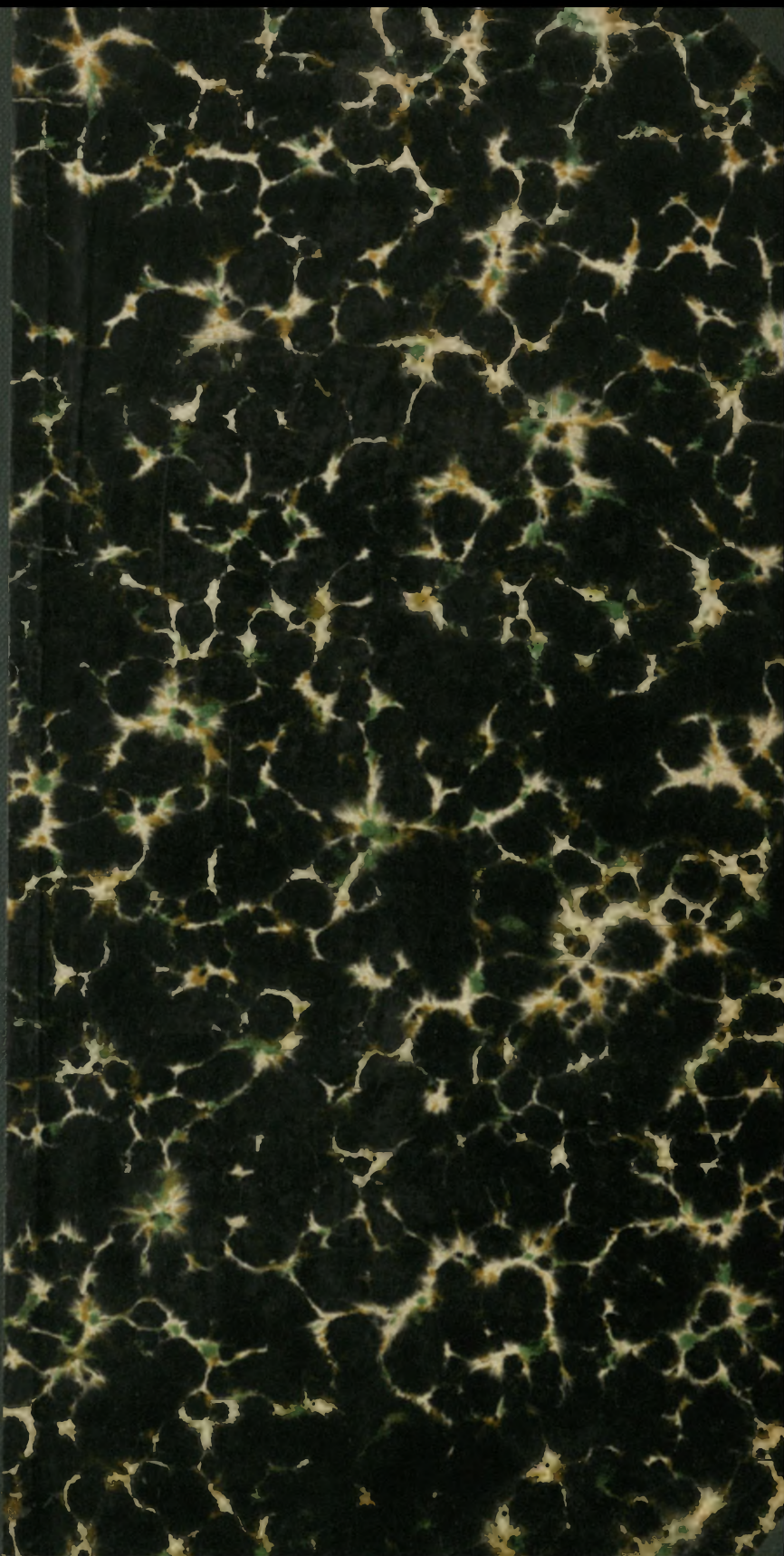


Inches 1 2 3 4 5 6 7 8
Centimetres 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19

Colour Chart #13

Blue Cyan Green Yellow Red Magenta White 3/Color Black

DANES-PICTA .COM



17

KITCHENER

ET

LA GUERRE

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY



LORD KITCHENER

COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

SIR GEORGE ARTHUR

KITCHENER

ET

LA GUERRE

(1914-1916)

PRÉFACES DE M. RAYMOND POINCARÉ,
DU MARÉCHAL JOFFRE ET DU MARÉCHAL HAIG

*Édition française avec une Biographie de Lord Kitchener, par Louis-
Paul Alaux; un portrait en frontispice, 2 cartes et des fac-similés
d'autographes.*



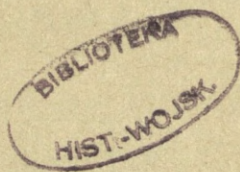
PAYOT & C^{IE}, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 106

1921

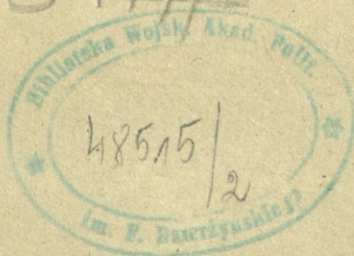
Tous droits réservés.

855.94(3201)

8719



~~5447/II~~



Tous droits réservés pour tous pays.
Seule traduction française autorisée.

PRÉFACE DE M. RAYMOND POINCARÉ

Cette édition française du très beau livre que Sir George Arthur a consacré à la mémoire de lord Kitchener ne contient guère, avec les traits les plus saillants de la biographie complète que l'auteur a publiée en Angleterre, que les pages où est exposé le rôle du ministre anglais pendant les deux premières années de la guerre. On en a retranché tout ce qui, sur cette rive de la Manche, aurait présenté moins d'intérêt pour le lecteur. Mais, de trois volumes réduits en un seul, le traducteur a tiré un récit aussi passionnant pour nous que pour nos alliés.

Quelle a été, dès le début des hostilités, la clairvoyance de Kitchener, comment il a, tout de suite, compris l'impérieuse nécessité d'une étroite entente entre les commandements britannique et français, comment il a pressenti la longueur et les difficultés de la guerre, comment il a fait sortir du sol en quelques mois une magnifique armée, c'est ce que Sir

George explique avec une richesse exceptionnelle d'informations et un admirable scrupule d'exactitude.

Il nous offre ainsi un fidèle et vigoureux portrait de l'ancien soldat ; et ceux qui, comme moi, ont eu l'honneur de connaître lord Kitchener ont plaisir à retrouver dans ce livre émouvant la mâle figure du volontaire de 1870, devenu, à l'heure de la guerre universelle, l'organisateur de l'armée alliée.

Dès les premières semaines de l'invasion, et en deux circonstances que rapporte Sir George, j'ai été témoin de l'énergie et de l'esprit de décision avec lesquels lord Kitchener avait entrepris la tâche formidable dont il s'était chargé ; et je puis, à cet égard, confirmer les récits que le lecteur trouvera plus loin.

Il a fallu, d'abord, l'intervention personnelle du ministre pour assurer, avant notre rétablissement sur la Marne, la liaison entre l'armée du maréchal French et la nôtre. Après la malheureuse bataille des frontières, lorsque les troupes franco-britanniques avaient dû se replier d'une extrémité à l'autre du front, il y avait eu bien des flottements dans les instructions données au quartier général anglais pour la retraite commune. Dans la pensée du général Joffre, le recul avait toujours eu un caractère stratégique. Il était résolu à reprendre l'offensive, dès que l'occasion lui paraîtrait favorable et il voulait, par suite, conserver la pleine liberté de ses mouvements, sans se laisser nulle part accrocher par l'armée des envahisseurs.

Depuis Charleroi, le grand effort des Allemands était de nous talonner partout et de déborder notre

aile. C'était, entre eux et nous, une terrible lutte de vitesse. Pour ralentir leur marche précipitée, Joffre désirait que l'armée anglaise se tint au niveau de la nôtre et n'effectuât pas son repli avec trop de hâte.

Mais, comme le rappelle Sir George Arthur, le maréchal French manœuvrait avec une indépendance excessive et il cherchait surtout à garder ses divisions intactes. Le dimanche 30 août, le général Joffre, inquiet de voir que French s'isolait ainsi, avait téléphoné à M. Millerand, ministre de la Guerre, qu'il craignait vraiment que les Anglais ne fussent plus, pour l'instant, disposés à se battre : ils se retiraient vers Meaux, d'où ils semblaient vouloir gagner la basse Seine en tournant Paris par le sud : geste instinctif d'insulaires qui cherchent à se rapprocher des flots familiers.

Le lendemain lundi, le commandant en chef de nos armées m'envoyait un officier de liaison pour me prier d'intervenir et de faire en sorte que le maréchal French ne poursuivît pas trop rapidement sa retraite et se décidât à contenir l'ennemi sur le front de l'armée britannique.

D'accord avec M. Millerand, je mandai l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Francis Bertie, en qui j'avais toujours trouvé un ami loyal et très éclairé de la France. Il se mit avec empressement à ma disposition. Je lui exposai les appréhensions et la demande du général Joffre. Il me promit de téléphoner d'urgence au maréchal French.

Vers dix heures du soir, Sir Francis revint à l'Élysée. Il m'amenait un officier d'ordonnance qui

Deux mois plus tard, en une heure également très critique, j'ai, comme le rapporte Sir George Arthur, rencontré lord Kitchener à Dunkerque. C'était le 1^{er} novembre 1914. Dans la nuit du 30 au 31, le général Foch, qui était alors adjoint au général en chef et qui avait son quartier général à Cassel, avait appris que l'ennemi avait brusquement déchiré le rideau de cavalerie britannique et pénétré à Hollebeck. Le général Foch s'était précipité chez le maréchal French et lui avait promis des renforts. Il avait passé la nuit et la matinée du 31 à ramasser çà et là des troupes pour les diriger sur l'armée anglaise, puis il avait couru à Wlamertynghe et y avait eu avec le commandant en chef de l'armée britannique la conversation fameuse, où il l'avait conjuré de « tenir » et s'était engagé à l'appuyer. La situation était encore très indécise, lorsque les généraux Joffre, Foch, et moi, nous sommes arrivés à Dunkerque et qu'a eu lieu entre Kitchener et nous l'entrevue dont parle Sir George Arthur.

Lord Kitchener n'avait pas été tout d'abord sans éprouver quelque inquiétude sur le sort de la petite armée britannique; mais Joffre et Foch l'avaient vite rassuré et l'avaient convaincu sans peine de la possibilité et de la nécessité de soutenir le choc de l'ennemi sur la ligne même de l'attaque. Les généraux français et moi, nous avons passé plusieurs heures avec le ministre anglais pour examiner les questions innombrables que soulevait à cette date la collaboration des deux armées et pour étudier, en particulier, les moyens les plus rapides de recruter de

nouvelles divisions britanniques. Nous étions naturellement pressés de voir des troupes fraîches venir le plus vite possible contribuer à la défense de notre sol et certains d'entre nous avaient, à vrai dire, quelque mal à comprendre que Kitchener nous ajournât à l'été de 1915 et que, dès cette époque, les Anglais entreprissent sur la côte des installations militaires pour une durée de trois ans. Mais le ministre anglais nous exposa avec beaucoup de force et de clarté, d'une part toutes les raisons qui lui faisaient prévoir une guerre de plusieurs années, d'autre part tous les obstacles qui devaient fatalement retarder pendant, au moins, six mois, la préparation d'une grande armée britannique. On sentait en lui une conviction profonde et réfléchie, sur laquelle la contradiction n'avait pas aisément prise. Ceux de ses interlocuteurs qui ont pu s'imaginer alors qu'il y avait, dans cette défense opiniâtre d'un programme à très long terme, un peu d'obstination et de pessimisme, ont été, depuis, obligés de reconnaître que Kitchener avait eu, au contraire, dès le commencement des hostilités, une vision très juste de l'avenir.

J'ai eu plusieurs autres entretiens avec lui avant le jour tragique où les flots ont englouti le *Hampshire* et où l'Angleterre a pris le deuil d'un de ses fils les plus illustres. Chaque fois que nous avons traité ensemble quelque sujet important, j'ai admiré la netteté de son esprit, la droiture de sa conscience et la trempe de sa volonté. Il n'avait en vue que la grandeur de son pays, mais il était persuadé que la condition essentielle de cette grandeur était le main-

tien d'une étroite entente entre l'Angleterre et la France, et c'était assez pour qu'il fût un sincère partisan de l'alliance et pour qu'il s'appliquât à la fortifier.

La France retrouvera avec une pieuse émotion, dans le livre de Sir George Arthur, l'image et le souvenir de l'ami sûr qu'elle a perdu. Pour moi, je remercie l'auteur qui a été le collaborateur le plus intime de lord Kitchener, de m'avoir prié de présenter ces pages au public français et de m'avoir ainsi procuré l'occasion de rendre à la mémoire d'un grand Anglais un hommage de reconnaissance.

PRÉFACE DU MARÉCHAL JOFFRE

La France n'a pas oublié Kitchener : il a été son ami de la première heure; il le témoignait déjà en 1870 en venant se battre à nos côtés; il a toujours su servir son pays sans oublier le nôtre.

A une heure grave, à la veille de la bataille de la Marne, alors que l'armée britannique semblait devoir succomber sous le nombre, Kitchener a senti qu'à tout prix il fallait qu'elle restât et combattit à nos côtés.

Dès le premier jour de la guerre, il se mit, sans perdre une heure, à forger une armée britannique nouvelle, sans se laisser arrêter par ceux qui pensaient qu'il était trop tard. Il a fait confiance à la France; il savait qu'il aurait, grâce à notre résistance, le temps de ranger à nos côtés des forces nouvelles; et c'est ainsi qu'il put, à l'heure décisive de Verdun, envoyer juste à temps les divisions qui, en libérant les nôtres, au nord de l'Oise, nous permirent de renforcer notre défense à Verdun.



Kitchener nous comprenait parce qu'il nous aimait; personne ne l'oubliera ici. On me demande de présenter au public français la traduction de sa vie écrite avec amour par son fidèle collaborateur, Sir George Arthur. Je le fais bien volontiers, en mémoire des relations très cordiales et toujours confiantes que j'ai eues avec Kitchener dont je m'honore d'avoir été l'ami.

Ce livre maintiendra en France le souvenir de ce grand Anglais : il est bon de propager ce qui nous unit à nos amis d'Outre Manche.

Si Kitchener vivait encore, il dirait comme avant la Marne : « Restons unis. »

PRÉFACE DU MARÉCHAL HAIG

Le plan de campagne allemand était d'écraser d'abord la France par une ruée irrésistible, puis de s'occuper de la Russie.

Si ce plan avait réussi, et il faillit réussir, les ports de la Manche eussent été immédiatement au pouvoir des Allemands et une bien sombre perspective, en vérité, se serait ouverte pour l'Empire britannique. Heureusement il ne réussit pas. Nous gagnâmes, sur la Marne, un répit dont je n'ai pas à examiner ici les causes.

L'Angleterre peut remercier Dieu, non seulement que ce répit nous ait été donné, mais aussi l'homme capable d'en tirer parti, l'homme qui sut voir l'occasion et qui sut la saisir, qui eut le courage, la détermination, l'énergie, la grandeur d'âme et la largeur d'esprit d'entreprendre une tâche si vaste malgré le scepticisme et l'opposition qu'une telle hardiesse devait susciter. Et cet homme fut selon toute appa-

rence le seul que nous ayons eu dans cette crise, en qui la nation avait placé une confiance et une foi qui devaient rendre possible cette tâche.

Qui peut douter aujourd'hui que sans cet homme et son œuvre l'Allemagne n'eût été victorieuse?

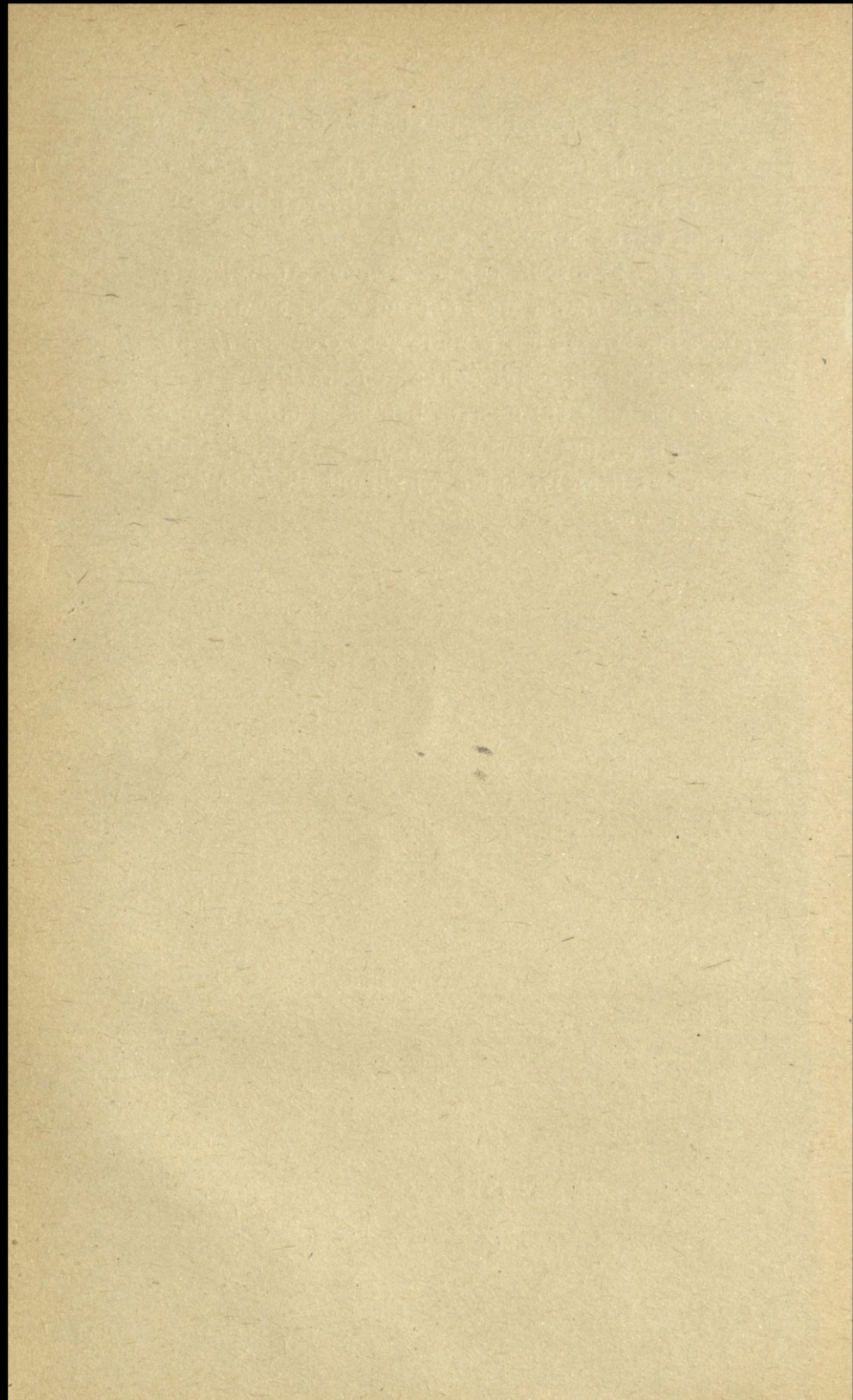
Lord Kitchener créa les moyens de gagner la guerre. Il les créa et il sut aider efficacement ceux qui, au front, devaient les mettre en œuvre. Il était en communion avec les chefs qui faisaient la campagne. Il accordait la plus grande considération à leurs vues. Il fit tout ce qui fut en son pouvoir pour leur procurer ce qui était nécessaire à l'exécution de leur tâche. Tout ce que cela signifie pour un commandant en chef, ceux-là seuls qui ont eu l'expérience du commandement peuvent le comprendre. Cette expérience ne manquait d'ailleurs pas à lord Kitchener.

Les nouvelles divisions furent envoyées au front dans un temps incroyablement court pour tous ceux qui sont familiers avec les difficultés qu'il y a à transformer en soldats de nouvelles recrues. Et sur le champ de bataille, ces soldats de Kitchener furent, dès le début, des rivaux dignes des troupes de la plus grande puissance militaire du monde. Et ils furent bientôt plus que des rivaux : ils leur infligèrent défaites sur défaites jusqu'au moment où ils purent les maîtriser définitivement pendant l'automne 1918.

Il est impossible d'attribuer trop de mérite à ces nouvelles recrues et à ces troupes : Vieille Armée, Armée Nouvelle, Territoriaux. Il est également

impossible de trop honorer l'homme qui créa ces Armées Nouvelles qui devaient justifier si bien sa foi profonde et son immense labeur.

Le grand rôle joué par les Armées Nouvelles en brisant la résistance de l'ennemi et en assurant la victoire finale est bien connu. Leur création fut une œuvre merveilleuse qui donna de merveilleux résultats. Le malheur est que cet homme à qui l'Empire doit tant n'ait pas vécu pour voir la victoire. Peut-être serait-elle arrivée plus tôt s'il eût été avec nous jusqu'à la fin.



VIE DE LORD KITCHENER ⁽¹⁾

I

HORATIO HERBERT KITCHENER naquit le 24 juin 1850, à Gunsborough Lodge, près de Listowell, en Irlande, où son père, le colonel de cavalerie Kitchener (du 13^e dragons), avait acquis des propriétés importantes. Par sa mère, Anne Frances Chevallier, fille d'un clergyman, du sang français coulait dans ses veines ; mais son père était de pure et incontestable race anglaise. Mrs. Kitchener eut cinq enfants, quatre garçons et une fille. Herbert fut le troisième enfant. Son aîné, Henry, était de quatre ans plus âgé que lui. Son plus jeune frère Walter, né en 1858, entra dans l'armée, servit aux colonies et aux Indes et devint le général Sir Walter Kitchener qui mourut en 1912.

Le jeune Herbert était très grand pour son âge, mais d'une constitution assez délicate. C'était un enfant sérieux et réfléchi, tranquille, silencieux, qui « faisait des questions ». Il n'avait guère de disposition pour les jeux, n'étant pas très vigoureux. Aucun des enfants de la famille Kitchener n'alla à l'école. Le colonel avait des idées personnelles en matière pédagogique et ce fut lui-même qui, aidé d'une gouvernante et d'un précepteur, entreprit l'éducation de ses enfants. Un parent, *master* à Rugby, venait de temps à autre leur faire

(1) La présente biographie est un résumé des deux premiers volumes de l'ouvrage de Sir George Arthur : *Life of Lord Kitchener* (en 3 vol. Macmillan, Londres, 1920). Quant aux chapitres qui suivent, sur Kitchener et la guerre, ils représentent à peu près la matière du 3^e volume de l'édition anglaise — L.-P. A.

passer une sorte d'examen. Dans le programme dressé par le colonel, les classiques, contrairement à l'usage en Angleterre, ne tenaient qu'une faible part. L'histoire et la géographie étaient enseignées de manière à exciter l'intérêt. Les mathématiques étaient obligatoires; deux langues vivantes, le français et l'allemand, étaient très sérieusement étudiées; enfin quelques travaux pratiques de mécanique étaient encouragés. C'était là, en somme, pour l'époque, une éducation très moderne, tout à fait en dehors de la tradition anglaise. Les distractions étaient les promenades dans la magnifique campagne irlandaise, à pied, à cheval ou dans une petite voiture trainée par un poney, la rivière (le Shannon), enfin la culture d'un petit jardin qui était le jardin des enfants. C'est là que le futur maréchal acquit cet amour profond des fleurs qu'il garda jusqu'à son dernier jour.

En 1863, la santé de Mrs. Kitchener s'altéra gravement et toute la famille émigra en Suisse, à Bex dans la vallée du Rhône. La malade y mourut un an après. Ce fut le premier et le seul grand chagrin d'Herbert Kitchener, qui avait alors quatorze ans. Les trois frères quittèrent l'école qu'ils fréquentaient à Genève pour aller au château du Grand-Clos sur la rive septentrionale du lac, où un M. Bennett, chapelain de l'église anglaise de Montreux, s'était fait une spécialité de préparer des jeunes gens de bonne famille à la vie d'outre-mer.

Son père désirait qu'il entrât dans la cavalerie. Mais le jeune Herbert, déjà studieux, préféra préparer l'examen d'entrée dans le corps des *Royal Engineers* (génie). Après deux années d'études assez irrégulières en France et en Suisse il rentra en Angleterre en 1866. En 1868, à l'âge de dix-huit ans, il entra à l'école des cadets de Woolwich.

Il n'y fut considéré par aucun de ses camarades ou de ses maîtres comme un sujet particulièrement intelligent ou « d'avenir ». C'était « un jeune homme ordinaire, d'un grand bon sens, nullement remarquable, mais très bûcheur; il apprenait plutôt lentement. Il savait le français et l'allemand et montait très bien à cheval. Il avait peu d'amis, mais n'était ni insociable, ni impopulaire. »

Deux ans plus tard, à l'école d'application de Chatham, il ne montre encore rien de particulièrement remarquable. Au point de vue des examens, il est même considéré comme étant plutôt au-dessous du niveau normal d'instruction d'un officier du génie. Il restait seul et « montait beaucoup à cheval ». Plus tard encore, pendant son stage au camp d'Aldershot, même note: bien que plus sociable et plus apprécié « il

apprend avec peine, mais à fond et... il aime beaucoup monter à cheval ». Ce ne fut donc pas sans étonnement que beaucoup de ses camarades ou de ses maîtres le virent plus tard faire une carrière exceptionnelle et devenir célèbre. Certains même éprouvèrent un certain dépit qu'il fût parvenu à la gloire sans avoir pris la peine de leur en donner le moindre avertissement. A l'école de Woolwich, il se délassait en faisant de l'hébreu pour « apprendre dans le texte des parties de l'Ancien Testament. »

II

En décembre 1870 il sort de l'école des Cadets de Woolwich et va passer la Noël chez son père, fixé à Dinan. Dans la lutte entre la France et la Prusse, l'Angleterre était officiellement neutre, mais la masse de la nation était de cœur avec les Français. Les péripéties du siège de Paris devaient en particulier soulever une émotion profonde en Angleterre. Herbert Kitchener, frais émoulu de l'école militaire fut du nombre des jeunes anglais qui offrirent leurs services à la République et furent affectés à la II^e Armée de la Loire commandée par Chanzy. Il s'était engagé comme simple soldat dans le 6^e bataillon de réserve composé de recrues des Côtes-du-Nord. Son camarade Henry Dawson l'avait rejoint à Dinan et le colonel Kitchener avait confié les deux amis à un officier d'état-major qui devait les accompagner au front. Kitchener, dans la suite, parlait rarement de son séjour dans l'armée française, mais le peu qu'il en laissait échapper montrait qu'il avait eu l'occasion d'y faire des observations, utiles plus tard, sur l'organisation ou plutôt sur le manque d'organisation militaire. A Laval, Kitchener, qui attendait son brevet d'officier, attrapa un froid en faisant des observations en aérostat avec un officier français ; le mal s'aggrava et il eut une pleurésie doublée d'une pneumonie. Son père vint le chercher dans une misérable auberge de village et le ramena en Angleterre aussitôt qu'il fut en état de supporter le voyage. Il resta longtemps malade. Un an plus tard, un de ses camarades de Chatham écrivait : « Ses aventures en France l'ont presque tué ; il a beaucoup souffert et sa grande crainte était de ne plus être assez fort pour rester soldat. »

A son retour en Angleterre, il apprit que son engagement dans l'armée française — il n'avait sollicité aucune autorisation des autorités militaires anglaises — l'avait mis dans un mauvais cas. Il reçut l'ordre de se présenter aux Horse Guards pour y comparaître devant le commandant en chef de l'armée anglaise, le duc de Cambridge en personne. Le maréchal le gronda sévèrement, lui dit qu'il s'était conduit d'une manière abominable et le menaça de se voir refuser sa commission d'officier et d'être chassé de l'armée. La remontrance faite, le duc se recueillit un instant et murmura sur un autre ton : « J'ajouterai, qu'à votre place, j'en aurais fait autant. »

Kitchener soutint toujours qu'il était alors libre de disposer de lui-même en France : en effet, au moment où il avait contracté son engagement, il avait cessé d'être cadet et il n'était pas encore officier commissionné. La généreuse escapade du jeune Kitchener eut son dernier épilogue en 1913, un an avant la grande guerre. Le gouvernement français lui conféra la médaille commémorative de la guerre de 1870-1871 qu'il reçut avec la lettre suivante du ministre de la Guerre :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 29 mars 1913.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

CABINET DU MINISTRE

Monsieur le maréchal,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence le brevet ci-joint de la médaille commémorative de la campagne de 1870-71, pour faire suite à l'envoi de l'insigne que vous avez reçu, comme témoignage de la haute estime du gouvernement de la République.

Ce brevet vous rappellera votre première campagne de guerre. La France reconnaissante n'a pas oublié le cadet de Woolwich qui, aux heures tristes de son histoire, n'a pas hésité à lui offrir ses services et à combattre sous son drapeau. »

III

Herbert Kitchener reçut sa commission d'officier en avril 1871 et entra aussitôt à l'École d'application du Génie de Chatham.

Il s'y lia étroitement avec le capitaine-instructeur Williams, chrétien ardent et très pratiquant, appartenant comme Kitchener à l'Eglise protestante anglicane. Le nouvel officier, animé d'une foi très vive, accomplissait avec ferveur tous ses devoirs religieux et ne cessa d'être pendant tout son séjour à Chatham, comme plus tard à Aldershot, un *churchman* zélé et convaincu. Si plus tard ses sentiments devaient perdre quelque peu de leur première exaltation, il n'en resta pas moins toute sa vie un chrétien sincère mais toujours animé des vues les plus larges et les plus tolérantes. En Orient, en particulier, il ne cessa de professer le plus grand respect pour les sentiments religieux si vifs et si désintéressés des Arabes. Ce fut certainement une des causes principales de la réelle sympathie qu'il éprouva toujours pour eux.

En 1873, il fut désigné pour accompagner un général de l'armée britannique qui avait été chargé d'assister aux grandes manœuvres de l'armée autrichienne. Arrivés à Vienne, le général tomba malade et son aide-de-camp dut le remplacer en toutes circonstances, rédiger son rapport, assister en son lieu et place à toutes les réceptions et cérémonies. Plusieurs fois il dîna ainsi aux côtés de l'Empereur François-Joseph qui lui donna toutes facilités pour voir tout ce qui pouvait l'intéresser. François-Joseph ne devait pas dans la suite perdre de vue le jeune officier dont il suivit la carrière avec intérêt. Plusieurs fois il l'invita, mais en vain, à s'arrêter à Vienne pendant ses voyages ultérieurs d'Orient en Angleterre ou vice-versa.

A sa sortie de Chatham, il fit un stage au camp d'Aldershot dans la télégraphie militaire alors dans l'enfance. Puis, après un court séjour en Allemagne destiné à rafraîchir ses connaissances en allemand, Kitchener qui ne manifestait aucun enthousiasme pour la construction des casernes et la vie monotone et dépendante des garnisons, rêvait déjà de pays lointains. Une occasion s'offrit à lui. Une grande œuvre britannique due à l'initiative privée, le *Palestine Exploration Fund* avait entrepris depuis un certain temps l'établissement d'une carte scientifique de la Palestine. Plusieurs officiers anglais du génie avaient déjà été autorisés par le War Office à prêter leur concours à cette entreprise. Une vacance s'étant produite en 1874, Kitchener offrit ses services et fut nommé.

IV

En novembre 1874, le lieutenant Herbert Kitchener débarquait sur cette terre d'Orient où il devait passer tant d'années. Très amoureux de son indépendance, ayant en horreur la routine et la bureaucratie, le jeune officier fut tout de suite conquis par sa nouvelle vie et par l'invincible séduction de ces contrées millénaires où les restes de tant de civilisations successives restent visibles. Il commença tout de suite avec son ami, le lieutenant Conder, la triangulation des solitudes de la Judée. C'était une véritable exploration à la fois topographique et archéologique, dont le but était non seulement d'établir une carte géographique, scientifiquement exacte, mais aussi de situer et de déterminer avec précision les lieux et les vestiges offrant un intérêt historique. Kitchener se passionna pour ces études et se lança à fond dans l'archéologie biblique. Il acquit aussi avec le temps une connaissance profonde de la langue arabe. A mesure que le travail avançait, le camp se déplaçait au milieu des peuplades les plus diverses, nomades ou sédentaires, bienveillantes ou hostiles : arabes, bédouins, turcs, juifs, chrétiens de toutes races et de toutes confessions. L'expédition était souvent obligée de négocier avec les cheiks du pays, les fonctionnaires turcs, les imams ou les prélats des églises orientales. C'est ainsi que Kitchener apprit à connaître à fond l'Orient d'une manière vivante et pratique. Les déserts et les villes de l'Asie Mineure furent l'école à laquelle se forma le futur conquérant du Soudan égyptien. Au bout de quelques mois, Kitchener vint en congé en Angleterre et profita de son séjour pour y publier un album d'archéologie biblique, le *Lieutenant Kitchener's Guinea book o Photographs of Biblical Sites*.

Il préparait alors la grande Carte de la Palestine en 26 feuilles dont la partie nord fut terminée en 1877. Le relevé topographique exécuté d'après les plus récentes méthodes de triangulation couvrait une superficie de plus de 4.000 milles carrés. Pendant un seul mois Kitchener avait fait le relevé de 350 milles carrés avec 2.773 noms de localités et la mention de 476 emplacements de ruines historiques. Les rapports qui accompagnaient ses relevés étaient remarquables au point de vue de l'abondance des renseignements d'ordre archéologique, ethno-

graphique, géographique, historique, linguistique et sociologique, qu'ils donnaient sur les régions explorées.

Dès l'automne 1878, l'Angleterre, en exécution du traité de Berlin, assumait le protectorat de l'île de Chypre où un Haut Commissaire britannique était nommé. Le Foreign Office, dirigé alors par Lord Salisbury, entreprenait d'administrer l'île et demandait au War Office de mettre le lieutenant Kitchener à sa disposition pour l'exécution du relevé topographique devant servir à établir une carte scientifique de la nouvelle acquisition anglaise. Au bout de quelques mois, ordre fut donné, pour des raisons d'économie, d'arrêter les travaux. Kitchener se trouvait de nouveau menacé d'être obligé de rentrer en Angleterre pour y bâtir des casernes. Or il ne pouvait plus vivre qu'en Orient. Heureusement l'exécution des réformes en Asie Mineure stipulées par le traité de Berlin, la bonne volonté du Foreign Office qui l'avait envoyé à Chypre et sa renommée déjà notoire d'orientaliste lui permirent d'obtenir un poste de vice-consul militaire à Kastamouni, chef-lieu du vilayet du même nom en Anatolie. Il est remarquable que Kitchener, officier décidément indépendant, s'arrangea pour être pendant très longtemps « prêté » par la Guerre aux Affaires Etrangères, où lord Salisbury l'avait de bonne heure remarqué. C'est probablement dans ce fait ainsi que dans ses grands talents et les circonstances exceptionnelles qui se présentèrent bientôt en Egypte, qu'il faut chercher l'explication d'une carrière militaire à peu près unique. Le futur homme d'état, l'administrateur, le diplomate se révélèrent ainsi avant le soldat. En février 1880, l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople transmit à Lord Salisbury un remarquable rapport de Kitchener sur l'état lamentable du vilayet de Kastamouni où les fantaisies de l'administration turque s'étaient donné libre cours. Lord Salisbury lut le rapport et fit adresser ses remerciements au lieutenant Kitchener.

Mais le projet d'établissement d'une carte de Chypre revenait sur l'eau avec un nouveau Haut Commissaire. Il s'agissait aussi de faire le cadastre de l'île. Kitchener fut rappelé à Chypre avec le titre de Directeur du service topographique et du Cadastre. Il devait y rester jusqu'au moment où la révolte d'Arabi pacha ouvrit la crise égyptienne en juin 1882. Kitchener avait alors trente-deux ans, et n'était toujours que simple lieutenant dans l'armée britannique; mais il était à Chypre un véritable fonctionnaire civil jouissant d'une complète indépendance et d'un traitement, coquet pour l'époque et la localité, de 672 livres sterling par an.



V

Dès que la nouvelle de la rébellion d'Arabi-pacha fut parvenue à Chypre, Kitchener demanda par dépêche un emploi militaire au cas où une expédition quelconque serait décidée. Apprécié en haut lieu, on lui offrit bientôt le poste de commandant en second de la cavalerie égyptienne, alors composée uniquement d'un régiment, avec le grade de major. Il avait été nommé capitaine dans l'armée britannique et portait, comme il est d'usage dans les armées indigènes, le grade supérieur. Entre temps, pendant un congé, il avait pu assister, sur le navire amiral, au bombardement d'Alexandrie et avait offert au colonel Tulloch ses services qui furent acceptés. Le colonel, qui voulait s'assurer *de visu* de la hauteur du Nil, et Kitchener, déguisés en indigènes, se rendirent à terre où ils prirent un billet pour Zagarig. Grâce à Kitchener qui parlait couramment l'arabe ils ne furent pas reconnus, purent vérifier ce qui les intéressait et revinrent dans un autre train bondé.

Kitchener entra en fonctions dans la cavalerie égyptienne au début de 1883, et se mit aussitôt avec ardeur à instruire son régiment pour lequel il fit même adopter un très joli uniforme bleu clair qui ne fut pas sans exciter la jalousie des autres armes.

Depuis cinq ans il n'avait pas eu de congé et désirait vivement se rendre en Angleterre. Mais on lui demanda de consacrer ses deux mois de vacances à faire un relevé topographique de la Péninsule du Sinaï en compagnie du fameux géologue Richard Hull. Kitchener, explorateur passionné, ne put résister à la tentation de visiter ces lieux témoins des événements de la plus haute antiquité biblique. Il accepta, parcourut en tous sens la presqu'île, visita le tombeau du patriarche Aaron « dont le dôme brille au sommet du Mont Hor » et rentra au Caire par « une route par laquelle probablement aucun Anglais n'était passé avant lui. »

Dès 1884, l'Angleterre décidait qu'une opération militaire limitée serait exécutée contre les forces du khalifat héritier du Madhi. L'expédition devait partir de Suakin sur la Mer Rouge, pour se diriger vers le Haut Nil. Kitchener qui était un des très rares officiers de l'armée anglaise qui connût à fond les Arabes, le seul peut-être qui parlât couramment leur

langue, devait rendre dans cette campagne et celle qui suivit d'incalculables services comme officier du service des renseignements. Le sirdar (1) l'envoya aussitôt en avant, à Kenneh, en mission spéciale : il devait tâter les dispositions des cheiks et des bédouins, ramasser des informations et reconnaître la route de Kosséir. Son rapport, remarquable par sa précision et les détails qu'il donnait, devait servir à orienter la marche future de l'expédition. Il fit sensation au Caire et à Londres où il fut lu et commenté par les ministres du War Office et du Foreign Office. A partir de ce moment l'indispensable Kitchener, toujours en mission en avant, dans le Haut-Nil, devait être comme l'antenne vivante de l'expédition. On n'avancait pas d'un pas, qu'il n'ait au préalable préparé le terrain. Bientôt Gordon se trouvait bloqué dans Khartoum et le général Wolseley tentait des efforts désespérés pour le sauver. Kitchener, abandonnant son régiment de cavalerie, va désormais mener l'existence la plus étrange : habillé en Arabe, vivant absolument comme un indigène au milieu d'indigènes, tantôt il court le désert, allant de tribu en tribu, achetant les cheiks, flattant, négociant, promettant, menaçant ; tantôt il reste de longues semaines, des mois même dans un poste avancé, à Assouan, à Korosko ou auprès du Mudhir de Dongola qui hésitait entre le khédivé et le khalifat. S'il a laissé ses cavaliers, c'est pour faire marcher la cavalerie de Saint-Georges. Il lève des troupes dans le désert : « J'ai 1000 bédouins sous mes ordres », écrit-il à un ami « et j'en attends 1000 autres, tous montés sur des dromadaires ! » Déjà, sa voix prophétique avertit le haut commandement et Londres que 20.000 hommes de troupes britanniques sont nécessaires pour écraser le khalifat. Naturellement on ne l'écoute pas... mais quatorze ans plus tard, c'est lui-même qu'on chargera de réunir les 22.000 hommes avec lesquels il en finira à Omdourman.

Il distribue de l'argent, mais toujours à bon escient. Lord Salisbury dit un jour que Kitchener était un exemple unique de militaire comprenant et pratiquant l'économie. Lord Cromer écrivit : « Il ne croyait pas que le gaspillage fût nécessaire... Il était au contraire rigidement économe. »

Sur sa demande expresse, il arrive à Dongola sur le Haut-Nil sans être accompagné d'aucun Européen, avec une escorte de vingt Ababdeh. Il est costumé et armé comme un partisan du désert. Il a 500 livres sterling dans sa sacoche. Il met six jours pour arriver, à dos de dromadaire. Le Mudhir le reçoit

(1) Titre du général anglais commandant l'armée d'Egypte.

bien. Il organise la correspondance avec Gordon enfermé dans Khartoum. A partir de ce moment il a carte blanche et se déplace à sa guise, tantôt à Debbeh, tantôt ailleurs, puis de nouveau à Dongola, selon ce qu'il croit utile ou nécessaire. On reconnaît ses services exceptionnels et, sur l'insistance des autorités du Caire et du Foreign Office, il est promu au grade de major (commandant) dans l'armée britannique. Mais il était trop tard. En vain lord Wolseley pressait-il la marche en avant. Le 26 janvier 1885, Khartoum tombait, et c'en était fait du général Gordon et de la petite garnison britannique. Quelques mois après, le ministère Gladstone décidait de mettre fin à l'expédition et d'abandonner le Soudan. Kitchener était promu lieutenant-colonel. Il avait trente-cinq ans. Trois ans auparavant il n'était encore que simple lieutenant.

VI

Après un congé de deux mois passé à Londres, le nouveau lieutenant-colonel du génie reçut l'ordre de rejoindre son corps à Dublin avec, comme perspective, l'établissement des plans de plusieurs casernes à construire à Cork. Cependant, au dernier moment, le War Office le « prêtait » de nouveau aux Affaires Etrangères. Il était nommé délégué britannique de la Commission internationale anglo-franco-allemande chargée de se rendre à Zanzibar pour y procéder à la délimitation des territoires du sultan.

La nomination de cette commission était une conséquence des appétits coloniaux allemands qui venaient de se dévoiler brusquement. L'Allemagne avait jeté son dévolu sur l'Afrique Orientale, et après avoir annexé tout le territoire de Bagamoyo, elle menaçait la côte et l'hinterland qui s'étendaient sur une longueur de près de 900 milles entre la côte des Somalis et les possessions portugaises. Or ces territoires dépendaient, en fait, du sultan de Zanzibar qui depuis longtemps s'était avisé d'établir dans les ports du littoral des douanes qui lui rapportaient un revenu appréciable. L'Allemagne défendait les soi-disant droits souverains d'un certain nombre de chefs et de roitelets nègres dont elle se déclarait pompeusement la protectrice et qui lui auraient, affirmait-elle, consenti d'importantes cessions ou concessions par « traités ». L'enquête de la

Commission prouva qu'en réalité la bande de littoral, objet de la dispute, était bel et bien administrée par le sultan de Zanzibar qui y entretenait des forces de police et des bureaux de douane. Quant aux chefs nègres de l'intérieur ils n'avaient aucun droit de disposer de quoi que ce fût, et l'on constata que la plupart de ces prétendus traités conclus avec l'Allemagne n'avaient même pas été couchés par écrit. L'imposture était donc flagrante et Kitchener n'eut pas de peine à le démontrer. Mais pour des raisons de politique générale l'Angleterre était alors décidée à faire des concessions à l'Allemagne. Elles devaient ultérieurement faire l'objet de plus importantes négociations qui aboutirent à la cession à l'Allemagne de toute la magnifique chaîne du Kilimanjaro. Kitchener, dans ses rapports au Foreign Office, avait mis en évidence la mauvaise foi des Allemands et dénoncé leurs procédés frauduleux. En revanche, il se félicitait de s'être trouvé constamment en plein accord avec son collègue français. Il montrait enfin le danger qu'il y avait pour l'Angleterre à rester sans base navale sur ce littoral tandis que les Allemands avaient à leur disposition l'excellent port de Dar-es-Salam qu'ils s'étaient fait céder par un traité avec le sultan de Zanzibar (1). C'est pourquoi il conseillait l'acquisition du port de Mombasa.

Cette mission, d'une importance en soi limitée, devait cependant exercer une profonde influence sur l'esprit de Kitchener. Elle l'éclaira sur la mentalité essentiellement basse et sur les procédés obliques des Allemands. Elle l'éclaira surtout sur la véritable nature de leurs ambitions « mondiales ». Avec son instinct naturel de divination, il flaira aussitôt le danger et acquit, dès 1886, la conviction intime que l'Allemagne voyait déjà dans l'Angleterre sa principale rivale et sa véritable ennemie. Ces germes que la mauvaise foi allemande déposa dès lors dans l'esprit de Kitchener devaient s'y développer : vingt-huit ans après il comprit immédiatement que l'Allemagne ne cherchait à écraser la Belgique et la France que pour mieux atteindre l'Angleterre. Pénétré de cette vérité, le jour même de son entrée au War Office, le 6 août 1914, il décidait que l'Angleterre — qui n'avait pas d'armée — jetterait dans la balance une force de 70 divisions d'infanterie qu'elle maintiendrait en campagne tout le temps nécessaire pour obtenir la victoire.

(1) La France venait de son côté d'acquérir la magnifique baie de Diego-Suarez à Madagascar.

VII

Kitchener rentrait en Angleterre lorsqu'une dépêche qu'il reçut à Suez lui annonça qu'il était nommé « Gouverneur général du Soudan oriental et du littoral de la mer Rouge », magnifique titre qui au fond ne signifiait guère autre chose que le commandement du petit port de Suakin, qui avait son importance comme poste d'observation des agissements du khalifat Abdoullah et des tribus qui commençaient à se fatiguer de son joug.

En 1887, Osman Digna, l'un des lieutenants du khalifat d'Omdourman, ravagea le pays jusqu'à 15 milles de distance de Suakin. Quelques mois après, Kitchener, autorisé par le sirdar, Sir Francis Grenfell, se mit à la tête des forces indigènes dont il disposait et exécuta un raid contre Osman Digna auquel il infligea une sévère leçon, à Handoub, lui tuant plus de 300 hommes et délivrant un grand nombre d'esclaves. Au cours de l'action, Kitchener eut la mâchoire inférieure fracassée par une balle. Il reçut immédiatement son brevet de colonel, et la reine Victoria, qui demandait chaque jour de ses nouvelles, le nomma aide-de-camp. Soigné à l'hôpital du Caire, il fut guéri au bout d'un mois, mais dut venir prendre quelques mois de repos en Angleterre. Il rentrait en Egypte en septembre avec le titre d'adjutant-général du sirdar. En cette qualité il continua à guerroyer contre les tribus hostiles du Soudan oriental et du littoral de la mer Rouge.

L'année suivante (1889) eut lieu l'importante bataille de Toski sur le Haut-Nil que livra le sirdar, Sir Francis Grenfell, contre les Derviches. Kitchener commandait la cavalerie égyptienne. L'ennemi, complètement battu, laissa 5.000 prisonniers entre les mains des Anglo-Egyptiens.

En 1890, Kitchener fut prié d'entreprendre la réorganisation complète de la police et de la gendarmerie égyptiennes. Nommé directeur général de la police, il se mit à l'œuvre et put déployer ses remarquables capacités d'organisateur. Grâce à sa profonde connaissance du pays, il réussit complètement là où plusieurs autres avaient déjà échoué. Dès 1891 on constata que, grâce à son système préventif, la criminalité avait diminué d'au moins 50 p. 100.

En 1892, Sir Francis Grenfell, ayant donné sa démission de

sirdar, Kitchener fut appelé au commandement en chef de l'armée égyptienne. Le nouveau chef n'avait que quarante-deux ans, mais lord Cromer qui représentait l'Angleterre au Caire l'avait vu à l'œuvre. La perspective d'un règlement de compte définitif avec le khalifat d'Omdourman apparaissait à ses yeux de plus en plus inévitable et il considérait Kitchener comme le seul homme capable d'écraser la puissance des Derviches. C'est pourquoi il avait usé de toute son influence pour persuader le Foreign Office de faire nommer Kitchener au poste suprême de l'armée du khédive.

VIII

Le nouveau sirdar entrait donc en fonctions avec un programme déterminé : préparer l'armée égyptienne au grand jour non encore fixé qui vengerait Gordon, détruirait le Madhisme et rendrait tout le Soudan à l'Égypte. Il se mit à l'œuvre et put déployer librement ses étonnantes capacités d'organisateur. Malgré une économie rigoureuse exigée par l'état précaire des finances égyptiennes il fit des miracles. Quatre ans après, l'armée entraînée, instruite, disciplinée, avait à sa disposition d'importantes réserves d'équipements, d'armes et de munitions. Quant aux 18.000 soldats — le maximum permis par les conventions internationales — qui la composaient, ils connaissaient tous à fond leur métier. D'après les prévisions de Kitchener, l'armée en campagne comprendrait environ 22.000 hommes ainsi décomposés : 14 bataillons d'infanterie, dont 8 composés de fellahs égyptiens et 6 de noirs soudanais ; 4 escadrons de cavalerie, 3 batteries d'artillerie ; quelques compagnies d'intendance et de transports ; enfin 3 bataillons supplémentaires composés de réservistes. L'armée ne comprenait que 60 officiers ou sous-officiers anglais, tous triés sur le volet. Les autres gradés et officiers étaient égyptiens. Le service des renseignements (Intelligence Department) admirablement organisé par Kitchener qui s'y connaissait, l'informait avec précision des faits et gestes du successeur du Madhi. Le colonel Wingate en était le chef.

Un incident significatif se produisit alors. Le khédive Abbas-Hilmi, déjà germanophile, ne pouvait souffrir les Anglais. Le jour de la grande revue annuelle qui avait lieu à

Halfa, il résolut de se livrer à une manifestation. Dès que le défilé commença, se tournant vers le sirdar qui se tenait à ses côtés, il lui dit, montrant du doigt le premier détachement qui marchait dans un ordre parfait sous la conduite d'un officier anglais : « Voyez comme ces hommes marchent mal ! Vraiment, leur officier devrait être réprimandé. » Kitchener répondit simplement que c'était là un des meilleurs bataillons de l'armée. Mais le Khédivé l'interrompant brusquement s'écria : « Je sais comment on doit marcher ! J'ai été élevé au Thérésianum ! Je vous dis que cette démarche est déplorable ! » Puis, montrant un bataillon conduit par un officier égyptien : « Voyez ce bataillon ! Voilà ce que j'appelle marcher ! » Et pendant tout le défilé il continua à critiquer les officiers anglais et à louer hautement les officiers égyptiens. Sur une remarque particulièrement outrageante pour la discipline anglaise, Kitchener lui répondit tranquillement : « Comme Votre Altesse n'est évidemment pas satisfaite des efforts que moi-même et les officiers britanniques n'avons cessé de déployer pour instruire votre armée, il ne me reste plus qu'à vous remettre ma démission et celle de tous les officiers anglais. » Le khédivé resta saisi, devint pourpre et bégaya qu'il n'avait pas eu en réalité l'intention de faire d'aussi sévères critiques. Il essaya de s'excuser le plus maladroitement possible. Mais Kitchener arrêta aussitôt le défilé monta à cheval et s'éloigna laissant le khédivé et sa suite en proie à la plus complète confusion. Il eut grand soin de raconter l'histoire et de la faire circuler parmi ses officiers. Le soir, le khédivé offrait un banquet à l'armée. Mais Son Altesse « qui souffrait d'un fort mal de tête » se fit excuser et demeura à bord de sa dahabieh. Les officiers anglais, tristes par ordre, n'adressèrent pas la parole à leurs camarades égyptiens. Ce fut un véritable banquet de funérailles. Entre temps un aide de camp du sirdar était dépêché au Caire avec le rapport détaillé de l'incident. Deux jours plus tard, lord Cromer informait le khédivé que, s'il ne publiait pas immédiatement un ordre du jour dont le texte lui était dicté, exprimant sa complète satisfaction pour la discipline et l'instruction données à son armée par les officiers britanniques, son abdication immédiate serait exigée. » Le khédivé dut se soumettre et Kitchener nommé chevalier par la Reine devint Sir Herbert Kitchener K.C.M.G.

IX

En janvier 1896, le Cabinet Salisbury impressionné par le désastre italien d'Adaoua décida que le moment était venu, non d'une simple démonstration, mais d'une avance immédiate et en force. Ce fut un véritable coup de tonnerre, lorsqu'on apprit en Egypte, le 13 mars, par une dépêche de Reuter publiée dans le *Times* et datée du Caire (mais donnée en réalité à ce journal par Downing Street) que le Cabinet avait décidé l'envoi d'une expédition pour « reconquérir la province de Dongola. »

Kitchener avait reçu le télégramme officiel à trois heures du matin et s'était immédiatement rendu chez lord Cromer pour arrêter avec lui les premières mesures relatives à la mobilisation. Puis « el Louré » (1) s'était rendu chez le khédivé pour le mettre au courant. Quelques jours après le Foreign Office télégraphiait : « Tous les ordres relatifs à l'avance seront donnés par Baring (lord Cromer) au sirdar ». Le War Office qui avait un instant paru manifester l'intention d'envoyer un autre général se tint à l'écart, n'intervenant que sur une demande expresse et déclinant toute responsabilité ! Kitchener était décidément le général du Foreign Office. Il exécutait mais Cromer contrôlait, en toute confiance d'ailleurs, connaissant son subordonné à fond. Cette collaboration intime de deux hommes supérieurs devait donner les plus heureux résultats.

La campagne commença le 16 mars 1896 par la prise d'Akasha, sur le Nil, à 75 milles au sud de Wadi Halfa, par le général Mac Donald. Le reste de l'armée arrivait en suivant la vallée du Nil. Les difficultés des transports effectués le long de la vallée rocheuse sur un seul côté du Nil furent considérables. La garnison de Suakin (deux bataillons) reçut l'ordre de rejoindre l'armée. Des contretemps graves (choléra, calme plat sur le Nil, ouragan de sable, explosion d'un grand bateau neuf, etc...) faillirent plusieurs fois compromettre le succès de l'expédition, mais l'énergie indomptable du sirdar triompha de toutes les difficultés et soutint le moral des troupes. Une ligne de chemin de fer était jetée, avec des

(1) Le « lord » (lord Cromer).



peines inouïes, à travers le désert, pour éviter l'immense boucle du Nil. Kitchener en avait commandé lui-même tout le matériel et il en surveilla personnellement les travaux. Le 22 septembre, il était entré à Dongola après un combat et avait repoussé les Derviches jusqu'à la quatrième cataracte.

Après la prise de Dongola, Kitchener s'était rendu en Angleterre pour y exposer ses vues au Cabinet et obtenir des ordres pour une nouvelle avance. D'après lui la prise de Dongola n'avait aucun sens tant que la puissance du khalifat d'Omdourman restait intacte et que son armée se dérobaient. Il demanda donc l'autorisation de poursuivre son avance vers le Sud pour s'emparer d'Omdourman, la capitale des Derviches, en face de Khartoum. De plus on savait qu'une expédition française (la mission Marchand) était partie du Congo, se dirigeant vers le Haut-Nil. Il était important pour l'Angleterre de ne pas se laisser gagner de vitesse.

Le gouvernement avait donné à Kitchener l'ordre d'accélérer son avance et lui promit des renforts. Kitchener était revenu en hâte et avait aussitôt commencé la réalisation de son audacieux projet de chemin de fer à travers le désert. Le 29 août l'armée égyptienne s'emparait d'Abou-Hamed et le 31 de Berber, le point stratégique le plus important du Soudan. Le khalife des Derviches, effrayé et sûr que l'attaque de sa forteresse était imminente, rassembla son armée pour la lutte suprême. Le 25 décembre, les Italiens qui occupaient Kassala sur le flanc gauche de l'armée anglaise et qui désiraient depuis longtemps évacuer cette place, la remettaient au colonel Parsons. Tranquille de ce côté, Kitchener pouvait sans inquiétude poursuivre sa marche en avant. D'ailleurs, grâce à l'intervention énergique de lord Cromer, bien des difficultés relatives au commandement, aux finances, aux renforts avaient été aplanies. Kitchener n'avait qu'à marcher.

Ce ne devait être cependant que le 27 août 1898 que l'armée de Kitchener, composée de 8.200 Anglais et 17.600 soldats égyptiens, se trouva concentrée tout entière sur la rive gauche du Nil, à Royan, à la tête de la sixième cataracte. Elle avança de 120 milles vers le sud sans rencontrer d'opposition. Quant au khalife il avait rassemblé dans Omdourman tous ses partisans, environ 50.000 fanatiques prêts, suivant la prédiction du Madhi, à massacrer les infidèles jusqu'au dernier.

Le 1^{er} septembre la cavalerie anglo-égyptienne pouvait contempler Omdourman du haut des collines Kerreri. L'énorme masse conique du tombeau du Madhi s'élevait au milieu de la multitude de huttes de boue qui formaient la ville. Dans le

lointain on distinguait les ruines du palais du Khartoum. Toute la plaine qui s'étendait à l'ouest de la capitale était couverte d'étendards fichés en terre : l'armée du khalifat était rassemblée là.

La bataille suprême fut livrée le 2 septembre 1898. Elle fut acharnée et se termina par la déroute complète des derviches qui laissèrent 10.563 cadavres sur le champ de bataille, plus 5.000 prisonniers. Le khalifat Abdoullah voyant la partie perdue s'était enfui avec ses cavaliers vers le désert du Khor-dofan. Du côté anglo-égyptien les pertes étaient minimales : 28 Anglais et 20 indigènes tués ; 153 Anglais et 261 indigènes blessés. Le tombeau du Madhi avait été détruit au cours de la bataille par quelques obus à la lyddite.

Le 4 septembre des détachements de toutes les unités traversaient le Nil et étaient rassemblés dans Khartoum où devant les ruines du palais de Gordon, le drapeau britannique fut hissé. Et le général victorieux, qui était au fond un enthousiaste et un sensitif, pleura.

Le soir même un télégramme lui apportait les remerciements de la Reine et la nouvelle de son élévation à la pairie. Lord Kitchener, de Khartoum, reçut en outre des centaines de télégrammes de félicitations, parmi lesquels celui de M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères de France.

X

Quelques jours après la bataille d'Omdourman, le 7 septembre, Kitchener apprenait par son Service des Renseignements qu'une petite expédition composée de 80 soldats sénégalais conduits par 7 officiers français se trouvait déjà à Fachoda, sur le Nil Blanc, depuis environ un mois. Ils avaient même repoussé une flottille de bateaux que le khalifat avait envoyée pour les attaquer. On s'attendait en haut lieu à cet événement et les instructions du sirdar étaient précises. Il devait se rendre lui-même à Fachoda et faire comprendre à tout officier français qui pourrait s'y trouver que l'Angleterre considérait tous les territoires du Haut-Nil (Nil Bleu, Nil Blanc et Bahr-el-Gazal) comme faisant partie du territoire égyptien placé sous le protectorat britannique. Il devait en

conséquence hisser à Fachoda le pavillon égyptien et celui de la Grande-Bretagne. Kitchener, conformément aux instructions données par lord Salisbury lui-même se rendit donc à Fachoda avec 100 highlanders, deux bataillons de Soudanais et une batterie d'artillerie. Arrivé le 18 septembre en vue de Fachoda il écrivit au chef de l'expédition française pour l'informer de sa victoire d'Omdourman et de son arrivée. La réponse arrivait le lendemain. Elle était portée par un sergent sénégalais remontant le Nil sur un petit canot d'acier. Le capitaine Marchand félicitait le général Kitchener de sa victoire et l'informait que par ordre de son Gouvernement il avait occupé la région du Bahr-el-Gazal jusqu'à Fachoda où il était arrivé le 10 juillet. On connaît la suite des faits qui devaient donner lieu à l'historique « incident de Fachoda » : Kitchener arrivait sur le *Dal* et recevait à son bord les officiers français qu'il félicitait de bon cœur de leur magnifique voyage. En même temps il les informait très civilement qu'il conformément aux ordres de son gouvernement il considérait leur occupation d'une portion du territoire du khédivé comme une violation des droits de la Grande-Bretagne et du gouvernement égyptien protégé. Marchand répondait qu'il ne pouvait se retirer sans ordres de son gouvernement. Kitchener dit alors qu'il avait l'intention de hisser à son tour le pavillon égyptien à Fachoda et proposa de mettre une canonnière à la disposition du capitaine Marchand pour lui permettre de se retirer. Sur cette dernière question Marchand insista pour en référer à Paris. Quant à la décision de Kitchener de hisser le pavillon égyptien il ne pouvait que s'incliner devant l'inévitable. En conséquence Kitchener fit débarquer ses troupes et le pavillon égyptien fut hissé sur un emplacement choisi d'un commun accord par le colonel Wingate et le capitaine Germain, à cinq cents mètres environ du pavillon français. Tout s'était passé de part et d'autre avec la plus grande dignité et aucun mot de menace n'avait été proféré par Kitchener dont les forces étaient d'une supériorité écrasante. L'attitude du capitaine Marchand fut parfaite. On connaît l'épilogue de « l'incident » et comment une partie de la presse et du Parlement anglais, au lieu d'imiter le tact de Kitchener, crurent devoir se livrer à des commentaires plus que désobligeants à l'égard de la France, ce qui faillit amener une rupture. Après de laborieux pourparlers, le Gouvernement français avec une bonne grâce admirable retira ses prétentions sur « le marécage inconnu et désolé de l'Afrique centrale. »

C'est avec le plus grand plaisir que Kitchener devait, en

1915, revoir dans les plaines de la Champagne le général Marchand et le général Baratier (1).

XI

Lord Kitchener se rendit en Angleterre où une réception enthousiaste l'attendait. Il fut reçu à la Cour, à la Cité de Londres et l'Université de Cambridge le nomma docteur en droit *honoris causa*, le saluant des titres de *Ultor Gordonis, Ægypti Vindex, miles at mercator idem*.

Le 19 janvier 1899, la Convention anglo-soudanaise était signée par lord Cromer et le ministre des Affaires Etrangères égyptien. Lord Kitchener était nommé gouverneur général du Soudan. Ses proclamations devaient avoir force de loi. Sa tâche était d'organiser et de pacifier le pays en donnant le coup de grâce au khalifat. Il n'y faillit pas. Il établit des communications régulières avec l'Égypte, rebâtit Khartoum où il fonda le Gordon College, et créa de toutes pièces l'administration du pays. Quant au khalifat il envoya à sa poursuite le général Wingate qui, à la tête d'une colonne de 3.700 hommes, l'atteignit à Oum le 24 novembre 1899 : son camp fut emporté d'assaut et le khalifat Abdoullah lui-même fut tué ainsi que ses principaux lieutenants. De la puissance des derviches, il ne resta plus que le souvenir.

XII

En octobre 1899, l'Angleterre avait déclaré la guerre aux républiques sud-africaines. La campagne avait commencé par une série de revers. Le général White était bloqué dans Ladysmith et le général en chef Sir Redvers Buller éprouvait défaites sur défaites à Stormberg, à Maggersfontein, à Colenso. Le cabinet britannique comprit alors qu'il ne s'agissait plus d'une simple expédition coloniale, mais d'une véritable guerre. On offrit le commandement en chef au plus glorieux soldat de l'Angle-

(1) Le capitaine Baratier faisait partie de l'expédition Marchand.

terre, à lord Roberts. Lord Salisbury insista pour que Kitchener lui fût adjoint en qualité de chef d'Etat-Major.

Kitchener qui, dès le début, n'avait pas partagé l'optimisme général et avait prévu que la guerre serait longue et pénible, se trouvait à Khartoum lorsqu'il reçut sa nomination, qu'il attendait d'ailleurs. Il partit immédiatement — son ami Wingate venait de lui succéder dans les fonctions de sirdar — et il rejoignit lord Roberts à Gibraltar (1).

Les péripéties et les surprises de la longue guerre sud-africaine sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici. Ce qui est certain c'est que Kitchener trouva en Afrique du Sud un vaste champ où déployer ses grands talents de soldat, d'organisateur et de diplomate. Dès le début, il fut frappé par la nécessité d'avoir une importante cavalerie légère sans laquelle l'armée anglaise se fût trouvée complètement désarmée devant l'extraordinaire mobilité des commandos boers. Il fallait aussi une artillerie capable de lutter avec les pièces à longue portée dont disposait l'ennemi (2). La difficulté des transports et des communications devait également causer les plus graves soucis à Kitchener. La première année de la campagne fut marquée par la capture du laager de Cronje, la bataille de Paardeberg et l'entrée de l'armée anglaise à Prétoria.

En novembre 1900, lord Roberts rentrait en Angleterre pour y assumer le rôle de commandant en chef de l'armée métropolitaine et lord Kitchener était nommé commandant en chef de l'armée en campagne qui comptait déjà 230.000 hommes.

Son génie organisateur lui suggéra un moyen original de venir à bout d'un ennemi d'une insaisissable mobilité : il couvrit le pays occupé, et particulièrement les lignes de chemin de fer et les voies importantes de communication d'un immense réseau de petits blockhaus fortifiés, entourés de fils de fer barbelés et placés à peu de distance les uns des autres, de façon à pouvoir se prêter assistance en cas de besoin. En outre, il organisa un grand nombre de colonnes volantes, aussi mobiles que celles de l'ennemi, qui furent chargées de battre le pays sans relâche. Le résultat ne se fit pas attendre, et l'on put bientôt prévoir que la résistance boer prendrait fin lorsque le système préconisé par Kitchener pourrait être généralisé : en fait, tous les détachements boers qui s'aventuraient dans les zones protégées furent capturés. Enfin, les familles des Boers qui habitaient les fermes et qui étaient

(1) Lord Roberts lui-même tenait beaucoup à la nomination de Kitchener.

(2) La plupart des pièces d'artillerie lourdes des boers venaient des établissements français du Creusot.

soi-disant composées de non-combattants, mais qui fournissaient en réalité un précieux appui aux partis en campagne, en les ravitaillant, furent placées dans les fameux camps de concentration. Les ressources des commandos furent taries, les troupeaux confisqués, les récoltes réquisitionnées ou brûlées, les fermes et les moulins furent détruits. Ces mesures devaient soulever dans toute l'Europe et en Angleterre même de vives protestations. Elles étaient dures évidemment, mais nécessaires, car, faute d'y recourir, l'Angleterre eût mieux fait de renoncer à la guerre et de s'avouer tout de suite vaincue. Kitchener, qui n'ordonnait ces mesures que contraint et forcé, insista vivement pour que ses généraux fissent preuve chaque fois que c'était possible de la plus grande modération.

Au cours des négociations qui précédèrent la paix, l'idée dominante de Kitchener fut que cette paix devait être une véritable réconciliation, car il éprouvait la plus haute estime pour la bravoure de ses ennemis. Aussi n'épargna-t-il rien pour convaincre Botha et les autres chefs boers que l'Angleterre — ne s'inspirant nullement des méthodes préconisées par les Allemands — ne désirait pas la destruction de toutes les forces intellectuelles et économiques du peuple boer. Excellent diplomate militaire, il avait su conquérir l'estime des chefs boers et contribua personnellement beaucoup à les amener à composition. Il fit tous ses efforts pour convaincre le gouvernement anglais de la nécessité d'accorder aux Boers la plus large autonomie et les indemnités nécessaires à la reconstruction des fermes brûlées et au paiement des sommes dues pour les réquisitions de troupeaux et de grains. Il y réussit pleinement car l'Afrique du Sud constitue aujourd'hui le plus libre des Dominions de la Couronne britannique avec son gouvernement, son parlement, ses finances et son armée propres. Les Boers jouissent maintenant de plus de liberté peut-être qu'ils n'en ont jamais eue et des avantages incontestables qu'il peut y avoir à faire partie d'un vaste empire disposant d'une flotte immense, d'une diplomatie puissante, de ressources financières sans limites.

XIII

Lorsque lord Kitchener rentra en Angleterre après la cessation des hostilités dans l'Afrique du Sud, une magnifique et

solennelle réception l'attendait. C'était le héros de la nation, le plus grand soldat de l'Empire. Sa gloire, née dans cet Orient « où se font les grandes réputations », s'était élargie et consolidée dans cette longue et pénible lutte où l'amour-propre de l'Angleterre, autant que ses intérêts, avaient été soumis à une si rude épreuve. Le prince de Galles l'attendait à la gare et le roi Edouard VII, malade, le faisait mander aussitôt dans sa chambre pour lui remettre de sa propre main l'Ordre du Mérite.

Agé de cinquante-deux ans à peine, il restait l'un des grands espoirs du pays. Pendant la guerre sud-africaine, il avait été question de lui pour le War Office. Tout un parti l'aurait vu avec plaisir au ministère; mais il avait nettement décliné l'invitation, ayant en horreur la politique et la bureaucratie, sentant bien qu'il ne pourrait pour bien des raisons accomplir les réformes profondes, le bouleversement radical qu'il aurait rêvé. Depuis Omdourman il songeait au commandement en chef de l'armée des Indes et n'avait pas caché son désir, qui fut exaucé. Il savait qu'il y avait là une œuvre immense à accomplir; toute l'armée et toute la défense des Indes à réorganiser de fond en comble : il sentait venir la grande crise européenne qui devait bientôt s'ouvrir sur le théâtre balkanique. Le péril pour l'Angleterre serait-il russe ou allemand? On n'en savait encore rien, mais dans les deux hypothèses il fallait être prêt et l'Inde était le pilier central de l'édifice britannique. Dans un conflit avec le russe elle serait attaquée (1). Dans une guerre avec l'Allemagne au contraire, son concours pour la défense générale de l'empire serait infiniment précieux.

Le vice-roi de l'Inde, lord Curzon, avait vu d'un œil favorable la candidature de lord Kitchener et, en le félicitant, il se félicitait lui-même de leur prochaine collaboration.

Les principes généraux dont s'inspirait — et s'inspira toujours — lord Kitchener, étaient qu'« une armée solide constitue simplement une assurance contre un désastre national », et que « toute dépense faite pour une armée faible sur laquelle on ne peut compter est aussi indéfendable que le paiement de primes à une compagnie insolvable ». Enfin, partisan convaincu de la nécessité de réaliser toutes les économies

(1) Le marquis de Salisbury dont le père, lord Salisbury, appréciait beaucoup Kitchener et avait personnellement contribué à son avancement, rapporte que pendant que Kitchener était commandant en chef de l'armée des Indes, il avait conçu et élaboré dans tous ses plus petits détails un plan possible et probable d'attaque russe sur l'Inde.

possibles, il soutenait que les perfectionnements d'une armée solide devaient être acquis au plus bas prix. Enfin, loin d'avoir des idées préconçues, il ne se lançait dans des réformes qu'avec la plus grande prudence, après avoir mûrement réfléchi et minutieusement étudié les conditions locales.

Aussi commença-t-il par faire deux immenses tours d'inspection le long de la frontière des Indes, visitant les postes les plus reculés, examinant surtout minutieusement les vallées, les passes, le relief du sol avec la compétence et le profit d'un professionnel de la topographie et de la cartographie militaires. Ces voyages furent entrecoupés d'utiles conversations avec le vice-roi, à Simla, sur l'administration de l'Inde. Il refusa prudemment d'élaborer un programme quelconque avant qu'une année au moins ne se fût écoulée.

Les réformes — comme tout ce qu'entreprenait Kitchener — furent profondes et aboutirent en fait à une refonte complète de l'organisation militaire de l'empire des Indes. Convaincu de la nécessité d'une nouvelle distribution plus rationnelle des effectifs, il devait tenir compte des deux facteurs fondamentaux du problème : maintenir la sécurité à l'intérieur du pays et se prémunir contre une invasion étrangère. L'ancienne distribution des troupes en trois armées correspondant aux trois présidences du Bengale, de Madras et de Bombay se trouvait impuissante à assurer ce double résultat : elle ne prévoyait pas l'hypothèse d'une attaque extérieure.

Le plan que proposa lord Kitchener réalisait l'unité de l'armée en vue de la Guerre. Il envisageait un triple objectif :

1° En tenant compte des forces de police, des milices, etc... et après entente avec les gouvernement locaux, réduire au minimum les effectifs cantonnés dans les garnisons de l'intérieur en vue d'assurer la sécurité du pays ;

2° Etablir une organisation en vue de la guerre, chaque unité ayant sa place fixée à l'avance et devant être toujours prête à partir au premier signal ;

3° Faire coïncider autant que possible les formations de paix avec l'organisation de l'armée sur pied de guerre de façon à faciliter une mobilisation rapide.

En fait, la majeure partie de l'armée combattante devait se trouver cantonnée à proximité des frontières et le long des lignes de chemin de fer. De nouvelles voies stratégiques étaient prévues qui devaient, en cas de mobilisation, permettre aux armées d'occuper dans le plus bref délai les points importants. Enfin l'artillerie et l'armement devaient être renouvelés. La réforme devait s'accomplir progressivement et les

dépenses prévues devaient être imputées sur un certain nombre d'exercices financiers. Dès le mois de septembre 1904, le gouvernement britannique approuvait le nouveau programme dont l'exécution commençait immédiatement sous la haute direction de son auteur. En moins de six ans le plan élaboré par Kitchener devenait une réalité et l'on peut dire que c'est grâce à lui que l'Inde se trouva en état, en 1914, de fournir dès le début de la campagne un appui si efficace : toute l'armée régulière, remplacée aussitôt par des territoriaux volontaires, pouvait être transportée en France avec une incroyable rapidité, tandis qu'un grand nombre de divisions indigènes d'infanterie et de cavalerie partaient à leur tour pour les divers fronts des Flandres, de la Somme, de la Mésopotamie, de l'Égypte, de l'Afrique orientale allemande, des Dardanelles et de Salonique. L'instrument forgé avec tant de soin par Kitchener quelques années auparavant se révélait une précieuse et efficace arme de guerre.

Tout en poursuivant la réalisation du programme fixé, Kitchener ne négligeait rien pour perfectionner la valeur intellectuelle et morale de l'armée des Indes ainsi que sa cohésion. Il créait à Quetta un collège d'Etat-Major, destiné à perfectionner l'instruction des officiers. Il insistait souvent et avec une énergie particulière pour que les officiers anglais entretenissent de meilleurs rapports avec leurs collègues indigènes qu'il exigeait que l'on traitât avec la plus complète courtoisie. Enfin il fit tout son possible pour améliorer la situation des jeunes officiers que leur traitement modeste et certaines habitudes de dépense livraient aux usuriers. Il fit élever leur solde et contribua à supprimer beaucoup de dépenses inutiles. Quant aux soldats anglais et indigènes nul plus que lui ne s'occupa davantage de leur bien-être physique et moral.

Pendant son séjour de six années aux Indes, lord Kitchener sut se servir habilement de l'immense prestige que lui valaient ses campagnes d'Égypte et de l'Afrique du Sud et ses dons naturels de noblesse et de séduction : il fit une impression profonde sur la plupart des princes hindous qui avaient pour lui une profonde admiration mêlée d'une crainte mystérieuse. Quant à l'émir d'Afghanistan Habiboullah qui fit un voyage aux Indes et fut piloté et gâté par Kitchener, il avait pour lui un véritable culte et le traitait en ami, lui écrivant fréquemment et le pressant de venir lui rendre visite à sa cour.

Au fond, tout en préparant l'Inde, par devoir professionnel autant que par prudence, à l'éventualité d'une attaque russe,

Kitchener était surtout conscient de la gravité de la menace allemande en Orient. Les fameux voyages du Kaiser à Constantinople, en Palestine, sa visite au sultan du Maroc, l'entreprise du Bagdad-Bahn, l'activité fiévreuse d'une propagande intense, tout lui faisait prévoir que la crise un jour ou l'autre éclaterait. Et ce jour-là l'Inde aurait son rôle à jouer.

XIV

En 1910 le commandement de lord Kitchener prit fin. Il était nommé Maréchal et entreprit aussitôt un grand voyage au cours duquel il devait visiter la Chine, le Japon, les Indes Néerlandaises, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Depuis longtemps il désirait voir la Chine et le Japon. Quant à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, il allait y remplir une importante mission dont l'effet devait être profond et les conséquences considérables : il était chargé de se livrer à une inspection minutieuse des deux Dominions au double point de vue de leur organisation défensive proprement dite et de leur organisation militaire en général.

Après avoir inspecté les défenses de Singapour et du détroit de Malacca, le maréchal Kitchener s'arrêtait à Saïgon où le gouverneur de la Cochinchine française le conviait à passer une revue de la garnison annamite. Puis il poursuivait sa route et visitait Hong-Kong, Canton, Shanghai, Pékin, Moukden et Port-Arthur d'où il s'embarquait pour le Japon. Il fut reçu officiellement et solennellement dans l'Empire du Soleil Levant dont il put à loisir examiner l'organisation militaire.

Revenant sur ses pas, le maréchal se rendait aux antipodes en passant par Java. Il posait peu après le pied sur le continent australien à Port-Darwin, petit port de l'Australie septentrionale, terminus du câble transocéanique et future tête de ligne d'un chemin de fer transcontinental. Kitchener se rendit compte à quel point toute la partie nord du continent australien était vulnérable en l'absence complète de tout système de défense.

Reçu avec enthousiasme par toutes les villes de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Tasmanie, Kitchener vit tout, inspecta tout, et, avec son instinct divinateur, prévit tout.

Il indiqua les points stratégiques à défendre et la manière efficace de les défendre. Il indiqua surtout aux gouvernements des Commonwealth comment ils devaient organiser leur armée nationale. Selon son habitude d'aller au fond des problèmes, il ne se borna pas à des généralités. Il dressa de véritables programmes détaillés, fixant, par exemple, l'effectif de l'armée australienne à 80.000 hommes indispensables pour assurer la défense de ses villes et de ses ports. Cette force devait être répartie en 84 bataillons d'infanterie, 28 régiments de cavalerie légère, 56 batteries d'artillerie et 14 compagnies du génie. Il établit un budget militaire correspondant et insista pour la division du pays en secteurs militaires et la création d'une école militaire destinée à former des officiers. Il en fit autant en Nouvelle-Zélande.

Son programme militaire fut adopté dès 1911 et contribua largement à permettre aux futurs Anzacs de s'illustrer dans la grande guerre en apportant une aide efficace à la mère-patrie. Grâce à Kitchener 331.781 Australiens (1) et 100.444 Néo-Zélandais devaient traverser les mers pour venir combattre dans les rangs alliés.

Son voyage terminé lord Kitchener rentra en Angleterre par l'Amérique.

XV

Il fut question de lui pour la Vice-royauté des Indes et le roi Edouard VII usa de toute son influence auprès de lord Morley, alors ministre de l'Inde, pour obtenir sa nomination. Mais lord Morley, bien qu'il eût personnellement la plus haute estime pour le maréchal Kitchener, était absolument opposé en principe à la nomination d'un militaire à un poste qui, d'après lui, devait être normalement tenu par un civil. Lord Morley était convaincu de l'absolue nécessité de la suprématie du pouvoir civil. Un mois plus tard le roi Edouard VII mourut et lord Morley, de nouveau pressé de nommer Kitchener, déclara qu'il préférerait donner lui-même sa démission.

Kitchener profita de la liberté provisoire dont il jouissait pour entreprendre un nouveau grand voyage dans le Soudan

(1) Sur ce total on compte 210.981 fantassins, 30.365 cavaliers, 23.887 artilleurs, 2.275 aviateurs etc...

égyptien — sa conquête — dont il était anxieux de constater *de visu* les progrès, et dans l'Afrique orientale anglaise. Il remonta en steamer le Haut-Nil, et traversa les lacs Albert Nyanza et Victoria Nyanza. « De notre steamer » écrivait son aide-de-camp Fitzgerald « nous voyons soit des jungles épaisses, soit d'énormes plaines herbeuses qui s'étendent au loin absolument couvertes d'antilopes, de girafes, d'éléphants, de buffles, etc... Ailleurs, l'eau grouille d'hippopotames. Nous allons chasser l'éléphant au nord de l'enclave de Lado et le rhinocéros blanc dans l'enclave elle-même ». De Port-Florence, sur le lac Victoria Nyanza, il se rendit à Mombasa par le chemin de fer de l'Ouganda. La beauté et la fertilité merveilleuse de l'Afrique Orientale le décidèrent à y acquérir un vaste domaine. Il comptait y venir plus tard y résider chaque hiver, tandis qu'il passerait l'été dans son domaine anglais de Broome Park. (1)

A peine arrivé sur la côte il reçut un télégramme le pressant de rentrer à Londres, le roi Georges V désirant qu'il commandât les troupes le jour de son Couronnement. Il se hâta donc et prit aussitôt le paquebot allemand *Feldmarshal*. A Venise il s'arrêta deux jours chez lady Layard où l'empereur Guillaume vint lui rendre visite. Il devait déjeuner avec lui à Londres quelques semaines plus tard chez lord Haldane. Ils ne devaient plus se revoir.

Après le couronnement, Kitchener fut introduit à la Chambre des lords par lord Morley et lord Milner. La question de son emploi se posa de nouveau. Au moment où l'Allemagne (2) troublait l'Europe du bruit de ses prétentions africaines, l'Angleterre qui n'avait nullement renoncé au projet éventuel d'un Cairo-Cape Railway sentit qu'il serait bon d'avoir en Egypte un homme à la fois de premier ordre et de premier plan. L'agent britannique, sir Eldon Gorst, étant tombé malade, M. Asquith, sur l'insistance de lord Cromer, offrit le poste à lord Kitchener qui, à défaut de la Vice Royauté des Indes, accepta avec joie de retourner dans cette Egypte à laquelle tant de souvenirs l'attachaient.

(1) Lord Kitchener qui supportait sans la moindre gêne les chaleurs les plus torrides avait une véritable horreur du froid.

(2) C'était au moment de l'incident d'Agadir.

XVI

A peine lord Kitchener avait-il débarqué en Egypte que la guerre éclatait entre l'Italie et la Turquie à propos de la Tripolitaine. L'Angleterre désirait naturellement que l'Egypte observât une stricte neutralité. Kitchener, avec son incomparable maîtrise de la mentalité orientale, n'eut aucune peine à calmer le soi-disant enthousiasme de certains milieux musulmans et à jeter une douche d'eau froide sur bien des « interventionnistes ». A une députation de Musulmans qui vinrent lui demander d'expédier en Tripolitaine quelques bataillons égyptiens pour aider les Turcs, il répondit : « C'est une idée excellente, mais comme il me serait difficile d'improviser des troupes égyptiennes pour les remplacer, il me faudra peut-être demander qu'on envoie ici quelques bataillons d'Angleterre. » A des officiers égyptiens qui demandaient un congé et l'autorisation de s'engager dans l'armée turque, il déclara : « Certainement ; mais comme les cadres de l'armée doivent être toujours au complet, je serais obligé de vous faire remplacer par des officiers plus jeunes, de sorte que lorsque vous reviendrez, vous vous trouverez automatiquement à la retraite. » Quant aux cheiks bédouins qui sollicitaient l'autorisation de lever des recrues dans le désert pour le service du khalife, il les félicita de leur ardeur guerrière, ajoutant qu'il comptait profiter de leurs nouvelles dispositions pour faire bénéficier à leur retour l'armée égyptienne de leurs services en les soumettant à la conscription dont ils avaient été jusqu'ici exemptés en vertu d'un privilège spécial. Naturellement ils demandèrent à réfléchir et retirèrent leur requête.

En même temps, Kitchener s'occupait de faire aboutir une réforme dont il avait déjà eu l'idée plusieurs années auparavant. Il s'agissait de protéger le fellah égyptien, si travailleur, contre les usuriers dans les griffes desquels sa prodigalité et son insouciance le jetaient sans défense. C'est pourquoi Kitchener fit passer la « loi des cinq feddans » analogue à la loi française sur le bien de famille insaisissable : toute propriété agricole n'excedant pas une superficie de cinq feddans ne peut être saisie pour dettes. Il eut à vaincre l'opposition des banques qui commanditaient les usuriers et perdirent ainsi

un placement rémunérateur. Bien des « financiers » grecs de Mitylène et autres lieux et un grand nombre de dignes israélites jetèrent les hauts cris mais durent en définitive chercher un autre moyen de faire fructifier leur argent.

Kitchener rendit un autre service à l'agriculture en favorisant la culture du coton, particulièrement dans le Soudan. Grâce à lui, un emprunt de 3.000.000 de livres sterling qui fut consenti par le gouvernement britannique permit l'irrigation et l'aménagement de la plaine de Gezirah au sud de Khartoum en vue de la culture intensive du coton.

Lord Kitchener se trouvait en congé en Angleterre et se disposait à rejoindre son poste lorsque la guerre éclata. Sir George Arthur qui fit partie de son cabinet jusqu'au dernier moment nous montre dans son livre, avec une multitude de documents, le rôle prépondérant que devait jouer le maréchal dans la tâche difficile d'armer pour la guerre moderne une nation de civils.

Les qualités dominantes qui ont composé l'intelligence de Kitchener semblent avoir été un singulier pouvoir d'observation, le don très développé de prévoir à l'avance les événements par le jeu spontané d'une déduction rigoureuse, une imagination constructive et une grande puissance de travail au service d'une forte volonté. Il fut un des grands constructeurs de l'empire britannique et fait songer à ces pro-consuls de Rome à la fois soldats, législateurs et hommes d'état.

Quant à son caractère, le marquis de Salisbury qui fut, comme son père, un grand ami du maréchal, nous le dépeint avec exactitude dans la préface qu'il a écrite pour l'édition anglaise de *Life of Lord Kitchener*. On y trouvera peut-être l'explication de son prestige immense et de l'attraction quasi-magnétique qu'il exerça toujours sur les foules et sur tous ceux qui l'approchaient :

« Lord Kitchener était une figure solitaire, solitaire en ce sens qu'il vivait mentalement et moralement à l'écart des autres hommes. Cet isolement se réfléchissait dans son extérieur : un aspect imposant, des traits fortement accusés, des sourcils proéminents, des yeux résolus, un air sévère, intimidant même... Il était vrai qu'il considérait la faiblesse comme un crime et le sentiment comme un obstacle à l'action vigoureuse, mais c'était probablement parce qu'il n'était que trop conscient du côté le plus doux de son propre caractère, car ce dur soldat fut l'homme qui pleura à l'endroit où Gardon était tombé, l'homme qui se dévouait pour ses

amis, qui était adoré par son état-major. L'attitude de son état-major envers lui est caractéristique à cet égard. Mêlée à toute sa fermeté, il y avait en lui quelque chose de la qualité, de la simplicité d'un enfant, et jusqu'à un certain point son irresponsable audace : cette particularité créait parmi ses subordonnés une attitude d'affectueux amusement à côté de leur profonde admiration et de leur respect.

Mais la beauté du caractère de lord Kitchener se révélait aussi d'autre part par une grande pureté morale. Personne n'oubliera son message aux troupes partant pour la guerre, en 1914, pour leur recommander avec insistance de traiter toute les femmes avec la plus parfaite courtoisie. Cela n'étonna point tous ceux qui étaient au courant de son attitude personnelle envers les femmes que, par un sentiment chevaleresque digne d'un autre âge, il plaçait sur un véritable piédestal... On peut s'attendre à ce qu'une certaine liberté de langage règne entre officiers : cependant à sa table, où il était toujours entouré de son État-Major, pas un mot n'était dit qui n'eût pu être dit devant une femme.

«... Homme de sentiment, il était aussi et au suprême degré un homme d'imagination. Il devait cela à son caractère et probablement aussi aux circonstances de sa vie qui, dès sa jeunesse, le soumièrent aux influences profondes de l'Orient... Mais c'était l'imagination d'un esprit indépendant et audacieux. Sa vision mentale voyait ce que les autres ne voyaient pas... Il prévit que la guerre durerait des années quand tout le monde pensait qu'elle serait finie en quelques mois...

« — ... Une conception large, des vues nettes, un jugement sain, le mépris de la comédie politique et des préjugés, une grande simplicité personnelle, une véritable dévotion patriotique...

«... Telles furent les qualités d'un homme qui ne vécut que pour son pays, le sauva et mourut à son service. »

L.-P. A.

KITCHENER ET LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

L'ANGLETERRE ENTRAÎNÉE DANS LA GUERRE. — LORD KITCHENER
MINISTRE DE LA GUERRE. — ABSENCE COMPLÈTE DE PRÉPARATION.
PAS D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

En août 1914 Kitchener dut envisager la plus grande entreprise de sa carrière en cette heure solennelle où son pays acceptait un terrible défi.

Sur les premières journées de la grande guerre planait cette atmosphère de fatalité qui est rarement absente des grandes transactions. Des événements résultant d'une ruse et d'une malignité plus qu'humaines se déroulaient avec une majesté apocalyptique et la rigueur de l'inévitable. Il semble presque que la présence purement accidentelle de Kitchener en Angleterre, en août 1914, porte la marque de cet ensemble de prédestinations. Il venait d'arriver d'Égypte en juillet, comptant prolonger son séjour jusqu'en septembre. A peine avait-il débarqué qu'il apprenait que l'Autriche braquait un pistolet sur le front de la Serbie. Il savait bien que le doigt de l'Allemagne était sur la gâchette. Il saisissait toute l'importance, toute la signification de cet acte. Une menace allemande à la paix européenne... en vérité il y avait souvent songé et il sentait combien nos dispositions d'ordre militaire étaient

peu en rapport avec nos responsabilités. Il s'était abstenu d'un appel au César de Berlin : là où l'éloquence persuasive de lord Roberts avait échoué, il ne pouvait guère espérer réussir. Mais s'il avait peu parlé il avait beaucoup fait. Il laissait l'Inde préparée pour la guerre comme jamais elle ne l'avait été. Il nous avait gagné et le cœur et la main de l'Afrique du Sud. L'Australie et la Nouvelle-Zélande lui devaient toute leur organisation militaire. Dans la mesure de ses moyens il avait pacifié l'Égypte et y avait assuré notre sécurité. Si l'avenir le remplissait d'inquiétude, il pouvait du moins jeter un regard sur le passé sans aucun remords de conscience.

Une note insignifiante sur son agenda de poche rappelle un engagement de Kitchener : « Déjeuner à l'ambassade d'Allemagne le 21 juillet 1914 ». A la suite de quelques mots tristes échappés à l'ambassadeur (1), Kitchener resta persuadé de l'imminence de la guerre européenne. Pendant les journées de tension qui suivirent, les déplacements de Kitchener ne suggèrent autre chose qu'un simple souci de son devoir le plus proche. Allant, le 30 juillet, lui faire leurs adieux, les généraux Maxwell et Rawlinson dirent à leur ancien chef qu'on ne lui permettrait certainement pas de retourner en Égypte si l'Angleterre se trouvait entraînée dans le conflit. Il répondit qu'il rentrait en Égypte comme il avait été convenu et que le seul motif qui pourrait l'en empêcher serait « le désir du pays de le voir rester ». Il conseilla que ceux de leurs amis qui se trouvaient en Allemagne revinssent immédiatement : « Vous pouvez vous servir de mon nom en télégraphiant ». Cet avis judicieux permit de rentrer en Angleterre à plusieurs voyageurs anglais qui sans cela eussent probablement été détenus en Allemagne. Le vendredi 31, les chefs de missions à l'étranger furent invités à rejoindre immédiatement leurs postes et Kitchener se tint prêt à partir tout de suite pour le Caire. Après avoir rédigé une proclamation destinée à

(1) Le prince Lichnowsky qui devait plus tard rompre avec Guillaume II.

être publiée en Égypte en cas que la déclaration de guerre ne précédât son arrivée, il se rendit à Broome (1). Il avait l'intention de passer la Manche à Douvres le lundi. Le samedi, il s'assura par le téléphone du village que rien n'était survenu qui pût modifier son voyage. Le 3 août, de bonne heure — le jour où le ministre des Affaires étrangères devait faire sa déclaration — il se rendit à bord du paquebot pour traverser le détroit. Il apprit là que les officiers qui devaient l'accompagner avaient été retenus à Londres et qu'il devait lui-même ajourner son départ. A défaut d'instructions officielles directes, Kitchener, qui savait qu'un train spécial l'attendait de l'autre côté du détroit, avait décidé de partir sans son état-major, lorsqu'arriva un message du premier ministre lui demandant de rester en Angleterre.

M. Asquith, assuré que lord Kitchener ne partirait pas, et tranquilisé de ce côté, l'oublia pour vingt quatre heures. Ce ne fut que l'après-midi suivant, alors que Kitchener se trouvait en conférence avec ses hommes d'affaires, qu'il reçut une invitation à se rendre au Foreign Office. Songeant qu'il n'aurait peut-être pas de longtemps une autre occasion de s'occuper de ses affaires personnelles et ne pensant d'ailleurs pas qu'un mandat spécial quelconque pût l'attendre, il remit sa visite à M. Asquith à un peu plus tard dans la soirée. L'entrevue resta sans conclusion immédiate et ce ne fut que le lendemain que le premier ministre, dont la décision fut en grande partie due à la persistance de lord Northcliffe et à l'insistance du public, demanda à lord Kitchener de prendre ses responsabilités en qualité de Secrétaire d'État pour la Guerre (2). Kitchener accepta sous la condition qu'il servirait comme soldat pour la durée de la guerre, mais que le jour où la paix serait signée il quitterait pour toujours le War Office. Ainsi aucun parti politique ne pourrait le réclamer

(1) Maison de campagne de lord Kitchener.

(2) Lord Haldane insista aussi auprès de M. Asquith pour la nomination de Kitchener au War Office.

tandis que des officiers généraux plus anciens ne pourraient pas le considérer comme retardant leur passage aux postes élevés de la hiérarchie militaire.

La tâche qui lui était imposée ne pouvait d'ailleurs être acceptée que dans l'esprit de sacrifice du soldat. La difficulté n'était pas dans l'acceptation des responsabilités qui pèsent toujours, dès que les hostilités sont ouvertes, sur un ministre de la Guerre. La grosse question — *et, seul, Kitchener s'en rendait déjà pleinement compte* — était d'édifier de toutes pièces, d'alimenter et de faire fonctionner une énorme machine militaire. Le premier coup de fusil tiré il devait s'atteler à l'œuvre gigantesque de faire de la Grande-Bretagne une grande puissance militaire. En pleine bataille il fallait songer à forger l'arme qui donnerait la victoire. Il ne fallait rien moins que le merveilleux génie organisateur et constructeur du Kitchener de l'Égypte, du Soudan, de l'Inde, de l'Afrique du Sud pour ne pas être épouvanté par une aussi gigantesque entreprise. La flotte — grâce aux soins dont elle était depuis longtemps l'objet — pouvait être mise tout entière sur pied de guerre et un petit corps expéditionnaire pouvait être facilement mobilisé et rapidement expédié en France, pendant que chacun des grands départements de l'État devait veiller, chacun dans sa sphère, à l'établissement des conditions nouvelles créées par l'état de guerre. Mais c'était tout. *Se battre* avait été jusqu'ici regardé en Angleterre comme l'affaire particulière de la Marine et de l'Armée, et la conception d'une guerre *nationale* n'avait jamais même effleuré la pensée d'aucun des dirigeants du pays.

Le War Office et l'État-Major général — au moment où Kitchener entrait en fonctions — avaient déjà concentré tous leurs efforts sur l'exécution loyale et littérale de notre accord avec les Français : leur envoyer six divisions d'infanterie et une division de cavalerie et, si possible, plus tard, une ou deux divisions supplémentaires aussitôt que les forces territoriales seraient solidement constituées et

d'aplomb sur leurs jambes. La détermination de cette modeste contribution militaire n'avait même pas été sans rencontrer de grandes difficultés. La tâche la plus urgente remplie, la plupart des officiers supérieurs et généraux de l'État-Major s'étaient hâtés de traverser la Manche, laissant des vides importants dans le service du War Office considéré comme le Quartier Général Militaire de l'Empire britannique. Il fallut faire appel à des officiers en retraite pour remplir des fonctions importantes.

On n'avait jamais considéré sérieusement la multiplication possible des théâtres de la guerre et l'on n'avait jamais songé à élaborer un plan général de défense de l'Empire ni d'accroissement de ses ressources militaires. Bien plus, le gouvernement, dans sa placide ignorance de la nature véritable d'une situation dont une ombre vague avait cependant depuis longtemps été projetée sur le pays, n'avait arrêté aucun plan en vue de sa propre organisation en temps de guerre. Aucune tentative n'avait été faite pour délinier ou délimiter les fonctions respectives de l'homme d'État, du soldat et du marin dans la haute direction et la conduite des opérations navales et militaires. Il existait bien un vague corps de doctrine d'après lequel le gouvernement, responsable devant le Parlement et le peuple, détenait le pouvoir suprême et devait s'assurer le concours des meilleurs avis professionnels. Mais la notion qu'un changement fondamental dans le mécanisme de l'État, tel qu'il existait en temps de paix, pouvait être nécessaire ou désirable en temps de guerre, n'avait encore frappé l'esprit d'aucun de nos dirigeants. Pour le ministre, l'avis professionnel signifiait simplement les opinions personnelles de certains soldats ou marins éminents comparées aux opinions de tous les autres soldats ou marins que le ministre ou des ministres pouvaient désirer consulter. Et il n'était non plus venu à l'idée de personne que, la guerre étant susceptible de devenir rapidement mondiale, il devrait être installé à demeure au War Office un grand État-Major général chargé d'élaborer tous les avis de

nature à éclairer le Secrétaire d'État et, par lui, le gouvernement tout entier. La guerre ayant éclaté, l'expression « État-Major général » ne fut plus qu'un mot. Il n'y avait aucune assurance que des décisions militaires rapides pourraient être prises et il existait au contraire toutes sortes d'encouragements à se lancer à loisir dans des débats politiques. On avait perdu de vue le fait que tout conseil militaire ou naval, pour avoir sa vraie valeur en temps de guerre, devait émaner d'un organisme scientifiquement organisé et être présenté par une autorité unique responsable, prête à mettre à exécution l'avis offert.

Tant que la France fut le seul théâtre de la guerre, le besoin d'un état-major général stable et compétent ne se fit pas aussi vivement sentir. Cependant quelques difficultés s'élevèrent qu'un organisme scientifiquement constitué eût tôt fait de découvrir et de régler rapidement.

La guerre avait à peine duré quelques semaines que le War Office ressentit vivement la perte de sir Charles Douglas, le très compétent chef de l'État-Major impérial dont la place fut particulièrement difficile à remplir. A partir de ce moment jusqu'à l'arrivée au War Office de sir Willam Robertson, lord Kitchener dut, en fait, cumuler les fonctions de ministre et de chef d'État-Major général.

Il ne fallut rien moins que son savoir immense, sa profonde expérience et son énergie sans limites pour mener à bien une pareille tâche qui devait mettre cependant à une rude épreuve son extraordinaire puissance de travail. Rarement, par la suite, il laissa échapper un mot sur cette situation anormale, mais il n'en ressentit pas moins notre manque de préparation à la guerre et combien nous faisait défaut cet organisme qu'il eût été en droit de trouver tout prêt à fonctionner lorsqu'il entra au Ministère (1).

(1) Dans un mémorandum soumis au gouvernement en 1904 lord Kitchener avait insisté avec énergie sur l'importance d'un Etat-Major compétent en vue de la préparation à la guerre.

CHAPITRE II

« IL N'Y A PAS D'ARMÉE ! » — NOS DISPONIBILITÉS. — LES ARMÉES NOUVELLES : SOIXANTE DIVISIONS A CRÉER. — UNE GUERRE DE PLUS DE TROIS ANS. — LA DÉFENSE DU ROYAUME.

Le jeudi 6 août, le nouveau ministre fit son entrée au War Office à dix heures du matin. Pendant les deux heures qui s'écoulèrent avant sa visite à Buckingham Palace pour prêter serment au Roi et recevoir les sceaux du War Office, les hauts fonctionnaires de son département lui furent présentés. Sa première réflexion est présente encore à tous les esprits : « *Il n'y a pas d'Armée!*¹ »

Le sens profond de cette remarque tranchante ne peut laisser aucun doute. L'Armée régulière, y compris les Réserves et les Réserves spéciales, se chiffrait à ce moment à 450.000 hommes. Le contingent territorial non astreint — excepté les volontaires — au service à l'étranger comprenait environ 250.000 hommes. Sur ces 700.000 hommes 440.000 étaient aux Indes ou dans diverses garnisons à l'étranger. Il restait donc en tout et pour tout 600.000 hommes pour la Défense du Royaume et le Corps expéditionnaire. Sur ce total, une bonne moitié — pour ne rien exagérer — était très imparfaitement instruite.

Le mot de Kitchener signifiait que pour la tâche gigan-

(1) Ce matin-là son secrétaire particulier lui présenta une plume pour qu'il donnât sa signature pour le timbre officiel du War Office. La plume, mauvaise, refusa d'écrire. « Dieu ! » murmura Kitchener « quel Ministère de la Guerre ! Pas un bout d'armée et pas une plume qui marche ! »

tesque que le pays entreprenait, notre minuscule Corps expéditionnaire était ridiculement insuffisant. Ce que cette Force — célèbre depuis dans l'histoire sous le nom de : « Cette méprisable petite armée » était capable de faire et d'oser devait recevoir une éclatante démonstration sur ces champs de bataille des Flandres où depuis plus de deux siècles les prédécesseurs de nos soldats de 1914 avaient cueilli tant de lauriers. Mais étant donné les vastes projets que nourrissait le cerveau de Kitchener la sentence : « Il n'y a pas d'Armée ! » était littéralement vraie. Si ce fut sa gloire immortelle d'avoir créé nos armées de toutes pièces pour assurer la victoire, il fut aussi *le seul homme d'État* qui se rendit compte tout de suite — et qui eut le courage de le dire — que l'Angleterre allait affronter un véritable duel à mort.

Jusqu'au moment où Sir Edward Grey annonça à une Chambre des Communes frémissante qu'un ultimatum avait été envoyé à l'Allemagne, l'opinion dominante parmi les politiciens était apparemment que nous pouvions faire la guerre en nous bornant à remplir des obligations limitées. Le plan militaire connu et accepté par l'opinion était que — si certaines éventualités se présentaient et sur un appel urgent — nous pourrions expédier sur le continent une Force expéditionnaire de six divisions d'infanterie avec une division de cavalerie et de l'artillerie¹. Le contingent territorial assumerait la défense des Îles et la Réserve spéciale alimenterait la Force expéditionnaire. D'après ce programme, le rôle du War Office se bornait, en cas de guerre, à maintenir et à ravitailler la Force expéditionnaire en campagne et à mettre au point certaines dispositions en vue de la défense territoriale du royaume.

Kitchener, d'un coup d'œil, vit la vérité : les vues des politiciens ne tenaient pas debout et les prévisions des autorités militaires étaient d'une insuffisance flagrante.

(1) On disait qu'en 1912, lorsqu'on avait demandé au général Foch quels effectifs il pensait que l'Angleterre pourrait fournir en cas de guerre avec l'Allemagne, il avait répondu : « Envoyez-moi un Anglais, je prendrai soin qu'il soit tué et j'aurai toute la nation britannique en armes. »

Nos troupes pouvaient avancer, reculer ou tenir leurs positions. La question pour lui n'était pas de renforcer l'armée minuscule en campagne et de maintenir des garnisons dans le royaume et aux Indes. Non, il s'agissait de créer une véritable armée capable de se dresser réellement et sans crainte, dans un avenir prochain, contre les forces de l'Empire allemand. *Il dressa immédiatement ses plans pour une armée de soixante divisions, calculant froidement que sa force maximum serait atteinte au cours de la troisième année de la guerre, juste au moment où les ressources en hommes de l'ennemi commenceraient à diminuer.*

Son plan, naturellement, était le contrepied de toutes les idées acceptées. On avait toujours soutenu qu'en temps de guerre on pouvait bien développer et accroître des armées, mais non les créer de toutes pièces. Penser autrement paraissait également surprenant à nos amis et à nos ennemis. L'État Major général français fit aimablement la remarque que des hommes avaient créé des armées nouvelles, que d'autres hommes avaient utilisé et maintenu des armées existantes, mais qu'il avait été réservé à lord Kitchener d'accomplir les deux tâches simultanément. Les Allemands tournèrent dédaigneusement en dérision le plan de Kitchener, le considérant comme impraticable, et, malgré les coups répétés que lui portèrent ses Armées Nouvelles, ils retombèrent dans leur erreur lorsqu'ils se moquèrent de la puissance militaire de l'Amérique¹.

Kitchener lui-même ne se faisait aucune illusion sur les difficultés qui l'attendaient. Pendant qu'il recrutait, équipait et instruisait ses millions de nouveaux soldats, la Force expéditionnaire devait être maintenue à effectifs pleins et ravitaillée et le contingent territorial affecté à la défense

(1) Kitchener ne vécut pas pour voir l'entrée de l'Amérique dans la guerre. Il dit au colonel House, émissaire du Président, qui lui demanda une entrevue pendant l'automne de 1915, que l'Amérique seule pouvait décider elle-même s'il était juste ou non pour elle de prendre les armes. « Mais », avait-il ajouté « une chose est certaine — si l'Amérique ne prend aucune part à la guerre, il ne lui sera pas permis d'élever la voix à la signature de la paix. »

du royaume, entraîné et instruit de manière à pouvoir rivaliser avec les troupes de l'armée en campagne. Ces deux nécessités eurent tôt fait d'absorber rapidement presque tous les cadres existants, ainsi que les ressources en équipements, munitions et matériel qui avaient été jugées suffisantes d'après les modestes calculs d'avant-guerre. La solidité et la valeur de la garnison territoriale étaient une question d'une importance capitale en cas d'une invasion ennemie. Kitchener fut assailli d'arguments dédaigneux tendant à prouver l'impossibilité pratique d'un débarquement ennemi sur nos côtes. « Je suis prêt à écarter », avait-il l'habitude de répondre, « la possibilité d'une invasion si j'apprends que les Allemands la considèrent comme une opération impossible. » Les divisions territoriales devaient être prêtes, intactes et sous les armes, en cas d'un événement dont on pensait que la côte orientale de la Grande-Bretagne pourrait éventuellement être le théâtre.

En un mot, l'honneur de l'Angleterre était en jeu, et avec une belle insouciance elle s'était jetée dans une lutte effroyable sans avoir presque réfléchi à sa durée probable et à son coût final. Avec nos expériences antérieures chèrement achetées, on s'étonne que nos responsabilités et nos besoins possibles aient été à ce point sous-estimés, que ces conceptions erronées aient pu prendre naissance et persister si longtemps, et l'on se demande quel eût été notre sort en tant que grande nation s'il ne s'était trouvé un Kitchener pour saisir et mesurer d'un coup d'œil la situation.

Il est juste de reconnaître que certains esprits réfléchis et certains militaires clairvoyants peuvent avoir partagé son point de vue, communiqué intellectuellement avec lui. Mais il fut le seul homme assez audacieux pour proclamer hautement sa croyance, assez énergique pour en faire une réalité et assez influent pour l'imposer avec une force persuasive à ses compatriotes.

CHAPITRE III

CONFIANCE EN KITCHENER. — LES « KITCHENER'S ARMIES ».
UNE NOUVELLE ANGLETERRE.

Le nouveau ministre de la Guerre entra en fonctions fort d'un avantage d'un prix inestimable. Il jouissait de la confiance de tous, depuis le souverain jusqu'au plus humble sujet de nos plus lointaines possessions d'outre-mer. La confiance en Kitchener, qui était presque un article de foi, fut un des facteurs essentiels de la résolution du peuple britannique de ne rien épargner et de ne reculer devant rien pour assurer la victoire. Quant à ceux qui voient le doigt de Dieu dans l'histoire, leur croyance que le pays prenait les armes pour venger la justice divine et le droit humain outragés fut singulièrement fortifiée par la conviction qu'un grand chef avait été providentiellement appelé à prendre le gouvernail.

Bien que pas une personne sur cent mille dans ce pays eût jamais vu Kitchener, le peuple tout entier le connaissait cependant comme un grand soldat et un grand organisateur. Mais aucun de ces titres n'eût déterminé sa confiance s'il n'avait été complètement sûr de sa droiture et de son désintéressement. Les masses sont sujettes à suspecter, même injustement, tout chef, de travailler égoïstement à réaliser ses propres fins. Kitchener leur apparaissait digne de leur confiance parce que suprêmement désintéressé. Les représentants du Labour Party à la

Chambre des Communes déclarèrent après sa mort que les ouvriers avaient eu confiance en Kitchener « parce qu'ils l'avaient toujours trouvé parfaitement droit ». Or, qui connaît le peuple britannique sait que cette espèce particulière de confiance est difficile à acquérir, mais qu'une fois donnée elle n'est jamais retirée. L'instinct beaucoup plus que la raison sert de guide en cette occurrence, mais c'est un instinct généralement sûr et son verdict est toujours sincère.

Une vieille amie, lady Wantage, en écrivant alors à lord Kitchener pour mettre à sa disposition sa maison de Carlton Garden, lui écrivait :

« Rien n'a plus fait pour tranquilliser le sentiment public que d'apprendre que vous êtes au War Office. En vérité votre tâche est lourde, mais le cœur de la Nation est avec vous. » (12 août 1914) (1).

L'étroitesse du lien qui unissait le grand soldat à ses compatriotes était, à ce moment, de la plus grande importance. L'Angleterre prenait sa place au milieu d'un monde armé jusqu'aux dents, et elle était, on peut le dire, à peu près l'unique champion du principe du service militaire volontaire en face de toutes les formes de la conscription obligatoire. Pour recruter une importante armée, nous n'avions d'autre moyen que le système des engagements volontaires. C'est pourquoi la confiance mutuelle profonde qui unissait Kitchener à la masse de la nation avait une valeur si concrète et devenait le facteur essentiel de la constitution d'une grande armée recrutée comme jamais armée ne l'avait été jusqu'ici dans l'histoire du monde. La postérité, quand elle évoquera le nom de Kitchener, se souviendra que ce fut lui qui dans une grande occurrence appela ses compatriotes sous les drapeaux et que trois millions d'entre eux répondirent à son appel. Ils étaient mus par l'instinct de la conservation, par une généreuse

(1) « J'espère que notre chef a confiance. Nous dépendons tous de lui. Notre plus grand soulagement est de savoir que c'est lui qui a pris en main la direction ». (Lord Milner au lieutenant-colonel Fitz Gerald, 9 août 1914).

impulsion qui les poussait à voler au secours de la victime d'une agression, par tout ce qui remue le sang anglais quand la liberté est menacée et le droit insulté. Mais le signal auquel ils répondirent fut un appel personnel :

VOTRE ROI ET VOTRE PAYS ONT BESOIN DE VOUS.

Appel aux Armes!

Un supplément de 100.000 hommes à l'armée de Sa Majesté est immédiatement nécessaire dans les graves circonstances présentes. Lord Kitchener a la certitude que tous ceux qui ont à cœur le salut de notre Empire répondront tout de suite à cet appel.

Ainsi parlaient les affiches sur tous les murs du pays. Et les hommes vinrent parce que Kitchener le leur demandait. A son appel ils coururent aux armes, de la ville et du village, de la lande et de la mine, du champ et de l'usine, riches et pauvres, bourgeois ou gens du peuple, pairs ou paysans, savants ou ignorants, hommes de toutes classes, de toutes professions, de tous métiers. L'appel fut entendu de tous. Leurs formations furent bientôt connues sous le nom de *Kitchener's Armies*. Les documents officiels eux-mêmes parlèrent d'unités militaires dénommées « K » *Divisions!* (1).

Ce phénomène apparaît à nos yeux encore plus merveilleux à mesure qu'il recule dans le passé. Nous étions en guerre et nous n'avions pas d'armée! L'Armée, il fallait la créer, recruter les hommes, les abriter, les nourrir, les vêtir, les entraîner, les instruire, les armer, les équiper; les canons, les fusils, les munitions, il fallait les fabriquer et il fallait mettre sur pied toute l'organisation et tout le mécanisme d'une puissante machine militaire.

Kitchener accepta le fardeau avec ce calme qui n'appartient qu'à la force consciente. Il connaissait bien ce maté-

(1) M. Lloyd George, dans un memorandum ministériel de 1915, fait allusion aux : « K » *Divisions*, ainsi que le général Joffre dans divers ordres du jour de la même année.

riel humain qu'il allait manier, et il croyait en lui. Il avait déjà décidé exactement comment il s'en servirait, à sa guise, la Nation tout entière ayant insisté pour lui donner carte blanche. La déclaration sensationnelle que « nous n'avions pas d'armée » était de celles que les politiciens ne pouvaient guère entendre sans être profondément émus. Cela signifiait la création de vastes armements, le mépris d'une tradition nationale stéréotypée, l'acceptation d'une conception radicalement nouvelle de toute la position et de la mission de l'Angleterre dans le monde. Ce n'était pas seulement Kitchener pensant, en ce qui concernait les effectifs, par millions, quand ceux qui avaient seulement envisagé la question pensaient par milliers ; c'était surtout la Grande-Bretagne, déjà maîtresse des mers, obligée de devenir immédiatement et sans hésitation grande puissance militaire. L'acceptation sur le champ et sans discussion d'une décision aussi grosse de conséquences donna la mesure de la confiance du pays dans l'homme qu'une grande circonstance venait de porter au pouvoir.

CHAPITRE IV

TRAVAIL PRÉLIMINAIRE. — LES PLANS FRANÇAIS. — LES OPINIONS DE KITCHENER. — MAUBEUGE OU AMIENS.

Lorsque Kitchener entra au War Office, toutes les dispositions pour la mobilisation et l'envoi en France de notre Force expéditionnaire avaient été prises, le commandant en chef avait été nommé et le plan d'une coopération de nos troupes avec l'Armée française avait été arrêté dans ses grandes lignes. Lord Haldane, le prédécesseur de Kitchener, avait donc fait tout son devoir. Pendant qu'il était en fonctions, il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour expédier en quelques jours une force militaire d'une cohésion parfaite, d'une qualité supérieure, pourvue de tous ses services et réellement équipée jusqu'au « dernier bouton de culotte ». Bien plus, dès la période de tension d'Agadir, il avait insisté auprès du premier ministre, M. Asquith, et du ministre des Affaires Étrangères, sir Edward Grey, pour permettre aux États-Majors britanniques et français de discuter une coopération éventuelle de leurs armées respectives au cas où un ennemi jetterait le gant. Les arrangements qui furent ainsi faits étaient purement préparatoires, n'avaient qu'un caractère de précaution et n'engageaient aucun des deux gouvernements. Mais ces conversations officieuses, en vue d'hostilités hypothétiques, n'en constituaient pas moins un pas appréciable vers une préparation à la guerre.

Une armée continentale qui, sur un ordre de mobilisation, se concentre sur son propre sol, se rend difficilement compte des difficultés auxquelles se heurte une puissance insulaire obligée de concentrer et d'embarquer au delà des mers même de modestes effectifs. Nous dûmes créer immédiatement dans les ports d'Angleterre et de France des bases d'embarquement et de débarquement, constituer en pays étranger des lignes de communications, faire concorder nos horaires qui dépendaient surtout de mouvements maritimes avec les horaires français, prendre les dispositions nécessaires pour faire parvenir à propos les éléments multiples du ravitaillement de notre armée, adapter enfin avec le tact indispensable nos méthodes militaires (pour la question des cantonnements en particulier) à celles de nos Alliés.

L'arrivée rapide et sans incidents des troupes britanniques au rendez-vous fixé en France témoignait favorablement du soin consciencieux apporté à la partie préliminaire de notre coopération militaire. Une large part de cette tâche incombait au département du « Quatermaster-General ». Kitchener, qui ne fut jamais partisan de la méthode qui consiste à arracher une plante pour en examiner les racines, n'eut que peu à ajouter au programme déjà arrêté pour l'envoi de la Force expéditionnaire. Mais il imposa à tous l'obligation du secret le plus absolu en ce qui concernait les mouvements de troupes. Ses ordres à cet égard ne manquèrent pas de provoquer de pathétiques commentaires sur la cruauté qu'il y avait à supprimer les « good-bye » et les scènes de séparations attendrissantes. Mais lorsqu'on annonça soudain que la Force expéditionnaire britannique tout entière avait été débarquée en France sans le moindre incident, le public admit, alors et aussi plus tard, que le sentiment devait être subordonné au souci de la sécurité (1).

(1) Un personnage important ayant demandé à Kitchener : « Y a-t-il un inconvénient à ce que je demande quand la Brigade *** partira pour la France ? » reçut du maréchal la courtoise mais peu satisfaisante réponse : « Oh non, pas du tout, il n'y a aucun inconvénient à ce que vous le demandiez. »

La Force britannique ne constituant qu'une faible partie des effectifs alliés, nos premiers plans furent naturellement et nécessairement subordonnés à ceux du général Joffre, le commandant en chef des Armées françaises. Les deux États-Majors étaient tombés d'accord que, dans la guerre européenne qui commençait, l'Allemagne essaierait d'abord d'écraser rapidement la France en la gagnant de vitesse tandis qu'avec l'aide de l'Autriche elle tiendrait tête aux masses, lentes à se mettre en mouvement, de la Russie. La France liquidée, elle se retournerait vers l'Est avec toutes ses forces. Il était aussi presque certain qu'au début de la guerre elle ne bornerait pas ses opérations à la bande relativement étroite de la frontière franco-allemande, mais qu'elle n'hésiterait pas, pour donner un libre champ à sa supériorité militaire, à violer sans vergogne la neutralité du Luxembourg et de la Belgique. La question était de savoir si elle traverserait la Meuse et marcherait par Bruxelles vers le sud-est de la Belgique, ou si, suivant le sud de la Meuse jusque vers Namur elle ferait avancer la droite de sa ligne par les Ardennes. Les opinions, sur ce point différaient, le facteur inconnu étant l'importance des effectifs que l'Allemagne serait en mesure de jeter vers l'ouest. On savait que son armée active en temps de paix comprenait 25 corps d'armée, soit 50 divisions d'infanterie, plus une importante cavalerie. On savait aussi qu'elle ajouterait immédiatement à ces effectifs un certain nombre de formations de réserve. Mais on ignorait combien de divisions seraient prêtes pour le premier bond et quelle portion de son armée assumerait la tâche de contenir les Russes à la frontière de la Prusse orientale.

L'État-Major général français disposait de 22 corps d'armée et demi, soit 45 divisions d'infanterie, plus ses formations de réserve. Assurés de la collaboration de cinq ou six divisions britanniques, et tenant compte du contingent que l'Allemagne devait mettre à part pour la garde de sa frontière orientale, les Français se croyaient assez forts pour pouvoir porter la guerre en territoire ennemi.

Le gouvernement français n'ayant ni le droit ni l'intention de faire traverser par ses troupes les frontières de la Belgique et du Luxembourg avant d'y être invité par une violation de neutralité de la part de l'Allemagne elle-même, une offensive française ne pouvait avoir d'autre théâtre que l'Alsace et la Lorraine. Les premiers plans pour le déploiement des armées françaises plaçaient une moitié des effectifs disponibles sur la frontière franco-allemande pendant que l'autre moitié devait surveiller les débouchés du Luxembourg et des Ardennes. Toute une armée était placée en réserve, prête à appuyer une avance ou à faire face à toute éventualité qui pourrait se présenter soudain dans la région du nord.

Les Français ne pouvaient jeter le poids de toutes leurs forces dans un grand mouvement d'offensive, surtout parce que l'Alsace-Lorraine n'offrait pas un champ de manœuvre suffisamment vaste pour tous les effectifs. Leur politique militaire était donc par la force même des choses contrainte d'être opportuniste. Mais le premier dispositif montre que l'État-major général français n'avait pas cru au début que les Allemands traverseraient la Belgique au nord de la Meuse en grandes masses.

Après quelques escarmouches préliminaires, l'offensive principale française commença le 14 août. Mulhouse fut occupé, les avancées de Colmar atteintes, des patrouilles furent lancées vers le Rhin et une portion considérable de la chaîne des Vosges fut prise. En Lorraine, les armées françaises avancèrent lentement ; le 19 août, elles occupèrent Sarrebourg sur la grande ligne de chemin de fer Metz-Strasbourg. Mais, comme les Allemands l'avaient calculé, cette avance frontale se déroulait sur un terrain difficile et la puissance des armes à tir rapide modernes ralentissait les progrès de l'avance française. Avant que des succès réellement importants aient pu être enregistrés, la tournure que prenaient les événements dans le nord obligea le général Joffre à modifier son programme. L'ennemi avait en fait déployé ses armées tout le long de

la frontière franco-belge de l'Alsace à Aix-la-Chapelle. Les Allemands, calculant avec plus de précision que nous ne l'avions fait le temps que nécessiterait la mobilisation et la première avance de l'armée russe, se bornèrent simplement à laisser quatre corps d'armée avec quelques corps de réserve sur leur frontière orientale. Ils lancèrent toutes leurs autres troupes sur le théâtre occidental en les appuyant d'un nombre de corps de réserve beaucoup plus élevé qu'on ne s'y attendait dans un temps si court. Une partie importante de ces effectifs fut dirigée sur la frontière belge, prête à traverser la Meuse, à inonder les Flandres et à tourner l'aile gauche alliée.

Avant que la Belgique n'ait déclaré la guerre à l'Allemagne et n'ait appelé à son aide les Alliés, le commandant en chef français ne pouvait naturellement pas permettre à son aviation de survoler le territoire belge ; et c'est ainsi qu'il resta dans l'ignorance, jusqu'à la veille de l'assaut, de la véritable importance des armées allemandes qui allaient lui être opposées et du véritable plan de campagne ennemi. Les Allemands avaient ensuite parfaitement dissimulé leur dispositif et placé un véritable écran devant les entreprises de la cavalerie française qui ne put recueillir que de maigres informations. Le 3 août, les gros canons de siège ennemis étaient dirigés vers Liège. On apprit que les forts résistaient courageusement, mais l'apparition d'importants contingents de cavalerie allemande dans le nord de la Belgique était l'indication certaine d'une avance ennemie en force.

En conséquence Joffre étendit promptement sa gauche vers le nord, le long de la frontière belge jusqu'aux environs de Maubeuge, et garnit ce front en y transférant des troupes qu'il retira du front d'Alsace-Lorraine, en même temps qu'il faisait avancer son armée de réserve pour boucher la brèche. Son impression générale à ce moment était que les Allemands ne pourraient diriger vers l'ouest des effectifs suffisants pour poursuivre à la fois trois objectifs différents : s'opposer à l'offensive française

en Lorraine, tenir en force les Ardennes et développer une grande attaque par la Belgique au nord de la Meuse. Il croyait que si les Allemands étaient forts sur le front des Ardennes, ils seraient faibles au nord de la Meuse et que sa gauche, aidée par notre petite armée, pourrait s'avancer vers Bruxelles, et, de concert avec l'armée belge commandée par le roi Albert, repousser l'ennemi. La résistance de Liège confirmait l'espoir que les forteresses belges de la Meuse appuyées par l'armée belge arrêteraient suffisamment longtemps les armées allemandes pour permettre l'exécution de cette manœuvre. D'un autre côté, si de très importants effectifs allemands manifestaient leur présence au nord de la Meuse, le commandant en chef français croyait que son ennemi serait faible sur le front des Ardennes. En ce cas il donnerait l'ordre à son aile gauche appuyée par l'armée anglaise de contenir l'avance allemande dans les Flandres pendant qu'il les attaquerait de flanc à travers les Ardennes. Dans les deux alternatives, il désirait que l'armée britannique opérât sa concentration aussi rapidement que possible derrière la forteresse de Maubeuge, prête à agir de concert avec la droite française.

Telles furent les propositions qui furent exposées à lord Kitchener. Il n'avait eu que peu d'occasions d'étudier le problème dans la complexité de ses éléments et il n'avait pu se livrer à des calculs exacts sur l'importance des effectifs ennemis et leur probable distribution. Mais il était très au courant des idées qui prévalaient dans l'armée allemande. Il connaissait la foi du commandement impérial dans l'efficacité de l'attaque par enveloppement, et il ne pensait pas qu'ils aient attaqué Liège et couru ainsi le risque de voir entrer l'Angleterre dans la guerre s'ils n'avaient pas l'intention de se ruer en masse à travers la Belgique sur le flanc gauche des Alliés.

Il avait été décidé par le cabinet britannique que l'armée du général French se concentrerait à Amiens, mais la tournure prise par les événements sur la frontière belge dès

les premiers jours d'août amena le général Joffre à insister pour que son point de concentration fût fixé beaucoup plus vers le nord-est, derrière Maubeuge. Un groupe d'officiers de l'État-Major général français fut dépêché à Londres pour rallier lord Kitchener à ce plan que sir John French, pour sa part, approuvait. Une conférence eut lieu le 12 août au War Office dans le cabinet du ministre. Il écouta avec attention les vues exposées par les États-Majors français et anglais, puis répondit qu'il avait compris et accepté que la concentration des troupes britanniques devait s'opérer à Amiens, qu'il en avait déjà informé le Cabinet et qu'il avait rédigé en ce sens ses instructions à sir John French. Il éleva de vives protestations contre une concentration sur un point aussi avancé que l'était Maubeuge. Rien, insista-t-il, ne pouvait être pire pour le moral de nos troupes que le résultat de leur première rencontre depuis plus de cinquante ans avec un ennemi européen se traduisit par une retraite forcée qu'il considérait comme devoir être la conséquence probable d'une concentration faite sur un point aussi avancé.

Kitchener exposa ensuite les raisons de sa croyance dans l'entrée des Allemands en Belgique au nord de la Meuse. On répliqua à ses arguments par l'assurance polie mais formelle que le plan qui venait de lui être exposé était le fruit d'une longue et minutieuse étude des conditions locales et stratégiques et qu'il était unanimement appuyé par l'opinion militaire française et britannique. Son doigt sur l'immense carte qui occupait un mur de son cabinet, Kitchener insista et s'étendit sur le danger d'un grand mouvement enveloppant allemand contre la gauche alliée, mouvement dont sa sagacité lui faisait craindre que le choc principal ne portât précisément sur l'armée britannique. Sa théorie fut réfutée par la théorie contraire et par l'assurance que nos troupes ne courraient aucun danger. Il ne fut pas convaincu mais sentit qu'il ne pouvait, seul, s'opposer à un tel ensemble d'experts ni imposer son opinion à des hommes qui s'étaient consacrés à l'étude

de l'Occident pendant que toute son attention avait été si largement absorbée en Orient. Il céda donc, sous la réserve qu'il devait obtenir le consentement du premier ministre. M. Asquith, naturellement, ne voulut pas s'opposer à l'avis des experts, et ainsi commença et finit la responsabilité de Kitchener au sujet de la fixation d'un point de concentration dont le résultat devait être l'héroïque retraite de Mons. Il avait la conviction que son instinct et son raisonnement militaires ne le trompaient pas, mais il pensa que sans une étude plus profonde et plus détaillée que celle qu'il avait pu consacrer au problème, il ne pouvait se prononcer avec une autorité suffisante sur le plan initial de la campagne.

CHAPITRE V

SIR JOHN FRENCH. — SES INSTRUCTIONS OFFICIELLES. — KITCHENER
AUX SOLDATS. — ARRIVÉE DE FRENCH EN FRANCE.

Kitchener n'avait pu que voir avec plaisir le choix de Sir John French comme commandant de l'Armée britannique en France. Il l'avait vu à l'œuvre et apprécié en Afrique du Sud et savait qu'à Aldershot comme à Whitehall Sir John s'était toujours montré l'apôtre fervent des méthodes modernes concernant l'instruction et l'équipement des troupes. De Prétoria, le commandant en chef (1) avait écrit au ministre de la Guerre : « Je suis très heureux que vous ayez choisi French (pour le commandement du camp d'Aldershot). Vous ne pouviez faire un meilleur choix. French est le soldat le plus loyal et le plus énergique que j'aie. Moi-même et aussi certainement tous ceux qui servent ici, sous lui, nous l'apprécions beaucoup, non pour son amabilité mais pour ses belles qualités de soldat. »

Il l'avait recommandé avec insistance à lord Roberts : « French est de tout premier ordre et il possède la confiance absolue de tous ceux qui servent sous ses ordres, comme il possède la mienne. »

Cette confiance était réciproque et une lettre écrite par Sir John French à Kitchener en pleine bataille de l'Aisne en fait foi :

(1) Lord Kitchener avait succédé à lord Roberts dans le commandement en chef de l'Armée britannique dans la guerre anglo-boer.

QUARTIER-GÉNÉRAL, 18 septembre 1914.

« Mon cher lord Kitchener. — Un de mes plus précieux trésors, à la maison, est une vieille lettre que vous m'avez écrite jadis, en hâte, sur une formule télégraphique, pour me dire ce que vous pensiez de notre travail avec la cavalerie à Kimberley et à Paardeberg. Je l'avais reçue en plein combat. Je crois d'ailleurs vous en avoir déjà parlé. Comme soldat, j'apprécie plus que tout votre opinion et vos éloges. Vous devez par conséquent comprendre avec quels sentiments de reconnaissance j'apprends vos généreuses paroles à la Chambre des Lords. Merci de tout cœur. Vous m'avez donné là une aide et un encouragement incalculables. — Toujours vôtre. »

J.-D.-P. FRENCH.

Les premières instructions données par le Secrétaire d'État pour la guerre à Sir John French étaient les suivantes :

INSTRUCTIONS POUR L'OFFICIER GÉNÉRAL COMMANDANT LA FORCE EXPÉDITIONNAIRE SE RENDANT EN FRANCE.

« En raison de la violation de la neutralité de la Belgique par l'Allemagne, et comme conséquence de l'entente qui existe entre ce pays et la France, le Gouvernement de Sa Majesté a décidé, à la demande du Gouvernement français, d'envoyer une Force expéditionnaire en France et de vous en confier le commandement.

L'objectif spécial de la Force placée sous vos ordres est d'appuyer l'Armée française et de coopérer avec elle contre nos ennemis communs. Votre tâche particulière consiste :

1° à aider, à empêcher ou à repousser l'invasion du territoire français par l'Allemagne ;

2° à rétablir la neutralité de la Belgique.

Ce sont les raisons qui ont amené le Gouvernement de Sa Majesté à déclarer la guerre et qui doivent constituer notre objectif primordial.

Le point de concentration de vos troupes, selon les arrangements actuels, est Amiens. D'ailleurs, pendant cette concentration, vous aurez amplement l'occasion de discuter avec le commandant en chef de l'Armée française au sujet de la situation militaire en général et du rôle spécial que votre Force sera susceptible de jouer. Il doit être bien entendu dès

le début que l'importance numérique de la Force britannique et des renforts qu'elle pourra recevoir est strictement limitée. Cette considération ne devant pas être perdue de vue, il est évident que tous les efforts devront être faits en vue d'assurer un minimum de pertes en hommes et en matériel.

C'est pourquoi, tout en faisant tout votre possible pour collaborer en toute harmonie et sympathie à l'exécution des plans de notre Alliée et à la réalisation de ses désirs, vous devrez cependant considérer avec la plus grande circonspection toute participation à des avances dans lesquelles, n'étant pas appuyée par des corps importants de troupes françaises, votre Force se trouverait exposée à des attaques par trop dangereuses. Si une pareille éventualité se trouvait envisagée, vous m'en informeriez immédiatement avec toutes les précisions en me donnant le temps de vous communiquer à ce sujet la décision du Gouvernement de Sa Majesté. Dans toutes opérations de moindre importance, vous devrez veiller avec le plus grand soin à ce que vos subordonnés n'encourent jamais des risques de pertes sérieuses qu'en proportion évidente avec l'importance de l'objectif en vue.

Vos troupes trouveront certainement au cours de cette campagne l'occasion de déployer leur courage et de montrer leur discipline. Cependant il sera bon de rappeler à vos officiers que, dans cette expérience, la première pour eux, d'une guerre européenne, une grande prudence s'impose, beaucoup plus rigoureuse que celle qui a pu être déployée autrefois dans d'autres conditions contre des troupes moins instruites.

Vous voudrez bien rester en communication constante avec le War Office et m'informer de tous les mouvements de l'ennemi qui vous seront signalés, ainsi que de ceux de l'Armée française.

Je suis sûr que vous êtes entièrement persuadé que vous pouvez compter en toute confiance sur l'appui le plus ferme du Gouvernement, sur le mien et sur celui de tous vos compatriotes pour vous aider à mener à bien la tâche élevée qui vous a été confiée par le Roi, en maintenant les grandes traditions de l'Armée de Sa Majesté (1). »

Kitchener pensa qu'un conseil et un encouragement personnels pourraient être utiles aux soldats qui apprécieraient cette attention. Malgré son travail écrasant, il trouva

(1) V. note * p. 59.

cependant le temps de rédiger de sa propre main le court message suivant :

Ce papier doit être considéré par chaque homme comme confidentiel et soigneusement conservé dans son livret :

Vous partez comme soldat du Roi pour aider vos camarades français à repousser l'invasion de notre Ennemi commun. Vous avez à accomplir une tâche qui exigera tout votre courage, toute votre énergie, toute votre patience. Souvenez-vous que l'honneur de l'Armée britannique dépend de votre conduite personnelle. Votre devoir est non-seulement de donner l'exemple de la discipline et du sang-froid au feu, mais aussi d'entretenir les relations les plus amicales avec ceux que vous allez aider dans cette lutte. Les opérations militaires auxquelles vous allez prendre part se dérouleront presque toutes dans un pays ami. Vous ne pouvez rendre de meilleur service à votre pays qu'en montrant en France et en Belgique le véritable caractère du soldat britannique.

Soyez toujours courtois, sérieux, bon. Respectez la propriété. Considérez le pillage comme une action honteuse. Vous serez certainement bien accueilli et l'on aura confiance en vous. Que votre conduite justifie cet accueil et cette confiance. Souvenez-vous que votre devoir ne peut être accompli qu'avec une santé intacte. C'est pourquoi vous devez vous garder soigneusement de tout excès. Dans cette expérience nouvelle pour vous, vous serez sujet à deux tentations : le vin et les femmes. Vous devez résister à ces deux tentations. Tout en traitant les femmes avec la plus parfaite courtoisie, vous devez éviter toute intimité.

Faites bravement votre devoir.

Craignez Dieu.

Honorez le Roi.

KITCHENER,
Field-Marshal.

Entre temps la mobilisation de notre armée s'effectuait rapidement : les premiers contingents partaient pour la France le 11 août. Sir John, accompagné de son Etat-Major, partait à son tour quelques jours plus tard et, après une réception enthousiaste à Paris et une cordiale entrevue avec le général Joffre, se rendait à son quartier général à Le Cateau, le 17 août.

Kitchener avait recommandé au commandant en chef la plus grande prudence au sujet de mouvements en avant susceptibles de l'amener à attaquer l'ennemi. Il craignait qu'une ruée allemande à travers la Belgique ne tombât en trombe sur notre petite armée qu'il considérait placée dans une position périlleuse. Le 17 août, anxieux de savoir quelles forces françaises couvraient notre concentration près de Maubeuge, il télégraphiait à Sir John : « Je vous prie de me faire connaître l'importance des troupes françaises se trouvant en ce moment à l'ouest de la ligne Givet-Namur-Bruxelles et où elles sont en contact avec les Belges. » Sir John répondait : « Notre zone de concentration amplement couverte par de nombreuses troupes françaises à l'ouest de la ligne mentionnée par vous. » Le même jour il écrivait, donnant des détails complets sur le dispositif français, et concluait :

« J'ai quitté Paris dimanche matin 16 en automobile. Je suis arrivé à midi au quartier général du général Joffre, à Vitry-le-François.

Il se rend pleinement compte de l'importance que nous avons à adopter une attitude expectante. Dans l'éventualité d'une avance allemande dans les Ardennes et le Luxembourg, il voudrait que je constitue un échelon à la gauche de la 5^e armée française dont je vous ai envoyé le dispositif. Le corps de cavalerie française qui se trouve maintenant au nord de la Sambre opérera sur ma gauche en liaison avec les Belges.

J'ai passé la nuit à Reims et me suis rendu ce matin à Rethel au quartier général du général de Lanrezac, commandant la 5^e armée française. J'ai longuement causé avec lui et pris des arrangements pour coopérer de concert, quelles que soient les circonstances. Je suis ensuite revenu à mon quartier général ici (Le Cateau) où j'ai trouvé que tout allait bien.

P.-S. — J'ai été très impressionné par ce que j'ai vu de l'Etat-Major général français. Ils sont résolus, calmes, confiants. Absence totale d'agitation ou de confusion et détermination de ramener à sa valeur stricte toute nouvelle annonçant un succès. Il n'y a pas eu d'ailleurs encore de rencontre vraiment importante, mais les opérations qui se sont déroulées justifient l'espoir que l'artillerie française est supérieure au matériel allemand. »

La V^e armée française, à laquelle Sir John French faisait allusion dans cette lettre, était celle que Joffre avait fait avancer vers le Nord lorsqu'il avait été informé de l'avance allemande en Belgique. Elle se dirigeait alors vers son nouveau point de concentration dans l'angle entre la Sambre et la Meuse et compris *grosso modo* dans le triangle Dinant-Namur-Charleroi. Ce mouvement une fois exécuté devait avoir pour résultat de placer de Lanrezac immédiatement à la droite de l'armée britannique.

Malgré tout, Kitchener était toujours anxieux au sujet de l'avance allemande sur Bruxelles dont la nouvelle commençait à arriver. Le 19 août, il télégraphiait à French :

« Le mouvement de l'aile droite allemande au nord de la Meuse — que, si vous vous en souvenez, j'avais mentionné comme probable — semble se développer d'une manière définie. Leurs II^e et X^e corps, avec trois divisions de cavalerie, sont maintenant au nord de la Meuse et sont peut-être suivis par des corps de réserve. »

Il écrivait le lendemain :

War Office, 20 août 1914.

« Je vois que le mouvement de flanc de la droite allemande s'accélère. Je ne sais pas ce qu'il y a derrière le II^e et le X^e corps, probablement des formations de réserve. Vous serez en contact probablement dimanche, sur la Sambre, je pense. J'ai hâté l'envoi d'une cinquième division. En fait elle suit aussi rapidement que possible vos dernières troupes.

J'espère que dimanche vous pourrez me donner une idée du dispositif de vos troupes et de celui des unités françaises voisines. Je pense que les Français devraient envoyer tous les renforts possibles, de façon à opposer une forte résistance à toute pénétration entre Maubeuge et Lille. S'ils sont arrêtés là, et vous êtes sur leur flanc, ils pourraient se trouver dans une position difficile. Tout dépend de la résistance des Français au sud de Namur : cela est vital. Meilleurs souhaits. »

Mais le mouvement de flanc allemand était beaucoup plus formidable que ne l'avait présumé Kitchener lui-même. C'est au dimanche 23 août qu'il fait allusion (le

jour de la bataille de Mons). La concentration de l'armée britannique au sud de Maubeuge fut complétée le 20 août. Le 21 elle se mettait en route dans la direction de Mons et Sir John répondait à la lettre de Kitchener du 20 août :

Vendredi, 21 août 1914.

« Merci pour votre lettre du 20. Je crains de vous écrire un peu brièvement, mais la situation change avec une telle rapidité et les rapports mensongers sont si fréquents que je préfère remettre mon appréciation jusqu'à ce que j'aie acquis une certitude.

Je ne pense pas que des engagements vraiment sérieux aient lieu avant lundi (peut-être dimanche, mais je ne le crois pas). Je vous promets de vous envoyer mon appréciation en détail demain (samedi).

Notre cavalerie a presque été en contact avec la cavalerie ennemie aux environs de Mons aujourd'hui. Je suis resté avec Allenby jusqu'à 6 heures... Je crois connaître la situation à fond et je la considère comme favorable pour nous.

Je vous prie de vous contenter de ceci jusqu'à demain.

Tout va bien, mais nous travaillons avec acharnement jour et nuit.

Merci pour la 4^e division. »

* Aux Instructions officielles du Commandant en chef de la Force Expéditionnaire que nous donnons page 54, il convient d'ajouter le paragraphe suivant :

« Je tiens à ce que vous sachiez que votre commandement est complètement indépendant et que dans aucun cas vous ne serez placé sous les ordres d'un général allié. »

On sait en effet que ce ne devait être que beaucoup plus tard, vers la fin de la guerre, que l'unité de commandement des Armées Alliées devait être réalisée.

CHAPITRE VI

LA CONCENTRATION BRITANNIQUE. — LE PREMIER PLAN DE JOFFRE. —
LA SURPRISE ALLEMANDE. — LA RETRAITE DE MONS. — PARIS OU
LA MER?

Les quatre divisions de notre Force expéditionnaire qui devaient quitter les premières l'Angleterre étaient la 1^{re} et la 2^e qui formaient le 1^{er} corps sous le commandement de Sir Douglas Haig; et la 3^e et la 5^e qui formaient le 2^e corps confié à un soldat populaire et distingué, Sir James Grierson, qui mourut subitement dans le train près d'Amiens et fut remplacé par Sir Horace Smith-Dorrien. Le gouvernement avait décidé que les deux autres divisions de notre armée, la 4^e et la 6^e, resteraient provisoirement en Angleterre pour assumer la défense du Royaume jusqu'au moment où les troupes territoriales auraient reçu une certaine instruction. Mais Kitchener persuada le Cabinet de consentir au départ de la 4^e division (cette « cinquième » dont il parle dans sa lettre) aussi rapidement que les possibilités de transport le permettraient. Elle devait arriver à destination dans un moment particulièrement opportun.

Le 22 août, la veille de la bataille de Mons, Sir John, après consultation avec Joffre, envoyait à Kitchener une revue formelle de la situation. L'importance des effectifs allemands exécutant le mouvement tournant allemand à travers la Belgique était estimée, — y compris les troupes masquant Namur et celles qui devaient se détourner en

direction d'Anvers — à 6 corps d'armée, 3 divisions de cavalerie et 2 ou 3 divisions de réserve. Les Alliés leur opposaient : 1° la V^e armée française composée de 5 corps d'armée, 3 divisions de cavalerie et 2 divisions de réserve ; 2° la Force britannique (2 corps d'armée, 1 division de cavalerie plus forte d'une brigade que les divisions de cavalerie allemandes, 1 autre brigade de cavalerie et 1 brigade d'infanterie indépendante). D'après cette estimation, en tenant compte des forces allemandes qui seraient laissées devant Anvers et Namur, les Alliés pouvaient compter mettre en ligne environ 7 corps d'armée et 4 divisions de cavalerie contre 5 corps et demi et 3 divisions de cavalerie du côté allemand. Les Alliés avaient donc la supériorité sans compter l'appui, sur leurs derrières, de la forte garnison de la forteresse de Maubeuge, la garnison de réserve et les troupes territoriales se trouvant à Valenciennes.

« Le plan général du général Joffre (continuait Sir John French) est appliqué depuis hier : les III^e et IV^e armées françaises ont réalisé une avance considérable à l'est de la Meuse. Son intention est d'attaquer en force dans une direction nord à l'est de la Meuse avec 9 corps et demi (III^e et IV^e armées françaises) 3 ou 4 divisions de cavalerie et des divisions de réserve.

La V^e armée française à l'ouest de la Meuse et les forces britanniques resteront en arrière dans leurs positions actuelles jusqu'à ce que les III^e et IV^e armées arrivent en ligne. Alors aura lieu une avance générale vers le Nord. »

En d'autres termes Joffre s'était décidé pour une grande offensive par les Ardennes contre le flanc des forces allemandes avançant à travers la Belgique. Le rôle de sa gauche, composée de sa V^e armée et de l'armée anglaise était, en attendant le résultat de cette offensive, de contenir l'avance de la droite allemande, et, au moment psychologique, lorsque l'attaque prononcée par les III^e et IV^e armées aurait commencé à produire son effet, de bondir en avant, d'attaquer, de bousculer et de poursuivre la droite allemande à travers la Belgique.

Sir John, dans la soirée, complétait clairement son récit :

« Depuis que j'ai dicté ces lignes (à 3 heures ou 3 heures trente) je n'ai plus rien de nouveau à vous communiquer. La III^e armée française est en arrière de notre droite, à l'est de la Meuse, moins en avant que je ne le pensais. Elle est en échelon à la droite de la IV^e armée et a été engagée ce matin avec trois corps allemands. Les Allemands n'ont pas l'air de presser leurs attaques entre Charleroi et Namur. Cette dernière place a été sérieusement attaquée aujourd'hui à midi, mais tout semble aller bien. La cavalerie allemande, appuyée comme d'habitude par ses chasseurs à pied, a harcelé Gough et Chetwode (1) presque toute la journée. Nous avons fait plusieurs prisonniers et nos pertes sont légères.

Tout, cette nuit, est tranquille. Le moral et l'élan de notre cavalerie sont magnifiques. Les chevaux sont bons et en forme ; j'ai donné à Allenby les instructions les plus strictes relativement aux soins à leur donner et à leur ménagement. L'aviation nous donne toutes les informations possibles. Ma concentration est à présent complète sauf deux ambulances qui arrivent demain. Tout le monde est prêt et le moral est aussi bon que possible. Les cantonnements sont excellents. Je vous ai envoyé toutes les informations que j'ai pu me procurer, mais le brouillard de la guerre ne s'est pas encore levé! »

Kitchener reçut cette lettre à huit heures du soir, le dimanche 23 août. Après l'avoir lue il ressentit un grand soulagement. La concentration de l'armée britannique était chose faite et l'un des dangers qu'il avait appréhendé était dissipé. Il avait toujours craint que les Allemands, dans leur avance rapide, ne réussissent à fondre en force sur l'armée anglaise et à l'écraser avant qu'elle ne fût en état d'accepter le combat. Mais maintenant le plan de Joffre était en plein développement et sur ce flanc gauche qui nous concernait d'une manière si vitale, la supériorité numérique semblait se trouver du côté des Alliés. Comme il l'avait dit dans sa lettre du 20 août, tout dépendait de la résistance des Français au sud de Namur ; mais la V^e armée

(1) Sir Hubert Gough et Sir Philip Chetwode commandant tous deux les brigades de cavalerie britannique, sous les ordres directs du général Allenby.

française était en position et notre commandant en chef rapportait que les Allemands ne paraissaient pas presser leurs attaques sur la Sambre entre Namur et Charleroi. Le ministre, ce soir-là, put joyeusement se persuader peut-être que ses craintes avaient été vaines. Il se retira tard pour se coucher et en montant les escaliers se retourna pour dire à un ami : « Rien n'est sûr, mais je crois que nous pourrions avoir de vraiment bonnes nouvelles dans la matinée. »

Et cependant, dans l'après-midi même de ce dimanche, « le brouillard de la guerre » s'était levé en Belgique et l'orage avait éclaté. Les effectifs amenés par les Allemands par la Belgique au nord de la Meuse et contre Namur ne se montaient pas comme on l'avait supposé à 6 corps d'armée, 3 divisions de cavalerie et 2 ou 3 divisions de réserve. Il y avait en réalité 7 corps d'active, 5 corps de réserve et 5 divisions de cavalerie : près du double de ce que les Alliés avaient calculé pouvoir menacer leur gauche. L'ennemi, laissant des troupes suffisantes pour surveiller l'armée belge d'Anvers, lançait deux grandes armées — la première sous von Kluck contre les Anglais, la deuxième sous von Bülow contre de Lanrezac ; enfin une troisième armée allemande avançait à travers les Ardennes contre le flanc de Lanrezac, entre Namur et Dinant.

Kitchener avait justement calculé que les Allemands ne violeraient pas la neutralité de la Belgique pour rien. Ils nous faisaient maintenant leur grande surprise. Comme Sir John l'expliquait dans sa première dépêche, il n'avait accepté la bataille de Mons que sur l'assurance reçue de l'État-Major français qu'il n'avait devant lui qu'un ou tout au plus deux corps d'armée ennemis avec peut-être une division de cavalerie. A 5 heures dans l'après-midi du 23 août, Joffre lui faisait porter la triste nouvelle de la chute de Namur dont les forts avaient été pulvérisés par les lourds howitzers autrichiens ; la V^e armée française avait été repoussée de ses positions sur la Sambre et la Meuse et battait en retraite ; enfin trois corps allemands

au moins menaçaient le front de l'armée anglaise pendant qu'un quatrième essayait de tourner notre gauche.

L'offensive de Joffre par les Ardennes avait été retardée par la difficulté d'une région où les qualités du fameux canon français de 75 ne pouvaient guère être exploitées et le dispositif d'enveloppement favori des Allemands venait, comme Kitchener s'y était attendu, de se manifester d'une manière éclatante, prévenant toutes les avances du centre français. Par l'adresse et par le secret, par l'acceptation audacieuse d'un risque sur leur frontière orientale, enfin par la violation sans scrupule aucun de la neutralité belge, les Allemands avaient réussi à tourner par le nord toute la ligne alliée, et notre petite armée se trouvait placée à l'extrême gauche, au poste le plus dangereux. Il n'y avait pas d'autre alternative que la retraite, cette retraite que Kitchener n'avait malheureusement que trop exactement redoutée et prévue.

De bonne heure, le 24, Sir John télégraphiait qu'il quittait Mons et commençait sa retraite :

« Mes troupes ont été engagées toute la journée sur une ligne passant *grosso modo* par Mons de l'est à l'ouest; l'attaque allemande fut renouvelée à la nuit, mais nous gardons nos positions énergiquement. Je viens de recevoir un message du commandant de la V^e armée m'annonçant que ses troupes ont dû reculer, que Namur est tombé et qu'il s'établit sur la ligne Maubeuge-Rocroi. J'ai, en conséquence, ordonné une retraite sur la ligne Valenciennes-Longueville-Maubeuge. Le mouvement est actuellement en voie d'exécution. L'opération sera difficile si l'ennemi continue à garder le contact. Je ne perds pas le souvenir de vos instructions précises sur les méthodes et l'organisation de la retraite en cas de nécessité. Je pense que nous devrions avoir immédiatement en vue la défense du Havre. Je continuerai à vous tenir au courant. »

Les instructions de Sir John French portaient, qu'en cas de retraite, si la question se posait de se retirer vers les ports de la Manche pour les couvrir ou de conserver le contact avec les armées françaises, les ports devraient être abandonnés, tout devant être sacrifié à la nécessité de

rester en liaison étroite avec nos Alliés. Kitchener se rendait compte que si les Allemands réussissaient une seule fois à enfoncer un coin entre les Français et nous, ils se trouveraient en mesure, soit de contenir facilement Sir John avec de faibles effectifs, tandis qu'ils pèseraient de tout leur poids sur Joffre, ou de nous annihiler complètement d'abord et d'obtenir ainsi un effet moral considérable pour consacrer ensuite toutes leurs forces à combattre et à vaincre les Français, — deux alternatives également désastreuses, et par leurs résultats stratégiques et par l'effet produit sur le sentiment public en France. Aussi n'eut-il aucune difficulté à persuader le gouvernement, qu'ayant mis la main à la pâte, nous devions à tout hasard appuyer nos Alliés. D'ailleurs, après Mons, les ports de la Manche étaient, en fait, à la merci de l'ennemi.

Mais le haut commandement allemand essayait alors de jouer plus grand jeu. Ayant pour but la destruction complète des forces alliées en France et l'occupation de Paris, il ajourna toute diversion du côté de la mer. Les Allemands eussent-ils été assez forts pour conserver les ports? Et, s'ils les avaient occupés, quel eût été l'effet de cette occupation sur le cours de la guerre? Ce sera là, pour l'avenir, le sujet d'un intéressant débat militaire. Mais la sagesse et le bon sens profonds de la décision de Kitchener ne font aucun doute : eussions-nous reculé sur la côte au lieu d'aller vers Paris, il n'y aurait pas eu de bataille de la Marne.

CHAPITRE VII

LE CATEAU. — LA 6^e DIVISION. — REMERCIEMENTS FRANÇAIS.

Les nouvelles de la retraite de Mons causèrent en Angleterre une grande perturbation. Mais Kitchener, qui voyait ses pires craintes se réaliser, garda son calme habituel. Rien n'était plus étranger à son caractère que d'avoir l'air même de formuler un : « Je vous l'avais dit. » Son premier acte en apprenant la bataille fut de rédiger un télégramme à Sir John : « Félicitez les troupes pour leur splendide conduite. Nous sommes fiers d'eux. » A quoi le commandant en chef répondait le 25 août :

« Merci pour votre télégramme d'aujourd'hui félicitant les troupes. Elles ont eu une conduite vraiment magnifique... Si vous voulez bien vous souvenir de ce que je vous disais dans ma lettre du 22, vous constaterez que si l'avance avait été commencée dès dimanche, comme j'étais fondé à le croire, nous aurions été en plein territoire belge dans de bonnes conditions avant de nous trouver étroitement engagés avec les Allemands. Nous aurions très probablement pu gêner leur déploiement et nous assurer de nombreux avantages, ce que ce malheureux retard rendit impossible... Depuis le samedi 23 août à six heures du soir jusqu'à l'aube du lundi 25, nous avons pris nos dispositions en vue d'une retraite sur une position qui avait été déjà préalablement reconnue, entre Maubeuge et Jeulain, au sud-est de Valenciennes.

Je n'ai pas le temps d'entrer dans des détails, mais l'ennemi fit tous ses efforts pour nous retenir tous sur nos positions et nous serra de près. Malgré tout la retraite fut effec-

tuée et les nouvelles positions occupées à la nuit tombante : à ce moment l'ennemi se retira et le feu cessa.

J'ai la certitude que les Allemands firent dans l'après-midi une vigoureuse tentative pour nous pousser sous les forts de Maubeuge et nous enfermer là. Leur forte attaque à notre gauche n'avait pas d'autre objet. D'après les prisonniers et d'autres sources dignes de foi, les pertes allemandes ont été énormes. Je ne saurais faire trop d'éloges des officiers et des troupes, mais je dois mentionner particulièrement les deux commandants de corps et Allenby qui dirigèrent les mouvements de leurs troupes avec la plus grande habileté. »

Un télégramme complétait cette lettre :

« La retraite a continué aujourd'hui sans que l'ennemi nous gênât beaucoup. Nous faisons halte, pour cette nuit, sur la ligne Landrecies-Le Cateau-Cambrai. Demain nous continuons le mouvement de recul en direction de Péronne. Nos pertes sont d'environ 2.500 hommes. Le moral des troupes est excellent. Les hommes sont convaincus de leur supériorité et ne continuent à reculer qu'à regret. Je leur expliquerai que les opérations de nos Alliés sont la cause de cette situation. »

Le 26, Kitchener télégraphiait à Sir John :

« Il est d'un intérêt vital que nous ayons le plus tôt possible des informations certaines sur les intentions de Joffre. »

A quoi Sir John French répondit aussitôt :

« J'ai eu un long entretien avec Joffre qui admet l'échec de son premier plan, mais a maintenant l'intention de se retirer avec l'Armée anglaise et les III^e, IV^e et V^e Armées sur une ligne Amiens-Reims. Il espère ainsi gagner du temps, attirer les Allemands hors de la région boisée de la frontière des Ardennes, et alors, les attaquer et les repousser. A Amiens se trouve concentré un autre corps d'Armée française, ce qui portera les forces du front d'attaque à 17 corps et 9 divisions de cavalerie.

Joffre attribue l'échec de son premier plan au caractère abrupt et boisé du pays dans les Ardennes et près de la Meuse. Avec le nouveau plan, il espère s'assurer des avantages marqués grâce à l'incontestable supériorité de son artillerie. Le

moral des troupes françaises régulières est élevé : elles sont bien conduites par leurs officiers.

Je considère que je n'ai pas été traité très généreusement par le commandement français qui a permis que ma retraite fût considérablement gênée par des forces ennemies aussi importantes... Je continue ma retraite par Saint-Quentin... Il y a eu de nouveaux combats violents... Trois divisions de cavalerie française sous les ordres du général Sordet sont maintenant placées à ma gauche. Les troupes disponibles se sont battues magnifiquement. » (26 août 1914.)

Et, après quelques détails sur les opérations de la journée, il ajoutait :

« Je ne saurais conseiller des débarquements de troupes en Belgique. J'ai l'absolue conviction que tous les renforts doivent être destinés à l'Armée anglaise en France. Détourner la 6^e division serait une erreur et causerait ici un véritable désappointement. J'espère l'avoir tout de suite, car, étant donné la faiblesse de mes effectifs, mes pertes me gênent d'autant plus. »

L'entrevue avec Joffre dont il est fait mention dans ce télégramme eut lieu à Saint-Quentin vers midi, le 26. Pendant que sir John était à Saint-Quentin, il fut informé par Smith-Dorrien, qui commandait le 2^e corps anglais, qu'il s'était trouvé dans l'impossibilité de continuer sa retraite sur Péronne comme l'avait prescrit le commandant en chef britannique, mais qu'il avait été forcé de livrer bataille sur une position à l'ouest de Le Cateau avec les deux divisions (la 3^e et la 5^e) formant son propre corps, la cavalerie d'Allenby, la 19^e brigade d'Infanterie et la 4^e division qui venait à peine de débarquer d'Angleterre. C'est avec ces forces que le général Smith-Dorrien dut soutenir les attaques de la majeure partie de l'armée de von Kluck à laquelle il tint tête toute la journée. Tard dans l'après-midi, il effectuait sa retraite.

La réponse de Kitchener, du 27, montre que le renforcement immédiat de la brave petite armée de Sir John était l'objet de ses plus vives préoccupations, indépendamment

de son grand projet, dont il avait déjà jeté les bases, de recruter et d'équiper ses Armées Nouvelles :

« Lorsque le Comité de Défense et l'Etat-Major général décidèrent d'envoyer une Force britannique sur le continent, il avait été entendu que la 6^e division, bien que tenue prête, ne quitterait pas l'Angleterre avant que l'Armée territoriale n'ait eu le temps de recevoir un certain entraînement. Si cette 6^e division était partie, vous savez à quoi eussent été réduites les forces régulières laissées ici : quelques bataillons de réserve pour la défense des côtes et des troupes territoriales sans instruction.

Tous les efforts possibles ont été faits pour accroître, en Angleterre, les effectifs de troupes régulières de façon à rendre disponible la 6^e division. Je n'ai pas pu relever immédiatement la garnison de Malte, car la situation en Egypte, étant donné l'attitude de la Turquie, n'est pas bonne. Le général qui commande en Egypte, après avoir assuré tous les services de sûreté indispensables, ne dispose pas, en cas de désordres intérieurs, de plus de 4.000 hommes et il ne peut recevoir de renforts que de Malte. Une division des Indes a été mise en route aussitôt qu'il a été possible d'en assurer le transport et l'escorte. Aussitôt arrivées, les troupes indigènes de l'Inde relèveront les garnisons britanniques de Malte, de l'Egypte et de Gibraltar qui pourront rentrer en Angleterre.

Toutes les forces disponibles de l'Afrique du Sud ont été expédiées en Angleterre aussi vite que possible. Les garnisons de Hong-Kong, de la Chine, de Singapour, de Maurice et des Bermudes seront relevées par des troupes de l'Inde. Enfin nos garnisons du Canada et autant de bataillons de troupes anglaises de l'Inde seront retirés avant d'être relevés.

J'espère ainsi arriver à constituer ici une 7^e division régulière entre le 12 et le 15 septembre, et plus tard une 8^e division, plus une division de cavalerie. Dès que les premiers éléments de la 7^e division arriveront ici, je n'ai aucun doute que je serai en mesure de vous dépêcher la 6^e division. D'ici là vos vides seront comblés.

Lorsque l'envoi d'une Force expéditionnaire fut primitivement décidé par le gouvernement, les effectifs devaient être de quatre divisions plus deux divisions restant en réserve en Angleterre. Mais aussitôt qu'il fut clair que les Allemands dirigeaient leurs forces principales au nord de la Meuse et que vous auriez par conséquent à soutenir tout l'effort de l'attaque, la 5^e division vous fut aussitôt dépêchée pour vous renforcer

et vous rejoignit avec les derniers éléments des premières divisions.

Je communiquerai aujourd'hui votre télégramme au Cabinet et la question de la 6^e division sera de nouveau discutée.

Nous nous rendons tous compte que vous et vos troupes faites en ce moment un effort magnifique contre un adversaire supérieur en nombre. Nous sommes tous décidés à vous appuyer autant qu'il sera en notre pouvoir et à vous donner aussitôt que possible des effectifs convenables qui s'accroîtront au fur et à mesure. Nos premières pensées sont pour vos besoins. En ce qui concerne le projet belge, je désirais seulement avoir votre opinion. D'ailleurs, en cette occasion comme en d'autres, vous pouvez entièrement compter sur moi pour vous appuyer et suivre votre avis chaque fois qu'il me sera possible de le faire. Mais, je vous en prie, n'accroissez pas mes soucis avec cette idée que si cette 6^e division avait été déjà avec vous un certain nombre de vies de soldats de notre Force eussent été épargnées. *N'oubliez pas que nous devons livrer encore bien des combats avant que la guerre ne soit terminée.* En mettant prématurément tous nos œufs dans le même panier nous nous exposerions à risquer des pertes bien plus importantes. Croyez-moi, si j'avais été consulté sur les affaires militaires pendant les trois dernières années, j'aurais fait tout ce qui aurait été en mon pouvoir pour éviter la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le pays. »

Sir John répondit :

« Je comprends et apprécie entièrement vos raisons pour retarder provisoirement l'envoi de la 6^e division. »

Contre notre modeste effectif de cinq divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, von Kluck disposait alors de dix divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie. Mais même si la 6^e division avait pu suivre immédiatement la 4^e, elle aurait été entraînée dans la retraite générale sans pouvoir modifier en rien les événements et Sir John French n'aurait peut-être pas pu profiter du précieux appui que devait être pour lui cette unité toute fraîche le jour de la bataille de l'Aisne.

Cependant le haut commandement français, rendant hommage à la bravoure magnifique de l'armée anglaise et reconnaissant pleinement les services incontestables ren-

du par elle à la cause commune, envoyait ses remerciements émus à sir John French. Cette nouvelle dut certainement dissiper la légère amertume qu'il semblait avoir conçue dans un moment de nervosité et dont son télégramme à Kitchener du 26 portait le témoignage. Le 27 août, il télégraphiait à Kitchener avec une satisfaction bien compréhensible :

« Je viens de recevoir un message du Quartier Général français par le colonel Huguet. Il dit que la cause française a été servie d'une manière vitale par l'action de l'armée britannique pendant ces derniers jours et que toute l'armée française sent qu'elle a contracté envers nous une dette de gratitude. J'ai prié le colonel Huguet de demander au général Joffre de m'adresser officiellement un message conçu dans les mêmes termes que je puisse vous transmettre pour le publier en Angleterre si cette idée reçoit votre approbation. »

Le commandement français qui voyait l'ensemble de la situation de la mer à la frontière suisse conservait d'ailleurs tout son optimisme. Ce fut le grand mérite du général Joffre de ne jamais se départir d'un calme parfait et d'un étonnant sang-froid, un sang-froid à la Kitchener, pendant toute cette première partie de la campagne. C'est dans cet esprit que notre officier de liaison, le général Maxwell, pouvait télégraphier de Paris à lord Kitchener, ce même 27 août :

« Le field-marshal (sir John French) a été informé hier par le général Joffre de tous les mouvements de l'armée française. Une nouvelle armée est en formation à Amiens. Le moral de l'armée française est excellent. La V^e armée française prendra l'offensive. Les III^e et IV^e armées doivent garder des positions importantes sur la frontière, sur un terrain difficile, entre Mézières et Verdun. Les I^{re} et II^e armées françaises repoussent les Allemands entre Nancy et les Vosges où l'ennemi a subi des pertes considérables. Jusqu'à présent l'Etat-Major français est satisfait du résultat des opérations. »

Ces nouvelles ne pouvaient qu'être agréables à Kitchener. Outre qu'elles le rassuraient en limitant les conséquences des revers subis par l'aile gauche alliée et en

l'éclairant sur l'état moral général de l'armée française, elles devaient aussi lui causer une vive satisfaction intime car, en dehors de toute question d'entente politique, Kitchener aimait personnellement et très sincèrement la France et les Français. Anglo-Saxon jusqu'à la moelle des os, non seulement il aimait les Français, mais il avait, peut-être par un effet de contraste, une sorte de « faible » pour eux. Parlant couramment leur langue qu'il écrivait aussi fort bien, il aimait causer avec eux, frappé de leur logique naturelle et amusé de la vivacité de leur esprit primesautier. C'est familièrement et amicalement qu'il rendait toujours visite à l'ambassadeur de France à Londres, M. Cambon, et l'attaché militaire français, M. de la Panouse (1), qu'il voyait continuellement, avait toujours auprès de lui — exception des plus rares — ses grandes et ses petites entrées.

(1) Alors colonel, aujourd'hui général.

CHAPITRE VIII

CAMBRAI. — LANDRECIES. — DE LANREZAC A GUISE. — SIR JOHN FRENCH DÉCIDE DE SE RETIRER DERRIÈRE PARIS. — SES EXPLICATIONS.

Les premiers rapports du commandant en chef de l'armée britannique sur la bataille de Le Cateau et sur la retraite qui devait suivre étaient beaucoup plus rassurants que Kitchener n'avait osé l'espérer :

« 27 août. — Les troupes placées sous mon commandement ont été de nouveau sérieusement engagées aujourd'hui. Pendant notre retraite nous avons dû défendre la ligne Cambrai-Landrecies. Sur ce front mes troupes ont eu à supporter l'attaque d'au moins 5 corps d'armée allemands appuyés par 2 divisions de cavalerie. Pendant la journée et au cours de la nuit, l'armée française ne nous a pour ainsi dire fourni aucun appui. Retraite sur toute la ligne, depuis deux heures de l'après-midi, avec de courtes haltes. Etant donné l'importance numérique des effectifs ennemis, je puis dire que les troupes ont fait preuve d'une fermeté remarquable. J'ai pu enfin décider la V^e armée française sur ma droite et trois divisions de cavalerie française à ma gauche à se porter en avant pour diminuer la pression exercée sur moi par l'ennemi. Il n'y a plus maintenant aucun signe d'une avance allemande dans ma direction et nous nous sommes retirés assez loin pour être débarrassés pour le moment de toute attaque. Je présume donc que les forces françaises placées sur mes deux flancs ont réalisé l'effort nécessaire que je leur avais demandé. Demain j'espère me trouver dans une situation relativement sûre au sud de la Somme, près de Ham. De là, j'ai l'intention

de me retirer derrière l'Oise, près de Noyon. C'est l'emplacement assigné par Joffre, dans le nouveau front, à l'armée anglaise comme point de départ du nouveau dispositif que je vous ai communiqué aujourd'hui... »

Le même jour, une lettre de sir John French donnait de nouveaux détails.

Noyon, 27 août 1914.

« CHER LORD KITCHENER. — Excusez-moi si je ne vous écris pas personnellement aussi souvent que je le voudrais, mais vous comprenez bien le travail que j'ai... J'espère ardemment que notre front est débarrassé des attaques de l'ennemi, au moins pour quelques jours et que je vais avoir enfin quelques instants à moi.

Naturellement, j'ai passé par de terribles inquiétudes. Vous savez dans quelles circonstances nous fûmes laissés dans une position plus ou moins isolée. Je suis persuadé que les Allemands firent une tentative décidée et vigoureuse pour nous acculer sous les forts de Maubeuge et nous cerner. Ayant échoué, ils concentrèrent des effectifs écrasants sur notre front pour essayer de nous annihiler. Je crois que l'Empereur, dans sa rancœur et sa haine, a véritablement risqué d'affaiblir ailleurs son front afin d'en finir une fois pour toutes avec l'armée britannique.

D'ici quelques jours vous aurez reçu tous mes rapports officiels relatifs aux combats qui se sont déroulés sans arrêt du dimanche 23 août à midi jusqu'à hier 26 août à 6 heures du soir. Ce fut en réalité une véritable bataille de trois jours.

Vous connaissez, en résumé, les événements du dimanche 23 août devant Mons ; du lundi 24 (retraite de la position de Maubeuge) et du mardi 25 (retraite de la position de Cambrai.)

Je vous ai envoyé aujourd'hui un rapport télégraphique relatif aux événements d'hier 26. La position Cambrai-Landrecies fut occupée hâtivement.

Les hommes étaient épuisés et souffraient du manque de nourriture. J'aurais voulu qu'ils pussent réserver toutes leurs forces pour les marches sans les fatiguer en leur faisant creuser le sol : nous avions même pu nous assurer le concours d'une certaine main-d'œuvre locale et faire exécuter ainsi quelques retranchements... Nos deux commandants de corps d'armée se sont montrés à la hauteur de leur tâche et se sont affirmés d'intrépides conducteurs d'hommes en campagne. Je leur dois beaucoup... »

Le jour suivant Sir John pouvait annoncer : « Ma concentration sur Noyon est presque terminée. Pas de combats aujourd'hui. J'ai presque la certitude de pouvoir assurer à mes unités un répit de deux ou trois jours. L'esprit des troupes est merveilleux. Je sais votre anxiété au sujet des pertes subies et ferai de mon mieux pour vous renseigner exactement à ce sujet. »

Le corps d'armée décrit par Sir John le 26 août comme étant arrivé du Sud et ayant débarqué à Amiens était le 7^e corps français. Ce corps devait former le noyau de cette VI^e armée commandée par le général Maunoury qui, bientôt après, sous la haute direction avisée et féconde du général Galliéni, devait prendre, sur l'Ourcq, une part si importante au début de la grande bataille de la Marne, en arrêtant net, par son intervention opportune et admirablement calculée par le gouverneur militaire de Paris, l'élan de von Kluck. A partir de ce moment Joffre opère le transfert continuels de ses troupes de sa droite vers sa gauche et n'a qu'un souci : éluder la tentative d'enveloppement. Il avait espéré pouvoir reprendre l'offensive sur la ligne Amiens-Reims que ses armées avaient dû évacuer devant la menace du mouvement tournant, mais notre abandon du Havre et le transfert de notre base à Saint-Nazaire sur l'Atlantique avaient provoqué une sérieuse congestion des chemins de fer français dans la région parisienne : outre le transport des troupes françaises par la capitale vers l'aile gauche, ce réseau devait encore faire face à tous nos besoins par des mouvements de trains croisant ceux des unités françaises. Des retards devenaient inévitables, et avant que Maunoury ait pu réussir à concentrer des effectifs suffisants pour tenir la ligne, de la Somme à l'est d'Amiens, von Kluck le repoussait devant lui, le contraignant de se replier sur Paris où d'ailleurs, grâce aux efforts et au génie divinatoire de Galliéni, il allait bientôt pouvoir réunir une armée appréciable et prendre une si magnifique revanche.

Le 29 août, le général de Lanrezac avait sur notre droite

réussi une belle contre-attaque contre von Bülow près de Guise et le jour suivant Sir John télégraphiait à Kitchener :

« 30 août. — On annonce ce matin que la droite de la V^e armée française a attaqué et repoussé, dans le voisinage de Guise, les trois corps d'armée allemands qui, du nord, avançaient sur son flanc. On dit aussi que les Français tiennent ferme de Guise jusqu'à leur gauche qui se trouve à Bénély, au nord-ouest de La Fère.

Le corps d'armée allemand qui hier se dirigeait vers le sud sur Guiscard, par Ham, semble avoir détourné sérieusement son attention sur la gauche de la V^e armée française et n'avance pas. Le 7^e corps d'armée français occupe sur notre gauche la même position que la nuit dernière, mais il semble que sa droite ait été portée plus en avant. Hier, vers 2 heures de l'après-midi, les deux ou trois corps allemands qui lui sont opposés semblent avoir cessé leur attaque et battu en retraite quelques milles vers la Somme et Péronne. Les forces allemandes, dont on annonce la défaite près de Guise, comprenaient le 10^e corps, la garde et un corps de réserve. Je procède maintenant aussi vite que possible à ma réfection et à ma réorganisation sur une position au sud de l'Oise. Mon ignorance, en ce qui concerne nos pertes, me cause une anxiété que vous comprendrez. »

L'information du commandant en chef de l'Armée britannique tendait à donner l'impression que notre petite armée était en train de réussir à se dégager de ce qui paraissait avoir été une terrible étreinte. Cependant nos pertes, telles que sir John les indiquait, étaient moins lourdes que Kitchener ne l'avait tout d'abord craint. Le succès du général Lanrezac à Guise, sur notre droite, et l'arrivée de renforts français sur notre gauche, démontraient que le contact étroit des deux armées était assuré. Malgré les épreuves d'une retraite forcée, une coopération cordiale ne cessait de s'affirmer après les premières difficultés inévitables entre alliés ayant des méthodes et des habitudes différentes. Ce fut donc pour lord Kitchener un rude choc que d'apprendre, par un message du général Robb, inspecteur général des lignes de communications en France, que

le commandant en chef britannique avait décidé d'opérer une retraite définie et prolongée vers le sud, derrière Paris. Kitchener, justement alarmé par cette inquiétante information, fit immédiatement répéter ce message à Sir John French, lui en demandant anxieusement la signification exacte. De bonne heure le lendemain matin ses craintes se trouvaient confirmées. Sir John, en effet, lui télégraphiait :

« L'Armée française, partant de la ligne de l'Oise, a procédé hier à une avance : la gauche française a fermement résisté aux Allemands, tandis que la droite remportait un grand succès. Il semble que les forces allemandes (10^e corps, garde et corps de réserve) s'étaient dirigées de Le Cateau vers le sud afin d'attaquer la droite de la V^e armée dans le voisinage de Guise. Les Français les repoussèrent en désordre avec de grosses pertes et j'ai toutes les raisons de croire que le commandant allemand du 10^e corps a été tué. En ce qui concerne notre situation aujourd'hui, il semble que mon centre et ma gauche aient été soulagés par ce succès, bien qu'il y ait cependant encore des troupes allemandes devant le 7^e corps français au S.-O. de Péronne. Les V^e et VI^e armées françaises ont reçu l'ordre de se retirer sur la rivière Serre, la droite de la IV^e armée se trouvant vers Rethel et la gauche de la V^e armée s'appuyant sur La Fère. La IV^e armée française, comprenant le 7^e corps, un corps de cavalerie, quatre divisions de réserve et éventuellement le 6^e corps, a reçu l'ordre de reculer sur une ligne Compiègne-Clermont. Le général Joffre semble être anxieux que je conserve la position que j'occupe en ce moment au nord de la ligne Compiègne-Soissons. Je lui ai fait connaître franchement que puisqu'il a commencé sa retraite, et étant donné l'état actuel de mes troupes, je me trouvais dans l'impossibilité absolue de rester sur le front. *J'ai décidé de commencer dès demain matin ma retraite derrière la Seine dans une direction S.-O. à l'ouest de Paris.* Ceci signifie une marche de huit jours à une distance considérable de l'ennemi sans fatiguer les troupes. Il nous sera possible de commencer notre réorganisation en cours de route. Ma base est maintenant dans le voisinage de La Rochelle et je forme une base avancée au Mans. Tout ce dont nous avons besoin pour notre réfection et pour combler nos vides pourra être dirigé de cette dernière localité pour nous parvenir à divers points que je choisis derrière la Seine et qui seront

tout à fait à l'abri derrière les forts qui entourent Paris. *Je n'aime pas le plan de Joffre.* J'aurais voulu qu'on prit dès le début une vigoureuse offensive et ce désir lui a été exposé. En réponse, il invoque l'actuelle incapacité de l'Armée anglaise de se porter en avant comme un motif pour effectuer la retraite et gagner du temps. Naturellement, s'il a en vue l'avance des Russes, il peut avoir raison. Mes intentions ont été mal comprises par l'Inspecteur général. Je n'ai aucune idée d'effectuer une retraite complète et prolongée. »

Quelques heures à peine après le déchiffrement de ce télégramme, le Courrier du Roi arrivait avec une lettre peu rassurante :

Compiègne, le 30 août 1914.

« MON CHER LORD K. — Nous avons, pour la première fois, pu obtenir des détails sur nos pertes.

Comme vous le savez, ces listes seront envoyées au War Office par les Lignes de Communication, mais j'ai pensé qu'il était bon de vous envoyer copie des listes qui m'ont été envoyées ce soir à titre d'information. Elles sont exactes et vous pourrez décider de la ligne conduite à prendre envers les parents et le public.

Je puis dire que maintenant nous avons complètement cessé d'être harcelés dans notre marche qui chaque jour sera courte afin que nous puissions progressivement rétablir nos affaires normalement. J'espère que des listes de pertes rectifiées me seront envoyées chaque jour : des hommes portés manquants sont retrouvés et nous sommes à chaque instant fixés sur le sort de beaucoup d'autres. Je vous enverrai copie de ces listes...

Je ne saurais dire que je considère avec beaucoup de confiance le développement et l'avenir de la campagne en France...

Ma confiance dans la capacité des chefs de l'Armée française à poursuivre cette campagne avec succès jusqu'à la victoire décroît rapidement, et c'est là la véritable raison de la décision que j'ai prise de retirer si loin les Forces britanniques.

On annonce ce soir que la IV^e armée française a été refoulée vers Reithel. C'était là la ligne qui, comme je vous l'ai télégraphié ce matin, lui était assignée dans les nouvelles dispositions du général Joffre. Bien que le bruit de ce recul de Joffre puisse n'être pas confirmé, il n'en est pas moins très inquiétant.

Je suis de plus en plus persuadé de la nécessité absolue pour

moi de conserver l'indépendance d'action la plus complète et de pouvoir me retirer sur ma base quand les circonstances le rendront nécessaire.

On a beaucoup insisté pour que je continue à rester sur le front, ébranlé comme je le suis. Mais j'ai absolument refusé et j'espère que vous approuverez le parti que j'ai pris. Il s'accorde non seulement avec l'esprit et la lettre de nos instructions, mais il est dicté par le sens commun.

Sachant ce que je sais des vertus combattives du soldat français, et du soin, de l'énergie, de l'adresse, du temps qui ont été prodigués sans compter depuis des années à perfectionner son instruction et son entraînement, je ne puis attribuer ces échecs persistants qu'aux défaillances du haut commandement...

Le point brillant dans ce sombre tableau, c'est la supériorité certaine des troupes britanniques sur les Allemands. Notre cavalerie fait avec eux ce qu'elle veut. Les patrouilles allemandes fuient tout simplement devant nos cavaliers, à moins qu'elles ne soient dans la proportion de un contre trois. Ils ne peuvent affronter le feu de notre infanterie. Quant à notre artillerie, comme elle a toujours eu en face d'elle un nombre de pièces trois ou quatre fois plus grand, il est difficile de juger de sa supériorité relative. Je crois pourtant fermement qu'avec nos splendides canonniers, nos magnifiques officiers d'artillerie, nos obus de 18 et notre grosse pièce de 5 pouces nous pouvons résister victorieusement à une force d'artillerie allemande même supérieure.

J'ai envoyé Seely à Guise hier pour savoir la vérité au sujet de la victoire française du 29. Il a vu les commandants des 3^e et 20^e corps qui furent engagés. Il est parfaitement exact qu'ils ont porté un coup dur aux Allemands (garde, 10^e corps et corps de réserve). — Votre : J.-F.

CHAPITRE IX

KITCHENER EN APPELLE AU CABINET. — SON VOYAGE A PARIS. —
COOPÉRATION CORDIALE. — MAUNOURY, GALLIÉNI, FOCH. — L'AVANCE
BRITANNIQUE.

Kitchener regarda comme une véritable calamité les propositions — ou plutôt les décisions — contenues dans la lettre et le télégramme de Sir John French. Pour lui, qui voyait loin et grand, la Force expéditionnaire britannique était la pointe du javalot qu'il façonnait. Il savait qu'il pouvait faire de l'Empire britannique une grande puissance militaire, mais il lui fallait du temps, et pour le moment il était convaincu que nous devions coûte que coûte tenir étroitement serrée la main de notre alliée. Dans son esprit, la simple apparence d'une désertion des lignes françaises au moment où nos amis se trouvaient contraints de reculer devant l'envahisseur, au moment où Paris se trouvait menacé, prenait les proportions d'un véritable désastre. Son opinion et ses conseils dès les premiers jours de la retraite s'étaient constamment exprimés de la manière suivante : « Nous reculons, toujours unis ; tant que nous restons ensemble et ne permettons pas à l'ennemi de nous séparer, même la perte de Paris peut être réparée. » Et sa première pensée en recevant les fâcheux messages de France fut qu'une retraite anglaise indépendante, d'une ampleur telle qu'elle pouvait exiger huit journées de marche, constituait non seulement une

véritable violation de l'esprit de l'Entente, mais la négation même de la politique adoptée par le gouvernement britannique.

Dans les Instructions officielles (1) données à Sir John French au moment de sa prise de commandement, il était expressément et clairement dit que l'objectif spécial et fondamental de la Force expéditionnaire britannique était *d'appuyer l'armée française et de coopérer avec elle contre nos ennemis communs*. Kitchener avait simplement recommandé la prudence à Sir John French et l'avait mis en garde contre une participation prématurée et hasardeuse à des attaques dans lesquelles d'importants effectifs français ne se trouveraient pas engagés sur ses flancs. Mais il ne s'agissait pas ici d'une avance. Tandis que Joffre avait décidé une retraite générale des forces alliées, Sir John proposait tout simplement d'abandonner complètement le front allié. Et Kitchener considérait une pareille éventualité comme pire même qu'un désastre militaire.

Avec son esprit de décision et sa clairvoyance habituels, il considéra immédiatement que les intentions exprimées par Sir John French posaient une grave question d'ordre politique et demanda immédiatement à M. Asquith de réunir d'urgence un conseil de Cabinet. En même temps il télégraphiait à Sir John French, élargissant la question et lui montrant du doigt les conséquences incalculables d'une décision, dont le commandant en chef britannique n'avait certainement pas mesuré toute la gravité :

« Je suis surpris de votre décision de vous retirer derrière la Seine. Je vous prie de me faire connaître, si vous le pouvez, toutes vos raisons. Quel sera l'effet d'une pareille détermination sur nos relations avec l'armée française et sur la situation militaire générale? Votre retraite laissera-t-elle une brèche ouverte dans la ligne française, et ne pourra-t-elle pas causer chez nos alliés un découragement dont les Allemands pourront tirer avantage pour exécuter la première partie de leur programme : écraser d'abord la France pour pouvoir se retourner

(1) V. page 54.

ensuite contre la Russie? On annonçait hier que trente-deux trains de troupes allemandes sont partis du front occidental pour la frontière orientale allemande. Toutes vos demandes ont-elles été satisfaites par la Ligne de Communication? Où en est votre réorganisation? »

En véritable homme d'État, Kitchener évoquait le côté moral du problème, tout en en saisissant dans toute leur ampleur les données matérielles ; il pesait les impondérables et posait, somme toute, à ce propos toute la question de la guerre elle-même et du principe même de la coopération britannique.

Ayant transmis ces réflexions troublantes à Sir John French, Kitchener se rendit au conseil de Cabinet où il donna lecture à ses collègues des messages du chef de l'armée anglaise en France. La question, comme il l'avait prévu, fut considérée comme des plus graves. Le ministre de la Guerre, en sa qualité de conseiller militaire du gouvernement, représenta à ses collègues le sérieux danger qu'entraînerait toute solution de continuité entre les lignes françaises et anglaises. Le retrait de l'armée anglaise sur les positions indiquées par Sir John French, derrière la Seine même, dans un but de réfection et de reformation des unités, ne signifiait rien moins que la possibilité de *perdre la guerre*. Il réalisait de tout son cœur et de toute son âme les très graves difficultés dans lesquelles se débattait notre commandant en chef, mais toute autre considération devait céder, à ses yeux, à la nécessité primordiale de conserver le contact avec Joffre.

Le premier ministre n'insista pas moins énergiquement pour que la politique du gouvernement, clairement définie dans les instructions remises à Sir John French, fût scrupuleusement suivie, et le Conseil demanda à lord Kitchener d'envoyer au commandant britannique le télégramme suivant :

« 31 août. — Votre télégramme 162 soumis au cabinet. Le Gouvernement est extrêmement inquiet, craignant que votre force, précisément dans cette phase de la campagne, ne

puisse, étant donné votre proposition de recul aussi loin du front, coopérer étroitement avec nos alliés et leur fournir un appui continu. Le gouvernement pense que vous vous conformerez autant que possible aux plans du général Joffre pour la conduite de la campagne. Il attend la réponse que vous aurez certainement faite à mon télégramme de ce matin, et il a toute la confiance possible dans vos troupes et dans vous-même. »

Kitchener, toute la soirée, attendit la réponse de Sir John. Lorsqu'elle parvint au War Office, à minuit, elle lui fut transmise, selon ses ordres, à son domicile, par téléphone, mot pour mot, au fur et à mesure du déchiffrement :

« 31 août. — Je vous ai envoyé une lettre par courrier parti ce matin de bonne heure. Dans ce message je vous explique tout au long les raisons qui ont décidé ma détermination. Si les Français continuent leur tactique actuelle qui consiste à reculer à ma droite et à ma gauche, généralement sans me prévenir, et à abandonner toute idée d'offensive, naturellement il y aura une brèche dans la ligne française, et ce sont nos alliés qui devront en supporter les conséquences. Tout ce que je puis dire, c'est qu'il sera difficile à mon armée, dans l'état où elle se trouve actuellement, de résister à une attaque violente, ne fût-ce que d'un seul corps d'armée allemand. Or, dans l'hypothèse d'un arrêt dans ma retraite, je dois m'attendre à l'attaque de deux corps d'armée au moins, sinon trois. Si, grâce à la pression russe, le retrait allemand vient à se réaliser, il me sera facile d'interrompre ma retraite et de me refaire au nord de Paris. Mais ceci m'est impossible quand mes arrière-gardes sont encore engagées, comme c'était encore le cas la nuit dernière. Il semble qu'un mouvement offensif soit maintenant possible pour les Français, qui combleront probablement la brèche en opérant la jonction de leurs flancs intérieurs. Mais comme ils ne saisiront pas une pareille occasion, je ne vois pas pourquoi on me demanderait de courir de nouveau le risque d'un désastre complet afin de les sauver une seconde fois. Je ne crois pas que vous réalisiez l'état de désorganisation de mon 2^e corps d'armée et combien cette situation paralyse mon pouvoir d'offensive. Si j'ai le temps de me refaire convenablement lorsque les prochains renforts seront arrivés, j'aurai une armée solide, capable d'agir... En ce qui concerne la réorganisation, le recul français, que je dois suivre, a rendu toute

amélioration complètement impossible, bien que j'aie pu donner quelque repos à mes troupes. Le ravitaillement ainsi que la ligne de communication ont bien marché. La difficulté pour s'organiser ne réside pas à l'arrière, mais au front. Je crois que ce que vous aviez de mieux à faire était de me faire confiance pour surveiller la situation et agir selon les circonstances. Reçu aujourd'hui votre second télégramme. Si les armées françaises ne sont pas repoussées vers le sud de leur position actuelle, je puis m'engager à ne pas dépasser dans ma retraite une ligne E.-O. passant par Nanteuil. J'atteindrai demain cette position et j'essaierai de m'y refaire. »

Ce télégramme ne faisait que réitérer les arguments en faveur de cette action indépendante que craignait Kitchener. Rapidement il prit sa décision. Il devait, immédiatement, traverser la Manche et discuter personnellement la situation et les possibilités avec le commandant en chef de l'armée britannique. Par télégraphe il ne pouvait rien faire de plus, et pour éviter à tout prix ce qui pouvait être une faute irréparable, il devait personnellement éclairer la religion du Cabinet. C'était alors le 1^{er} septembre, une heure du matin. Une demi-heure plus tard, Sir Edward Grey était réveillé en sursaut par Kitchener qui pénétrait dans sa chambre à coucher pour l'avertir, qu'après avoir consulté le Premier Ministre, il venait de donner l'ordre qu'un contre-torpilleur fût prêt, dans les trois heures, à le transporter au Havre. Il télégraphiait en même temps à Sir John :

« Avez-vous reçu un message du Président de la République française au sujet de votre intention de quitter le front ? Le résultat d'un pareil mouvement peut être sérieux pour l'armée française : nous pensons que vous devriez demander encore un effort à vos troupes. J'arrive pour vous voir ce matin et examiner avec vous la situation que je trouve difficile à juger. Je vous prie de me télégraphier à l'Ambassade à Paris où nous pourrions nous rencontrer. »

Avant de recevoir ce message, Sir John avait envoyé un télégramme que Kitchener ne reçut qu'après son retour de Paris :

« Je voudrais que vous comprissiez clairement que, d'après moi, les troupes placées sous mon commandement sont incapables, dans l'état où elles se trouvent, d'appuyer efficacement nos alliés, quelle que soit leur position. Il m'est difficile de faire comprendre au Cabinet l'état lamentable de deux divisions de ma petite armée, et la nécessité pour les autres de se reposer et de se refaire...

Si vous m'en donnez l'ordre, nous nous rendrons sur le front dès demain et ferons de notre mieux, mais je suis persuadé que cela se terminerait par un désastre pour les troupes françaises que je serais incapable de dégager comme je l'ai déjà fait une fois. Je vous suis reconnaissant de la confiance que vous voulez bien nous témoigner, à mes troupes et à moi-même. Vos paroles sont un grand encouragement pour nous tous. »

Kitchener avait une conception claire de sa mission. Il venait, en qualité de Secrétaire d'État pour la guerre, faire part au commandant en chef en campagne des instructions relatives à la politique du Gouvernement britannique. Il n'avait aucune idée d'intervenir dans l'exécution militaire de cette politique, mais il avait en revanche l'intention bien arrêtée de veiller à ce qu'elle fût comprise et que les instructions qui la définissaient fussent suivies. Il voyagea en uniforme (il le portait toujours, comme d'ailleurs tous les fonctionnaires du War Office), mais rien n'était plus loin de sa pensée que l'idée de vouloir tirer un avantage quelconque vis-à-vis de Sir John French de sa situation de feld-maréchal plus ancien que lui. D'ailleurs, se rendant pleinement compte des inquiétudes et des préoccupations de toutes sortes qui accablaient le général en chef, il avait pris soin de lui laisser le choix du lieu de leur entrevue de manière à éviter de faire une visite inopportune au quartier général, ou à obliger Sir John French à trop s'éloigner. L'entrevue eut lieu à Paris, à l'ambassade britannique.

Déjà d'ailleurs la situation s'était sensiblement améliorée. Von Kluck, au lieu de se lancer à la poursuite des Anglais après la bataille de Le Cateau, avait fait un crochet vers Amiens et, après avoir refoulé l'armée Maunoury, était encore revenu sur ses pas, essayant de traverser nos

lignes et de couper la route à la V^e Armée. Ces mouvements avaient eu pour effet de diminuer la pression exercée sur l'armée anglaise et sur la VI^e Armée. Nos hommes purent goûter quelque repos et ce répit permit à l'armée Maunoury d'augmenter sensiblement ses effectifs.

Après avoir causé avec Kitchener, Sir John promit cordialement de faire tout ce que le Gouvernement britannique attendait de lui. Immédiatement lord Kitchener, toujours admirablement consciencieux et précis, lui adressait une lettre dans laquelle il lui confirmait clairement et nettement par écrit les conclusions qui avaient été le résultat de leur entrevue :

1^{er} septembre, 19 h. 30.

MON CHER FRENCH. — En réfléchissant à notre conversation d'aujourd'hui, je crois que le télégramme suivant que je viens d'envoyer au Gouvernement en reflète le sens exact :

« Les troupes de French sont maintenant engagées sur la ligne de combat. Il y restera en se conformant aux mouvements de l'armée française, mais en agissant cependant avec prudence pour éviter d'avoir ses flancs découverts. »

Je suis sûr que vous reconnaissez là la conclusion à laquelle nous avons abouti. En tous cas, jusqu'à ce qu'il me soit possible de communiquer avec vous de nouveau en réponse à ce que vous pourriez désirer me dire, *je vous prie de considérer ce texte comme une instruction.*

Quand je dis : « sur la ligne de combat », vous entendez naturellement tout dispositif de vos troupes en contact direct avec les Français, bien que possiblement derrière eux, comme aujourd'hui par exemple; naturellement c'est à vous de juger de la position à occuper.

J'ai eu le plus grand plaisir à vous voir aujourd'hui et j'espère que tout ira bien et que Joffre et vous prendrez les meilleures dispositions possibles pour l'avenir. J'espère que vous voudrez bien me les communiquer. Je pars dès demain matin par la première occasion.

Sincèrement vôtre,

K.

P.-S. — J'espère que vous reformerez le plus tôt possible nos lignes de communication, et que vous referez les unités en hommes et en chevaux. »

Ainsi finit un épisode que Kitchener, longtemps après, considérait toujours comme un des plus graves de la guerre. Au cours des vingt-deux mois qui devaient suivre, il eut souvent et dans bien des lieux de nombreuses entrevues avec Sir John French, mais aucune conversation ne fut plus grosse d'anxiété ou plus féconde en succès que ce rapide échange de vues, à Paris, à cette heure sombre où le gouvernement français se transportait à Bordeaux. Notre retraite continua, mais sans dommages sérieux. Sir John put donner à ses soldats un repos nécessaire; les renforts arrivant des dépôts et d'importants envois d'équipements et de matériel permirent de combler les vides et de réparer les dommages causés par la retraite de Mons.

Le 2 septembre, Sir John télégraphiait joyeusement qu'une amélioration sensible se faisait déjà sentir. Le jour suivant il pouvait annoncer que Joffre préparait une vigoureuse offensive dans laquelle il jouerait son rôle. Mais cette offensive préparée par l'État-Major du général Joffre ne devait pas évidemment être immédiate et ne devait dans l'esprit du commandant en chef français se déclencher que quelques jours plus tard, ainsi que le prouve ce télégramme du 3 septembre de Sir John à Kitchener dans lequel il est question pour l'armée anglaise d'une position sur la ligne O.-E. Juvisy-Melun :

« A la requête du général Joffre, je coopère avec les secteurs Nord et Est de la défense de Paris et avec la VI^e armée à ma gauche. Sur la demande écrite du général Joffre, je prends position au sud de la Marne pour en défendre le passage aussi longtemps que possible. Le général Joffre désire que je me retire ensuite sur la ligne Melun-Juvisy sur la Seine. Il prépare, je le sais, une vigoureuse offensive à laquelle je coopérerai de cette dernière position. »

Mais les événements — heureux cette fois — se précipitent : le changement de direction opéré par von Kluck est devenu, dès le 4 septembre, une certitude. Il prête imprudemment le flanc aux coups de l'armée de Paris (la

Sir J. French to Earl Kitchener

September 10th, 1914.

Despatched 9.30. a.m.

F 121. It would be very beneficial if I could have permission to grant medals immediately and on the spot to a few ~~N.C.O.s~~ N.C.O.s and men for distinguished conduct in the field. If it were also left to my ~~discretion~~ discretion to grant junior officers the Distinguished Service Order, I should find it an immense help. Of course in giving this honour I should exercise the utmost discrimination and care.

Will you please consider this suggestion.

I quite approve of French being given same permission
for a limited number of S. S. Os & medals, in the
field as was Lord Kitson had in S. A. 2. ^{to be awarded}
10.9.14.

J. R. J.

My dear Stämpfermann -

Wanted you submit this to the King -
In South Africa I was allowed to grant.

Medals and a certain number of D.S.O.,
& provision has since been made in K.R. para 17's
and I would recommend that French

might have the same permission yours
Yours
K

jours été — complètement d'accord. Il a toujours reconnu la dette de reconnaissance de la France envers les soldats anglais. En ce qui me concerne personnellement, il n'a jamais exprimé le moindre doute. Le mouvement offensif au sujet duquel vous m'écrivez est maintenant en voie d'exécution. J'espère que dans quelques heures ma cavalerie sera en contact étroit avec le flanc de l'ennemi. » (6-9-14.)

Evidemment, le général French avait cessé brusquement d'être pessimiste. L'action discrète et amicale, mais aussi efficace que constante de lord Kitchener, n'y était certainement pas étrangère. Il télégraphiait un peu plus tard :

« Bien que l'encombrement des chemins de fer rende difficile et lente la réfection de mes unités, la plupart des renforts sont cependant arrivés. J'ai vu beaucoup de nos troupes aujourd'hui, leur moral est excellent. »

Le 7, Sir John continue :

« Notre cavalerie a été violemment engagée sur notre front aujourd'hui, repoussant avec de lourdes pertes la cavalerie ennemie. La retraite de l'ennemi vers le N.-E. continue. »

Ces nouvelles étaient réjouissantes. Quelques jours auparavant la chute de Paris paraissait si certaine, que le siège du Gouvernement avait été transféré à Bordeaux. Des soldats allemands avaient fait leur apparition à Chantilly et devant les défenses avancées de Paris. Quelles eussent été les réflexions des Anglais, si un ennemi en marche sur Londres avait atteint Hounslow Heath? Au moment même où tout le monde croyait que la retraite générale allait encore se prolonger, le commandant britannique pouvait envoyer la joyeuse nouvelle d'une offensive résolue.

Le soulagement devait être grand après ces tristes jours de sombre anxiété. Quant à Kitchener, les soucis de l'heure qui passait n'avaient pu le détourner un moment de l'œuvre immense de la création de ses Armées Nouvelles.

CHAPITRE X

LA MARNE. — LES ANGLAIS TRAVERSENT LA MANCHE. — L' AISNE.
PÉNURIE D'OFFICIERS BRITANNIQUES. — NOUVEAUX RENFORTS.

L'histoire de la première bataille de la Marne peut se résumer ainsi : von Kluck, suivant les troupes en retraite de sir John et de Lanrezac, avait traversé la Marne avec le gros de son armée, ne laissant qu'un corps de réserve (le IV^e corps) pour protéger son flanc. Ce corps de réserve fut attaqué le 6 septembre au matin par Maunoury, dont von Kluck semble avoir sous-estimé la force. Devant le danger imminent provoqué par cette violente attaque de flanc, le général allemand envoya immédiatement deux corps d'armée et un corps important de cavalerie contre Maunoury. Dans la journée du 6, Maunoury réalise une avance appréciable ; le 7 et le 8 septembre, il se heurte à une vive résistance à l'ouest de l'Ourcq, mais grâce aux importants renforts que ne cesse de lui envoyer son chef direct le général Galliéni, gouverneur militaire et commandant du camp retranché de Paris, il se trouve en mesure de résister aux forces allemandes considérables qui lui sont opposées (1). Son armée (la VI^e Armée) en fixant devant elle de gros effectifs ennemis, va devenir le pivot de la manœuvre alliée et permettre l'action combinée de

(1) On trouvera un récit poignant et détaillé de toute cette bataille de l'Ourcq et de la genèse de la bataille de la Marne dans les *Mémoires du général Galliéni*. (Défense de Paris.) — Payot, Paris, 1920. — L.-P. A.

l'Armée anglaise et des autres armées françaises. French, qui a déjà envoyé en avant sa cavalerie appuyée par de l'artillerie légère, fait avancer toute son armée vers la Marne. Repoussant la cavalerie de von Kluck, il traverse successivement le Grand-Morin et le Petit-Morin. La V^e armée française, sur notre droite, sous le commandement de Franchet d'Esperey, avance également, refoulant devant elle l'aile gauche de von Kluck. Enfin, plus encore sur la droite, aux environs de Vitry-le-François, Foch, à la tête de la IX^e Armée, est engagé dans une terrible lutte contre deux armées allemandes qui essaient de briser le centre français. Il combat avec une indomptable énergie, mais se voit cependant forcé de céder lentement devant la grosse supériorité numérique de l'ennemi.

Jusqu'au 8 septembre au soir, la question fut de savoir si l'armée britannique délivrerait Maunoury de la rude pression exercée sur lui et provoquerait ainsi une retraite de von Kluck avant que les Allemands ne soient parvenus à écraser Foch. Le 7 septembre, Sir John French écrivait :

« Je regrette beaucoup de paraître vous avoir laissé manquer d'informations ces deux derniers jours, mais la situation et les arrangements faits pour notre avance étaient si incertains samedi (5 septembre) que je craignais de vous induire en erreur. Par exemple, vendredi 4 septembre, tard dans la soirée Joffre me demanda de me retirer douze milles en arrière afin de faire place à sa V^e Armée au sud de la Marne (1). J'avais à moitié effectué ce mouvement lorsqu'il résolut de conserver la V^e Armée au nord de la rivière, me demandant de revenir sur mes pas et d'entrer en contact avec cette armée. Je pense que c'était inévitable, car en somme sa conception et son dispositif étaient vraiment excellents. Il m'informe du succès de l'avance de la V^e Armée hier sur ma droite et ajoute : « Ce succès est certainement dû à l'avance des forces anglaises vers l'est. La continuation de notre offensive aidera grandement l'attaque de la V^e Armée pendant son avance de demain. » Il m'a demandé de diriger ma marche aujourd'hui un peu plus vers le nord afin d'être en contact étroit avec la VI^e Armée sur

(1) C'est précisément dans cette journée du 4 que le général Joffre en plein accord avec Gallieni donna à Maunoury l'ordre d'attaquer le flanc allemand. — L.-P. A.

ma gauche. En ce qui concerne cette dernière armée, elle a en face d'elle le 4^e corps allemand de réserve qui se retire au nord de la Marne et auquel elle porte des coups sérieux... Ainsi que je vous l'ai dit, nous avons repoussé devant nous des détachements considérables d'ennemis et nous espérons atteindre aujourd'hui une ligne beaucoup plus avancée. J'ai beaucoup été parmi les hommes. Leur moral est excellent. La plupart de nos vides sont maintenant comblés. Merci pour tous vos soins en ce qui concerne la 6^e division. Je sais bien que vous faites tout ce qui est en votre pouvoir. »

Tout en comblant les vides considérables causés par la retraite de Mons (plus de 20.000 hommes) Kitchener envoyait à Sir John French un important renfort. Dès son retour de Paris il avait réussi à persuader le gouvernement de permettre à la 6^e division de partir pour la France où elle arrive à temps pour prendre part à la bataille de l'Aisne. Kitchener, d'ailleurs, soutint toujours qu'il avait pu envoyer les quatre premières divisions supplémentaires, qui suivirent le départ de la Force expéditionnaire, à des moments particulièrement favorables : la 4^e en effet était arrivée à point pour appuyer le 2^e corps à la bataille de Le Cateau, la 6^e arriva toute fraîche et en pleine forme pour participer à la bataille de l'Aisne ; la 7^e débarquait juste à temps pour prendre part à la première bataille d'Ypres. Quant à la 8^e, elle devait faire son apparition opportune sur le front à un moment où nos troupes, exténuées par une série de combats, avaient le plus grand besoin de recevoir un renfort sérieux.

Le 8 septembre, après avoir chassé les Allemands des rives du Petit-Morin, les Anglais approchèrent de la rive méridionale de la Marne qu'ils traversèrent le 9 septembre à la première heure. Ce jour-là, Sir John télégraphia à Kitchener : « A l'aube avance a continué. Hier, la VI^e Armée sur ma gauche a souffert, mais j'espère pouvoir la soulager dès aujourd'hui au nord de la Marne ». Le commandant en chef britannique exécuta la manœuvre avec un succès complet.

A ce moment-là il venait d'envoyer au War Office son

premier rapport complet sur la retraite de Mons et Kitchener lui télégraphiait le 9 septembre à ce sujet :

« J'ai reçu votre rapport qui sera publié immédiatement. C'est grâce à l'énergie et à l'adresse que vous avez déployées, vous, vos généraux et vos troupes, qu'est due largement la situation favorable des Armées Alliées. J'espère que la pression exercée par l'ennemi sur la VI^e Armée française sera diminuée par les opérations que vous entreprenez et que les Allemands seront forcés d'accélérer leur retraite. J'éprouve une certaine anxiété au sujet des forces françaises opérant près de Vitry-le-François et au sud de Châlons. Je vous prie, dès que vous en aurez l'occasion, de féliciter chaudement le général Joffre du succès qu'il a obtenu. J'espère que le résultat sera une victoire décisive. »

Quelques heures après l'envoi de ce télégramme, la victoire espérée était un fait acquis. Dans la matinée du 9 von Kluck vit son flanc droit et ses derrières engagés à fond avec Maunoury et en même temps sérieusement menacés par l'avance de l'armée anglaise qui venait de traverser la Marne. Tous ses efforts pour vaincre la magnifique résistance de la VI^e Armée avaient échoué. Il se résigna à l'inévitable et ordonna la retraite. Nos troupes avaient traversé la Marne à temps, car la veille Maunoury avait vu son flanc gauche menacé d'enveloppement par les forces de Kluck et avait un instant envisagé, de concert avec Gallieni, les dispositions à prendre en cas d'un repli éventuel sur Paris. Kitchener, dans son télégramme, avait bien montré le point faible : le centre français à Vitry-le-François. Mais là aussi, dans cette journée glorieuse du 9 septembre, la fortune tourna en notre faveur. L'avance victorieuse de Franchet d'Esperey, commandant la V^e Armée à notre droite, permit à Joffre d'envoyer en temps utile un renfort à Foch dont l'indomptable énergie réussissait à soutenir ses soldats épuisés qui résistaient malgré tout aux efforts désespérés de l'ennemi.

Presque en même temps von Bülow, qui attaquait Foch avec toute la II^e Armée allemande, avait dû étendre sa droite vers l'ouest pour tirer von Kluck de ses difficultés.

En effectuant ce mouvement, il laissa une brèche ouverte sur son front entre les marais de Saint-Gond et Vitry-le-François. Foch saisit l'occasion aux cheveux et exécuta sa fameuse contre-attaque le soir même du 9 septembre, transformant ce qui eût pu n'être qu'un succès local contre l'armée de von Kluck en une victoire décisive qui réduisit à néant tout le premier plan de campagne de l'État-Major allemand.

Dans la matinée du 9 septembre, Sir John French, informant Kitchener de notre avance, ajoutait :

« ...La division de cavalerie française qui opère à la gauche de la VI^e Armée a reçu l'ordre d'exécuter un vaste mouvement contre les lignes de communication allemandes. Le général Sordet a été remplacé. Il était grand temps de prendre cette mesure. »

Dès la soirée du 9 il annonçait ses premiers succès :

« Ennemi repoussé sur toute la ligne. Le 1^{er} et le 2^e corps ont atteint une ligne située à environ 8 milles au nord de la Marne. Le 3^e corps passe la Marne ce soir à La Ferté... Le 1^{er} corps a pris 12 canons Maxims et a fait quelques prisonniers. Il a enterré 200 cadavres allemands. Le 2^e corps a capturé une batterie et a fait 300 prisonniers. L'ennemi bat en retraite sur tous les points, sauf à Vitry. Les Français vont être renforcés à Vitry ; tout semble progresser d'une manière satisfaisante. »

Sir John French, au moment où il expédiait ce télégramme, n'avait pas encore reçu la nouvelle de la victoire de Foch. Les jours suivants nos troupes, stimulées par le succès, marchaient sur les talons de l'ennemi et arrivaient le 12 septembre sur les bords de l'Aisne avec l'intention d'en forcer le passage. Mais les Allemands envoyaient en hâte vers le sud des renforts de Belgique et de Maubeuge qui venait de tomber. Ils purent ainsi arrêter nos progrès et lancer une série d'attaques violentes contre la première ligne des tranchées creusées par l'Armée britannique.

Sir John télégraphiait à Kitchener le 14 septembre :

« J'ai réussi à conserver aujourd'hui mes positions au nord

de l'Aisne sans pouvoir cependant progresser davantage. L'ennemi s'oppose vigoureusement à toute nouvelle avance de notre part... Les Armées françaises à ma gauche et à ma droite ont également conservé leurs positions tout en étant violemment engagées. »

Il ajoutait, le 15 :

« Je suis d'avis que nous n'avons pas devant nous de simples arrière-gardes, mais des effectifs considérables décidés à conserver une position se prêtant admirablement à la défense. »

Nos pertes considérables en officiers étaient pour Kitchener et Sir John la cause d'une réelle anxiété. En effet, notre réserve d'officiers se composait surtout d'hommes qui s'étaient retirés de l'Armée avec des grades élevés. Nous n'avions que peu de bons officiers subalternes disponibles. Kitchener obtint que le commandant en chef fût autorisé à nommer des sous-officiers, officiers, sur le champ de bataille. Le 16 septembre, il lui télégraphiait à ce sujet :

« Nous vous avons envoyé, depuis le début de la guerre, 593 officiers pour combler les vides. Etant donné les demandes qui parviennent du front, il est évident qu'il nous sera bientôt impossible de vous fournir des officiers instruits. Les unités devront se contenter de cadres et d'Etats-Majors réduits. D'ailleurs dans bien des cas il semble que cadres et Etats-Majors soient excessifs et puissent être réduits... J'essaie de trouver partout des officiers instruits ; j'espère en tirer encore quelques-uns des Indes. Beaucoup d'officiers renvoyés en Angleterre sont seulement légèrement blessés ou peu gravement malades : ils seront à même de rejoindre bientôt leurs unités. J'espère pouvoir continuer à envoyer des renforts avec une proportion convenable d'officiers, mais il me paraît que — à moins de renoncer à préparer des forces importantes pour continuer la guerre, forces qui sont maintenant instruites avec le plus petit nombre possible d'officiers réguliers ou de réserve, — nous serons obligés de prendre les mesures que j'ai indiquées. »

Pendant que les opérations sur l'Aisne prenaient une tournure nouvelle par suite de la résistance allemande et

de l'arrêt de l'avance alliée, Kitchener consacrait tous ses efforts à renforcer notre Armée en France. Un corps d'armée arrivait de l'Inde. La formation de la 7^e division, composée de bataillons de réguliers retirés des colonies et des garnisons d'outre-mer, se poursuivait. Enfin, dès le milieu de septembre, il pouvait promettre à Sir John l'arrivée d'un certain nombre de bataillons territoriaux triés sur le volet. L'annonce d'une amélioration appréciable de la situation de l'Aisne encouragea Sir John à faire une proposition qu'il exposa par lettre à Kitchener le 24 septembre. Le général de Castelnau, qui commandait la gauche française, préparait une attaque contre la droite allemande et le plan de Sir John dépendait du résultat de cette manœuvre. Il disait dans sa lettre :

« Aucun changement dans la situation, mais je guette une occasion de me porter en avant. Pendant les deux derniers jours le feu de l'artillerie s'est considérablement ralenti et il y a eu peu d'essais de contre-attaques. Mais nos reconnaissances de toutes espèces nous montrent clairement que les tranchées et les positions de l'ennemi sont encore solidement tenues. J'ai envoyé ce matin Wilson au quartier général du général de Castelnau. Il vient de rentrer et me dit que l'attaque a commencé et semble promettre ; mais le mouvement décisif pour tourner la droite allemande ne peut se développer avant demain dans l'après-midi. Aussi je ne m'attends pas à une modification de la situation sur notre front avant samedi. Si l'attaque de Castelnau est repoussée ou si les deux fronts se stabilisent en face l'un de l'autre, aboutissant à une partie nulle, j'aimerais suggérer au commandant en chef (c'est-à-dire à Joffre) de placer de nouveau les forces anglaises à la gauche alliée. Avec les deux nouveaux corps et les nouvelles divisions de cavalerie, j'ai confiance que nous marcherons bien sur la droite allemande et serons à même d'obtenir des résultats décisifs. Je vous écrirai plus longuement à ce sujet. »

Telle fut l'origine de la démarche qui devait ramener l'Armée britannique dans les Flandres, où elle devait combattre jusqu'à la fin de la guerre et devenir en 1918 un facteur prépondérant de la déroute germanique.

CHAPITRE XI

ANVERS. — LILLE. — ARMENTIÈRES. — YPRES. — ARRIVÉE DES
HINDOUS. — LE PRÉSIDENT POINCARÉ A DUNKERQUE.

Les nouveaux desseins de l'ennemi sur le front occidental commençaient à se manifester. Il était évident qu'il se préparait à bondir sur Anvers qui était occupé par l'armée belge sous le commandement du roi Albert et était le siège du gouvernement. Les renseignements qui parvinrent à Kitchener de Belgique à ce sujet furent tardifs et maigres. On peut penser que des informations plus abondantes parvenues en temps utile nous auraient permis de prendre des mesures pour parer le coup. Le 2 octobre, Kitchener télégraphiait à Sir John French :

« La tentative des Allemands pour faire le siège d'Anvers a créé une situation très sérieuse. Anvers court le grave danger de tomber avant peu. Si cet événement se produit, vous pouvez concevoir quel dommage il en résultera pour nous en ce qui concerne l'avenir de notre campagne... Les forces allemandes, autant que nous pouvons en juger, sont d'environ cinq divisions de troupes de seconde ligne. Nous informons le Gouvernement français que si Joffre ne peut pas déclencher une action décisive en France d'ici trois ou quatre jours, nous ne pouvons espérer qu'Anvers tiendra, à moins qu'il ne puisse y envoyer des troupes régulières pour coopérer avec toutes celles que nous pourrions y dépêcher, c'est-à-dire la 7^e division et une division de cavalerie. Si vous quittez vos lignes actuelles, serait-il possible de suggérer à Joffre que, s'il peut envoyer des troupes, vous rejoindriez la 7^e division et toutes les autres

troupes que nous pourrions expédier d'ici avec la portion de vos effectifs actuellement sous vos ordres en France qui serait jugée nécessaire pour secourir Anvers ? Pendant ce temps le reste continuerait son mouvement vers ses nouvelles positions. »

Sir John répondit immédiatement qu'il conférerait avec Joffre et ferait tout son possible. La première conception de Kitchener, pour sauver Anvers, était donc une action combinée dans le sud de la Belgique d'une partie de l'armée de Sir John, transférée du front de l'Aisne, et de la 7^e division qui, avec une division de cavalerie, débarqueraient sur la côte flamande sous le commandement de Sir Henry Rawlinson et seraient placées à la disposition du commandant en chef britannique. Cette opération, étant donné les informations que l'on possédait alors, était militairement justifiable. Mais nos renseignements étaient malheureusement très incomplets et les Allemands avaient déjà complètement mis au point leur seconde grande surprise.

La première surprise, qui nous avait été révélée à Mons, avait consisté dans l'envoi sur le front occidental d'effectifs beaucoup plus considérables que ceux auxquels on s'attendait. Les Allemands récoltèrent alors les avantages d'une organisation qui leur avait permis de mobiliser immédiatement un certain nombre de corps d'armée de réserve qui vinrent immédiatement renforcer l'armée régulière sur les champs de bataille. Mais d'autres corps de réserve entièrement nouveaux étaient en même temps formés. Par une merveille d'organisation, ils arrivèrent sur le front au début d'octobre, de sorte qu'au moment même où nous songions à opérer un mouvement de flanc à travers la Belgique pour nous porter au secours d'Anvers, les Allemands se préparaient de nouveau à tenter un enveloppement de notre gauche. L'attaque d'Anvers constituait les préliminaires de cet effort. Aussi fut-elle poussée par le commandement allemand avec la plus grande vigueur. Avant que nos dernières troupes aient pu être transférées du front de l'Aisne dans les Flandres, la forteresse

belge courait déjà les plus sérieux dangers. Les événements se déroulaient avec trop de rapidité pour permettre la réalisation du plan de Kitchener. Dans son anxiété, le Gouvernement britannique expédia la 7^e division d'infanterie et la 3^e division de cavalerie qui devaient débarquer à Ostende et à Zeebrugge et agir tout d'abord comme corps indépendant sous le commandement de Sir Henry Rawlinson. Mais les nouvelles d'Anvers étaient chaque jour plus alarmantes et il était douteux que Rawlinson pût arriver à temps. Une tentative désespérée pour sauver la place fut cependant faite : le gouvernement britannique décida d'envoyer en hâte les effectifs encore à demi-instruits de la division navale. Leur arrivée ne put d'ailleurs contribuer en rien à éviter ou à retarder le désastre (1) : Anvers tomba le 9 octobre et les forces amenées par Rawlinson furent définitivement placées sous les ordres de Sir John French pour lequel elles devaient constituer un précieux appoint.

Le lendemain Kitchener écrivait à Sir John :

« Vous lirez avec intérêt les télégrammes concernant Anvers : je les fais réunir et vous en enverrai une copie. J'espère que vous n'avez pas pensé que j'intervenais dans vos opérations en ne plaçant pas sous vos ordres directs la force spéciale qu'on proposait d'expédier pour secourir Anvers. Mes raisons pour agir ainsi étaient d'abord que le Cabinet ne voulait autoriser le départ de la 7^e division que pour un raid rapide sur Anvers, avec l'intention de la ramener ici aussitôt le coup porté. Ce n'est qu'hier que j'ai pu faire modifier cette décision ; je l'ai placée aussitôt sous vos ordres. Ensuite, nous étions en communication étroite avec Ostende et Anvers par télégraphe et téléphone tandis qu'il était difficile de communiquer avec vous pendant votre déplacement. Je pense que vous trouverez la 7^e division une unité de premier ordre. Je regrette le départ prématuré de la 2^e brigade de cavalerie à laquelle il manque encore un régiment. Cependant je crois avoir été jusqu'ici assez heureux en ce qui concerne l'envoi de nos renforts au moment même où ils étaient

(1) On sait qu'une partie de ces troupes réussit à passer en Hollande où elles furent internées jusqu'à la fin de la guerre.

nécessaires. J'espère pouvoir continuer à l'avenir... Je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour vous et pour la réussite des opérations principales que je ne perds pas de vue. »

Sir John répondait :

« C'est bien aimable à vous de m'écrire ainsi. Je n'ai jamais supposé que vous avez voulu empiéter sur mon domaine. Je sais parfaitement que j'ai toute votre confiance et que la même entente mutuelle existe entre nous comme toujours. Ne pensez pas que j'oublie aussi facilement l'Afrique du Sud... En ce qui concerne Anvers, je sais parfaitement que ce fut pour vous une surprise comme pour moi, quelque chose comme un coup de foudre.

La tentative pour sauver Anvers, si elle fut en soi un échec, eut cependant, et indirectement, des conséquences heureuses : l'envoi immédiat des deux divisions de Rawlinson qui, d'abord parties provisoirement, furent, sur les représentations de Kitchener au Cabinet, définitivement attribuées à Sir John French. Ce supplément inattendu d'effectifs devait faire pencher la balance en notre faveur à la première bataille d'Ypres. Et si Ypres était tombé entre les mains de l'ennemi, il est certain que Dunkerque, et peut-être aussi Calais, eussent été perdus.

Dès le 12 octobre, les 2^e et 3^e corps, avançant dans la direction de La Bassée et de Lille, se trouvèrent en contact avec l'ennemi (1).

L'espoir que nourrissait Sir John d'atteindre Lille fut déçu, car le nouveau mouvement allemand contre la gauche alliée devenait menaçant. Une sanglante bataille aux fluctuations diverses fit rage entre Armentières et La Bassée. Elle n'aboutit qu'à une stabilisation des deux fronts et à l'établissement de nouvelles lignes de tranchées, tandis que le théâtre où allait se livrer la bataille décisive se déplaçait vers le Nord, c'est-à-dire vers Ypres et l'Yser. Vers ce nouveau front convergeaient de points divers les forces opposées. Haig avec le 1^{er} corps et Allenby avec la

(1) Le 14, Kitchener recevait la triste nouvelle de la mort d'un de ses intimes, le général Hubert Hamilton, tué devant Neuve-Chapelle.

cavalerie venaient de l'ouest vers Ypres et les crêtes de Messines; Rawlinson venait d'Ostende dans une direction nord-est; l'Armée belge venait de l'est s'établir sur les bords de l'Yser, soutenue par des forces françaises arrivant du sud. Quant aux forces allemandes, elles débouchaient de l'est et du sud-est avec Calais pour objectif. Ainsi, pendant les deux dernières semaines d'octobre, des masses armées se mouvaient de tous les points de l'horizon vers le point où allait se livrer la dernière grande bataille de 1914.

Le 22 octobre, Sir John télégraphiait à Kitchener :

« Combats plus ou moins violents hier sur toute ma ligne. A certains endroits nous avons dû reculer légèrement, néanmoins nos succès ont dominé et l'ennemi a subi des pertes sérieuses. Les Belges continuent à tenir splendidement sur le canal au nord d'Ypres où le 9^e corps français est dépêché en renfort. Joffre et Foch sont tous deux en Belgique et ont l'intention de repousser les Allemands vers l'Est. D'après moi, l'ennemi joue vigoureusement sa dernière carte : j'ai confiance qu'il échouera. »

La lutte acharnée qui devait bientôt faire rage fut suivie par Kitchener avec une profonde anxiété, car il se rendait compte de l'intolérable épreuve imposée à nos hommes. Dans les guerres européennes précédentes, les batailles proprement dites n'avaient été que des incidents dans des séries de marches et de manœuvres et elles avaient rarement duré plus d'un jour. Aujourd'hui c'était un combat presque incessant imposant aux troupes un effort et une tension continus qui finissaient par atteindre, souvent même par dépasser les dernières limites des forces humaines. Enfin la consommation incroyable des munitions dépassait de beaucoup les prévisions les plus hardies. En ce qui nous concernait, il fut bientôt évident que nous avions atteint nos limites. Pendant la bataille d'Armentières, les Allemands avaient plus d'une fois presque épuisé leur provision d'obus pendant que les Français étaient à ce moment-là obligés de limiter strictement le nombre de

coups tirés par chaque batterie. Et pourtant Allemands et Français avaient dès le temps de paix prévu, par de vastes installations mécaniques, la production des munitions de guerre. Quant à nous, qui n'avions pas fait preuve de la même prudence, nous nous trouvions singulièrement démunis : faire des obus était pour Kitchener un problème aussi urgent que faire des soldats.

Le 30 octobre, le corps hindou qu'il avait envoyé en France monta en ligne sur le front de Neuve-Chapelle, permettant à Smith-Dorrien d'appuyer et de renforcer Haig à Ypres. Kitchener, très satisfait du passage rapide de ce corps d'Orient en Occident grâce à une organisation qui était son œuvre personnelle (1), envoya à son chef Sir James Willcocks un télégramme de bienvenue :

« Suis heureux d'apprendre que les troupes hindoues sont *razi* (2) et sont pourvues de tout ce qui leur est nécessaire. Donnez-leur mes salaams et dites-leur que je suis sûr qu'elles maintiendront leurs glorieuses traditions lorsqu'elles se trouveront en face des Allemands. »

Le 31 octobre, la veille de la première bataille d'Ypres, il télégraphiait trois fois à Sir John :

« Beaucoup de vos hommes doivent être exténués par les durs combats dans lesquels les troupes sont maintenant engagées. C'est pourquoi je place sous vos ordres six nouveaux bataillons d'élite de territoriaux en plus des huit qui sont déjà partis. Un certain temps, comme vous savez, est nécessaire avant que la 8^e division ne soit en état.

La difficulté pour l'artillerie de procéder à des observations précises nous amène à considérer qu'il serait avantageux que les généraux commandant l'artillerie dans chaque division aient sous leurs ordres directs un aéroplane avec son personnel et un observateur d'artillerie. Si vous êtes d'accord, je puis organiser et vous expédier cela en plus de toute votre aviation. »

Des expériences en ce sens avaient eu lieu sur une

(1) Kitchener avait longtemps commandé en chef l'Armée des Indes qu'il avait complètement réorganisée (V. au début du volume, *Vie de Lord Kitchener*, p. 23-25.)

(2) En forme.

petite échelle dans l'Aisne. La proposition fut bienvenue en France : ces avions devinrent les yeux de l'artillerie (1).

Deux autres télégrammes avaient trait aux munitions :

« Le ravitaillement en munitions me cause la plus grande anxiété. Je vous ai télégraphié ce matin ce que nous avons fait. Ne pensez pas que nous gardons ici des munitions. Tout ce que nous pouvons ramasser est envoyé immédiatement, mais étant donné la dépense actuelle des projectiles, nous sommes sûrs de nous trouver à court avant peu et il sera alors impossible de ne produire guère plus qu'un faible approvisionnement par jour et par pièce. J'espère pouvoir augmenter l'importance des envois qui sont actuellement faits.

D'après moi notre ravitaillement en munitions d'artillerie de campagne est une question d'extrême urgence qui doit être exposée à Joffre et à Foch. Des efforts désespérés sont sans aucun doute tentés par les Allemands pour percer le front. Ils ont massé d'importantes forces dans ce but. Je considère la situation comme critique pendant les jours qui vont suivre. Des mesures doivent être prises immédiatement par Joffre en vue d'accroître notre résistance combinée sur le front septentrional. Il doit envoyer plus de canons français avec un ravitaillement abondant en munitions. Puis-je vous envoyer des hommes ou quoi que ce soit dont vous ayez besoin ? »

Le 1^{er} novembre, Kitchener traversa la Manche, de Newhaven à Boulogne, et se rendit à Dunkerque pour y rencontrer le Président de la République. Il y vit nos blessés, sur le point d'être embarqués pour l'Angleterre. Il adressa la parole à plusieurs d'entre eux. Émus par la vue du grand soldat dont le nom était si populaire, ils essayaient de faire bon marché de leurs souffrances. Mais il ne s'y trompa point et dit tristement à son aide de camp : « Les

(1) Le général Brancker, au cours d'une conférence faite devant la Société aéronautique Royale de Londres le 23 janvier 1917, s'exprimait ainsi au sujet de l'intérêt que portait lord Kitchener à l'aviation : « Je ne crois pas que personne se rende compte exactement de ce qu'a fait lord Kitchener pour l'aviation dès le début de la guerre. Il connaissait les multiples difficultés auxquelles nous nous heurtions par suite de notre absence de préparation en temps de paix. Je me souviens que comme je me réjouissais des exploits de quelques pilotes imparfaitement instruits, il me disait qu'il faudrait les dresser à voler par groupes de 60 ou de 100 pour bombarder Essen. Il nous expliqua un jour ses idées à ce sujet, comment la chose était possible, quelles formations devraient être adoptées... »

hommes sont exténués, ils ont plus mauvaise mine que je ne le craignais même. » Et cette impression ne s'effaça jamais complètement de son esprit.

Sir John avait envoyé au-devant de lui deux officiers de son État-Major pour lui expliquer que la situation critique dans laquelle il se trouvait l'avait empêché de venir lui-même. « Dites-lui, je vous prie », répondit-il « que j'aurais été navré qu'il y eût seulement songé. Pour rien au monde je ne voudrais le troubler. »

L'après-midi et la soirée furent consacrés à une conférence à laquelle prirent part le président Poincaré, M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, Joffre, Foch et Kitchener. La promesse qu'il fit de l'envoi immédiat d'un plus grand nombre de troupes territoriales fut reçue avec une satisfaction évidente. D'ailleurs, la connaissance parfaite qu'avait Kitchener de la langue française lui permit, en dépit de la complexité de la discussion, de défendre son point de vue et de faire accepter ses demandes avant de repartir le soir même pour Douvres.

Le 2 novembre, le commandant en chef put l'aviser que les renforts français étaient arrivés, qu'il avait été en partie relevé et que le danger était moins pressant :

« Les Français sont arrivés la nuit dernière et ce matin dans certains secteurs de nos lignes. En conséquence je me trouve considérablement renforcé. En somme, je suis bien moins anxieux aujourd'hui, car l'ennemi semble moins actif devant nos lignes... »

Quelques jours après, les Allemands commençaient à retirer des troupes du front occidental pour parer à l'avance importante des Russes sur le front oriental. Ils firent cependant de nouveaux efforts — sans résultat — pour percer le front devant Ypres. L'attaque culminante de la Garde prussienne eut lieu le 11 novembre. Elle échoua. Deux jours auparavant Sir John French avait télégraphié à Kitchener :

« Foch m'a dit le 5 (novembre) que Joffre s'attendait à un

retrait important de troupes allemandes qui, en fait, avait déjà commencé et continuerait lentement jusqu'au transfert sur le théâtre oriental de douze à quinze corps d'armée. Il s'attendait à ce que, pour couvrir la manœuvre, l'ennemi exécutât un puissant mouvement offensif sur un ou deux points du front. Ces coups ont été frappés et parés par nous avec de grosses pertes pour l'ennemi. Je ne pense pas que vous puissiez me donner plus de troupes régulières pour le moment. Je fonde de grandes espérances sur les territoriaux d'après ce que j'ai vu des London, Scottish et autres unités territoriales. »

CHAPITRE XII

LA GUERRE DE TRANCHÉES. — LE PROBLÈME RUSSE. — SIR JOHN ET JOFFRE. — LES PLANS DE SIR JOHN. — COMMENT GAGNER LA GUERRE?

La dernière tentative sérieuse des Allemands sur Ypres en 1914 fut faite le 17 novembre, alors que tout le front occidental s'était déjà immobilisé dans la lugubre et mortelle guerre de tranchées. Déjà, à cette époque, des territoriaux avaient relevé les troupes régulières de l'Inde et des autres garnisons d'outre-mer. Tous les soldats déjà instruits dont il était possible de se passer dans nos possessions de tous les points du globe étaient arrivés en Angleterre ou étaient en route. En plus des 7^e et 8^e divisions formées des contingents réguliers se trouvant dans nos colonies ou protectorats au moment de la déclaration de guerre, trois nouvelles divisions régulières, les 27^e, 28^e et 29^e, étaient déjà constituées et recevaient leur instruction dans nos camps d'entraînement. La question seule du matériel et des équipements devait souvent retarder les envois au front d'unités de combat. Et cette question n'était pas sans causer de graves soucis à lord Kitchener, anxieux de renforcer le plus tôt possible Sir John d'une manière efficace, de façon à arrêter les transferts de troupes allemandes vers l'est. En attendant que la nouvelle artillerie que fabriquaient nos usines de guerre fût prête, Kitchener prenait son bien partout où il le trouvait.

C'est ainsi que le 21 novembre 1914, il pouvait annoncer à Sir John l'arrivée au Havre de canons provenant du Portugal et que Kitchener mettait à la disposition de l'armée française :

« Lundi 56 canons mis à notre disposition par le Portugal arriveront au Havre. L'attaché militaire français ici en informera le général Joffre de façon à ce que notre consul et notre commandant au Havre puissent être informés des désirs du général Joffre à cet égard. Très peu de munitions les accompagnent. J'essaie d'en avoir davantage, mais y réussirai-je? En attendant, il faudrait que les munitions soient fournies par les services de l'armée française qui, je le crois, sont en mesure de le faire. »

Le 4 décembre, Sir John, French écrivait longuement à Kitchener :

« La visite du Roi a bien réussi et a produit le meilleur effet sur les troupes. Je crois que Sa Majesté a été satisfaite et intéressée...

Le temps a été brumeux, rendant difficiles les reconnaissances aériennes; cependant, aussitôt qu'il y a des éclaircies nos aviateurs font de leur mieux. Grâce à eux nous savons qu'il y a eu les cinq ou six derniers jours un important trafic par chemin de fer chez nos ennemis. Le nombre des trains se dirigeant vers l'est est de beaucoup le plus nombreux.

« Je suis à peu près certain qu'une quantité appréciable d'artillerie a été retirée de notre front et a été remplacée par des canons lançant des obus de qualité inférieure d'une efficacité moindre (beaucoup n'éclatent pas); ces canons ont à peu près la même portée. Je crois qu'ils ont amené ici un grand nombre des canons capturés à Maubeuge.

Je suis sûr aussi que l'infanterie, devant notre front, a été changée, probablement réduite, en tout cas modifiée sinon en quantité, du moins en qualité. Des cadavres portant une patte d'épaule sur leur capote en ont une autre avec un numéro différent dans leurs poches. Ceci montre que les Allemands font de leur mieux pour nous empêcher de savoir quels corps d'armée ont été retirés de notre front. Mais je suis à peu près sûr que le 7^e et le 2^e corps sont partis, ainsi que la division de la Garde.

Je suis certain qu'il y a encore devant nous un nombre

considérable d'howitzers de 8 pouces et de ces canons lourds autrichiens qu'ils ont amenés il y a quelque temps.

Il en est à peu près de même devant le front français sur notre droite et sur notre gauche. J'ai eu plusieurs conversations avec Foch au sujet de nos plans pour l'avenir. J'ai aussi longuement causé avec Joffre lorsqu'il est venu mardi pour voir le Roi. Nous n'avons aucune raison de supposer que les forces qui se trouvent actuellement en face de nous soient inférieures en nombre. Elles peuvent être même légèrement supérieures aux nôtres. L'ennemi est en tout cas supérieur en artillerie lourde et ses retranchements, sur toute la ligne, sont très forts. Nous savons qu'ils ont soigneusement préparé des positions successives de repli sur une profondeur de plusieurs milles derrière eux.

Joffre, Foch et moi sommes entièrement d'accord qu'une offensive vigoureuse faite en ce moment entraînerait de grosses pertes, et si nous réussissions à avancer, nous n'irions pas très loin. Enfin l'état de notre approvisionnement en munitions ne nous permet pas de faire face à la dépense qu'entraînerait une offensive importante.

Vos lettres et vos télégrammes semblent exprimer la surprise qu'une avance ne soit pas tentée ou qu'un effort ne soit pas fait pour empêcher l'ennemi de transporter ses troupes de l'ouest à l'est. La situation étant celle que je viens de vous décrire, nous considérons impossible de faire plus pour le moment. Joffre me dit qu'il s'attend à avoir d'ici une semaine ou deux, une quantité considérable d'artillerie lourde disponible. A ce moment nous espérons que les besoins de l'armée allemande sur le théâtre oriental de la guerre auront eu pour effet de faire retirer encore plus de troupes du front occidental, nous permettant ainsi de marteler efficacement les tranchées ennemies et d'effectuer une avance vigoureuse. Il m'a donné une idée du plan qu'il est en train d'élaborer, mais il n'a pas encore décidé quel serait le point d'attaque de cette forte poussée.

En attendant nous effectuons des reconnaissances et nous prenons des positions sur notre front chaque fois qu'une occasion se présente.

Les troupes ont un besoin urgent de repos après les dures expériences de la dernière bataille. Les renforts envoyés et l'effort considérable de réfection et d'organisation ont eu pour résultat d'accroître considérablement la valeur offensive générale de nos troupes.

J'ai procédé dernièrement à l'inspection d'un grand nombre

futures dispositions à prendre pour faire face à la situation telle qu'elle se présente actuellement.

Nous sommes tombés d'accord qu'il est peu probable que les Allemands puissent maintenant détacher des troupes des effectifs qu'ils opposent en ce moment aux Russes en vue d'une action quelconque sur notre front. Mais nous avons convenu de la nécessité de presser l'ennemi sur le front occidental, en vue d'abord de l'empêcher d'envoyer d'autres troupes sur le front oriental, puis surtout de le repousser progressivement hors de France et de Belgique.

L'exécution du plan que je vais vous exposer a été en réalité commencée le 14 courant. Entre cette date et le 21, vous vous souvenez peut-être qu'une certaine activité régnait sur notre front et celui des Français, au nord.

Cette activité, et certaines opérations de moindre importance sur d'autres points du front allié, constituaient une sorte de prélude destiné en réalité à détourner l'attention des Allemands des préparatifs qui sont faits sur les points sur lesquels l'attaque principale doit se produire. Ces points sont situés entre Arras, sur le front ouest de notre ligne, et Reims sur le front sud. En face de ces points, Joffre a massé une énorme quantité d'artillerie (lourde et légère) et toutes les troupes dont il peut disposer. La poussée a déjà commencé sur les deux points ; beaucoup de tranchées ennemies ont été prises et nous avons gagné environs six cents yards en profondeur à chaque endroit.

Sur les autres parties du front le programme consiste :

1° à économiser les troupes sans compromettre la sûreté des lignes et à envoyer autant de monde que possible sur les deux points en question ;

2° à disposer de réserves locales suffisantes pour engager l'ennemi à fond en l'empêchant de détacher des troupes sur l'un ou l'autre des deux points d'attaque.

J'ai maintenant amené Joffre à acquiescer au désir du gouvernement de Sa Majesté et à prendre avec moi les arrangements nécessaires en vue de me permettre d'agir à l'extrême gauche de la ligne, en liaison avec l'armée belge et autant que possible avec notre flotte. Il a décidé que je pourrais éventuellement prendre tout le front entre La Bassée et la mer, maintenant les troupes françaises entre ma gauche et la droite belge (Bixshoote, à la limite sud des inondations), et cela tant que les renforts que vous m'envoyez le permettront. Les troupes françaises ainsi relevées seront employées sur le point décisif : Arras. Par conséquent, plus tôt je me trouverai

en mesure de les relever, plus notre action sur le point décisif sera effective.

J'ai fait venir Bridges et j'ai eu avec lui une longue conversation ce matin. Je lui ai fait certaines suggestions relatives à l'emploi éventuel de l'armée belge en liaison avec nous, qu'il va soumettre au Roi. S'il les approuve, et il y a toute chance qu'il le fasse, je crois que notre situation sera beaucoup plus forte à notre gauche.

D'après ce que je viens de vous exposer, vous voyez que le progrès d'une offensive vigoureuse dépend de la rapidité avec laquelle je pourrais transporter mes troupes et relever les troupes françaises (probablement trois corps). Si je pouvais avoir plus tôt les Canadiens ou le contingent d'infanterie de marine, ou une ou deux divisions de territoriaux, cela faciliterait beaucoup l'exécution de tous ces plans. »

Jusqu'alors les problèmes stratégiques qui s'étaient offerts aux Alliés avaient été difficiles, certes, mais simples : arrêter les Allemands, soutenir les Français étaient les seules considérations devant lesquelles toutes les autres avaient dû céder. L'envoi de territoriaux dans nos protectorats et possessions d'outre-mer avait permis à lord Kitchener d'assurer la défense de l'Empire, tout en formant avec leurs garnisons régulières un certain nombre de divisions pour le service du front. Il connaissait dans ses plus infimes détails les ressources que pouvait nous offrir l'armée hindoue, et il savait quels étaient les risques qui pouvaient être pris. Avec l'aide puissante de l'Inde, des Dominions et des colonies de la Couronne, nous pouvions contenir la Turquie et réduire les colonies allemandes. L'Afrique du Sud réprimait avec énergie la révolte suscitée par les agents ennemis et entreprenait de chasser les Allemands de leur colonie de l'Afrique occidentale. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon, se chargèrent de nettoyer le Pacifique. Nos forces de la Nigeria et de la Côte-d'Or s'étaient emparées du Togoland et se préparaient à faire, de concert avec les Français, la conquête du Cameroun. L'Inde nous aidait à tenir l'Égypte et envoyait une petite expédition en Mésopotamie. Aucune de ces expéditions n'absorbait des troupes qui eussent dû

être employées sur le principal théâtre de la guerre et il n'y avait aucun conflit d'intérêts. Mais à la fin de l'année 1914, le problème principal ne consistait plus à arrêter les Allemands en France, mais à gagner la guerre. Le champ stratégique s'était élargi et des discussions avaient commencé qui ne devaient s'éteindre qu'avec le bruit des canons. Le fardeau déjà si lourd qui pesait sur les épaules du principal conseiller militaire du gouvernement allait encore s'accroître singulièrement.

CHAPITRE XIII

OSTENDE ET ZEEBRUGE. — L'AILE GAUCHE ALLIÉE. — VETO DU
CONSEIL DE GUERRE. — COOPÉRATION AVEC JOFFRE.

La première allusion à des opérations pouvant éventuellement se dérouler sur d'autres théâtres de la guerre fut faite par Kitchener dans une lettre qu'il adressait le 2 janvier 1915 à Sir John French :

« Il n'y a guère de signes de la poussée attendue du côté de l'armée française. Probablement, les Français se trouvent-ils, sur leur front, en face du même problème que vous : les tranchées et l'inutilité de les attaquer pour gagner quelques mètres de terrain sans valeur au prix de grosses pertes. Ici, une opinion qui commence à prévaloir, c'est que, tout en continuant à défendre nos lignes, les effectifs en surplus de ce qui est strictement nécessaire pour le service du front pourraient être employés ailleurs plus utilement.

Je suppose que nous devons reconnaître maintenant que l'armée française est incapable d'effectuer, à travers les lignes allemandes, une percée suffisante pour provoquer un changement radical de la situation et une retraite des forces allemandes du nord de la Belgique. En ce cas, le front allemand en France doit être considéré comme une véritable forteresse qui ne saurait être ni être emportée d'assaut, ni être complètement investie. Le résultat est que les lignes doivent être tenues par une force assiégeante suffisante, tandis que les véritables opérations de guerre se dérouleront ailleurs.

La question : où est-il possible de faire quelque chose ? découvre un vaste horizon et exige beaucoup d'études. Quelles sont les vues de votre Etat-Major ? La Russie est vivement

pressée au Caucase, et peut tout juste tenir en Pologne. De nouvelles forces sont nécessaires pour mettre fin au temps d'arrêt ; l'Italie et la Roumanie pourraient nous les fournir ; c'est pourquoi toute action qui contribuerait à décider ces interventions serait intéressante... »

Sir John répondit que, selon lui, il n'était pas impossible d'arriver à percer les lignes ennemies. La chose, pensait-il, était faisable avec une quantité suffisante de canons et d'obus explosifs. Enfin, même dans l'hypothèse où une percée des lignes allemandes ne nous serait pas permise sur le front occidental, il était d'avis que la sécurité et la défense de la France, en général, et des ports de la Manche en particulier, était pour l'Angleterre une question vitale. On pouvait concevoir l'Allemagne mettant la Russie hors de combat et amenant le gros de ses forces sur le front occidental. Dans une aussi dangereuse éventualité, il était évident que les effectifs que l'Angleterre serait en mesure de jeter dans la balance ne constitueraient qu'une faible marge de sécurité. Après avoir examiné toutes les alternatives possibles sur les différents théâtres qui paraissaient se prêter à une action des troupes britanniques, il pensa qu'une expédition en Serbie, *via* Salonique, était la plus défendable, bien que les difficultés de communication par terre dussent devoir être considérables. Quant à un débarquement dans la presqu'île de Gallipoli, il croyait que toute attaque dirigée contre la Turquie ne donnerait aucun résultat décisif.

« Dans les circonstances les plus favorables, il en résulterait tout au plus un certain relâchement de la pression exercée contre la Russie au Caucase, qui lui permettrait de transférer deux ou trois corps sur son front ouest, résultat tout à fait hors de proportion avec l'effort déployé. Attaquer la Turquie serait faire le jeu des Allemands en réalisant ce que cherchait précisément l'Allemagne, en entraînant la Turquie dans la guerre : attirer des troupes alliées loin du véritable champ de bataille, loin du point véritablement important qui est l'Allemagne elle-même. »

Sir John avait un plan à lui qui consistait à relever les

troupes françaises en Flandre, de façon à permettre à Joffre de déclencher son offensive dans le sud avec toutes ses forces. Quant à lui, il emploierait l'armée britannique, secondée par tout l'appui que pourrait lui fournir l'armée belge, à chasser les Allemands d'Ostende et de Zeebrugge. Ce plan, essayait-il de démontrer, permettrait une collaboration intime de notre flotte et de notre armée, et, s'il réussissait, débarrasserait notre Amirauté d'une grande partie de l'anxiété que lui causait la menace sous-marine.

Pour réaliser ce plan, il demandait l'envoi d'un renfort de cinquante bataillons territoriaux ou de la Nouvelle armée, un abondant ravitaillement en munitions d'artillerie de toutes sortes — surtout en obus explosifs — et une quantité suffisante d'artillerie lourde. Tout cela, en plus de ce qui avait été déjà promis (la 1^{re} division canadienne et les deux dernières divisions régulières, les 28^e et 29^e). Quant aux cinquante bataillons de territoriaux, Sir John se proposait de les incorporer dans ses divisions : il pensait qu'il y avait avantage à amalgamer les nouvelles recrues avec des combattants expérimentés.

D'ailleurs, une campagne destinée à nettoyer la côte belge avait été déjà soigneusement envisagée par Sir John et M. Churchill pendant que la bataille de l'Aisne se déroulait. L'Amirauté avait vu, avec l'anxiété la plus vive, l'ennemi s'établir sur le flanc de nos routes de la Manche. L'emploi, en collaboration étroite, de l'armée et de la flotte était une idée séduisante, car en transférant toutes ses troupes dans les Flandres, le commandant en chef britannique avait expressément en vue une coopération avec l'Amirauté. Le combat acharné à l'issue duquel il avait si bien déjoué la tentation allemande contre Calais avait fait l'objet de toutes les préoccupations de Sir John. Mais, aussitôt qu'il put respirer, il songea de nouveau sérieusement à la reprise d'Ostende et de Zeebrugge. M. Churchill qui, à cette époque, ne voyait aucune limite à l'effet foudroyant de l'artillerie navale sur les défenses terrestres, avait écrit à Sir John le 22 novembre :

« Si vous faites avancer votre flanc gauche le long des dunes de la côte, vers Ostende et Zeebrugge, nous pourrions, de la mer, vous prêter l'appui de 100 ou même de 200 pièces d'un effet absolument foudroyant. »

Kitchener, autant que Sir John et que M. Churchill, était, lui aussi, anxieux de voir l'armée britannique en position de se charger définitivement de l'aile gauche alliée, d'autant plus que, pour des raisons d'ordre administratif, il avait l'intention de demander aux Français de lui céder le contrôle de Dunkerque. C'est pourquoi, après une visite de M. Churchill à Sir John, et d'accord avec les intentions du Cabinet, le Secrétaire d'État pour la guerre écrivit à notre ambassadeur en France :

La situation militaire suggère qu'il serait à propos de prendre rapidement des mesures pour empêcher les Allemands de retirer leurs meilleures troupes de première ligne du front occidental pour les employer contre la Russie en les remplaçant par des troupes de second ordre. Comme un mouvement en avant peut être décidé pour obtenir ce résultat, je désire attirer l'attention la plus sérieuse du gouvernement français sur l'opinion du gouvernement de Sa Majesté que les troupes anglaises, dans une pareille éventualité, devraient être placées sur le front de manière à pouvoir avancer le long de la côte en liaison étroite avec notre flotte, de façon à nous permettre, en cas de nécessité, de débarquer des renforts pour faire face, pendant l'opération, à toute situation critique. Pour obtenir ce résultat, un léger changement dans les positions occupées par Sir John French serait nécessaire. Les troupes britanniques devraient être placées à la gauche du front allié et remplacées par les troupes françaises actuellement sur leur gauche. Elles reprendraient ainsi la position qu'elles occupent après leur déplacement de Soissons.

Je ferai remarquer au gouvernement français que la population de ce pays se rend compte que l'occupation de la côte belge par l'Allemagne constitue une menace pour la Grande-Bretagne. C'est pourquoi l'opinion anglaise considérerait comme pleinement justifiées toutes pertes causées par une offensive vigoureuse contre ces positions. L'opinion publique britannique demanderait même que ce danger et cette menace soient écartés, car les forts de la côte belge sont mis en état en vue de constituer une base d'opérations par mer et par terre

contre la Grande-Bretagne spécialement. Cela peut même un jour compromettre la sécurité des transports de troupes fraîches d'Angleterre en France. Nous avons la conviction que notre coopération à tout effort français éventuel pour chasser les Allemands de leurs positions actuelles serait rendue beaucoup plus effective et conduirait à des résultats plus décisifs si cette redistribution préliminaire de nos troupes avait lieu dès maintenant et si ces troupes étaient employées comme je l'ai indiqué. Le gouvernement de Sa Majesté attache la plus grande importance à ce changement. Je vous prie de vouloir bien demander au gouvernement français de donner son adhésion et de s'entendre avec Joffre pour son exécution. »

Le gouvernement français reçut la proposition avec un enthousiasme plutôt limité. Joffre redoutait une attaque au sud de la Somme en direction d'Amiens. Il savait que les Allemands étaient en train de créer de nouvelles formations et il pensait qu'à tout moment ils pouvaient interrompre leur marche vers Pétrograd pour se ruer de nouveau en masses sur le front occidental. Il désirait de toute son âme pouvoir concentrer toutes ses réserves derrière son centre, soit pour l'attaque soit pour la défense, selon les circonstances. Il protesta qu'il serait périlleux d'employer des troupes à une campagne offensive à l'extrême gauche de la ligne alliée, sur un terrain difficile, du moins tant que nous ne serions pas absolument maîtres de toutes les routes menant directement à Paris.

Kitchener ne perdit pas de vue le projet jusqu'à ce que les détails en eussent été arrêtés. Bien que très séduisant, il ne se sentait cependant pas attiré par lui. Aucun effort humain, il le sentait bien, ne pourrait suffire à fournir les munitions et l'artillerie supplémentaire qu'il aurait fallu, et, d'un autre côté, il n'était pas disposé à perpétuer indéfiniment l'emploi des forces territoriales. Quand le danger avait paru imminent, il n'avait pas hésité à dépêcher en France des bataillons de territoriaux aussitôt qu'ils avaient été prêts à faire campagne et ils avaient rendu d'inestimables services en contribuant efficacement à arrêter la ruée allemande. Mais il avait toujours regardé cette

mesure comme exceptionnelle. La guerre s'annonçait longue et il voyait loin. Evidemment l'opération proposée pouvait nous assurer un avantage local considérable, mais elle semblait pouvoir affecter sérieusement l'ensemble de notre organisation militaire qu'il travaillait péniblement à parfaire, avec l'espoir de la voir atteindre son point culminant en 1917.

Jusqu'au 2 janvier, M. Churchill approuvait hautement une attaque combinée militaire et navale de la côte belge ainsi que celle que préconisait Sir John French. Mais entre cette date et le 7 janvier, jour où le conseil de guerre se réunit pour discuter les plans d'avenir, son attention avait été attirée ailleurs et il désirait employer autrement ses navires. Le conseil de guerre écouta avec la plus grande attention la lecture du mémorandum de Sir John, et ce n'est pas à la légère qu'il renonça aux avantages indiscutables qu'il offrait. Le conseil compara avec soin ce projet avec d'autres qui venaient d'être présentés. Cependant, le 9 janvier, Kitchener reçut du conseil de guerre l'ordre d'opposer son veto au plan d'une campagne offensive dans les Flandres :

FIELD-MARSHAL SIR JOHN FRENCH. — « Les questions soulevées dans votre récent mémorandum du 3 janvier 1915 et dans votre appréciation de la situation sur les différents théâtres de la guerre ont été prises en considération par un Conseil de guerre présidé par le Premier ministre, les jeudi 7 et vendredi 8 janvier.

Les principales questions discutées étaient :

1. L'avance proposée sur Zeebrugge ;
2. L'organisation des nouvelles armées ;
3. La possibilité d'employer des troupes britanniques sur un autre théâtre de la guerre.

1. — En ce qui concerne *l'avance proposée sur Zeebrugge*, le télégramme n° 2623 (1) du premier lord de l'Amirauté — qui

(1) Le cuirassé *Formidable* a été coulé ce matin par un sous-marin dans la Manche. Des informations de diverses sources montrent que les Allemands constituent et développent une importante base sous-marine à Zeebrugge. A moins que des opérations ne puissent être entreprises pour nettoyer la côte et surtout pour prendre cette place, on doit reconnaître que tout le transport des troupes à travers la Manche sera sérieusement — et

vous a été envoyé le 2 janvier — expliquait les difficultés imposées à l'Amirauté par le développement de Zeebrugge comme base de sous-marins, et le conseil de guerre a compris qu'un des principaux motifs de votre proposition d'offensive en vue de s'emparer d'Ostende et Zeebrugge était de dégager la position navale.

Cependant, après examen général de toute la situation, militaire et navale, le Conseil est arrivé à la conclusion que les avantages qui pourraient être actuellement retirés d'une pareille avance seraient hors de proportion avec les lourdes pertes qu'elle comporterait et l'extension ainsi rendue indispensable des lignes alliées dans la Flandre septentrionale.

Le Conseil a été aussi influencé par les considérations suivantes :

a) Les renforts s'élevant à 50 bataillons de troupes territoriales que vous estimez indispensables ne pourraient être fournis qu'en bouleversant et en compromettant toute l'économie de l'organisation des futurs renforts qui doivent vous être envoyés. Il faut se souvenir que l'organisation primitive de la Force territoriale ne comportait aucune prévision concernant les renforts destinés à alimenter les unités (1). Il a déjà été extrêmement difficile d'arriver à maintenir les effectifs des 24 bataillons déjà sous vos ordres, et, bien que des arrangements soient déjà envisagés pour créer une réserve spéciale des troupes territoriales, il ne serait pas possible pour le moment de fournir 50 bataillons de plus avec des renforts en proportion sans risquer l'entière désorganisation des effectifs affectés à la Défense territoriale et sans modifier le programme des renforts qui doivent à l'avenir rejoindre votre armée.

b) La seconde considération a été qu'il est impossible pour le moment d'assurer un ravitaillement en munitions d'artillerie tel que celui que vous estimez nécessaire pour ces opérations offensives. *Tous les efforts sont faits, dans toutes les parties du monde, pour obtenir un ravitaillement en munitions illimité*, mais, comme vous le savez bien, le résultat est encore loin de suffire à alimenter en vue d'opérations offensives le grand nombre de canons dont vous disposez en ce

de plus en plus — compromis. L'Amirauté est d'avis qu'il serait possible, sous la protection de navires de guerre, de débarquer un important contingent de troupes à Zeebrugge qui pourrait opérer conjointement avec un mouvement offensif le long de la côte vers Ostende. L'Amirauté désire que ces vues, qu'elle a si souvent exposées, soient de nouveau soumises au commandant en chef français et elle espère qu'elles recevront la considération que réclament leur importance et leur urgence. »

(1) Il n'y avait pas de dépôts.

moment. Vous avez fait remarquer que les opérations offensives, dans les conditions nouvelles créées par cette guerre, exigent une dépense considérable de munitions d'artillerie (de 50 à 100 coups disponibles par jour et par pièce pendant une période de 10 à 20 jours) et qu'à moins d'avoir des réserves accumulées pour faire face à une pareille dépense, il n'était pas sage de s'embarquer dans des opérations offensives étendues contre un ennemi abrité dans des tranchées. Il est, naturellement, presque impossible de calculer avec précision combien des opérations offensives une fois entreprises pourront durer avant que l'objectif fixé ne soit atteint ; mais il est évident que l'arrêt de pareilles opérations, causé par un manque de munitions et non par leur succès, peut avoir pour résultat un sérieux revers infligé à vos forces.

L'abandon du projet de Zeebrugge ne vous empêche pas de coopérer, autant que vos ressources vous le permettent, avec tout mouvement offensif envisagé par Joffre et vos premières instructions en ce sens ne sont nullement modifiées.

c) Enfin le Conseil a pensé qu'il y avait certaines indications qui ne doivent pas être négligées, que des renforts vont accroître dans un avenir prochain les effectifs allemands sur le front occidental, ce qui pourrait amener les généraux allemands à faire de nouvelles tentatives pour forcer les lignes que vous tenez avec l'armée française. Si ce mouvement se développait, il serait probablement plus facile d'y faire échec en tenant nos lignes actuelles de positions préparées qu'en étendant ces lignes jusqu'à la frontière hollandaise et en plaçant l'armée belge dans une position probablement beaucoup plus exposée que celle qu'elle occupe actuellement.

Vous pouvez d'ailleurs être assuré qu'aussitôt qu'elles seront en état, des troupes fraîches vous seront expédiées, dans le plus bref délai, pour vous renforcer dans la mesure du possible. La 28^e division a déjà reçu l'ordre de partir pour la France le 14 courant.

2. — *Organisation des armées nouvelles.* — Vos remarques sur la meilleure méthode d'utiliser les armées nouvelles lorsqu'elles seront prêtes à entrer en campagne ont été l'objet d'un examen attentif. Avant que le moment de l'utilisation de ces effectifs ne soit arrivé, la question devra être soigneusement examinée sous toutes ses faces. Il sera nécessaire de demander l'avis d'officiers généraux compétents après les avoir mis à même de juger personnellement de l'état et de l'instruction des nouvelles troupes. Il serait prématuré de

rien décider maintenant, mais cette importante question ne sera pas perdue de vue.

3. — *Possibilité d'employer les troupes britanniques sur un autre théâtre de la guerre.* — Le Conseil a examiné avec la plus grande attention vos remarques sur cette question en réponse à la lettre de lord Kitchener. Il est arrivé à la conclusion que, pour le moment, le principal théâtre des opérations ne saurait être pour l'armée britannique qu'un front aux côtés de l'armée française, et cela tant que la France subira une invasion victorieuse et réclamera de nous une aide militaire. Si nos offensives avaient pour résultat de chasser les Allemands de France et de les repousser en Allemagne, il serait de la plus haute importance que les troupes britanniques puissent participer à ces opérations. D'un autre côté le Conseil pense que si l'Allemagne échoue encore une fois dans sa tentative pour percer les lignes occupées par l'armée française et vos troupes, la situation militaire est susceptible de s'immobiliser, les Allemands ne pouvant réussir à percer le front français et les Alliés ne pouvant venir à bout des défenses allemandes sans un trop grand sacrifice de vies humaines ou une dépense de munitions supérieure à leurs ressources.

En ce cas, il serait désirable de porter la guerre sur un nouveau théâtre où l'obstruction à une avance serait moins prononcée et où les opérations contre l'ennemi pourraient conduire à des résultats plus décisifs.

Pour ces raisons, le Conseil de guerre a décidé qu'au cours des prochaines semaines les projets possibles pour porter la guerre sur d'autres théâtres seraient examinés avec soin, de manière que les plans soient prêts en même temps que les nouvelles armées seront en état d'intervenir... »

Sir John finit probablement par reconnaître que la Turquie belligérante était un de ces théâtres extérieurs tout indiqué. Il abandonna loyalement son projet d'attaque de Zeebrugge et continua sa solide collaboration avec Joffre.

CHAPITRE XIV

LA SITUATION EN ÉGYPTÉ. — CRÉATION DU CONSEIL DE GUERRE. —
ATTITUDE EXPECTANTE DE L'ITALIE ET DES PETITES PUISSANCES
ORIENTALES. — UN APPEL RUSSE.

Le 29 octobre 1914, des navires de guerre turcs bombardèrent Odessa, Sébastopol et Théodosia, et le jour suivant les ambassadeurs de l'Entente à Constantinople demandèrent leurs passeports. Le 2 novembre, la Russie déclarait la guerre à la Turquie et le 3 une escadre anglo-française bombardait l'entrée des Dardanelles. Le motif de cette démonstration était de se rendre compte de la portée des canons turcs des forts des Dardanelles, mais comme elle précédait, au lieu de la suivre, une détermination de notre politique navale et militaire à l'égard de la Turquie, elle eut surtout pour effet d'éveiller l'attention des Turcs. Le 5 novembre, la Grande-Bretagne et la France déclaraient officiellement la guerre à la Turquie.

Kitchener avait toujours envisagé la possibilité d'une Turquie hostile. Aussi à peine entré au War Office avait-il pris ses mesures en conséquence. Sa politique militaire consistait à assurer la sécurité en Orient pour être fort en Occident et il regardait avec raison l'Égypte comme la clef de notre position orientale. Son opinion était d'ailleurs partagée par l'État-Major général allemand qui disait ouvertement que le canal de Suez était la veine jugulaire de l'Empire britannique. A partir du moment où la Turquie

se déclara contre nous, son arrogante alliée ne cessa de la pousser contre l'Égypte envahie déjà par une nuée d'agents allemands préparant secrètement les voies à une attaque.

A la fin d'août 1914, Sir John Maxwell, qui avait été jusque-là chef de notre service de liaison à l'État-Major du général Joffre, fut envoyé par Kitchener en Égypte pour en organiser la défense. Maxwell avait passé trente ans en Égypte. Il la connaissait à fond et jouissait d'une réelle popularité auprès de l'armée, des pachas, des cheïks et des fellahs. Son choix était donc tout indiqué pour procéder à une organisation rapide de la défense du pays (1).

Pendant que la Turquie se décidait à agir, tout restait calme en Égypte et nous ne ressentions aucune inquiétude à son sujet. Les troupes de l'Inde et de l'Australie en route pour le front occidental y faisaient escale et pouvaient même y séjourner en cas de nécessité jusqu'à ce qu'une garnison spéciale fût envoyée de la métropole. Kitchener expédia en Égypte la division territoriale de l'East-Lancashire et il prescrivit au gouvernement de l'Inde d'y envoyer huit bataillons d'infanterie hindoue ainsi que le Camel Corps mis à notre disposition dès le début de la guerre par le Maharajah de Bikanir. Ces nouveaux défenseurs arrivaient à destination dès le milieu d'octobre, une quinzaine de jours avant que le Sultan n'ait définitivement placé sa main dans celle du Kaiser.

Le 16 octobre Maxwell écrivait :

« Il règne une certaine nervosité en Égypte ; cependant tout est tranquille. Il entre dans le programme de la propagande allemande, de répandre le bruit qu'une révolution en Égypte est imminente et qu'il y a des agents dans tout le pays excitant les indigènes contre les Anglais. Nous ne trouvons que très peu de faits à l'appui de ces bruits. Il y a cependant beaucoup de réservistes autrichiens et allemands dans toute l'Égypte. Je finis de dresser des listes générales et bien que je n'aie pas les chiffres exacts, ils doivent être au moins 600, plus 200 faisant partie des équipages de navires saisis. C'est

(1) En avril 1916 Kitchener dépêcha Maxwell en Irlande pour s'y occuper de la tentative de révolte montée par les Allemands.

là un danger. Je vous ai télégraphié de les interner tous à Malte où ils seront inoffensifs. Lundi je fais passer en conseil de guerre un espion avéré d'Enver, allemand et officier dans la police d'Alexandrie. Il avait sur lui, au moment de son arrestation, un code secret, des cartes du canal de Suez et deux boîtes de détonateurs. Les Turcs intriguent... avec les Bédouins du Sinaï et font des tentatives du côté des Senoussis... Je ne sais quelle est la politique du Foreign Office, mais jecrois que nous devrions nous rapprocher des Arabes de la Mecque et du Yémen et les soulever contres les Turcs.

Comme nous n'essayons pas de tenir notre frontière du Sinaï et que nous allons détruire autant de puits que possible, je m'attends à ce que les Bédouins se joignent aux Turcs s'ils se présentent... Je m'attends à des raids avant peu. Les Turcs paraissent très actifs, construisant des routes et des forts dans toute la Palestine et la Syrie comme s'ils nous attendaient. Cependant ils ont une tendance nette à se mouvoir vers le sud, ce qui ne peut signifier qu'une attaque de l'Égypte. La garde du canal me paraît assurée avec les huit bataillons hindous, deux batteries de montagne, le corps de chameaux de Bikanir et la garde côtière. Je place ces effectifs à Ismailia, Port-Saïd et Suez. Les territoriaux sont splendides... J'espère que le passage jusqu'à Marseille du contingent hindou s'effectuera sans encombre. D'ici là j'espère être fixé sur les intentions des Turcs. Le désert et le canal sont des obstacles dont les officiers allemands qui conseillent les Turcs ne réalisent peut-être pas l'importance. »

Ainsi, au moment où la Turquie entrait en lice, nos premières mesures de défense avaient déjà pris une certaine tournure. La situation devait d'ailleurs s'améliorer promptement par l'arrivée en Égypte des premiers contingents australiens et néo-zélandais, noyau du fameux corps d'Anzac (1), à la tête duquel Kitchener plaça Sir William Birdwood, de l'armée des Indes.

Entre temps le Gouvernement de l'Inde avait envoyé des forces au fond du Golfe Persique pour encourager les tribus arabes amies de la Mésopotamie méridionale et protéger le pipe-line des gisements pétrolifères anglo-persans. Cette expédition débarqua près de l'embouchure

(1) Le mot Anzac (A. N. Z. A. C.) est l'abréviation de : Australia New-Zealand Army Corps. — L.-P. A.

du Chatt-el-Arab et s'empara de Fao. Elle ne rencontra qu'une faible opposition et put, le 23 novembre, occuper sans encombres Bassorah, le port qui reçoit tout le trafic du Tigre et de l'Euphrate. Sur deux points importants donc, nous arrivions avant les Turcs.

Vers la fin de novembre l'extension de la guerre en Orient avait nécessité un changement dans le contrôle de notre politique militaire. Jusqu'ici le Cabinet tout entier (composé de 22 membres) en avait été chargé avec l'aide du *Committee of Imperial Defence*. Mais l'ampleur même du Cabinet n'était pas sans constituer un obstacle à la rapidité et surtout au secret indispensable des décisions. C'est pourquoi le Premier ministre tira du sein même du Cabinet un Conseil de guerre dont firent seulement partie les ministres dont les départements se trouvaient seuls immédiatement concernés par la conduite de la guerre (1). Le Conseil tint sa première séance le 25 novembre. La situation en Orient fournit le principal sujet de la discussion. M. Churchill soutint que le meilleur moyen de défendre l'Égypte était de procéder à un débarquement sur un point des côtes turques. Il conseilla une attaque de la presqu'île de Gallipoli. En cas de succès, la flotte se dirigerait sur Constantinople où elle pourrait vraisemblablement dicter aux Turcs nos conditions. Le Premier lord de l'Amirauté déclara cependant que, pour assurer le succès, des forces considérables seraient nécessaires. Mais Kitchener, qui n'était pas moins anxieux que son collègue de réaliser ce projet, n'avait pas de troupes disponibles. Il préférait personnellement un plan dont il avait déjà discuté avec Sir John Maxwell les données générales et qui consistait à effectuer un débarquement dans le golfe d'Alexandrette, à une courte distance de la ligne du chemin de fer de Bagdad que rejoint un peu plus au sud, près d'Alep, l'embranchement des lignes de Syrie et de Hedjaz. Mais, pas plus que pour Gallipoli,

(1) Le Premier ministre avec les ministres de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères, des Colonies, de l'Inde et des Finances.

nous ne disposions à ce moment de moyens, en effectifs et en matériel, pour mener à bien pareille entreprise. La question resta donc en suspens, bien que la nécessité d'assurer la défense de l'Égypte en portant les premiers la guerre en territoire ennemi fût toujours présente à sa pensée.

Le 4 décembre, Maxwell écrivait :

« Si l'on envisage une diversion, je crois que la plus facile à réaliser et la plus fertile en résultats serait une tentative sur Alexandrette. Nous porterions là, si cela ne constitue pas un empiètement sur la sphère réservée à la Russie, un coup vital à tout leur système de chemins de fer en même temps que nous atteindrions très sérieusement les intérêts de l'Allemagne. Je suis sûr que tout autour d'Alexandrette les Arméniens se joindraient à tout corps de débarquement européen. Ils se battent bien, mais il faudrait leur donner des armes et des munitions. Une expédition pour couper la ligne à Muammar n'aurait pas un grand résultat... C'est trop près des villes saintes des musulmans. Un coup de main sur Alexandrette ne demanderait pas de très importants effectifs. Les autres places — Raafa, Jaffa, Saint-Jean d'Acre, Beyrouth, — sont beaucoup trop éloignées des lignes de communication turques. »

C'étaient là les premières entre beaucoup de propositions qui devaient être faites ultérieurement. L'échec de la tentative allemande pour s'emparer de Calais avait abouti à une stabilisation des fronts et à une guerre de tranchées dont on ne pouvait prévoir la fin, et les Allemands procédaient à des transferts importants d'effectifs vers le front oriental pour renforcer l'armée de Hindenbourg opérant contre les Russes.

Certains membres du Conseil de guerre préconisaient des moyens, d'après eux moins coûteux et plus rapides que la prise d'assaut des tranchées allemandes. En effet, les dispositions de certains États de l'Europe centrale ou sud-orientale paraissaient laisser entrevoir des possibilités d'interventions. L'Italie était encore neutre et certaines promesses spéciales pourraient probablement seules la décider à se joindre à nous; la Serbie se trouvait isolée et

menacée d'être châtiée par l'orgueilleuse Autriche; la Roumanie, bien que de cœur avec les Alliés, craignait d'agir tant que de gros effectifs autrichiens se trouvaient près de ses frontières, d'autant qu'elle ne pouvait attendre aucune assistance directe de la part de l'Entente; la Grèce envisageait les deux alternatives; la Bulgarie coquetait ouvertement avec les puissances centrales. Le Foreign Office, devant lequel s'ouvrait un si vaste champ d'action, protestait de l'impuissance de la diplomatie si celle-ci n'avait derrière elle l'appui d'actions militaires. De plus en plus les regards des hommes d'Etat se fixaient vers le proche Orient.

Les discussions du Conseil de guerre amenèrent Kitchener à écrire à Sir John French sa lettre du 2 janvier. Le même jour notre ambassadeur à Pétrograd télégraphiait que les Turcs exerçaient une dure pression sur les Russes au Caucase, et que le Gouvernement russe demandait que, pour réduire cette pression, une démonstration fût faite contre les Turcs sur un autre point de l'Empire ottoman. Les Russes nous avaient chevaleresquement et efficacement appuyés au début de la guerre, au moment de la retraite de Mons et de la bataille de la Marne, en envahissant la Prusse orientale, et cette intervention peut-être prématurée du seul point de vue de leurs opérations militaires propres, leur avait coûté deux défaites et la perte d'un matériel de guerre considérable. Kitchener sentit que nous devions répondre à l'appel de la Russie. Il télégraphia, promettant d'effectuer la démonstration demandée contre les Turcs, mais exprimant la crainte que l'action que nous pourrions entreprendre n'aurait pas pour effet d'amener le retrait de l'armée turque du Caucase. Il écrivit alors à M. Churchill :

« Je ne vois pas que nous puissions faire quelque chose de manière à aider sérieusement les Russes au Caucase. Les Turcs ont évidemment retiré d'Andrinople la plupart de leurs troupes et les emploient pour renforcer leurs effectifs contre les Russes, par la Mer Noire probablement. Nous n'avons pas

de troupes disponibles pour un débarquement où que ce soit. Le seul endroit où une démonstration pourrait avoir pour résultat d'arrêter l'envoi de renforts turcs vers l'Est, serait les Dardanelles. Mais nous ne serons pas prêts pour quelque chose d'important avant quelques mois. »

CHAPITRE XV

PROJETS D'EXPÉDITIONS EN ORIENT. — LES PROPOSITIONS DE
M. LLOYD GEORGE ET DE M. CHURCHILL. — LES DARDANELLES.
— LE CANAL DE SUEZ.

Des voix commencèrent à s'élever préconisant des expéditions en Orient, pour y défendre nos intérêts, influencer de futurs alliés et frayer à la victoire un chemin plus facile que ceux qui venaient se heurter au mur des tranchées allemandes. M. Lloyd George était convaincu que toute tentative pour forcer les lignes allemandes sur le front occidental était vouée d'avance à un échec si nous ne possédions pas une supériorité numérique en effectifs dans une proportion — impossible à obtenir — de trois à un. Et il craignait que le pays ne fût indigné si la magnifique armée que nous mettions debout était inutilement gaspillée dans des « entreprises aussi futiles que celles des dernières semaines ». Il proposait donc d'établir en Angleterre une réserve considérable avec laquelle on vint aider la France en cas de nécessité — une partie des effectifs stationnant à Boulogne prête à répondre à tout appel urgent — *et de transférer la totalité de l'Armée britannique en campagne en France, avec armes et bagages, sur le théâtre balkanique* (1). Il espérait ainsi aider la Ser-

(1) C'était là le meilleur projet pour... perdre la guerre rapidement. Les Allemands auraient probablement réussi à percer le front français ainsi affaibli avant que l'armée anglaise ait réussi à rien faire dans la Macédoine paludique et sans routes. Il fallut plus tard aux Alliés deux ans de travail

dénoncé la politique consistant à frapper, puis à se retirer, comme dangereuse, futile et coûteuse. Il avait foi dans son projet d'Alexandrette, sans être d'ailleurs, pour le moment, à même de le mettre à exécution, et il continuait à correspondre avec Maxwell sur sa possibilité. Entre temps cependant, *une promesse définie de démonstration contre la Turquie avait été faite à la Russie.*

Depuis l'appel russe du 2 janvier, M. Churchill était arrivé à la conclusion, après avoir conféré avec les amiraux de nos escadres de la Méditerranée orientale, qu'une attaque des Dardanelles par la flotte avait de grandes chances de succès. Il préconisait donc une attaque navale et militaire combinée contre Constantinople; mais après la déclaration de Kitchener qu'il n'y avait pas de troupes disponibles, il s'attacha au projet d'une opération purement navale. Le premier Lord de l'Amirauté (M. Churchill) avait été profondément impressionné par l'effet foudroyant des lourds howitzers allemands et autrichiens sur les forts de Namur et de Liège qui avaient été détruits avec une étonnante rapidité. Or c'était un principe bien établi — et que Kitchener n'avait pas manqué d'invoquer énergiquement — qu'une attaque effectuée par des navires contre des forts bien armés, sans coopération militaire concomitante, était rarement couronnée de succès. Mais M. Churchill, sur la foi de ses conseillers navals, soutenait que cette guerre elle-même avait démontré que le principe n'était plus vrai. Nous avions, insistait-il, sur notre nouveau croiseur de bataille *Queen-Elizabeth* des canons du même calibre que les howitzers qui avaient démoli les forts belges. Il était persuadé que le résultat serait le même. C'était là une opinion émanant *ex cathedra* de hautes autorités navales devant lesquelles Kitchener se sentait naturellement trop incompetent pour discuter. L'argument de M. Churchill était, c'était le cas de le dire, de poids. L'arme qu'il proposait de brandir pouvait parer le coup qui menaçait la Russie. Aussi le Conseil décidait-il que l'Amirauté préparerait pour le mois de février une

expédition navale destinée à bombarder et à prendre la presque île de Gallipoli en vue d'une attaque de Constantinople.

Le gouvernement reçut alors des informations relatives aux préparatifs faits sur une vaste échelle par l'Allemagne et l'Autriche en vue d'une invasion de la Serbie. M. Lloyd George, naturellement, retourna à la charge, insistant avec énergie sur notre obligation d'aider une alliée faible. Des notes furent envoyées à la Grèce et à la Roumanie, les pressant de coopérer activement avec la Serbie. La Grèce répondit le 20 janvier qu'elle était prête à intervenir à certaines conditions dont les principales étaient qu'elle recevrait une aide militaire directe de l'Entente et que la Bulgarie se déclarerait pour nous ou observerait tout au moins une neutralité bienveillante. Au reçu de ces nouvelles encourageantes, M. Lloyd George persuada Kitchener de consentir provisoirement à l'envoi de la 29^e division en Orient. C'était la dernière de nos divisions régulières formées de troupes de la Vieille armée retirées des garnisons de l'Inde et des colonies. Elle était en ce moment instruite en Angleterre. Il restait à obtenir le concours du gouvernement français. Tandis que les négociations suivaient leur cours, le conseil de guerre décida le 28 janvier de faire contre les Dardanelles une attaque purement navale. Il n'était plus question d'aucun débarquement, la 29^e division étant désignée pour une campagne complètement distincte de l'opération. Le jour suivant M. Lloyd George, anxieux de ne laisser passer aucune occasion de démontrer au ministre de la guerre l'urgence de son projet Serbe, écrivait :

« CHER LORD KITCHENER. — Vous aurez certainement vu, hier soir, le télégramme n° 14, de Sofia. Il est tellement évident que l'intérêt allemand est d'écraser la Serbie en vue de détacher la Bulgarie de la Triple Entente et de rendre libre la route de Constantinople qu'il n'y a pas lieu de douter de la véracité de ce télégramme. Les Français ont tardé à secourir Anvers jusqu'à ce qu'il fût trop tard. Cette fois c'est à nous

qu'incombe la responsabilité et nous ne serons pas exempts de blâme si une catastrophe se produit.

Toujours sincèrement vôtre,

D. LLOYD GEORGE.

A ce moment les Turcs avaient déjà commencé la dernière étape de leur avance à travers le désert du Sinaï pour attaquer le canal de Suez. Le premier combat eut lieu le 2 février et finit le 4 : l'ennemi prit la fuite.

Maxwell écrivait le 15 février :

« ...Il nous est extrêmement difficile de nous procurer des informations car les Turcs réussissent à empêcher nos agents de pénétrer sur leur territoire. Les hydroplanes avec flotteurs sont dangereux pour effectuer des reconnaissances terrestres. Ceux qu'ont les Français ne paraissent pas des meilleurs et très souvent les moteurs sont dérangés. Nos aéroplanes n'ont pas un champ d'action suffisant... Je crois que les Turcs reviendront... »

Nous leur avons porté un rude coup, leur tuant et leur blessant beaucoup plus de monde que je ne vous l'ai annoncé... Cependant ils se sont retirés en bon ordre avec leur artillerie. Nous savions qu'il y avait le 8^e corps et une partie des 3^e, 4^e et 5^e corps. Cependant ils n'ont pas montré plus de 20.000 hommes et j'ai pensé qu'il n'était pas prudent de sortir de nos lignes pour aller à leur rencontre car la démonstration pouvait fort bien cacher un piège. Or tout ce qui pourrait ressembler à une défaite ou même à un simple échec aurait, je le sens, un résultat fatal en Egypte, car il n'y a pas de doute que le sentiment public est ici pro-turc et anti-anglais. C'est étrange, mais on ne croit à rien de ce que nous disons tandis que n'importe quel mensonge allemand ou turc est avalé.

Il est satisfaisant de constater que nos troupes musulmanes, hindoues ou égyptiennes, n'ont montré aucune répulsion à tuer leurs coreligionnaires lorsqu'elles en ont eu l'occasion. »

CHAPITRE XVI

LES BALKANS ET LA GRÈCE. — LA 29^e DIVISION. — L'ALLEMAGNE
EN ORIENT. — LES PLANS DU FORCEMENT DES DARDANELLES.

Pendant que les mesures prescrites par Kitchener et fidèlement exécutées par Maxwell avaient détourné un réel danger de l'Égypte, de mauvaises nouvelles nous arrivaient des Balkans et du front russe. L'Italie hésitait encore. La Roumanie avait décidé de ne pas intervenir et le gouvernement Bulgare venait de négocier un emprunt de 75.000.000 de francs avec l'Allemagne qui certainement ne prêtait pas son argent sans raison. Les Serbes avaient repoussé la première attaque autrichienne et réoccupé Belgrade, mais leurs ennemis se rassemblaient de nouveau pour fondre sur eux avec une force accrue. Enfin les armées russes se trouvaient presque entièrement dépourvues de munitions et leurs opérations militaires ne promettaient pas grand chose.

Nullement découragé par ces événements, M. Lloyd George se rendit à Paris comme représentant du Conseil de Guerre pour arranger une coopération militaire française dans l'entreprise balkanique toujours en vue (indépendamment de l'attaque purement navale des Dardanelles par la flotte). Il revint le 6 février avec M. Delcassé qui garantit que le gouvernement français enverrait une division à Salonique si nous en faisons autant.

Sir John French adressait le jour même ses réflexions à ce sujet à Kitchener :

« Lloyd George et Montagu, de retour de Paris, étaient ici aujourd'hui. Je vois qu'il en est encore question d'envoyer des troupes dans les Balkans. Il m'est difficile de comprendre pourquoi l'apparition de soldats français et anglais dans cette partie du monde peut avoir une si grande influence. A moins que quelque chose de tout à fait décisif ne soit le résultat de ce mouvement, je le considère comme une erreur stratégique. »

Quant à Kitchener, il convint que c'était payer bon marché l'aide de la Grèce et peut-être de la Roumanie et il fut le premier à proposer d'ajouter une division territoriale à la 29^e division. Les discussions à ce sujet continuaient lorsque M. Lloyd George et les partisans d'une grande aventure balkanique furent durement désappointés par la nouvelle du refus catégorique de la Grèce de se joindre à nous. Le Kaiser avait évidemment menacé le roi Constantin et le grand État-Major grec. L'idée d'une campagne balkanique fut donc abandonnée, mais elle devait néanmoins avoir une conséquence : les troupes que Kitchener avait offertes dans l'espoir de gagner la Grèce ne pourraient-elles être utilisées aux Dardanelles ? Ainsi M. Winston Churchill et ses amis se reprirent à rêver de l'opération navale et militaire qui leur tenait à cœur.

On apprit que les Turcs après leur échec sur le Canal retiraient leurs troupes de Palestine et les dirigeaient vers Constantinople. Une partie de la garnison d'Égypte devenait donc disponible pour les Dardanelles. M. Churchill tenait prêt un corps important de troupes d'infanterie de marine et de la division navale qu'on était en train d'équiper au Crystal Palace après leur excursion à Anvers. Il continuait à négocier avec le cabinet français qui était partisan de l'attaque navale et avait promis une division pour les opérations de débarquement. La question avait changé d'aspect, car lorsqu'on avait décidé d'employer la Flotte seule, il n'y avait pas de troupes disponibles, tandis

que maintenant on pouvait au contraire utiliser une force militaire importante.

Malgré ces nouvelles conditions, les ordres déjà donnés à la flotte ne furent pas contremandés. M. Churchill continua à exercer son influence pour obtenir des troupes, mais sans toutefois interrompre ou modifier la préparation du projet purement naval, et Kitchener, comptant sur ses assurances, était peu soucieux de s'embarquer avec les ressources limitées dont il disposait dans une entreprise militaire considérable. Il se rendait cependant compte qu'un certain contingent militaire pouvait être nécessaire pour confirmer le succès de la Flotte et il était maintenant prêt à substituer une action militaire à Gallipoli à son projet d'Alexandrette, se souvenant que les Turcs ne s'aventureraient plus en Égypte pendant que nous frapperions aux portes de Constantinople.

Le 9 février le ministre de la guerre informa ses collègues que si, plus tard, la flotte réclamait encore l'assistance de l'armée pour opérer un débarquement, il serait en état de fournir cette aide. Il songeait à la possibilité d'utiliser le surplus des troupes en garnison en Égypte, Birdwood et ses Anzacs en particulier. Dans la semaine qui suivit, M. Churchill déploya toutes ses facultés, si grandes, de persuasion pour obtenir un accroissement des effectifs consacrés à l'expédition. Au conseil des ministres du 16 février, il fut décidé — le projet de Salonique s'étant évaporé — que la 29^e division serait envoyée aussitôt que possible à Moudros, que des préparatifs seraient faits pour expédier une force d'Égypte et que l'Amirauté prendrait des dispositions pour fournir les transports et réunir dans le Levant les embarcations légères et les mahones nécessaires au débarquement des hommes et des chevaux. Mais à peine lord Kitchener avait-il donné son consentement au départ de la 29^e division qu'il revint sur sa décision.

La raison de ce changement soudain était dans les mauvaises nouvelles qu'il venait de recevoir du front

Russe. Les Autrichiens — qui, jusqu'à présent, n'avaient pu réussir à eux seuls à venir à bout des Russes — avaient, grâce au concours des Allemands, fait leur offensive de Bukowine et s'étaient emparés de Czernowitz pendant qu'au même moment les armées du tzar éprouvaient un sérieux revers sur leur front de Pologne.

Kitchener ne se faisait aucune illusion sur la possibilité d'obtenir une victoire rapide sur le front occidental et il était loin de partager l'optimisme de Sir John French. Il partageait plutôt les appréhensions de Joffre. Celui-ci craignait en effet que les Allemands, après avoir repoussé les Russes suffisamment loin pour ne plus concevoir d'inquiétudes au sujet de leur frontière orientale, ne retirassent de ce front de grandes quantités de troupes pour attaquer de nouveau le front français. En somme il craignait dès 1915, avant que nos nouvelles armées ne fussent prêtes, le coup qui faillit réussir au printemps de 1918. *Mais lord Kitchener différait totalement d'opinion avec ses collègues MM. Churchill et Lloyd George au sujet du front occidental qu'il considérait comme vital pour l'Angleterre.* Il n'acceptait les expéditions en Orient que sous la double condition qu'elles seraient toujours subordonnées à ce qu'il considérait être l'objectif principal, et que leur succès nous assurerait notre sécurité en Orient et nous amènerait des Alliés.

Ses deux collègues, au contraire, soutenaient que nous avions sur le front occidental des forces beaucoup plus considérables qu'il n'était nécessaire pour assurer notre sécurité, à la condition que les Français et nous-mêmes adoptions une attitude strictement défensive et que nous améliorions nos tranchées. Ils étaient convaincus que nous gagnerions la guerre plus vite et plus facilement en Orient en y portant les hostilités et en y imposant notre volonté.

Kitchener, cependant, se rendait fort bien compte que la situation politique en Orient exigeait quelque chose de plus qu'une démonstration aux Dardanelles. Les Alle-

mands avaient inauguré en Allemagne même une propagande énergique en faveur du *Drang nach Osten* et le Ministre de la Guerre commençait à penser que la défaite de la Marne avait amené notre ennemi à changer la base de sa politique de guerre : peut-être comptait-il sur l'établissement d'un grand empire germanique oriental pour remplacer l'échec de ses premiers plans de conquête de l'Occident.

En somme, la situation exigeait une attention soutenue car la position centrale de l'Allemagne lui permettait de passer rapidement d'une politique à l'autre. Au contraire, une fois engagés en Orient, il nous serait fort difficile de ramener nos troupes en France, dans le cas où le front occidental se trouverait menacé.

C'est pourquoi, malgré les vives protestations des avocats de l'expédition d'Orient à propos du retard du départ de la 29^e division, Kitchener refusa de se laisser forcer la main. En même temps, il considérait comme un acte de prudence de se préparer à soutenir la Flotte militairement, car il comprenait que l'attaque des Dardanelles une fois commencée, elle devrait être poursuivie sans arrêt jusqu'à ce que nous ayons réussi dans une mesure compatible avec le maintien de notre prestige en Asie. Il espérait encore que la Flotte seule suffirait à mener à bien cette tâche. Le bombardement des forts du front de mer avait commencé le 19 février et les résultats étaient encourageants. En cas de nécessité, le concours militaire serait assuré.

Le 20 février il télégraphiait à Maxwell :

« Une escadre navale procède au bombardement des Dardanelles. Dès le premier jour elle a réduit un fort au silence et en a sérieusement endommagé un autre. Afin de seconder la Flotte, une force est concentrée dans l'île de Lemnos. Elle est destinée à occuper les forts qui seront pris. Dès à présent 2.000 hommes d'infanterie de marine sont à Lemnos. Ils seront suivis vers le 18 mars par 8.000 autres. Il vous faudrait une armée d'environ 30.000 hommes, composée de contingents australiens et néo-zélandais particulièrement préparés à ce

service, sous le commandement de Birdwood. Nous enverrons des transports d'ici pour conduire ces troupes à Lemnos. Ils arriveront à Alexandrie vers le 9 mars. Vous devriez, cependant, vous mettre en communication avec la Marine par l'amiral Carden qui commande aux Dardanelles, car il peut avoir besoin d'un contingent important avant cette date et vous pourriez ainsi le satisfaire.

Sans attendre des transports d'ici vous pourriez déjà dépêcher des unités à Lemnos par tous les moyens dont vous pouvez disposer. »

Maxwell répondait le 23 :

« J'ai télégraphié à Carden ce qui suit :

« En vue d'expédier d'ici des forces importantes, je reçois l'ordre de me mettre en communication avec vous pour m'informer de vos besoins immédiats. Je puis tenir prête dans le plus bref délai une brigade mixte (infanterie, génie, artillerie) Dans quel ordre voudriez-vous que ces éléments soient envoyés ? Il me serait très utile de recevoir un plan de débarquement. »

Carden répond :

« J'ai reçu des instructions pour préparer un débarquement de 40.000 hommes, si la chose est jugée nécessaire. Pour le moment mes instructions ne vont pas plus loin. Si cette force est envoyée je propose de la débarquer à Sedd-ul-Bahr en vue de l'occupation de la presqu'île de Gallipoli jusqu'à la ligne rivière Suandéré-Chanalvasi. »

Le même jour Kitchener télégraphiait à Birdwood :

« Vous devriez rencontrer personnellement le plus tôt possible l'amiral Carden pour conférer avec lui sur les lieux au sujet des opérations combinées, navales et militaires que comporte le forçement des Dardanelles. Je vous prie de me faire un rapport sur le résultat de cette conférence. Il est important que vous ayez des informations locales précises sur l'importance et la composition des forces turques occupant la presqu'île de Gallipoli. L'amiral est-il d'avis que les troupes soient employées pour prendre les forts ? En ce cas quels effectifs seraient nécessaires ? Les troupes débarquées devront-elles prendre les forts à revers ? Comment, d'une manière générale, les troupes seront-elles employées ? »

Le lendemain un télégramme envoyé à Maxwell montre bien ce qui préoccupait lord Kitchener :

« Il est évidemment essentiel que Birdwood consulte Carden sur les lieux mêmes. En ce qui concerne les opérations en vue, il devra être guidé par les considérations suivantes :

Le but qu'on se propose d'atteindre en forçant les Dardanelles est de s'assurer l'entrée de la mer de Marmara, puis de forcer le Bosphore et de s'emparer de Constantinople. L'opération doit être effectuée principalement par la flotte, et lorsque le succès aura très probablement amené la retraite de la garnison de Gallipoli. D'après nos informations ce serait une bien grosse entreprise militaire, qu'un débarquement en force dans la presqu'île de Gallipoli où il y aurait, paraît-il, 40.000 hommes, avant que les opérations navales n'aient réussi, et que le passage n'ait été forcé.

L'entrée de la flotte dans la mer de Marmara rendrait probablement intenable la position de la garnison turque dans la péninsule et permettrait à un contingent d'occuper les forts si c'était nécessaire. Mais débarquer 40.000 hommes en face de 40.000 Turcs, l'opération navale restant incomplète, me paraît singulièrement hasardeux. S'il était possible de procéder à l'opération sans engager trop sérieusement les troupes débarquées, il n'y aurait aucune objection contre l'emploi d'un contingent militaire dont le rôle consisterait à occuper les forts ou les positions qui auraient été déjà réduites par le feu des navires de guerre, de manière à empêcher l'ennemi de réoccuper ces points ou de réparer les dégâts. »

Il développait cette idée dans son message à Birdwood le 26 :

« La flotte entreprend de forcer les Dardanelles. Pour le moment le rôle de vos troupes paraît limité à des opérations secondaires au cours du forçement du passage, comme par exemple achever la destruction de batteries déjà réduites au silence par le feu des navires. Il se peut que des batteries de howitzers soient dissimulées dans la péninsule, et que les navires ne puissent en venir à bout. Vous pourriez donc, si l'amiral Carden vous le demandait, être appelé à entreprendre certaines opérations secondaires spéciales, afin de réduire ces batteries. Souvenez-vous cependant que d'importantes forces ennemies sont réunies des deux côtés du détroit. Ne vous risquez donc pas à terre sans une reconnaissance aérienne

préalable, et sans être suffisamment couvert par le feu de la flotte. »

Évidemment, Kitchener considérait encore tout débarquement simplement comme un moyen subordonné à l'action de la flotte. Dans son esprit, la raison d'être de la tentative était la possibilité que la flotte seule puisse, sans aide, venir à bout des forts des Dardanelles. Il déclara à ses collègues du Cabinet que, d'après sa connaissance personnelle de Constantinople et de l'Orient, il était sûr qu'un changement radical se produirait dans la situation à Constantinople aussitôt que la flotte aurait forcé le détroit, et qu'aussitôt les défenses du passage tombées il serait possible de juger nettement la situation.

M. Churchill, d'un autre côté, plaidait avec toute l'énergie et la persuasion dont il était capable en faveur de la campagne des Dardanelles qui devait, selon lui, constituer notre principal effort militaire, au cours de l'année 1915. Il réclamait avec véhémence l'envoi immédiat de la 29^e division, et proclamait qu'il dégageait sa responsabilité d'un désastre qui pourrait se produire en Turquie par suite de l'insuffisance des effectifs.

Ainsi les deux politiques s'opposaient. Le Premier lord de l'Amirauté qui avait persuadé Kitchener d'adhérer à l'entreprise des Dardanelles, sous la condition formelle que la flotte seule viendrait à bout de l'opération, insistait maintenant pour l'emploi d'importantes forces militaires. Et le secrétaire d'État pour la guerre, qui avait dès le début déclaré qu'il ne disposait pas de forces importantes, comptait sur la flotte pour l'exécution de la partie principale du programme. L'erreur cardinale fut une surestimation du pouvoir de l'artillerie navale. Cette erreur avait engagé le Gouvernement dans une voie où il était dangereux de revenir en arrière, mais qui, bien que cruelle, ne devait pas avoir été parcourue en vain. Nous ne réussîmes pas à forcer le détroit des Dardanelles, c'est une affaire entendue. Mais les Alliés devaient cependant briser dans la péninsule

l'épine dorsale de la Turquie qui sortit épuisée de la lutte. Or qui sait les surprises qu'une Turquie forte eût pu nous réserver par la suite, en 1918 par exemple, sur le front balkanique où elle eût peut-être empêché le succès de cette offensive si décisive du mois de septembre contre les Bulgares?

CHAPITRE XVII

LA QUESTION DE LA DATE DE L'ENVOI DE LA 29^e DIVISION. — LES INSTRUCTIONS DE SIR IAN HAMILTON.

Une commission royale fut nommée au milieu de la guerre (après la mort de lord Kitchener) pour enquêter sur la campagne des Dardanelles. Le rapport, voté par la majorité des membres de la Commission, s'exprime ainsi au sujet du retard apporté dans l'envoi de la 29^e division :

« On laissa passer le moment favorable, et l'on donna aux Turcs le temps de se fortifier avec l'aide d'officiers allemands, de sorte que la résistance à laquelle on se heurta eut un caractère infiniment plus sérieux que celle à laquelle on avait pu s'attendre à l'origine. »

Les commissaires ne purent ignorer la remarquable déclaration de Joffre que l'ambassadeur de France vint personnellement communiquer à Sir Edward Grey, à sa résidence particulière, dans la matinée du 21 février : à savoir que si la 29^e division ne se trouvait pas disponible pour les journées critiques qui allaient suivre, il ne garantissait plus l'immunité de la ligne. Les signataires — assurés que la mort avait éloigné tout témoignage contraire — parurent plutôt anxieux de relever des arguments contre Kitchener. Ils admirèrent cependant que s'ils avaient pu l'entendre, ils auraient peut-être modifié leurs vues — ou plutôt les vues qu'ils se laissèrent imposer par

M. Churchill au sujet de la décision du ministre de la Guerre de retenir la 29^e division. Mais, même cette réserve faite, il est difficile de les suivre dans leur affirmation que dans la troisième semaine de février se présenta le moment favorable pour l'envoi de la 29^e division.

Kitchener savait que les Turcs avaient des forces militaires importantes près de Constantinople qui pouvaient atteindre la péninsule bien avant que nous fussions prêts à débarquer des troupes. Maxwell lui avait télégraphié le 24 février que les Turcs pouvaient facilement concentrer 40.000 hommes à l'ouest et 30.000 hommes à l'est des détroits et que la péninsule elle-même était une véritable forteresse. Le 28 février, Maxwell écrivait :

« Je ne sais rien des intentions et des objectifs de la flotte, en ce qui concerne le forçement des Dardanelles, et j'attends avec le plus grand intérêt de lire le rapport de Birdwood. Au moment même où je vous écris, j'apprends que la flotte a réussi à forcer l'entrée, mais la plus grosse difficulté est encore devant elle. Il y a sept lignes de mines dont la plupart sont mues électriquement du rivage même. La première ligne se trouve juste au sud de la ligne Kilid Bahr-Tchanak, à l'entrée du goulet. Ce champ de mines est bien protégé par une série de solides forts des deux côtés du détroit. Il y a aussi à Nagara deux bâtiments poseurs de mines dont la mission consiste à lâcher des mines flottantes qu'emporte le courant. L'Amirauté me paraît se faire illusion sur la possibilité pour la flotte de forcer le passage par ses propres moyens et sans le secours d'un corps expéditionnaire. La péninsule de Gallipoli est très fortement organisée au point de vue défensif : toutes les baies du littoral septentrional sont défendues ; la ligne de Maidos à Gallipoli est un véritable fort retranché. Très probablement il y a une quantité de howitzer de 15 centimètres dans des positions soigneusement retranchées (1). »

Il n'y avait donc aucune raison de supposer en février

(1) On trouvera la liste détaillée de toutes les défenses terrestres et sous-marines des détroits, ainsi qu'une discussion des possibilités de réussite de l'expédition dans l'ouvrage *l'Expédition des Dardanelles*, par Testis, (Louis-Paul Alaux, ancien correspondant spécial du *Temps* à Constantinople), Payot, Paris, 1917.

que les Turcs ne seraient pas préparés à défendre la presqu'île contre un débarquement. Kitchener croyait et disait que les Turcs abandonneraient la péninsule si la flotte forçait les Dardanelles. En ce cas les troupes débarquées n'auraient qu'à compléter le succès de la Flotte, et il pouvait, dans ce but, les faire venir d'Égypte. Si la Flotte, au contraire ne réussissait pas, des opérations navales et militaires d'une grande importance deviendraient nécessaires et exigeraient une minutieuse préparation. Le délai d'une semaine ou deux à la fin de février, dans l'envoi de la 29^e division, ne pouvait pas être présumé affecter la situation dans les Dardanelles, tandis qu'une raison impérieuse obligeait à la retenir. L'heure favorable pour une action militaire était évidemment celle à laquelle la flotte attaquait elle-même. Mais pour que la 29^e division ait pu coopérer avec la flotte, le 19 février, elle aurait dû quitter l'Angleterre en janvier, alors qu'elle n'était encore ni complètement formée ni en état de partir. Les canons de la flotte avertirent les Turcs qui dès lors ne pouvaient plus être surpris. Le fait que les premiers détachements débarqués des navires de guerre ne rencontrèrent pour ainsi dire aucune opposition ne prouve pas qu'un débarquement militaire en force n'aurait pas été accueilli par une vive résistance, car les Turcs n'auraient pu ignorer les rassemblements des transports et toutes les dispositions prises en vue du débarquement. Et ils auraient pu certainement amener très rapidement des troupes dans la presqu'île.

Le premier bombardement des forts des Dardanelles avait eu une répercussion dans toute l'Europe. La Bulgarie resta sur la réserve; le 4 mars l'Italie esquissait un geste de rapprochement vis-à-vis de l'Entente tandis que, le jour suivant, M. Venizelos offrait la flotte grecque et des troupes pour aider à l'attaque de la presqu'île de Gallipoli. Il est vrai que le roi des Hellènes, Constantin, s'empessa de répudier aussitôt l'offre faite par son ministre qui démissionna. Mais il y avait déjà en Grèce un fort parti en notre faveur, un parti qui devait un jour

triumpher. La Russie se félicita et promit le concours d'un corps d'armée (elle venait de reprendre Przemyśl). Les événements paraissaient nous inviter à agir vigoureusement.

Le 4 mars, Kitchener télégraphiait à Birdwood et à Maxwell :

« A moins que la Flotte ne soit convaincue qu'il n'est pas possible de réduire l'artillerie des détroits sans une importante coopération militaire — et dans ce cas de nouveaux ordres seront donnés — il n'est pas dans nos intentions d'employer des troupes pour prendre la presqu'île de Gallipoli. Dans une pareille éventualité des contingents plus élevés seraient nécessaires et vous auriez à attendre des renforts expédiés d'ici. De petits détachements pourront exécuter des opérations secondaires pendant que la flotte réduira les forts au silence. La concentration des troupes devant les Dardanelles est moins destinée à des opérations dans la presqu'île de Gallipoli qu'à d'autres opérations qui seront entreprises ultérieurement dans le voisinage de Constantinople. Pour ces opérations, la coopération d'un corps russe de 40.000 hommes est envisagée. »

Evidemment Kitchener se prépare à une action militaire, soit pour accentuer le succès de la Flotte ou pour réparer son échec. Trois programmes différents se présentaient à son esprit : 1^o débarquement de faibles contingents sous les ordres de Birdwood pour compléter l'œuvre de la Flotte ; 2^o emploi d'une force expéditionnaire considérable coopérant avec les Russes après le forçement des Dardanelles ; 3^o attaque militaire de la presqu'île de Gallipoli en cas d'échec de la Flotte. Cette dernière éventualité exigeait de forts contingents et une refonte complète des plans.

Le 5, Birdwood télégraphiait :

« Je doute beaucoup que la flotte réussisse à forcer le passage par ses propres moyens. De toute manière le forçement du passage prendra un temps considérable ; les forts (1) qui jusqu'à présent ont été détruits étaient visibles et constituaient

(1) Ceux du front de mer : Koum Kalé, Ohranié, Sedd-ul-Bar, cap Hellès.

un objectif très facile car les navires pouvaient rester au large et tirer de partout ; mais une fois dans les détroits les navires sont harcelés par des tirs provenant de batteries dissimulées. Aucune troupe ne pourrait être débarquée par le mauvais temps qui règne actuellement. »

Et le jour suivant :

« Je vous ai déjà informé que je considère les prévisions de l'amiral comme téméraires et bien que nous puissions être en mesure de formuler une appréciation plus satisfaisante de la situation le 12 mars, je doute de son pouvoir de forcer seul le passage. »

Le 10 mars, Kitchener annonça à ses collègues du Cabinet que la 29^e division pouvait partir pour l'Orient. Il avait attendu jusqu'à cette date afin d'être en possession du rapport de Birdwood et d'attendre le résultat de Neuve-Chapelle. Les premières informations rassurantes reçues de Sir John French coïncidant avec de meilleures nouvelles de Russie, Kitchener crut pouvoir libérer la division sans compromettre la sécurité du front français. Désormais les opérations aux Dardanelles ne pouvaient plus languir et une grande attaque militaire pouvait être indispensable. Il espérait encore que ce ne serait pas le cas et se trouvait fortifié dans cet espoir par l'assurance renouvelée donnée par M. Churchill que l'Amirauté persistait dans sa croyance que la Flotte était capable de forcer les détroits par ses propres moyens. La pensée de Kitchener ressort des instructions données à Sir Ian Hamilton qui, dès le début de mars, fut choisi pour commander les troupes concentrées à proximité des Dardanelles.

« 1. La Flotte a entrepris de forcer le passage des Dardanelles. L'emploi des forces militaires importantes débarquées dans ce but n'est envisagé que dans le cas où la Flotte échouerait dans sa tentative pour passer après avoir épuisé ses moyens.

2. Avant de rien entreprendre de sérieux dans la presqu'île de Gallipoli, toutes les forces militaires britanniques affectées à l'expédition devront être réunies de façon à ce que tout leur

poids puisse être jeté à un moment donné dans la balance.

3. Le forçement des détroits ayant été décidé, il ne peut plus être question d'abandonner le projet. Il faudra pour le mener à bonne fin du temps, de la patience et une coopération méthodique entre les commandants naval et militaire. Le point essentiel est d'éviter un échec qui compromettrait nos chances de succès politique et stratégique.

4. Ceci n'exclut pas la possibilité d'opérations secondaires qui pourraient être engagées pour nettoyer des emplacements occupés par des Turcs harcelant la Flotte avec des canons, ou pour démolir des forts déjà réduits au silence par la Flotte.

Mais ces opérations secondaires devront autant que possible ne comporter que les effectifs indispensables pour atteindre l'objectif en vue sans entraîner aucune occupation permanente de positions dans la presqu'île de Gallipoli.

5. Etant donné le manque d'informations précises, nous devons présumer que la presqu'île de Gallipoli est occupée en force et que le plateau de Kilid Bahr a été fortifié et armé pour une résistance déterminée. En fait, nous devons présupposer que les Turcs ont pris toutes les mesures nécessaires pour la défense du plateau, qui est la clef du côté ouest du goulet, jusqu'à ce que des reconnaissances aient prouvé le contraire.

6. Dans les conditions actuelles, il ne paraît pas désirable de débarquer une garnison permanente ou de tenir des lignes dans la presqu'île de Gallipoli. Probablement une force retranchée sera nécessaire pour tenir enfermées les forces turques dans la péninsule et empêcher des renforts d'arriver par l'isthme de Boulair. Cette force serait naturellement appuyée sur ses deux flancs par l'artillerie navale. Les troupes employées dans des opérations secondaires comme celles décrites ci-dessus (§ 4) devront être retirées aussitôt leur mission remplie.

7. Afin de ne pas affaiblir les forces destinées à avancer sur Constantinople, la sécurité du détroit incombera à la Flotte, sauf ce qui est spécifié au § 6 en ce qui concerne la garde de l'isthme de Boulair.

Toute occupation de la côte d'Asie par des forces militaires doit être absolument évitée.

8. Lorsque l'avance sur la mer de Marmara aura été entreprise et que la flotte turque aura été détruite, il sera procédé à l'ouverture du Bosphore pour le passage des forces russes. Pendant cette période, l'utilisation des troupes britanniques

et françaises qui auront probablement été conduites dans le voisinage de Constantinople, devra être conduite avec prudence. Aussitôt que le corps russe aura opéré sa jonction avec nos troupes, des plans combinés d'opérations contre l'armée turque (s'il en reste encore en territoire européen) seront élaborés en vue d'obtenir sa défaite ou sa reddition. Jusqu'à ce que ce programme soit réalisé, tout débarquement dans la ville même de Constantinople — qui pourrait comporter des combats de rues, — devra être évité.

9° Comme il est impossible de prévoir dès maintenant à quelle alternative se résoudront les autorités militaires turques, en ce qui concerne l'occupation et la défense du territoire ottoman européen, le plan d'opération pour le débarquement des troupes et leur utilisation devra être décidé ultérieurement. Il est cependant important que, aussitôt que possible après l'arrivée de la Flotte à Constantinople, toutes communications de l'Ouest à l'Est à travers le Bosphore, y compris les câbles télégraphiques, soient interrompues. Dans l'éventualité où le gros de l'armée turque se préparerait à défendre le territoire de la Turquie d'Europe, il pourra être nécessaire de débarquer des détachements pour tenir des positions retranchées sur la côte orientale du Bosphore et aider ainsi la Flotte à empêcher toute communication d'une rive à l'autre du Bosphore.

10. Dans le cas où l'armée turque se serait retirée sur la côte orientale du Bosphore, il pourra être procédé à l'occupation de Constantinople et des territoires de la Turquie d'Europe.

11. Comme il pourrait être important, dans certaines éventualités, de pouvoir, à une date assez rapprochée, rappeler nos troupes de ce théâtre de la guerre, les troupes alliées opérant conjointement avec nous pourraient être placées dans des positions convenables de garnison, tandis qu'il y aurait avantage à employer de préférence nos troupes à la garde des lignes de chemin de fer, jusqu'à ce que des décisions soient prises concernant les opérations à venir. »

Ces instructions portent la date du 13 mars. Trois jours plus tôt Kitchener avait informé ses collègues du Cabinet que les forces devant opérer contre Constantinople se composeraient 1° de la division Royale navale; 2° du corps dit Anzac (Australiens et Néo-Zélandais); 3° de la 29^e division; 4° d'une division française; 5° d'un corps

d'armée russe ; — soit en tout environ 127.000 hommes et 298 canons.

Le 18 mars, la Flotte faisait sa dernière tentative pour forcer les Dardanelles. Elle échouait après avoir perdu un cuirassé français et deux cuirassés britanniques.

CHAPITRE XVIII

PRÉPARATIFS MILITAIRES. — UN DÉBARQUEMENT DÉCIDÉ. — SECRET
MAL GARDÉ.

Entre temps Ian Hamilton était arrivé et, après une reconnaissance soigneuse de la presqu'île, faisait son rapport le 19 :

« Reconnu hier la côte occidentale de la presqu'île. Il y a plusieurs baies favorables à des débarquements, mais sauf au cap Hellès, toutes sont défendues par des tranchées et des réseaux de fils barbelés... Après la courageuse tentative faite hier, je suis à mon grand regret amené à cette conclusion que les Dardanelles ne pourront pas être forcées par des cuirassés, ce qui avait d'abord semblé possible. Si l'armée doit participer à l'opération, ce ne sera plus à titre auxiliaire... ce sera une importante opération militaire exécutée en force pour rendre possible le passage de la Flotte. »

Ce rapport montre que les Turcs étaient déjà préparés à résister à un débarquement. La 29^e division, si elle eût été expédiée fin février se serait donc heurtée aux mêmes difficultés qu'elle devait rencontrer le 25 avril.

A la nouvelle de l'échec de la flotte, et après avoir reçu l'avis de Sir Ian Hamilton, Kitchener lui télégraphiait :

« Vous connaissez mes vues : le passage des Dardanelles doit être forcé et d'importantes opérations militaires sont nécessaires pour permettre ce passage. Ces opérations ne

peuvent être entreprises qu'après un examen attentif des défenses locales... »

L'amiral de Robeck, qui avait succédé à l'amiral Carden, espéra tout d'abord pouvoir renouveler la tentative; mais la menace des mines était trop sérieuse et il fallait du temps pour y parer. L'amiral pensa qu'il valait mieux attendre trois semaines pour tenter une importante opération plutôt que de courir de gros risques avec des demi-mesures.

Kitchener, assez troublé en apprenant ce nouveau délai désiré par l'Amirauté, télégraphia :

« J'apprends que vous pensez au 14 avril comme date du début des opérations militaires si les détroits n'ont pas été forcés pas la Flotte avant cette date. Sachez que je considère ce délai comme trop long. »

Ian Hamilton envoie par explications :

« L'amiral et moi avons la conviction que pour permettre à la Flotte de forcer les Dardanelles, le concours de tous les effectifs militaires est nécessaire.

Les forces de l'ennemi sont estimées à 40.000 hommes avec une réserve de 30.000 hommes au sud de Rodosto. Mais le temps incertain du mois de mars est un facteur dangereux avec lequel il faut compter... Le temps, en avril, sera plus calme. J'espère fermement dans la réussite d'un plan simple, en vue d'un coup direct et basé sur vos indications générales. J'en ai déjà arrêté les principaux points... La totalité des effectifs sera nécessaire pour réaliser ce plan dont les préparatifs sont poussés à fond. Un point important dont le succès dépendra largement est la distribution appropriée des troupes sur les transports. C'est là une des principales raisons de l'importance attachée à l'organisation minutieuse de l'expédition dans une place convenable comme Alexandrie. Entre temps l'amiral occupera les Turcs. »

Kitchener répondait :

« Je n'ai point modifié mes vues, mais suis étonné que vous fixiez une date déterminée... D'après moi c'est le temps, bien plus que nos préparatifs, qui est appelé à déterminer surtout la date. »

Les membres de la Commission d'enquête parlementaire sur les Dardanelles citèrent dans leur premier rapport le télégramme de Kitchener du 23 mars, mais supprimèrent celui du 25 et en se référant aux télégrammes du 19 et du 22 mars, ils s'expriment ainsi :

« Ces télégrammes prouvent que lord Kitchener avait à cette date complètement abandonné l'idée d'une opération purement navale, et réalisé le fait que des opérations militaires entreprises sur une large échelle étaient nécessaires. Les télégrammes prouvent aussi que lord Kitchener, en envisageant une action militaire, n'avait aucune idée claire de la date à laquelle un débarquement pouvait être effectué. »

Il est vrai qu'à cette date Kitchener avait complètement abandonné l'idée d'une opération purement navale; mais il n'avait changé d'avis que lorsqu'il avait été convaincu que les espoirs nourris par M. Churchill étaient irréalisables. Son télégramme du 23 mars, qui témoigne d'une certaine impatience, fut certainement dû à la nouvelle que l'Amirauté fixait pour le milieu d'avril la date de l'attaque. Il trouvait cette date tardive et il trouvait aussi qu'il était imprudent de fixer déjà une date. Son télégramme du 25 mars à Ian Hamilton en fait foi.

Les dés étaient jetés et les autorités militaires s'attelèrent, à Alexandrie, à la tâche ardue et ingrate de préparer les opérations compliquées d'un débarquement dans une baie ouverte et devant un ennemi formidablement retranché. Les assurances continuellement renouvelées de l'Amirauté que la Flotte pouvait réussir par ses propres moyens à forcer les Dardanelles avaient pesé lourdement sur l'esprit de Kitchener. Dès le début, il avait manifesté sa répugnance pour une importante expédition militaire pour laquelle il n'avait ni les hommes ni le matériel, mais il n'en était pas moins résolu à soutenir éventuellement une attaque navale dont l'Amirauté prédisait avec certitude le succès. L'échec de la Flotte le contraignit à tenter un effort parce qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement : c'était le seul moyen d'assurer notre prestige en Orient. Son erreur,

s'il y eut erreur, fut d'ajouter foi aux affirmations réitérées du Premier lord de l'Amirauté (1).

(1) Les controverses ardentes soulevées en Angleterre par le projet et la campagne ouvertement menée au Parlement et même dans la presse par M. Winston Churchill et ses amis, avaient eu pour résultat de faire dès le mois de mars un véritable secret de polichinelle de nos intentions. Toute la presse européenne alliée ou ennemie en parlait. En Egypte les préparatifs se faisaient ouvertement. Une grande revue des troupes eut lieu dans la plaine d'Aboukir : les agents du service des renseignements allemands établi à Salonique n'eurent qu'à noter les numéros des régiments, à compter les pièces d'artillerie et à transmettre les informations par les bateliers grecs de l'Egée. Il eut été pourtant facile pour l'Amirauté (qui devant assurer le service des transports et la protection du débarquement, avait naturellement la haute main sur les préparatifs de l'expédition) de lancer le bruit que le débarquement allait avoir lieu à Alexandrette ou à Salonique (de se livrer même à une feinte en débarquant provisoirement quelques unités de réserve à Salonique, de manière à egarer l'opinion et les soupçons de l'état-major germano-turc. Mais on peut dire que grâce à la collaboration et à l'indiscrétion des politiciens, jamais peut-être le secret d'une opération militaire n'a été si parfaitement et si inconsidérément divulgué. (Voir la-dessus l'*Expédition des Dardanelles* op. cit., page 149, note 1.) — L.-P. A.

CHAPITRE XIX

LE DÉBARQUEMENT. — LES ANZACS. — KRITHIA. — L'ITALIE SE JOINT A L'ENTENTE.

La concentration et l'organisation en Egypte des troupes de débarquement s'effectuait sans incidents et le 7 avril Ian Hamilton pouvait retourner à sa base avancée, à Moudros, d'où il écrivit à Kitchener le 10 avril pour lui donner une idée générale de son plan et des différents débarquements et feintes qu'il projetait à Sed-ul-Bahr, au cap Hellès, à Morto-bay, à Tekké Bournou et à Gaba-Tépé.

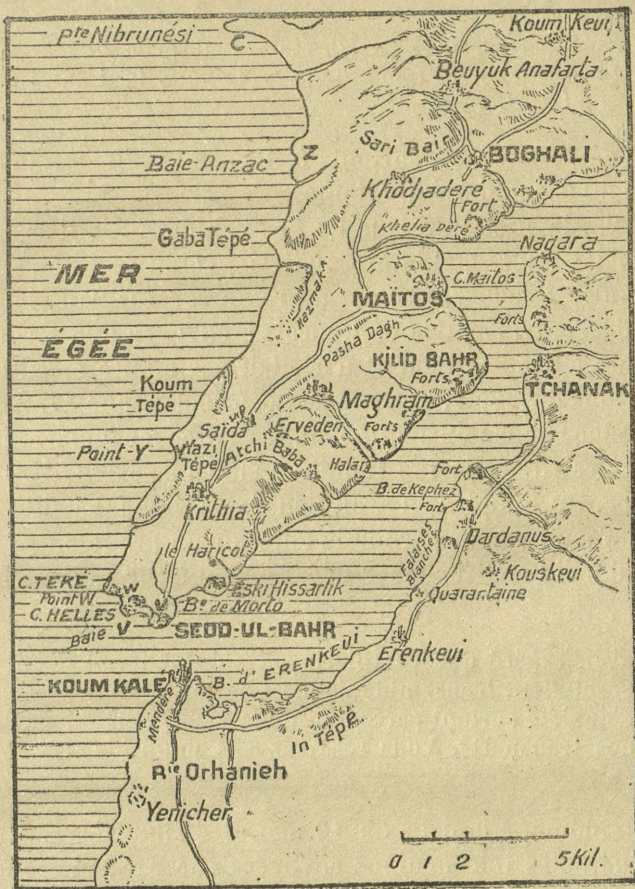
« ...Pendant ce temps la division navale fera une démonstration navale devant Boulair et tiendra en haleine, au moins pour un certain temps, les troupes de Gallipoli... »

Kitchener était également convaincu que le succès de l'opération dépendait surtout du résultat de la première attaque qui, selon ses désirs, devrait être faite en force. Le 6 mars il avait télégraphié à Maxwell : « Mettez à la disposition de Sir Ian Hamilton toutes les troupes d'Egypte et tous les officiers et hommes d'élite dont vous pouvez disposer. »

Le 23 avril tout était prêt, mais le mauvais temps imposait un nouveau délai de deux jours. Le 23, Kitchener télégraphiait à Sir Ian Hamilton, le priant de transmettre ses vœux et ses souhaits de succès à l'Amiral, au général d'Amade, commandant des troupes françaises et à toutes

les troupes placées sous ses ordres. Il exprimait toute sa confiance dans un prompt succès qui permettrait à la Flotte d'avancer sur Constantinople.

L'opération eut enfin lieu le 25 avril, et Sir Ian Hamil-



LA POINTE DE LA PRESQU'ÎLE. L'ENTRÉE DU DÉTROIT.

ton annonçait à Lord Kitchener que six débarquements avaient été effectués simultanément dans six baies différentes sous la protection des canons de la flotte. Dès le premier jour, près de 30.000 hommes avaient pris pied

dans la presqu'île, malgré la résistance désespérée des Turcs sur presque tous les points. Mais ce succès était chèrement acheté et les pertes formidables. Le général Birdwood commandant du corps des Anzacs (Gaba-Tépé) écrivait le 4 mai :

« ...Mes pertes, le 25 avril, étaient en gros de 500 tués, 2.500 blessés et 2.000 manquants. Depuis, le total s'élève environ à 8.000. »

Au cap Hellès et surtout à Sedd-ul-Bahr les pertes n'étaient pas moins importantes.

Le 28, la première bataille de Krithia avait lieu et il devenait évident que la presqu'île ne serait pas emportée d'assaut. Kitchener, brûlant de renforcer Sir Ian Hamilton, décidait l'État-Major français à envoyer une seconde division à Sedd-ul-Bahr et n'hésitait pas à faire appel aux garnisons d'Égypte, partant de ce principe que tant que nous menaçons Constantinople, les Turcs ne toucheraient pas au canal. Mais Ian Hamilton était incapable de progresser. Du 6 au 8 mai avait lieu la seconde bataille de Krithia qui ne nous permit de faire aucun progrès.

Le 9 mai lord Kitchener télégraphiait à Sir Ian Hamilton :

« J'avais espéré que l'artillerie navale donnerait de meilleurs résultats... L'ensemble de la situation me donne beaucoup d'anxiété surtout parce que nous manquons de navires pour nos transports. Vous recevrez des munitions *via* Marseille. »

En somme, à la date du 10 mai, il était clair, d'après les différentes informations envoyées par Sir Ian Hamilton, que les Alliés se trouvaient, aux Dardanelles comme en France, immobilisés devant une ligne infranchissable de tranchées.

Sir Ian Hamilton demandait l'envoi d'un nouveau corps et les partisans du front occidental et du front oriental défendaient avec ardeur leurs points de vue respectifs. En même temps Joffre avait établi ses plans

pour la campagne d'été et Sir John French demandait l'envoi en France de tous les renforts possibles.

M. Churchill, malgré l'échec de la Flotte, restait le défenseur enthousiaste de l'aventure orientale et insistait pour que notre principal effort offensif eût pour objectif de mener à bonne fin l'expédition de Gallipoli. D'ailleurs l'initiative alliée en Orient portait déjà ses fruits : dès le 3 mai, l'Italie dénonçait son traité avec l'Autriche et l'Allemagne. Le 23, elle déclarait la guerre à l'Autriche. Le 24, ses troupes passaient la frontière. C'était un encouragement pour les ministres partisans de l'action en Orient, qui faisaient valoir avec force arguments les avantages qu'il y avait à attirer à nous la Grèce, la Roumanie et la Bulgarie, et à fermer aux Allemands les portes de Constantinople. Un grand débat eut lieu sur ces questions au Conseil de guerre le 14 mai et Kitchener télégraphiait à Hamilton :

« Le Conseil de guerre voudrait savoir quels effectifs vous estimez nécessaires pour mener à bonne fin l'entreprise commencée. En faisant votre estimation, supposez que je suis à même de mettre les forces demandées à votre disposition. »

Sir Ian Hamilton répondait :

« D'une part, j'ai dans la péninsule autant de troupes que j'ai de place à leur assigner et d'eau à leur fournir.

D'autre part plus de troupes sont nécessaires pour briser le front ennemi. Mais comme je vous l'ai dit, il n'y a pour le moment pas d'emplacements disponibles pour elles. Pour répondre à votre question, il faudrait savoir si les Turcs ne seront pas inquiétés ailleurs et pourront consacrer toutes leurs forces à réparer les pertes que nous leur causons en envoyant ici des troupes d'Andrinople, de Keshan, de Constantinople et de l'Asie même comme nous en avons eu la preuve formelle.

Si la situation actuelle doit être modifiée par l'entrée en guerre de la Bulgarie ou de la Grèce, ou par un débarquement Russe, il me suffira probablement, pour mener ma tâche à bonne fin, de mes effectifs actuels alimentés par les renforts nécessaires, plus le corps d'armée que je vous ai demandé le 10 mai. Mais si la situation n'est pas modifiée et si les Turcs

peuvent nous consacrer toute leur attention, j'aurai besoin d'un nouveau corps d'armée, soit deux en tout.

Je ne pourrai pas débarquer ces renforts sur la presqu'île avant d'avoir réalisé une nouvelle avance d'au moins 4.000 yards, de manière à soustraire les baies au bombardement de l'artillerie et à gagner de l'espace. Mais je pourrais les débarquer dans les îles voisines de Ténédos, Imbros et Lemnos et les mener dans la presqu'île pour combattre. Ce plan aurait l'avantage de surmonter les difficultés causées par le manque d'eau et d'emplacements dans la presqu'île et me permettrait peut-être d'effectuer une surprise avec mes nouvelles divisions.

Je crois que je pourrais avancer avec moitié moins de pertes si j'avais un ample ravitaillement en munitions d'artillerie, principalement en obus explosibles. »

CHAPITRE XX

PAS DE COOPÉRATION RUSSE. — UN DILEMME. — BLOQUÉS SUR UN
MOUCHOIR DE POCHE. — RENFORTS ET PROJETS.

La coopération russe sur laquelle comptait Ian Hamilton fut un mirage décevant. L'offensive de Hindenbourg sur le front oriental battait son plein. Défaits dans les provinces baltiques, les Russes se trouvaient vivement pressés en Pologne. De nouveau, les Autrichiens, aidés par les Allemands, s'approchaient de Przemyśl. Ces accidents furent le prétexte que saisit l'État-major russe pour ne pas tenir sa promesse et retirer le corps d'armée qui devait débarquer sur la mer Noire près du Bosphore (1).

Le Conseil de Guerre avait décidé d'envoyer à Ian Hamilton la 52^e division territoriale et on lui en annonçait deux autres à bref délai (les 53^e et 54^e).

Le 18 mai, Kitchener télégraphiait à Ian Hamilton, lui faisant part de son anxiété, et posant un véritable dilemme :

« Vous comprendrez tout mon désappointement, quand je constate que toutes les prévisions en ce qui concerne la conquête des positions dominant les forts des détroits... et l'efficacité du bombardement de l'artillerie navale reposaient sur

(1) Les Russes auraient alors dû tout sacrifier, en laissant même au besoin temporairement les Turcs maîtres du Caucase pour appuyer de toutes leurs forces la tentative alliée qui seule pouvait les sauver en leur assurant une communication avec l'Entente. Mais il y avait, on le sait, de puissantes influences allemandes au grand État Major russe, au sein même du Gouvernement et à la Cour. — L.-P. A.

des calculs erronés. *Une situation sérieuse se trouve ainsi créée par cet échec, et la demande d'hommes et de munitions que nous pouvons difficilement détourner du front français.* Au point de vue d'une solution rapide de nos difficultés, vos vues sont loin d'être encourageantes. *Nos ressources nous permettront-elles d'alimenter longtemps à la fois deux théâtres distincts d'opérations?* Je ne puis que compter sur vous, pour que vous fassiez tout votre possible pour amener nos affaires aux Dardanelles à une conclusion aussi rapide que possible, en écartant toute hypothèse d'une évacuation, avec tous ses dangers et toutes ses conséquences en Orient. »

Trois jours plus tard, Ian Hamilton écrivait à lord Kitchener insistant sur les difficultés créées par la résistance imprévue des Turcs et leurs ressources en munitions :

« ...On a calculé qu'en vingt-quatre heures seulement, il y a une semaine, les Turcs ont tiré au moins un million de petits projectiles (armes portatives) sur nos seules positions d'Anzac, indépendamment de ce qu'ils ont fait pleuvoir sur nous sur le front sud. L'amiral Thursby a compté 240 obus tirés en dix minutes sur les tranchées du général Birdwood. Le 18, 50 obus de gros calibre sont tombés sur ses positions... Ne pourriez-vous venir faire un tour ici? Le *Phaeton* vous conduirait en trois jours... »

Le Cabinet hésitait à dépêcher immédiatement de gros renforts, et Kitchener télégraphiait le 3 juin :

« Etant donné l'étendue limitée du terrain que vous occupez et l'expérience que nous avons acquise en Flandre, je doute qu'un résultat décisif soit promptement obtenu par un accroissement des forces mises à votre disposition. Envoyez votre avis le plus tôt possible. Etes-vous convaincu qu'avec des renforts de l'importance de ceux que vous demandez, vous pourrez emporter la position de Kilid Bahr et en finir avec les opérations des Dardanelles? Vous parlez de notre intention de garder ces renforts dans les îles. Ceci concerne-t-il aussi la division (Lowland division) déjà en route? »

Ce télégramme parvint à Sir Ian Hamilton la veille de la troisième bataille de Krithia dont le résultat fut médiocre :

« ... En résumé, télégraphiait Hamilton, une avance de 500 yards comprenant deux lignes de tranchées ennemies, sur un front de trois mille au centre du front sud. A droite et à gauche nous avons conservé nos anciennes lignes. Les positions turques étaient très fortes. »

Des progrès aussi lents créaient une situation alarmante car le temps passait et on ne savait si, en automne, le temps permettrait de débarquer des troupes et du matériel. Le nouveau Conseil de guerre considérait la situation comme de plus en plus sérieuse et le lendemain de la troisième bataille de Krithia (le 5 juin) Kitchener télégraphiait :

« Le Cabinet se rend pleinement compte de vos difficultés et il est complètement décidé à vous appuyer. *Je vous envoie trois divisions de l'Armée Nouvelle*, une dès la fin de cette semaine, et deux autres aussitôt que le transport en sera possible. »

Ainsi, Ian Hamilton allait recevoir trois divisions territoriales et trois divisions de l'Armée nouvelle au lieu des deux corps d'Armée (quatre divisions) qu'il avait demandés.

Le 8 juin, Ian Hamilton répondait, ou plutôt exposait, qu'il lui était à peu près impossible de répondre à la question nettement posée par Kitchener au sujet de la possibilité d'emporter la position de Kilid-Bahr.

« Beaucoup de combats ont eu lieu... mais ce qui m'a le plus préoccupé a été la responsabilité de répondre à votre câblogramme au sujet des renforts. *Il est extrêmement difficile d'affirmer la possibilité de prendre Kilid Bahr* : trop de facteurs sont impossibles à déterminer (sous-marins, avions, effectif ennemi, ravitaillement en eau, politique, sans compter la glorieuse incertitude de la guerre...)

...Nous sommes immobilisés dans cette damnée guerre de tranchées, exactement comme Anglais et Allemands le sont en France (1)... mitrailleuses, fils de fer barbelés, redoutes...

(1) La partie était d'autant plus désespérée que l'exiguïté du front (six kilomètres seulement) permettait aux Turcs de relever fréquemment leurs troupes et de creuser très facilement derrière eux des séries de tranchées nouvelles en cas de repli. Un débarquement simultané sur la côte d'Asie

Mais en France, de magnifiques lignes de chemins de fer unissent le front au cœur du Royaume-Uni, tandis qu'ici nous n'avons que la mer derrière nous...

... La partie, entre les Turcs et nous, n'est pas égale... Les Turcs occupent des positions soigneusement préparées à l'avance... et ils peuvent relever facilement leurs troupes démoralisées et les remplacer par des unités fraîches. Nos troupes, ainsi que tous leurs officiers jusqu'aux commandants de corps d'armée, se sont trouvées jour et nuit plus ou moins exposées au feu de l'ennemi depuis les dernières six semaines. Les troupes turques que nous avons en face de nous les deux derniers jours étaient tout à fait fraîches... Et nos hommes, lorsqu'ils sont retirés de la première ligne pour être placés en réserve, ne jouissent que d'un repos tout à fait relatif car les plages, à Anzac ou au cap Hellès, sont constamment bombardées.

La nouvelle division me permettra de relever pour une semaine une division exténuée. Avec ces troupes fraîches, j'essaierai de porter un coup sérieux à l'ennemi.

...Mais une attaque et une avance générales me paraissent impossibles pour le moment, car, à part la question des munitions, les troupes ne sont pas en état. »

nous eût donné du champ et nous eût permis de manœuvrer les Turcs ; il était possible puisque le débarquement (qui ne fut qu'une feinte) exécuté le 25 avril sur la rive asiatique par le colonel Ruel avec un régiment français et de l'artillerie, fut un succès : ce fut même le seul endroit où nous fîmes des prisonniers (cinq cents). Le régiment entier et l'artillerie purent débarquer et se rembarquer dans les vingt-quatre heures. Plus tard, le général Sarrail proposa un projet dans ce sens, mais l'Etat-Major du général Joffre s'y opposa. Lord Kitchener, comme on le verra plus loin, eut été heureux de voir ce projet se réaliser ; il vint spécialement à Paris pour essayer de le faire aboutir. — L.-P. A.

CHAPITRE XXI

L'ÉVACUATION ENVISAGÉE ; SES EFFETS. — RENFORTS. — SIR IAN HAMILTON PRÉPARE SOUVLA.

Avec les renforts qu'il devait recevoir, Ian Hamilton allait disposer de onze divisions anglaises et de deux divisions françaises, sans compter une brigade hindoue et des troupes de yeomanry. Les partisans du front occidental soutinrent qu'avec ces effectifs la bataille de Loos que gagna le général Haig eût pu se transformer en grande victoire. Mais ils oublièrent que dans l'hypothèse où il n'y eût pas eu d'expédition des Dardanelles, les deux tiers au moins de ces troupes eussent dû rester en Egypte en cas d'une attaque turque. C'est d'ailleurs une des principales et des meilleures justifications de l'expédition. Attaquer les Turcs n'importe où, c'était, en fait, protéger l'Egypte dont le canal était indispensable aux Anglais comme aux Français. C'est donc un point de vue des plus faux que de croire que la tentative malheureuse des Dardanelles, qui a brisé la force vive des Turcs, n'a pas eu son utilité. Et Kitchener le savait bien. On peut simplement regretter que le résultat n'ait pas été ce que nous espérions. Mais il y eut un résultat.

Aussitôt qu'il fut bien établi que les Alliés n'emporteraient pas d'assaut la presqu'île, on peut dire que la question de l'évacuation était posée : question brûlante,

car quel serait, dans tout l'Orient, l'effet d'un échec britannique aussi caractérisé ?

Lorsque, quelques mois plus tard, cette évacuation eut lieu — et sans aucune perte — elle ne produisit en Orient que peu d'effet, du moins en apparence, et il n'y eut pour ainsi dire aucun mouvement parmi les masses musulmanes de nos possessions africaines et asiatiques. Mais lord Kitchener, qui connaissait si bien tous les éléments de la sensibilité et de l'émotivité orientales, n'en était pas moins très inquiet : il maintenait que ce calme apparent pouvait nous réserver un jour des déceptions et qu'une agitation réelle, et peut-être pire, pouvait être dans l'avenir, même dans un avenir lointain, la conséquence directe et la rançon d'un échec manifeste de nos armes. L'aspect le plus récent du problème oriental, deux ans après la victoire des Alliés sur l'Allemagne, ne justifie que trop la justesse et la profondeur de cette vue prophétique.

Aussi parut-il que, tant que l'on pouvait raisonnablement espérer voir changer la fortune, rien ne devait être épargné pour aider nos héros et éviter une perte regrettable de prestige. Le gouvernement demanda donc au commandant en chef quels étaient ses besoins en troupes fraîches pour assurer le succès, tout en se ménageant une marge. Le 11 juin, Kitchener télégraphiait à Ian Hamilton :

« Avez-vous envisagé l'éventualité, et croyez-vous qu'il serait avantageux, de débarquer des troupes dans l'isthme de Boulair, de façon à isoler la péninsule de la terre ferme ? Cela pourrait nous permettre de ravitailler nos sous-marins dans la mer de Marmara. Quels effectifs seraient nécessaires pour cette opération ? Les troupes débarquées seraient-elles exposées à une attaque sérieuse ? Pourraient-elles être efficacement appuyées par les canons de la Flotte ? Je présume que les lignes de Boulair ne pourraient être prises sans de sérieux combats ? »

Ian Hamilton avait envisagé le projet mais l'avait rejeté :

« Le projet de Boulair était séduisant et j'y ai toujours songé. Mais, sauf près d'Enos, tous les endroits où un débar-

quement paraît possible sont retranchés et solidement défendus par des réseaux épais de fils de fer barbelés. Même si un débarquement était effectué, les canons de la Flotte ne pourraient protéger les troupes efficacement. D'ailleurs il serait difficile de maintenir des troupes là, d'abord à cause du danger des sous-marins, ensuite parce que la Flotte a déjà beaucoup à faire en ravitaillant nos forces : elle n'a ni les hommes ni assez de petits bâtiments pour maintenir là un troisième détachement. J'ai peur que ce projet ne doive être mis de côté jusqu'à ce que le danger sous-marin ait été lui-même écarté ou qu'un grand nombre de petites embarcations puissent être envoyées d'Angleterre. »

Le plan d'un débarquement à la baie de Souvla mûrissait déjà dans l'esprit de Sir Ian Hamilton, mais il avait des raisons pour ne pas y faire encore allusion. En effet, il télégraphiait le 12 juin :

« Il est d'une importance capitale que tous les développements futurs de notre action soient l'objet d'un secret absolu. Je mentionne cela parce que la date de notre débarquement fut télégraphiée aux Turcs de Vienne, bien que presque personne cependant ne la connût avant le départ de nos transports. »

Il restait encore une alternative, et le Commandant en chef fut consulté au sujet de l'efficacité d'une ou plusieurs diversions sur la rive asiatique des Dardanelles.

Ian Hamilton répondit :

« J'ai toujours été séduit par les avantages d'une diversion sur la côte d'Asie. Nous pourrions réduire ainsi les forces ennemies occupées dans la Péninsule, délivrer nos tranchées et nos baies de feux en enfilade très gênants et nous assurer probablement des avantages tactiques et stratégiques. Mais il y a des difficultés pratiquement insurmontables. Le débarquement serait coûteux. Une fois débarqués, un réembarquement serait absolument impossible. Enfin des effectifs importants seraient nécessaires pour réaliser une avance sérieuse. Vous pouvez compter sur moi pour saisir toute occasion qui s'offrirait. »

Une semaine plus tard il télégraphiait :

« Le Cabinet désirant anxieusement considérer ma situation sous tous ses aspects, il est nécessaire que je vous découvre toute ma pensée... En résumé, je crois avoir une perspective raisonnable de succès éventuels avec trois divisions. Avec quatre les risques de prévisions hasardeuses seraient réduits au minimum. Avec cinq je crois qu'il serait beaucoup plus simple de nettoyer ensuite la côte d'Asie de ses batteries lourdes, etc... Kilid Bahr serait pris plus tôt et d'une manière générale le succès serait assuré. »

CHAPITRE XXII

LE PROBLÈME ARABE ET KITCHENER. — ACCORD AVEC LE CHÉRIF
DE LA MECQUE. — LE GRAND SENOÛSSI. — ADEN

Cependant, tandis que nos transports bondés de troupes faisaient route vers les Dardanelles, il devenait chaque jour plus évident que notre inimitié avec la Turquie nous engageait à fond en Orient. Le général Gorringer, l'un des lieutenants de Kitchener en Afrique du Sud, avait, de Bassorah, remonté, avec une colonne, le cours de l'Euphrate. Le 25 juillet, à Nazarieh, il infligeait aux Turcs une défaite qui nous donnait sur l'Euphrate inférieur un contrôle analogue à celui que nous possédions déjà sur le Tigre. Mais en Mésopotamie, à Aden, en Egypte, nous nous trouvions en contact direct avec les tribus arabes et il devenait chaque jour plus nécessaire de nous assurer leur concours.

Au moment où la Turquie tira l'épée, une idée favorite, longtemps caressée, se réveilla dans l'esprit de Kitchener : fonder un État arabe indépendant en Arabie et en Syrie (1). Depuis le jour lointain où il avait pour la première fois posé le pied en Terre Sainte, jusqu'à sa dernière heure, l'Orient, sous ses aspects multiples, n'avait cessé d'exciter son intérêt, parfois même d'absorber presque entièrement

(1) Le gouvernement de l'Inde venait de recevoir d'un important cheik arabe un message ainsi conçu : « Pour lord Kitchener : « Rappelez-vous notre conversation à... Le moment est venu. » »

ses pensées. Il s'étonnait que rarement on se rappelât que l'Angleterre n'était pas seulement un état chrétien, mais était aussi une puissance musulmane. Il se plongeait avec plaisir dans les questions politiques et religieuses du monde islamique que ses grands talents d'orientaliste, ses longs séjours là-bas et les situations de premier plan qu'il y avait occupées lui permettaient d'embrasser dans leur plus récente complexité : la question, par exemple, des rapports entre les sectes musulmanes Sunnites et Chiïtes (1) ou la situation, au point de vue de la hiérarchie religieuse de l'Islam, du sultan de Constantinople, commandeur des croyants et khalife, vis-à-vis du chérif de la Mecque. Son influence personnelle sur le chérif de la Mecque, et les Arabes en général, était un atout sur lequel il n'avait pas hésité à compter pour dresser ses plans. Dès novembre 1914, il faisait au chérif une promesse formelle de l'appui britannique au cas où il essaierait de secouer le joug turc. Dans toute négociation avec le chérif de la Mecque, il importait de procéder prudemment et avec tact, car des questions religieuses compliquées intéressant tout le monde islamique se trouvaient en jeu. Pour attirer à nous seulement les Arabes, nous ne pouvions heurter les sentiments de millions de sujets mahométans, et en envisageant la possibilité d'une Arabie indépendante qui comprendrait les deux grandes villes saintes, nous ne devons pas perdre de vue que le chef suprême des mahométans à Constantinople était en guerre avec nous. Son tact et les sympathies dont il jouissait en Orient lui permirent de résoudre heureusement la difficulté : le chérif se joignit à nous sans élever publiquement des prétentions au khalifat.

D'ailleurs le réseau des intérêts politiques était aussi compliqué que celui des conditions religieuses. Les prétentions de la France en Syrie, des Russes dans la Mésopotamie,

(1) Les Turcs, et les Arabes en général sont Sunnites. Les Persans sont Chiïtes. Le sanctuaire des Chiïtes se trouve à Kerbellah, en Mésopotamie. Les Jeunes-Turcs en pillèrent le merveilleux trésor après le renversement du sultan Abd-ul-Hamid. — L.-P. A.

potamie du Nord, des Sionistes en Palestine et les droits des Arabes eux-mêmes s'entre-choquaient et exigeaient la considération la plus attentive de Kitchener et du Foreign Office. Après une consultation avec le Sirdar, Kitchener envoya en Orient Sir Marck Sykes qui comprit admirablement sa mission dont le résultat fut, au mois d'octobre 1915, un accord avec le chérif confirmant et précisant les promesses faites en novembre 1914. Nous nous engageons, si les Arabes entreprenaient de secouer le joug turc, à leur fournir de l'argent, à les ravitailler en provisions de bouche et en munitions et à reconnaître l'indépendance arabe au sud du 37° degré de latitude, excepté dans les provinces de Bassorah et de Bagdad où les intérêts britanniques exigeaient l'établissement de mesures administratives particulières et dans toute localité où l'Angleterre n'était pas libre d'agir sans porter atteinte aux intérêts de la France. L'accord, ainsi conçu, rendait possible ce que l'on appela le « mouvement arabe », et eut pour résultats la révolte finale des Arabes contre les Turcs la veille même de la tragédie du *Hampshire* où lord Kitchener devait trouver la mort. Toutes ces négociations délicates avaient, on peut l'affirmer, réussi surtout grâce à l'influence personnelle de Kitchener qui avait une compréhension profonde de la mentalité des Arabes et s'était toujours senti attiré vers eux par une réelle et sincère sympathie (1). Il appréciait vivement la distinction naturelle, la foi religieuse et le côté chevaleresque de cette race fière.

Nos rapports devaient être beaucoup plus difficiles avec un autre chef religieux arabe dont l'influence s'étendait surtout le long de la frontière occidentale de l'Égypte. Dès le début de 1915, Maxwell était au courant des intrigues des Turcs avec le Grand Senoussi. Il écrivait à ce sujet à lord Kitchener, le 24 juin :

(1) Kitchener, parfait orientaliste, parlait couramment l'arabe. Pendant la première expédition anglaise de lord Wolseley en Haute-Egypte pour essayer de sauver Gordon, Kitchener, chef du service des renseignements dans la zone avancée, à Dongola, portait constamment le costume arabe.

« Je suis très préoccupé au sujet du Grand Senoussi. Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour qu'il se tienne tranquille, mais il n'y a aucun doute que ses prétentions au pouvoir temporel deviennent de jour en jour plus évidentes. Un jour ou l'autre nous aurons à compter avec lui. Comme vous le savez, nous l'avons toujours traité comme un cheik religieux d'une importance considérable, mais depuis la guerre tripolitaine et ses succès incontestables sur les Italiens, sa situation a beaucoup changé. Il n'y a pas de doute que s'il se déclarait contre nous nous aurions une infinité de désagréments, et nul ne peut prévoir jusqu'où cela irait. Toutes nos tribus gardiennes de la côte, et les Bédouins de l'Ouest jusqu'au Darfour seraient, sinon ouvertement pour lui, en tout cas neutres. Ils ne feraient certainement rien contre lui. Il aurait aussi beaucoup de partisans en Egypte à cause de la vénération religieuse dont il est l'objet. Il faut aussi tenir compte du fait qu'il a en quantité considérable des canons de montagne, des mitrailleuses, des fusils et des munitions, tout cela pris aux Italiens, sans compter tout ce qui a pu entrer en contrebande de Turquie, d'après ce que l'on dit. Mais en ce qui concerne cette dernière provenance je ne sais rien de certain; d'ailleurs, je n'en vois guère l'utilité, puisqu'il peut se procurer tant de matériel au détriment des Italiens. Il est maintenant campé près de Solloum avec environ 1.500 hommes, entraînés et instruits. Il demande comme un droit que ses émissaires soient autorisés à entrer, en Egypte. Il envoie des hommes percevoir des impôts et chercher du ravitaillement chez les Zaweas, sur notre territoire. Son propre « territoire » est soigneusement gardé comme son camp. Ses adhérents sont de jour en jour plus convaincus qu'il a un grand pouvoir. Il fait même allusion à la possibilité d'une guerre avec l'Angleterre, bien qu'il avoue n'y pas tenir. Il a parlé dernièrement de « libre-échange » entre lui et l'Egypte, et prétend être exempt en ce qui concerne son ravitaillement de tous droits de douane et de visite... Naturellement son point de vue est que l'Islam n'a pas de frontières et qu'il a le droit d'agir comme il l'entend avec ses coreligionnaires d'Egypte. C'est un homme rusé mais sans grande connaissance de notre monde; cependant il semble avoir une notion assez nette que sa position est forte. Noury bey et d'autres (Jeunes Turcs) sont avec lui (soi-disant internés). Ils l'incitent à nous demander des concessions dans l'espoir que notre refus l'irritera et amènera une rupture. Il a récemment capturé plusieurs automobiles italiennes. Il lui faut maintenant du pétrole pour les

faire marcher. Il n'y a pas de doute d'après moi qu'il n'ait reçu récemment des sommes considérables des Turcs, car il paraît disposer de beaucoup d'argent.

Je crois que vous deviez être informé de tout cela, et vous serez d'avis que, quoique nous réserve l'avenir, nous devons faire notre possible pour que le Senoussi se tienne tranquille et soit pour nous, dussions-nous paraître faibles, ou même avoir peur de lui. Nous ne pouvons en ce moment risquer une explosion de fanatisme islamique. C'est ce que les Allemands essaient de provoquer...

Je vous ai télégraphié un projet en vue d'utiliser les contrebandiers Hashishin pour parvenir jusqu'aux dépôts de ravitaillement des sous-marins allemands. Vous connaissez leur organisation... Je crois que les Allemands se servent d'eux. Mais c'est une question de prix ! »

En 1916, nous dûmes accroître la force de notre corps d'occupation en Egypte pour nettoyer la frontière occidentale et mettre le Senoussi à la raison.

Vers la fin de 1915 des troubles se manifestèrent dans le voisinage de Périm et d'Aden. Les Turcs s'étaient installés à Cheik-Saïd, en face de Périm, et bombardaient l'île. On proposa d'y envoyer d'Égypte le général Younghusband avec une brigade. Le projet ne sourit guère à lord Kitchener. Il pensa que les Turcs ne pourraient nous faire grand mal à Cheik-Saïd, et il voulait éviter de disperser nos forces.

Le 22 il télégraphiait à Maxwell :

« Il est plus que probable que les Turcs auront fortifié leurs positions et que nous aurons à attaquer des retranchements défendus par des réseaux de fils de fer barbelés. Ceci nécessite une supériorité considérable d'effectifs pour l'offensive. Pourrions-nous, dans une semaine, nous emparer des positions turques et détruire les canons qui bombardent Périm ? Pourrions-nous retirer nos forces après les avoir débarquées ? Nous ne voulons pas disperser nos forces et compromettre la défense de l'Égypte. Les informations en ce qui concerne la force de l'ennemi manquent de précision. Aussi, à moins d'être à peu près sûrs du succès, il vaut mieux s'abstenir d'opérations qui ne sauraient produire qu'un effet passager. Des résultats satisfaisants pourraient-ils être obtenus par la flotte

seule? Nous attendons à ce sujet les vues des autorités navales. »

L'expédition fut donc ajournée, fort heureusement d'ailleurs, car quelques jours plus tard nous nous trouvâmes en face d'une nécessité impérieuse. Le 4 juillet, les Turcs attaquaient, et prenaient, le 5, la place de Lahej dans les frontières du protectorat d'Aden. Aden devant être protégé à tout prix, Maxwell reçut comme instructions d'y envoyer la brigade Younghusband avec deux batteries d'artillerie. Les difficultés du terrain nous empêchèrent de reprendre Lahej et une longue guerre d'escarmouches s'ensuivit. Mais Aden était sauf.

CHAPITRE XXIII

LE GÉNÉRAL GOURAUD. — L'ÉCHEC DE SOUVLA. — HÉROÏSME DE BIRDWOOD ET DES ANZACS. — INERTIE DE STOPFORD ET DU IX^e CORPS.

Le 30 juin, le général Gouraud, blessé dans le camp même de Sedd-ul-Bahr, tout près du rivage, remettait le commandement des troupes françaises au général Bailoud. Sa perte fut vivement ressentie par le général Hamilton, car Gouraud avait toujours loyalement et intelligemment collaboré avec lui et, pendant toute la durée de son commandement (du 9 mai au 30 juin), il avait su entretenir avec le haut commandement britannique des rapports exceptionnellement cordiaux.

Bientôt des plaintes officielles parvinrent à Kitchener, de Paris, au sujet des feux d'enfilade auxquels étaient soumises les troupes françaises, et le 21 juillet il télégraphiait à Ian Hamilton :

« Les Français se plaignent que le feu de la côte d'Asie ne leur laisse aucun repos. Le débarquement du matériel et des approvisionnements nécessaires est déjà difficile, et les difficultés s'accroîtront à mesure que la saison avance. Les Français proposent des opérations secondaires sur la côte d'Asie contre les positions de batteries ennemies installées là. Ils suggèrent l'emploi de 20.000 hommes de troupes britanniques appuyées par des 75 français. Qu'en pensez-vous et de Robeck ? Les batteries de Koum-Kalé peuvent-elles être réduites au silence par des monitors ? Notre plan principal d'opérations

serait-il bouleversé par ce détachement d'une force considérable susceptible de se trouver elle-même engagée avec des effectifs ennemis d'une importance inconnue? »

Ian Hamilton qui préparait son grand projet de Souvla, et craignait d'ailleurs visiblement de se lancer sur le continent asiatique, répondit à Kitchener que le moment d'une pareille diversion ne lui paraissait pas venu. Ian Hamilton qui considérait que le secret le plus absolu était un des facteurs les plus importants de son plan, puisqu'il comptait surprendre les Turcs, avait obtenu carte blanche de Kitchener, qui lui-même ignorait tout. Le 30 juillet (6 jours avant le débarquement), il télégraphiait à Hamilton qu'il consentait à ce qu'il ne fût informé « qu'au dernier moment ». Et le commandant en chef britannique répondait : « Vous avez fait pour nous tout ce qu'un homme peut faire. »

Kitchener, qui n'avait en effet rien épargné pour assurer le succès de l'entreprise, attendit le résultat avec patience. Le nouveau débarquement eut lieu dans la nuit du 6 août. Les batailles de Sari-Bair et de Souvla commencèrent.

Les premiers rapports étaient encourageants et le 9 août Kitchener télégraphiait :

« Heureux d'apprendre que vos opérations ont si bien commencé. Je suis sûr que vous ferez tous vos efforts pour pousser en avant et que vous réussirez à obtenir le contrôle de la Marmara sans être arrêté par des tranchées. Nos meilleurs souhaits accompagnent vos troupes. Utilisez si vous le désirez les troupes d'Égypte. »

Puis arrivèrent les nouvelles d'échecs et de retards.

L'histoire de cette grande opération, qui aurait dû réussir si l'exécution avait répondu aux moyens qui étaient puissants et au plan du général Hamilton qui était excellent, est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'en retracer ici les détails. Le plan, très original, à l'élaboration duquel le général Braithwaite, chef d'État-Major général, avait donné tous ses soins, peut se résumer ainsi : tandis que les troupes franco-anglaises du front

sud (pointe de la presqu'île) manifestaient assez d'activité pour retenir devant elles les effectifs turcs qui leur étaient opposés, le général Birdwood, auquel de très importants renforts parvenaient dans la nuit du 6 août, attaquait avec la dernière vigueur les Turcs en face de lui avec pour objectifs immédiats les hauteurs du massif du Sari Bair et du Hodja Tchemen Tépé. A la même heure, tout le IX^e corps, fort de 40.000 hommes, sous le commandement du général Stopford, avec Hammersley et Mahon comme divisionnaires, débarquait au nord d'Anzac, dans la baie de Souvla qui n'était pas défendue. On savait par le service des renseignements qu'il y avait tout au plus à proximité quelques centaines de gendarmes turcs. Si Stopford, qui ne devait pas et ne pouvait pas rencontrer de résistance sérieuse, marchait en hâte dans une direction sud-est, par Buyuk-Anaferta, il tombait avec une partie de ses troupes sur les derrières de l'armée turque qui était devant Birdwood et qui eût été ainsi coupée et très probablement contrainte de se rendre. En même temps, avec le reste de ses troupes, il continuait son raid par Boghali, vers le rivage occidental du détroit (oriental de la presqu'île) où il arrivait au-dessus du fort de Maïdos, tandis que Birdwood, dégagé, avançait à son tour. L'armée turque du sud se trouvait, elle aussi, prise comme dans un sac et probablement se serait également rendue. Nous tenions le plateau de Kilid Bahr et tous les forts de la rive ouest du détroit étaient pris à revers, tandis que l'armée franco-anglaise du Sud s'avavançait rapidement et nettoyait le rivage de ses batteries mobiles et de ses postes de lance-torpilles. La flotte, qui attendait, accourait et très probablement la victoire était cette fois assurée. Mais tout dépendait : 1^o de la réussite des deux débarquements nocturnes et de la surprise complète des Turcs à Souvla ; 2^o de la rapidité de l'avance immédiate de Stopford vers le sud-est sur un terrain assez difficile pour tourner le Sari Bair, dégager Birdwood et bondir vers la mer. C'était en somme un vaste coup de main parfaitement réalisable en peu de

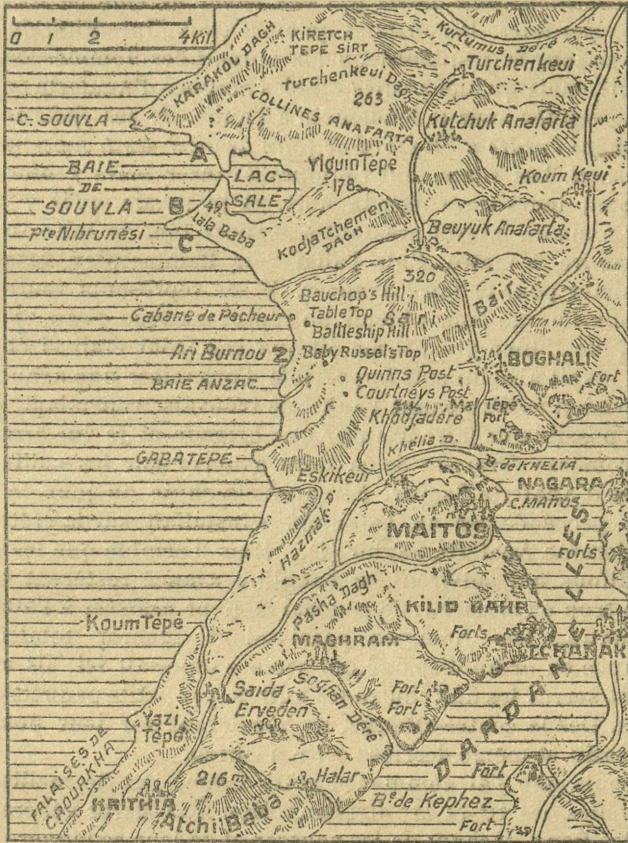
temps, étant donné le peu de largeur de la presqu'île. Il fallait dégager Birdwood en moins de vingt-quatre heures et se trouver sur le rivage ouest du détroit en quarante-huit heures, car les Turcs, aussitôt avertis, enverraient des renforts de Rodosto et de Tchanak sur la côte d'Asie.

Toute la première partie du plan réussit à merveille. Grâce à une organisation parfaite et aux puissants moyens de la flotte, les deux débarquements eurent lieu simultanément et sans encombre. L'attaque de Birdwood fut très vigoureuse et son succès considérable. Conformément aux prévisions, il attira sur lui toutes les réserves turques. La bataille fut terrible et les Australiens et Néo-Zélandais s'y couvrirent d'une gloire immortelle. Mais Stopford, dont 13.000 hommes sur 40.000 avaient déjà débarqué à l'aube du 6 août, ne se trouva pas au rendez-vous. Tandis que pendant deux jours les Anzacs se faisaient héroïquement tuer sur les pentes du Sari Bair où leurs pertes furent énormes, le IX^e corps, sur l'avance rapide duquel reposait tout le plan, ne bougeait pas. Officiers, sous-officiers et soldats qui, appartenant tous à l'Armée Nouvelle, étaient insuffisamment instruits et n'avaient jamais fait campagne, ne savaient pas ce qu'ils avaient à faire une fois à terre. Ils étaient fatigués par le débarquement. Les généraux étaient également incertains et embarrassés, s'embrouillant et perdant un temps précieux dans des questions secondaires de bagages, de mulets et d'eau. Et ils n'avaient que quelques kilomètres à faire et pas d'ennemis devant eux ! Le général Mahon, avec 5.000 hommes, à deux milles et demi de la côte, se laissait arrêter toute une journée par les 600 gendarmes turcs prévus !

Le 11 août, Ian Hamilton expliquait ainsi ce véritable malheur à Kitchener :

«... Pendant la nuit, 13.000 hommes des armées nouvelles (IX^e corps) avaient été débarqués à la baie de Souvla sans rencontrer d'opposition sérieuse. *Nous avions donc 13.000 hommes à terre et beaucoup plus suivaient. Il n'y avait que quelques centaines de Turcs entre nous (Stopford) et la crête courant de la*

baie d'Ejelmer à Anaferta. De cette crête, nous aurions pu, je crois, apercevoir les détroits... Mais le terrible malheur fut l'impossibilité d'obtenir le moindre mouvement en avant de la



OPÉRATIONS D'AOUT 1915 A LA BAIE DE SOUVLA ET A ANZAC

part du IX^e corps (les 10^e et 11^e divisions). L'importance vitale du temps avait été pourtant expliquée à satiété au commandement... »

Ian Hamilton, voyant que la situation devenait critique au Sari Bair et se demandant pourquoi le IX^e corps n'arrivait pas, accourt, anxieux, à Souvla :

«... Lorsque j'arrivai à la baie de Souvla, je trouvai la plupart des soldats allant et venant de-ci, de-là, comme si c'eût été un jour de congé. La 11^e division s'était développée sur un front étendu à environ deux milles et demi de la côte et Mahon avec cinq bataillons était arrêté par une bande de cinq ou six cents gendarmes turcs. Je constatai qu'on n'avait l'intention de rien faire ce jour-là (pendant lequel la plupart des hommes avaient dormi), mais qu'une avance vers les collines d'Anaferta Saghir était projetée pour le lendemain à l'aube. Je fus épouvanté et je donnai l'ordre à Stopford de faire avancer les troupes immédiatement. Les Turcs font toujours avancer leurs renforts et creusent leurs tranchées la nuit, et je savais qu'il y avait pour nous un intérêt pressant à avancer tout de suite au lieu d'attendre le matin. Puis j'allai voir Hammersley, essayant d'insister pour le faire avancer. Il me représenta toutes les raisons d'usage pour obtenir un répit : manque d'eau, d'artillerie, etc... Bien plus, il me dit que son front était si étendu qu'il serait absolument impossible d'organiser une avance de la division entière avant l'aube. Je trouvais, cependant, qu'il était possible de faire avancer une brigade et je lui arrachai la promesse formelle de la faire avancer sur les collines à droite d'Anaferta Saghir. Peu après la chute du jour, la brigade, précédée par un bataillon, s'installait sur la crête 280 qui domine Anaferta Saghir (1)... Mais il semble que les trois bataillons qui suivirent ce bataillon avancé restèrent beaucoup trop en arrière... Je couchai là pour assister à l'attaque le matin. Les hommes paraissaient ignorer totalement l'avance en ordre dispersé qui seule s'imposait ici. Ils avançaient serrés les uns contre les autres, par petits paquets compacts. Dès la contre-attaque, ils reculèrent sur leur position du matin et même derrière cette position.

Depuis que j'ai commencé cette lettre, j'ai de meilleures nouvelles des 10^e et 11^e divisions. Mon État-Major général est sur les lieux, tâchant de les pousser et de leur redonner quelque cohésion. Je suppose qu'ils étaient fatigués et impressionnés par ce débarquement nocturne.

• • • • •
 Quel dommage que nous n'ayons pu mélanger ces nouvelles recrues avec des vétérans! »

Mais les Turcs, prévenus, arrivaient en masse par toutes

(1) Sir Ian Hamilton, en écrivant ces lignes, croyait que l'ordre avait été exécuté comme convenu. Il fut établi après que malgré les ordres formels donnés au général Hammersley, la brigade n'était partie qu'à 4 heures du matin.

les routes de terre et de mer et de violents et meurtriers combats suivirent. Nous eûmes un front de plus à Souvla, mais une des plus belles occasions qui se soient présentées de remporter une grande victoire avait été perdue (1).

(1) Dans son Rapport général définitif sur l'Expédition des Dardanelles, le général Hamilton dit qu'il avait en vain « supplié » les généraux Stopford et Hammersley de faire avancer leurs troupes.

Si le commandant en chef britannique avait pu prévoir à quel point le 9^e corps qui arrivait d'Angleterre manquait d'instruction, il aurait probablement pris ses mesures pour le doter en hâte de quelques vétérans expérimentés.

Une des raisons de la défaite de Souvla semble aussi avoir été le manque d'artillerie de campagne. Les Français en avaient alors beaucoup. Le général Hamilton avait demandé au général Bailloud commandant le corps expéditionnaire français, de lui prêter le concours d'un certain nombre de batteries de 75 pour Souvla. Mais ce dernier, qui venait de recevoir du gouvernement français un avis d'avoir à se tenir prêt en vue d'une évacuation de la presqu'île (le gouvernement français pensait déjà à Salonique) par les troupes françaises, répondit, le 23 juillet, au général Hamilton qu'il regrettait, pour cette raison, de ne pouvoir lui prêter le concours demandé. Il est dommage que le général Hamilton n'ait pas insisté auprès de lord Kitchener qui eût sans nul doute obtenu du gouvernement français le prêt d'artillerie en question. En fait, de longues semaines devaient encore s'écouler avant le départ des divisions françaises de Sedd-ul-Bahr. Mais il semble bien que le général Hamilton n'ait pas tenu outre mesure à la présence à Souvla de troupes françaises (la légion étrangère alors aux Dardanelles eût été cependant précieuse pour mener un coup de main hardi et rapide comme celui de Souvla) ainsi qu'en témoigne le télégramme qu'on verra plus loin, p. 190. — L.-P. A.

Dans les circonstances actuelles, il est difficile de détourner beaucoup de divisions du front français... En cas d'échec vous devez rester longtemps sur la défensive. »

Ian Hamilton répondait :

« Je ferai mon possible avec les forces mises à ma disposition et je comprends parfaitement pourquoi il est difficile de m'envoyer de nouveaux renforts... Avec des pertes normales, je n'aurai pas, au milieu de décembre, plus de 60.000 hommes (1), y compris les Français, pour tenir le cap Hellès et les lignes d'Anzac... »

Kitchener pensait aussitôt à dépêcher de nouveaux renforts et, après un sérieux examen des disponibilités, avisait Ian Hamilton, le 27 août, qu'il était en mesure de lui envoyer 29.000 hommes dans l'espace de six semaines. Il ajoutait :

« ... Télégraphiez-moi votre opinion sur la situation militaire et stratégique dans la péninsule... Croyez-vous possible, d'après notre expérience, d'en chasser les Turcs? Quels effectifs estimez-vous nécessaires pour obtenir ce résultat? »

Ian Hamilton répondait, le 2 septembre :

« ... Le *moral* de nos troupes fraîches (divisions de la nouvelle armée) n'a pas répondu à nos espoirs. Cependant, il y a une certaine amélioration... On donne aux hommes conscience de leur supériorité, homme pour homme. Les anciennes troupes littéralement exténuées, physiquement et moralement, ont absolument besoin de repos. La réussite du plan dépendait de la surprise du débarquement des troupes qui fut complètement réalisée et de la rapidité des opérations aussitôt après le débarquement. Cette rapidité indispensable fit malheureusement défaut. *L'échec fut le résultat de considérations purement morales et non de la faiblesse des effectifs qui étaient plus que suffisants.*

Maintenant c'est de nouveau la guerre de tranchées... Et ils sont plus nombreux que nous, dans la proportion de trois à deux. Les autorités navales sont opposées à un nouveau débarquement... Les 29.000 hommes de renfort annoncés (dont 12.000 sont destinés à combler des vides ne réduiront

(1) On sait que d'après les statistiques le front des Dardanelles fut relativement le plus meurtrier de toute la guerre. — L.-P. A.

pas le déficit actuel qui est de 55.000 et qui sera de 63.000 (au taux normal des pertes) lorsque ces renforts me seront parvenus. Pour lancer contre l'ennemi une nouvelle grande attaque, il faudrait au moins 50.000 hommes de nouvelles formations sans compter les renforts des dépôts pour porter mes divisions à leurs effectifs normaux. »

Hamilton exigeait donc 100.000 hommes pour procéder à une nouvelle offensive. Où les trouver? Juste à ce moment une offre inattendue vint de France. Le gouvernement français avait demandé au général Sarrail — que Joffre venait de relever de son commandement sur le front — de lui donner un avis au sujet des opérations en Orient. Sarrail avait élaboré un plan de débarquement sur la rive asiatique des Dardanelles. Le gouvernement français offrait quatre divisions sous le commandement de Sarrail. Kitchener part en hâte pour Paris. A peine arrivé il constate que l'offre avait été faite à l'insu du général en chef qui élevait de vives protestations. Il télégraphiait à Ian Hamilton :

« Je reviens de France où j'ai constaté que cette décision avait été prise par le gouvernement français sans avoir préalablement consulté ses conseillers militaires. Le résultat de mon entrevue avec Millerand, Joffre et Sarrail fut que les quatre divisions françaises destinées aux Dardanelles ne peuvent quitter la France avant le résultat de la nouvelle offensive française. En cas de succès la position des Dardanelles en sera naturellement favorablement affectée. On pense pouvoir être fixé dès les premiers jours d'octobre. Si l'issue reste indécise, vers le 10 octobre deux de nos divisions pourraient se trouver à Marseille suivies de près par les quatre divisions françaises. Tout serait prêt vers la mi-novembre. Dans l'intervalle vous recevrez des renforts... Sarrail, secondé par le général Bailloud, conseille vivement cette expédition française indépendante sur la côte d'Asie. Joffre reste sceptique et Millerand m'a demandé de vous prier de donner franchement et confidentiellement votre opinion sur cette question. Les objections de Joffre semblent être qu'un débarquement en Asie est susceptible d'ouvrir le champ à des opérations très vastes, car si les forces débarquées n'obtiennent pas un succès immédiat, la situation nécessitera l'envoi de plus de troupes,

de munitions et de renforts que la sécurité de la France ne le comporte. En second lieu il ne paraît pas avoir grande confiance en Sarrail comme commandant en chef: les plans qu'il a élaborés seraient à ses yeux dénués de valeur. Joffre fait dresser par son état-major un plan minutieux d'expédition sur la côte d'Asie. Bien qu'inachevé, dit-il, il ne promet guère. »

La question de l'unité de commandement avait, depuis le début de la guerre, préoccupé lord Kitchener. Aussi fut-il heureux de recevoir de Ian Hamilton lui-même les suggestions suivantes :

« Si les Français avaient été employés à Souvla ils auraient eu à combattre aux côtés des Anglais — situation qui, avec des chefs d'un rang égal, eût abouti à une absurdité militaire. Si cependant pareille décision était prise, je demanderais aux gouvernements alliés de nommer commandant en chef le général le plus audacieux, le plus intelligent et le plus expérimenté. Si le Français était choisi, je servirais loyalement sous ses ordres. »

Mais avant qu'aucun plan ait pu être arrêté, les événements des Balkans venaient modifier sérieusement la situation. En effet, le 6 septembre 1915, la Bulgarie se mettait d'accord avec la Turquie au sujet de leur frontière commune (question de la Maritza) ; quinze jours plus tard le tsar Ferdinand ordonnait une mobilisation partielle bientôt suivie d'une mobilisation complète. D'autre part les préparatifs de l'Autriche contre la Serbie avançaient. Le 21 septembre, M. Venizelos demandait une garantie de 150.000 hommes de troupes anglo-françaises comme condition d'une intervention de la Grèce aux côtés des alliés. Trois jours plus tard les gouvernements français et anglais répondaient que les troupes seraient envoyées. Les yeux de l'Entente se tournaient de plus en plus vers Salonique.

Le 21 septembre Ian Hamilton télégraphiait à Kitchener en lui exposant toutes les difficultés qui s'opposaient à une nouvelle attaque : les nouveaux généraux, choisis parmi les meilleurs du front français (Byng, de Lisle, Maude, Fanshawe, Peyton) arrivaient imbus de cette idée que toute attaque devait être précédée d'un formidable bom-

bardement. Or les stocks de munitions dont pouvait disposer Hamilton étaient loin d'être illimités :

« Byng voudrait un bombardement d'une heure pendant quatre jours avant d'attaquer. Il parle d'un arrosage préalable des positions ennemies à raison d'un obus explosif par yard carré, comme si nous ramassions ces obus sur le bord de la mer. Je l'ai assuré que sa demande était en dehors des possibilités, qu'il aurait sa part, plus même que sa part, de ce dont je disposais, mais qu'il n'existait pas ici de munitions pour des bombardements de cette nature... Personnellement, je commence même à douter de l'efficacité de pareils bombardements depuis que les Turcs ont appris à creuser des abris profonds derrière la ligne du front. J'aurais plus de confiance dans le plan proposé par les officiers du génie australien : si nous avions les pompes nécessaires, ils estiment qu'en utilisant la pression hydraulique nous pourrions projeter sur les tranchées ennemies des jets d'eau de mer d'un diamètre de sept à neuf pouces, avec une force telle qu'elles seraient littéralement balayées, de pareils jets agissant sur les terres comme un couteau entrant dans du fromage. C'est, disent-ils, un procédé employé actuellement avec succès en Australie dans certains placers miniers : tout le côté d'une montagne peut être ainsi rapidement « lavé »... Maintenant que les bombes constituent pour Londres un amusement régulier, il ne vaut vraiment pas la peine que je vous écrive à ce sujet sur ce que nous subissons ici : vous n'en seriez guère impressionné... Et cependant, en quelques minutes à peine, pendant que je vous écris, dix viennent de nous être lancées, dans ce camp minuscule de cinq cents âmes à peine... »

CHAPITRE XXV

L'ÉVACUATION SÉRIEUSEMENT ENVISAGÉE. — SIR CHARLES MONRO
COMMANDANT EN CHEF A GALLIPOLI.

Le 23 septembre, Kitchener télégraphiant à Ian Hamilton, lui faisait entrevoir pour la première fois qu'il pourrait être nécessaire de retirer des troupes des Dardanelles pour l'expédition de Salonique. Il le pria de lui faire connaître son opinion à ce sujet. Hamilton répondit qu'il prévoyait, à part la perte de prestige, un gros sacrifice en hommes et en matériel.

Le 27, le gouvernement français donnait l'ordre au général Bailloud de concentrer une des deux divisions du corps expéditionnaire français à Moudros, prête à être dirigée sur Salonique.

Le 28, après une décision du Cabinet, Kitchener enjoignait à Ian Hamilton de concentrer immédiatement deux divisions dans le même but.

Ian Hamilton protesta qu'il lui était difficile et qu'il était dangereux pour lui de se séparer de toutes ces troupes :

« ... Les Australiens ainsi que les hommes de la 29^e division ne sont plus ce qu'ils ont été. Un rapport médical déclare qu'à Anzac 78 pour 100 des hommes souffrent de la diarrhée... La semaine dernière seulement, nous avons dû évacuer, *comme malades*, 1.310 hommes du cap Hellès, 1.483 hommes d'Anzac et 1.949 hommes de Souvla. Le nombre des blessés pour la

même période et les mêmes lieux fut respectivement de 28.328 et 285... »

Le gouvernement français était maintenant décidé à tenter un gros effort pour sauver la Serbie, et le gouvernement britannique avait accepté d'y coopérer. Depuis le télégramme de Ian Hamilton du 23 août, Kitchener avait abandonné toute espérance de remporter une victoire décisive aux Dardanelles. Bien qu'il fût loin d'être sûr que l'entreprise de Salonique serait assez forte, et surtout pourrait agir assez à temps pour remplir son but, il sentait qu'il devait payer de retour l'aide loyale que nous avions prêtée les Français aux Dardanelles. A partir de ce moment, la question de l'évacuation de la péninsule fut l'objet de graves discussions du Cabinet qui fit venir de France Sir William Robertson (1) pour écouter son avis. Sans hésitation il conseilla de mettre un terme aux pertes que nous éprouvions dans la presqu'île par une évacuation qu'il considérait — et l'événement devait prouver qu'il avait raison — comme parfaitement possible.

Le 11 octobre, Kitchener télégraphiait à Ian Hamilton, le priant d'exposer ses vues pour le cas où un retrait de toutes les troupes serait décidé. Il répondait le 12 :

« Les pertes dépendraient de divers facteurs : l'action de l'ennemi, le temps, la solidité des troupes de couverture. La question concerne aussi la Flotte. D'après Gouraud avec qui j'avais une fois causé de la question, dans une pareille éventualité, nous pourrions avoir à sacrifier deux divisions sur six. Mon opinion est que nous ne pouvons compter abandonner la presqu'île sans sacrifier la moitié de nos effectifs, l'artillerie, les approvisionnements, le matériel de chemin de fer à voie étroite et les chevaux.

... Vingt-cinq pour cent des troupes peuvent partir facilement, mais alors les difficultés commenceront. Naturellement, avec de la chance, les pertes pourraient être moindres : mais avec les nouvelles recrues de Souvla et les Sénégalais du cap Hellès, il pourrait arriver une véritable catastrophe. »

(1) Sir William Robertson était chef d'état-major du maréchal French.

Ian Hamilton ne tenant pas à présider à la retraite des troupes héroïques qui avaient si chèrement conquis leurs positions sous ses ordres, le Cabinet fit demander par Lord Kitchener à Sir Ian Hamilton de faire une tournée en Macédoine et en Grèce et d'adresser au gouvernement britannique un rapport sur la situation. Le commandement de la Force Expéditionnaire fut confié à Sir Charles Monro et quelques jours plus tard le Cabinet demandait à lord Kitchener lui-même de se rendre sur les lieux pour y prendre une décision définitive.

CHAPITRE XXVI

KITCHENER AUX DARDANELLES. — LE PROJET KEYES. — LE PROJET DE DÉBARQUEMENT A ALEXANDRETTE. — SALONIQUE.

Lord Kitchener quitta Londres en proie à de vives préoccupations. Il était extrêmement sensible à la diminution du prestige britannique que l'évacuation allait entraîner en Orient. Il était aussi profondément troublé par les pertes de vies humaines que les rapports trop pessimistes de Sir Ian Hamilton laissaient entrevoir. Très bon et très humain, sous son apparente froideur, le courage des combattants des Dardanelles avait conquis son admiration et il ne se dissimulait aucune de ses responsabilités à l'égard de ces braves soldats. « Je marche dans ma chambre, la nuit », disait-il au premier ministre, « et je vois les bateaux chavirer et les hommes se noyer. » Ce ne fut pas sans éprouver un certain sentiment de soulagement que certains de ses collègues, professionnels de la politique, virent s'éloigner le maréchal. On fit même courir le bruit qu'il quittait définitivement le War Office.

Kitchener s'arrêta deux jours à Paris et, au cours d'une longue entrevue qu'il eut à Chantilly avec le général Joffre, il discuta la question de la mauvaise volonté du roi de Grèce et du parti hellénique allemand vis-à-vis de l'Entente. Quant à l'évacuation de Gallipoli, Joffre lui déclara que ce serait pour l'Armée française un sujet de poignant regret.

« En ce qui concerne Salonique, le « gouvernement français », écrivait-il au ministre, « tient pour le moment plus au nombre qu'à la qualité des troupes¹. » Aussi décida-t-il que des hommes ayant peu d'aptitude au combat seraient envoyés dans le port grec, au lieu des magnifiques 27^e et 28^e divisions qui avaient déjà si bien fait leurs preuves. Puis, de Marseille, il partit directement pour Moudros où il avait donné rendez-vous aux généraux Maxwell, Mac Mahon, Monro et Birdwood.

Ses idées, avant d'arriver sur les lieux, étaient les suivantes : nous pouvons tenir aux Dardanelles contre les Turcs, mais pas contre une armée allemande ; par conséquent nous devons nous retirer quand nous aurons acquis la certitude que l'arrivée des Allemands est probable. Il avait, de plus, une quasi-certitude intime, malgré l'opinion de Hamilton qui l'avait cependant troublé, qu'il était possible d'évacuer la presqu'île avec un minimum de pertes, en « bluffant » l'ennemi par des feintes et des bombardements, et surtout en gardant le secret le plus absolu. Une défaite, songeait-il, mais non un désastre. Mais il était inquiet au sujet de l'Égypte. « Si nous demeurons aux Dardanelles » notait-il, « une attaque de l'Égypte reste toujours possible ; si nous nous retirons, c'est chose certaine. » Dix divisions, estimait-il, seraient indispensables à la défense effective de l'Égypte. Il faudrait les expédier de France, l'armée des Dardanelles étant destinée à être dirigée soit sur Salonique, soit sur les garnisons intérieures de l'Égypte. Quant aux Balkans, il était évident que nous arrivions beaucoup trop tard pour sauver l'armée serbe d'un désastre. Nous pouvions tout au plus empêcher la Grèce et la Roumanie de se joindre aux puissances cen-

(1) Le général Sarrail — et ses pronostics se réalisèrent — ne prévoyait pas pour le début de la campagne de très importants combats, puisque nous débarquions en Macédoine grecque. En revanche, il méditait — ce en quoi il réussit pleinement — de transformer Salonique et ses environs en un immense camp retranché, de faire des routes et de créer tout un vaste système d'adduction d'eau. Il fallait donc surtout des bras, du moins pour le début de l'expédition. Les généraux Guillaumat et Franchet d'Espèrey, qui lui succédèrent, profitèrent des immenses préparatifs faits par Sarrail qui eut tout à créer. — L.-P. A.

trales. Le mot d'ordre de l'Entente pour l'hiver 1915-1916 devait être :

« Offensive-défensive en France, en Russie et en Italie, défensive en Égypte, enfin défensive éventuelle aux Dardanelles, si nous y restions. »

Toutes considérations militaires à part, Kitchener était opposé à une évacuation immédiate. Il pensait qu'on pouvait encore résister un certain temps et, avant de quitter Londres, il avait insisté auprès de M. Balfour pour que l'on considérât la possibilité d'une dernière tentative de forcement exécutée par la Flotte. De très intéressantes propositions avaient été faites à l'Amirauté par le commodore Keyes que l'amiral de Robeck avait autorisé à quitter l'escadre de la Méditerranée pour venir à Londres exposer lui-même son projet. Mais l'Amirauté, peu soucieuse de « se mouiller de nouveau les pieds », comme disait Kitchener, ne fut guère enthousiasmée par la proposition du commandant Keyes. Par suite d'un retard inexplicable, Keyes, qui devait accompagner lord Kitchener, ne reçut pas à temps ses instructions. Ce ne fut que quinze jours après qu'il put le rejoindre à Salonique. Il déclara à Kitchener que l'Amirauté n'était pas opposée à un nouvel assaut naval et que le poids de ses conseils et de son influence pouvaient décider les autorités navales. Kitchener ne put que dire à ce véritable apôtre naval que trois démarches successives de sa part n'avaient pas réussi à faire bouger l'Amirauté. Ainsi « tomba dans l'eau » le projet Keyes.

Kitchener arriva à Moudros le 10 novembre 1915 et conféra avec les généraux qui l'attendaient. Il se rendit ensuite dans la presqu'île où il visita méthodiquement les diverses positions. A Anzac, il fut reçu avec enthousiasme par les Australiens et les Néo-Zélandais. Il visita aussi soigneusement les positions qu'occupait, à la gauche de l'armée anglaise, le corps expéditionnaire français commandé depuis le départ du général Bailloud par le général Brulard. L'État-Major français donna au grand soldat britannique toutes les explications qu'il demanda avec une

admirative déférence. Kitchener se rendit compte *de visu* de la situation difficile des Français qui, en dehors des feux du front, devaient subir les bombardements en enfilade d'Erenkeuy sur la côte d'Asie, sur leur droite, et même ceux de Koum-Kalé qui atteignaient directement leurs derrières et tout le camp de Sedd-ul-Bahr.

Dès le 11 novembre, il avait télégraphié au premier ministre :

« Le manque de lignes de communications convenables est le principal obstacle... Les débarquements sont difficiles, souvent impossibles à cause de l'état de la mer et du manque de ports. Les positions de l'ennemi sont particulièrement favorables et menacent nos communications qu'elles rendent dangereuses et difficiles. La base de Moudros est trop éloignée, de sorte que la coordination nécessaire des services administratifs de la ligne de communication est rendue difficile par la distance de la mer. Cet état de choses est, à mon avis, la principale cause de l'impossibilité pour nos troupes de s'assurer la possession des positions réellement stratégiques qui nous auraient permis de tourner le plateau de Kilid Bahr. »

Il pensait cependant que la position actuelle pouvait être tenue contre les Turcs ; les officiers et les hommes étaient sûrs d'eux-mêmes, bien qu'ils « fussent quelque peu déprimés par l'impossibilité d'avancer. »

« Je crois cependant que si les Allemands envoyaient des troupes, nos lignes n'auraient pas la profondeur nécessaire pour permettre une consolidation convenable, surtout si les premières lignes cédaient.

Notre occupation de la presqu'île immobilise 125.000 Turcs et leur cause des pertes considérables. Jusqu'au moment où les opérations allemandes en Serbie ont réussi à assurer les communications avec la Turquie et ont ainsi changé la situation, on peut dire que l'Armée turque tout entière devait être constamment tenue prête à défendre la capitale... Dans les circonstances actuelles, la raison d'être de notre présence dans la péninsule n'a plus la même importance. Si une autre position dans le voisinage d'Alexandrette était occupée par nous, les mouvements des effectifs turcs vers l'Est seraient arrêtés et la réalisation des plans allemands contre l'Egypte et l'Orient serait prévenue.

L'évacuation de la péninsule est préparée secrètement avec le plus grand soin. Si elle est décidée, elle constituera une opération militaire difficile et dangereuse. Cependant j'estime que si le temps est favorable — et il peut l'être jusqu'à la fin de décembre — les troupes pourront être retirées avec moins de pertes qu'on ne le prévoyait... »

Deux jours après il ajoutait : « Je crois qu'il sera plus facile d'évacuer tout d'abord Anzac et Souvla, quelle que soit la décision qui pourra être prise plus tard pour le cap Hellès. »

La pensée dominante de la conférence tenue à Moudros était que si la Péninsule devait être abandonnée, il fallait, pour en atténuer le pénible effet, frapper ailleurs un coup retentissant, tout en mettant, naturellement, l'Égypte en état de défense. Aussi Kitchener, vigoureusement appuyé par les généraux britanniques, proposa-t-il de nouveau son projet favori de couper le chemin de fer de Bagdad en opérant un débarquement à Alexandrette. Mais le Cabinet, après avoir consulté l'État-Major général, trouva que l'exécution de ce plan présentait trop de difficultés. On immobiliserait jusqu'à la fin de la guerre dans ce district éloigné au moins 160.000 hommes. Il fallait éviter la trop grande dispersion de nos troupes et il fallait songer à Salonique. De plus les difficultés de ré-embarquement seraient presque aussi compliquées qu'aux Dardanelles.

Kitchener répondit aussitôt :

« Il n'y a rien dans les objections formulées dans notre télégramme qui n'ait été déjà prévu et discuté ici avant l'envoi de mon télégramme... Laisser l'armée turque mettre librement à exécution en Orient les intentions ouvertement déclarées de l'Allemagne et évacuer nous-mêmes en même temps nos positions de Gallipoli (ce qui signifierait une sérieuse défaite), produirait un effet désastreux... Ce serait jeter les Arabes dans les bras des Allemands, qui les uniraient contre nous, menaçant ainsi les possessions françaises, aussi bien que britanniques.

On doit admettre que Mac Mahon, Maxwell et moi-même connaissons toutes les difficultés que présente la défense de l'Égypte. Or notre avis unanime est que votre plan de défense

du Canal est voué à un échec certain, tout en demandant plus d'hommes et de ressources que le plan que nous proposons. En Egypte, nous nous trouverions en présence d'une certaine hostilité tout le long de la frontière occidentale. Cette hostilité s'étendrait en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Des troubles dans toute l'Egypte et dans le Soudan menaceraient nos communications et pourraient entraîner la fermeture du Canal pour une période prolongée. Défendre l'Egypte en Egypte même nous conduirait fatalement, d'après vous, à l'abandonner ainsi que le Soudan dans un temps plus ou moins long. Il en résulterait des conséquences incalculables pour nous et pour la France. Les Allemands pourraient ainsi atteindre leur but, et bouleverser toute la campagne en Europe en nous obligeant à retirer du front français beaucoup plus de troupes que nous ne pourrions nous le permettre. »

(L'argumentation de lord Kitchener était certainement très juste en ce qui concernait l'Egypte et le Soudan, mais il généralisait un peu trop en prédisant une agitation quelconque en Tunisie, en Algérie et au Maroc : en effet, de très nombreuses divisions indigènes de ces trois régions combattaient avec la plus grande bravoure sur le front français, et elles étaient le gage du loyalisme de leur patrie à la République. Au Maroc même, tout récemment conquis, les Français n'eurent pas de grandes difficultés et le général Lyautey réussit à lever, à instruire et à envoyer en France plusieurs divisions marocaines, dont plusieurs, sous la conduite de leurs cadres français, se couvriraient de gloire. En Égypte, naturellement, la situation était totalement différente, le pays étant d'un loyalisme douteux. — L.-P. A.)

Kitchener, dans son télégramme, faisait ensuite remarquer avec raison, qu'étant donné la distance, nous n'aurions pas, du moins au début, à compter sur l'opposition de plus de 5.000 Turcs. Dans la suite, les difficultés de transport seraient grandes pour les Turcs obligés de compter sur la seule ligne du chemin de fer d'Anatolie et de Bagdad. Enfin, ajoutait-il, la baie d'Alexandrette était sûre, abritée et pouvait être défendue contre les entreprises sous-marines :

« Je demande à l'État-Major de vouloir bien considérer si vraiment il est reconnu et admis que la défense de l'Égypte sur le canal est *hasardeuse*. S'il nous est impossible de nous maintenir à Gallipoli dans l'éventualité d'une attaque par des forces allemandes, et si la flotte ne peut forcer les Dardanelles, quel autre plan, en dehors de celui déjà proposé, suggérerait-il pour faire face à la menace germano-turque en Orient? Je ferai remarquer qu'un temps précieux a été déjà perdu et qu'une décision au sujet de notre action future s'impose d'urgence. »

Le Cabinet avait plusieurs fois, dans ses télégrammes, fait allusion aux susceptibilités françaises. Aussi Kitchener suggéra-t-il que, suivant le précédent de l'accord avec la Russie au sujet de Constantinople, *on signât avec la France un accord syrien, de façon à ce que nous puissions sans inconvénients opérer en futur territoire français*. Il insistait enfin sur la nécessité d'agir vite et sans perdre de temps.

Il télégraphiait le 15 novembre :

« ... Le rejet du plan permettra aux Allemands de réaliser les intentions qu'ils ont ouvertement annoncées contre l'Égypte et l'Orient, à moins que nous ne puissions les en empêcher en exerçant la plus grande pression possible sur les Bulgares et les Turcs par Salonique... Pour atteindre ce but il nous faudrait des effectifs bien plus nombreux, 400.000 hommes peut-être. »

Il insistait sur la nécessité de rendre plus fortes les défenses propres de l'Égypte, mais exprimait inlassablement sa conviction que l'Égypte pouvait être surtout défendue par le moyen d'une offensive extérieure, en fait dans le voisinage d'Alexandrette, par un débarquement dans la baie d'Ayas. Ne recevant pas de réponse et éprouvant à ce moment les plus vives anxiétés au sujet de la situation en Russie, tout en se rendant pleinement compte des obligations que créait la situation en Orient, il insistait encore et télégraphiait le 16 novembre :

« La décision qui va être prise aura, selon moi, une importance si *considérable* sur l'avenir de la guerre que je désire exprimer *clairement* mon opinion. La question est, à mes

yeux, d'une importance telle qu'elle peut être le tournant susceptible d'amener *la perte même de la guerre par les Alliés*

La difficulté des communications, des causes naturelles, l'approche de l'hiver rendront probablement inefficace notre action en Serbie ; l'ennemi peut facilement nous tenir éloignés de la ligne ferrée. Pendant ce temps le plan allemand hautement proclamé par eux, de soulever l'Orient contre nous, sera réalisé sans opposition de notre part : il aura son plein effet au printemps.

Si l'Orient est en feu, la vigoureuse offensive des Alliés préparée pour l'année prochaine s'en trouvera singulièrement affaiblie, et, si la guerre doit se poursuivre pendant tout l'hiver de 1916-1917 sans amener de décision ou une amélioration considérable de nos positions, j'ai la crainte que certains de nos Alliés, sinon nous-mêmes, ne se trouvent dans l'impossibilité de « tenir le coup. »

La « décision » proposée par Kitchener fut soumise à une conférence tenue à Paris qui la rejeta. Sans avoir le temps d'en recevoir la nouvelle, il dut quitter Moudros pour Salonique où il allait se trouver aux prises avec un autre ordre de difficultés.

CHAPITRE XXVII

ATTITUDE INQUIÉTANTE DE LA GRÈCE. — L'OPINION DE SARRAIL.
ENTREVUE AVEC LE ROI CONSTANTIN.

Les succès décisifs de l'armée bulgare, largement appuyée par les Allemands et les Autrichiens, avaient eu pour résultat d'éliminer à peu près complètement le facteur serbe et de menacer gravement les contingents anglo-français dépêchés en toute hâte au secours du roi Pierre. La Grèce, malgré le traité formel d'alliance défensive qui la liait à la Serbie, avait déclaré sa « neutralité bienveillante ». Dès le début de novembre, son premier ministre, M. Skoulidis, successeur de M. Vénizelos, ne craignait pas de tendre au plus haut point la situation en faisant solennellement la déclaration — sur laquelle il devait cependant revenir plus tard — que ce serait le devoir de la Grèce de désarmer et d'interner les troupes alliées qui pourraient se retirer en territoire grec. La politique grecque était en réalité dirigée par le germanophile M. Gounaris, qui possédait toute la confiance de la Cour. Il n'y avait donc pas une minute à perdre pour exercer — par la menace d'un blocus — et par tous autres moyens une pression énergique sur la Grèce pour la forcer à adopter une attitude moins inconvenante envers l'Angleterre et la France auxquelles elle devait son indépendance et qui étaient toujours, en vertu du traité d'Andrinople, garantes de cette indépendance et protectrices de l'intégrité hellénique.

donner Salonique ou du moins retirer complètement leurs troupes du théâtre sur lequel se déroulent nos opérations. Ils pensent qu'ils pourraient être tentés par l'offre de leur laisser occuper Monastir. Il considère qu'il est essentiel que les officiers allemands se trouvant actuellement en Grèce soient renvoyés et que les officiers d'état-major grecs germanophiles soient écartés.

J'ai vu aussi le général Mahon qui est du même avis. Etant donné les circonstances, il est clair que si le résultat de la démonstration navale est de décider les Grecs à prendre parti contre nous, il n'y a que peu de chances pour que nos troupes puissent se rembarquer à Salonique. Les transports des 26^e et 28^e divisions sont attendus d'un moment à l'autre.

Je ne crois pas que les Grecs osent se livrer à des actes d'hostilité contre nos troupes à Salonique même, quoi qu'ils puissent faire contre ceux des soldats alliés qui ont traversé la frontière serbe. Toutes les mesures de précaution nécessaires seront prises. »

Sarrail, cependant, toutes réflexions faites, revint sur son premier avis, conseillant de surseoir pour le moment à des mesures nettement coercitives. Les gouvernements alliés, pour diverses raisons, décidèrent de ne rien précipiter, et Constantin déclarait que, tout en ne pouvant se brouiller avec son impérial beau-frère, il ne désarmerait jamais les troupes alliées. Il plaidait que des mesures de coercition vis-à-vis de la Grèce auraient fatalement pour effet de la jeter dans les bras de l'Allemagne. Il croyait que la guerre finirait en partie nulle et il désirait se présenter à la Conférence de la paix comme l'ami de tout le monde. Du moins, tel était, pour l'instant, le langage qu'il tenait aux diplomates de l'Entente.

Kitchener n'était pas aussi certain qu'Elliot qu'il pourrait modifier la foi de Constantin, feld-maréchal prussien et ancien élève des écoles militaires de Berlin, dans l'étoile allemande. « J'ai peur », télégraphiait-il à M. Asquith le 19 novembre, à son retour à Moudros, « j'ai peur de ne pas arriver à grand chose avec le roi de Grèce qui a évidemment son siège fait. Faites-moi connaître, je vous prie, dans quel sens vous désirez que je lui parle. » La

ligne indiquée par le premier ministre était simple : dire à Constantin que tout désarmement des troupes alliées serait considéré par les Cabinets de Londres et de Paris comme un *casus belli*, mais que nous n'avions nullement l'intention de forcer la Grèce à entrer malgré elle dans notre alliance. Enfin Kitchener devait faire ressortir que le triomphe de l'Allemagne n'était que momentané et que son humiliation finale n'était qu'une question de temps, les Alliés n'étant qu'au début de leur effort, ayant la résolution inébranlable de vaincre et disposant de ressources illimitées.

C'est à ce moment (le 19 novembre) que Kitchener reçut la nouvelle qu'un conseil de guerre inter-allié tenu à Paris avait définitivement rejeté le projet de débarquement à Alexandrette, étant donné les importantes décisions diplomatiques et militaires que la situation dans les Balkans allait provoquer. Kitchener, malgré son désappointement, s'inclina devant la sentence rendue par le Conseil de guerre inter-allié et partit pour Athènes.

Il arriva au Pirée de bonne heure, le 20 novembre. Deux officiers supérieurs de l'État-Major grec, tous deux ardents germanophiles, avaient été attachés à sa personne. Le roi le reçut à midi. Kitchener très courtois, mais très ferme, donnait toujours l'impression « d'en penser un peu plus qu'il n'en disait », et l'admirateur naïf de l'omniscient Kaiser dut entendre cette fois un autre son de cloche. La conversation entre le monarque intrigant et opportuniste et le grand ministre qui parlait net et voyait loin dura une heure et demie : « Que ferai-je lorsque l'Allemagne me menacera de m'envoyer un million de soldats? — Vous vous souviendrez des quatre millions d'hommes que l'Angleterre aura en campagne l'année prochaine », répliqua Kitchener.

Après avoir vu le premier ministre, M. Skoulidis, et le chef de l'État-Major général, lord Kitchener écrivait à M. Asquith :

« J'ai vu le roi et le premier ministre. Tous deux me paraissent déterminés à persister dans leur neutralité ; mais le roi m'a donné sa parole que les troupes alliées ne seraient ni internées ni désarmées au cas d'une retraite en territoire grec. Si des combats avaient lieu pendant le passage de la frontière, la situation, disent-ils, deviendrait très difficile. En effet, si les troupes grecques intervenaient contre les Bulgares, les Allemands avaient déclaré qu'ils considéreraient une pareille attaque comme un *casus belli*. D'un autre côté le roi dit qu'il ne voit pas comment ses troupes pourraient permettre aux Bulgares de traverser la frontière à la suite de nos troupes. Je lui ai rapporté tout ce que vous m'avez télégraphié et je crois que cela a produit un certain effet. Il était très monté contre Vénizelos, disant cependant que ce dernier n'avait jamais invité les troupes alliées à venir en Macédoine. Sur ce point je l'ai assuré qu'il se trompait. Il s'est plaint amèrement de la manière dont on le traitait, lui et la Grèce. Il m'assura qu'il était anti-allemand de cœur, mais qu'il ne pouvait cependant pas permettre à son pays d'entrer en guerre contre les puissances centrales. D'ailleurs, il était bien décidé à combattre plus tard les Bulgares, mais seulement lorsqu'il pourrait le faire sans courir le risque de se compromettre avec l'Allemagne. Le premier ministre m'assura de son amitié pour nous et qu'il ferait tout son possible à Salonique. Il reconnaissait que la situation était difficile, mais plaidait qu'il n'était pas responsable de cet état de choses. Nous n'avions qu'à formuler nos demandes auxquelles il était prêt à accéder dans la mesure du possible. Lui aussi s'est plaint de subir un traitement hostile de la part de l'Angleterre. Je lui fis remarquer qu'il y avait donné lieu en suggérant que nos troupes pourraient être internées. Je lui ai dit que la position prise par la Grèce ne pourrait que donner lieu à de nouvelles et semblables difficultés tant que durerait la guerre. Il me demanda que nous cessions de nous méfier de la Grèce, de lui permettre de se ravitailler et de lui donner des facilités commerciales.

J'ai causé également avec le chef de l'État-major et avec le colonel Metaxas, dont le roi m'avait fait le plus grand éloge. Ils sont évidemment dominés par les idées allemandes sur la guerre... Ils sont très intéressés par le plan d'attaque germano-turc contre l'Égypte et l'Orient qu'ils considèrent comme des plus sérieux : de grands préparatifs en artillerie lourde et en munitions seraient, disent-ils, faits en ce moment à Constantinople. Ils me conseillèrent — ce qui est assez

curieux — une concentration de nos troupes en Orient à peu près analogue à celle que je vous ai exposée moi-même dans mes télégrammes (débarquement dans la baie d'Alexandrette), se servant, presque mot pour mot, de mes propres arguments. Ils déclarèrent catégoriquement qu'ils ne voyaient pas d'autre moyen d'empêcher la réalisation des projets allemands. J'ai naturellement prétendu n'avoir jamais songé à un pareil plan et j'ai mis en doute la possibilité de le mettre à exécution. Ils semblaient répéter un mot d'ordre allemand en déclarant que « la guerre finirait en Egypte. »

Je crois, qu'en ce qui concerne l'Egypte, ils sont sincèrement avec nous, car les intérêts grecs y sont considérables.

Ils m'ont promis de me faire part de toutes les informations qu'ils pourraient recueillir sur la question. Quant aux opérations en Serbie, leur idée est que nous ne pouvons pas faire grand chose à cause de l'approche de l'hiver et du manque de matériel.

Le colonel Metaxas parla avec insistance d'une paix possible, paraissant être d'avis que les demandes de l'Allemagne seraient modérées. »

Cette visite de lord Kitchener produisit certainement un effet sur l'attitude future de Constantin et sur ses opinions sur la guerre. Plus tard en effet sa conduite fut toujours tempérée par ses réflexions sur la force et les ressources des Alliés en général et de la plus grande puissance navale du monde en particulier.

CHAPITRE XXVIII

L'ENQUÊTE DE KITCHENER. — ENTREVUE AVEC LE ROI D'ITALIE.
LE TOUR DE FORCE DE L'ÉVACUATION.

D'Athènes, Kitchener se rendait de nouveau à Moudros après une traversée agitée : plusieurs centimètres d'eau inondaient le plancher de sa cabine. Il réunit immédiatement une conférence d'officiers généraux sur cette question maintenant capitale de l'évacuation de la presqu'île et sur la suggestion, venue de Downing-Street, qu'il pourrait peut-être se rendre personnellement en Egypte.

Il télégraphiait à ce sujet au premier ministre :

« Notre offensive dans la péninsule a eu jusqu'ici pour résultat de retenir devant nos positions toute l'armée turque, mais avec l'aide que l'Allemagne est maintenant en mesure de donner aux Turcs, nous ne pourrions plus tenir ces positions et l'évacuation paraît inévitable. Si nos forces, actuellement dans la presqu'île, se retirent dans les îles de Tenedos, Imbros et Mitylène, elles pourront y reconstituer leurs unités tout en continuant à menacer les communications turques du côté de l'est et elles retiendront ainsi en Asie Mineure des effectifs turcs considérables. Il faudrait procéder d'abord à l'évacuation des positions d'Anzac et de Souvla, en continuant pour le moment à tenir au cap Hellès. Cela permettrait à la Flotte de menacer toujours les Détroits tout en nous donnant de plus grandes facilités pour l'évacuation de Souvla et d'Anzac.

En nous maintenant pour le moment au Cap Hellès, fait remarquer l'amiral, nous empêchons la mise en batterie de grosses pièces à l'entrée des Dardanelles et la fermeture com-

plète des détroits. En abandonnant la pointe de la presqu'île, nous permettrions à l'ennemi d'y établir une base de sous-marins et d'utiliser dans la mer Égée leur flottille de torpilleurs ; enfin, en conservant pour le moment les forces dans les îles, nous évitons le mauvais effet qui serait certainement produit en Egypte par le retour de nos troupes aussitôt après leur retrait. Les Australiens ressentiront un amer regret d'abandonner des positions qui leur ont tant coûté à conquérir ; ils ont déjà exprimé leur sentiment par le canal du général Birdwood. Je présume que vous informerez la Russie de notre intention de nous retirer. Comme désormais nous devons concentrer tous nos efforts à la défense de l'Égypte, en Egypte même, je propose d'envoyer le général Horne y étudier la situation avec Mahon et Maxwell, avec lesquels j'ai déjà discuté les mesures qu'il faudra prendre. Je considère que je dois rentrer en Angleterre immédiatement pour vous exposer complètement la situation et prendre les arrangements nécessaires pour poursuivre la politique à laquelle on s'est arrêté. Personnellement je ne puis rien faire en Égypte.

Tout ce que je viens d'exposer est aussi l'expression de l'opinion de l'amiral et des généraux Mac Mahon, Maxwell, Monro et Birdwood. Dès que j'aurai votre réponse je partirai immédiatement pour Brindisi. »

Ce message était accompagné d'un programme détaillé de défense de l'Égypte :

« Nous considérons que la défense du Canal ne saurait être passive, des opérations actives doivent être entreprises le plus tôt possible pour annihiler tous les préparatifs de l'ennemi dans le désert...

Des dispositions doivent être prises sur place pour assurer le service des transports à dos de chameaux. Une ligne à voie étroite sera construite à Katia, le long du terrain inondé. Un poste défensif y sera créé pour protéger le flanc gauche et Port-Saïd. Les principales lignes de défense devront être établies à environ 12.000 yards de distance du Canal. La main-d'œuvre indigène sera recrutée. Troupes du génie avec matériel, fils de fer barbelés, téléphones et câbles de communication pour un front de 87 milles. Installation complète d'un système de canalisation d'eau douce jusqu'au front. Organisation d'un service de transports par remorqueurs, mahones, etc., sur le Canal. Choix d'emplacements de batteries lourdes. Au moins 45 nouvelles compagnies de

généie devront être envoyées. Une force et un matériel aériens, en proportion du front à défendre, devront être expédiés d'Angleterre. Deux divisions de cavalerie hindoue devront être immédiatement expédiées de France avec les troupes d'infanterie britannique et l'artillerie nécessaire pour compléter cette force. Le front d'Egypte (87 milles) devra être pourvu d'artillerie lourde dans la proportion de 3/4 par mille du nombre de pièces en place sur le front flamand. Les munitions seront envoyées dans la proportion maximum de manière à pouvoir constituer une réserve... »

Le 23, le Premier télégraphiait à lord Kitchener que le Conseil de guerre approuvait l'évacuation, « le cap Hellès inclus, » mais « que les différentes phases et la méthode d'évacuation devaient être naturellement laissées au jugement du général commandant en chef sur les lieux ». En vue d'atténuer le choc que la nouvelle de l'évacuation pouvait produire en Egypte au point de vue politique, M. Asquith suggérait de nouveau l'utilité de la présence de lord Kitchener en Egypte « au moment où l'effet moral se produirait. »

L'approbation du Conseil de guerre n'avait naturellement que la valeur d'une simple consultation militaire et la décision définitive ne fut prise qu'après la communication faite au Cabinet du rapport de Kitchener. Il existait à ce moment une profonde divergence d'opinions au sein du Cabinet, et lord Curzon, dans un vigoureux memorandum, montrait quelles pertes lamentables et quelles graves conditions politiques allait, croyait-il, entraîner et créer inévitablement l'évacuation.

La réponse de Kitchener fut prompte et décisive.

« D'après les plans arrêtés, il s'écoulera au moins quinze jours avant que l'évacuation proprement dite ne commence dans la presqu'île. Je considère que je dois rentrer de suite en Angleterre car le temps passe et je ne puis être ici d'aucune utilité. J'ai pris avec Mac Mahon toutes les dispositions nécessaires pour atténuer le choc en Egypte et calmer l'opinion dans la mesure du possible. D'ailleurs, en cas de nécessité, je pourrai partir de nouveau... »

Kitchener annonçait son intention de partir immédiatement pour Londres, viâ Marseille. Le 24 novembre, il s'embarquait sur le *Dartmouth*. En cours de route, il reçut un message l'informant que le roi d'Italie (alors aux armées) était anxieux de le voir et que le gouvernement britannique désirait qu'il acceptât cette invitation. Il s'arrêta donc à Naples et se rendit d'abord à Rome où il vit le général Porro, chef d'état-major général de l'armée italienne, M. Salandra, le premier ministre, et diverses personnalités. Arrivé à Udine, où il fut reçu par le général en chef Cadorna, il visita le champ de bataille de Gorizia. Le soir il dîna en tête-à-tête avec le roi dans une petite villa, au bord de la route. Le 30 novembre il arrivait à Londres, signait le registre au mariage de miss Asquith, la fille du premier ministre, et offrait sa démission à son père, qui la refusait avec énergie. Il reprenait immédiatement la direction du War-Office.

Il devait maintenant donner au Cabinet son avis définitif sur la question brûlante de l'évacuation de la presqu'île de Gallipoli. Ce fut pour lui un dur et pénible devoir. Entraîné malgré lui dans l'expédition, assuré par M. Churchill et tous les lords de l'Amirauté — par les plus hautes autorités navales du pays — que les canons du *Queen-Elizabeth* n'avaient qu'à tonner pour faire crouler les murs des forts des Dardanelles plus vite que ceux de Jéricho, il avait vu plus tard repousser la proposition si intéressante du commodore Keyes (appuyée cependant par l'amiral Wemyss qui devait succéder à l'amiral de Robeck) ainsi que son propre projet d'Alexandrette si longuement caressé et si sérieusement étudié. Et maintenant il lui fallait boire le calice jusqu'à la lie et ordonner lui-même, pour des raisons militaires évidentes, une mesure qui, il en était intimement convaincu, devait tôt ou tard, peut-être en vérité très tard dans l'avenir, être funeste au prestige britannique en Orient. Mais après le consciencieux examen de la situation auquel il venait de se livrer sur place, il ne pouvait honnêtement et loyale-

ment que conseiller l'évacuation totale. Rester aux Dardanelles, dit-il au Cabinet, serait jouer une partie alors que tous les atouts seraient entre les mains de nos adversaires. Si, pour des raisons politiques, on considérait nécessaire de prolonger l'occupation, chaque soldat ferait de son mieux. Mais, militairement parlant, il fallait s'en aller.

L'évacuation fut définitivement décidée. Grâce au secret qui, chose extraordinaire, fut bien gardé (1), l'opération eut lieu avec un étonnant succès. Français et Anglais purent se retirer sans perdre ni un homme ni un canon. Les grosses pièces de marine fixes et les lourds obusiers furent seuls sacrifiés, tirant jusqu'à la dernière minute par-dessus les tranchées alliées entièrement vides, pour couvrir les derniers départs qui s'effectuaient sur les plages du Cap Hellès et de Sedd-ul-Bahr, soumises d'ailleurs par l'ennemi à un terrible bombardement. Trente-neuf jours après la décision prise à Londres, le 8 janvier 1916, les derniers servants des dernières pièces s'embarquaient en hâte sur des remorqueurs. Ce ne fut, on l'a su plus tard, *que trois jours après*, que les Turcs, étonnés du silence subit et craignant un piège, osèrent s'aventurer avec mille précautions dans nos tranchées vides et nos camps désertés.

Kitchener, qui était allé se reposer quelques heures à sa maison de campagne de Broome, reçut un jour un télégramme : « Deuxième opération encore plus réussie que la première ». Il ne dit rien, mais ses yeux s'illuminèrent d'une joie bien naturelle. Le cauchemar d'un désastre, qui n'avait cessé de le hanter, était enfin dissipé et le merveilleux tour de force qui venait d'être accompli par l'Entente devait certainement produire une profonde impression dans le monde oriental. D'ailleurs, il savait que l'expédition des Dardanelles avait eu malgré tout des résultats importants. Il ne vécut pas assez pour pouvoir apprécier

(1) En avril 1915, Kitchener s'était déjà plaint au Cabinet que deux de ses collègues avaient donné le chiffre exact des effectifs alors sur le front à une réunion du Comité des Munitions. Il fut décidé alors que dorénavant les chiffres que Kitchener donnerait au Cabinet resteraient rigoureusement secrets.

dans quelle mesure Gallipoli avait frayé le chemin de Jérusalem, de Constantinople et de Beyrouth, mais il savait déjà quel était le résultat de l'œuvre de Ian Hamilton, de Gouraud et des braves soldats britanniques et français qui, en dix mois d'héroïques combats, avaient brisé l'épine dorsale de la puissance militaire turque.

CHAPITRE XXIX

LE FRONT OCCIDENTAL. — HAIG ET SMITH-DORRIEN COMMANDANTS
D'ARMÉE. — PRÉPARATIFS DE NEUVE-CHAPELLE.

Le fait important qui se produisit dès le printemps 1915 sur le front britannique fut l'entrée en ligne des nouvelles armées de Kitchener. Ces armées, dont le souvenir restera toujours attaché à celui du grand soldat qui les créa, devaient justifier la confiance qu'il avait placée en elles. Dès le mois de janvier 1915, Kitchener informait Sir John French que les armées nouvelles seraient incorporées par divisions constituées (1) dans les armées anglaises en campagne en France.

Le commandant en chef lui écrivait le 23 janvier à ce sujet :

« MON CHER KITCHENER. — Je suis allé au quartier général français où j'ai arrêté des plans avec Joffre et j'ai reçu votre lettre du 20 janvier à mon retour. L'*Officiel* est arrivé en même temps sous pli séparé.

Je crois que nous pouvons organiser l'armée en campagne d'après les lignes tracées par le Conseil de guerre. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour réaliser ces vues.

Je suis très heureux qu'une sanction officielle ait été donnée dans cette lettre à une méthode définie en vue d'incorporer les effectifs de la nouvelle armée dans des armées déjà en

(1) Ces divisions, recrutées par régions, avaient déjà un esprit de corps que Kitchener fut toujours d'avis de respecter et même de favoriser en évitant leur fusion avec les troupes de l'ancienne armée britannique.

campagne. Je crois que la réalisation de ce plan ne rencontrera pas de difficultés.

Je me suis mis d'accord avec Joffre sur les points suivants :

1° Je vais relever ses 9^e et 20^e corps (1) aussitôt que les renforts attendus me permettront de le faire. De son côté, il prendra la ligne de La Bassée au nord qui est maintenant occupée par le 1^{er} corps.

2° Il sanctionnera tous les arrangements que je pourrais conclure avec le roi des Belges en vue d'assurer la coopération de l'armée belge et des forces britanniques.

3° Après que les relèves ci-dessus mentionnées auront été effectuées, le général Joffre nous laissera encore une division active et une division territoriale, ainsi que les troupes qui se trouvent en ce moment à Nieuport pour nous assister soit pour l'attaque, soit pour la défense.

... Je serais heureux d'avoir une idée sur la date approximative à laquelle me parviendront les troupes de l'armée nouvelle. Non que je veuille presser cet envoi, mais en vue de mes plans à venir... »

L'importance des effectifs envoyés nécessita un remaniement complet du haut commandement. Sir Douglas Haig et Sir Horace Smith-Dorrien reçurent le commandement des I^{re} et II^e armées. Sir William Robertson fut nommé chef d'état-major général.

Le 1^{er} février, Sir John télégraphiait à Kitchener qu'il espérait qu'aucune modification ne serait apportée au programme d'envoi de renforts annoncé, tout changement pouvant déranger les plans de Joffre.

Kitchener, qui voyait avec les mêmes yeux que Sir John French l'importance capitale du front occidental, répondit le jour même :

« J'ai eu une conversation avec Churchill. Si les ordres concernant les envois de troupes en France venaient à être modifiés, je vous en informerais immédiatement. Par conséquent, à moins d'avis contraire de ma part, vous pouvez tabler sur les arrangements déjà faits. Je n'ai pu voir le Premier ministre ce matin, mais je n'ai pas l'intention de modifier en quoi que ce soit ce qui a été décidé avec vous. Vous

(1) Les deux corps français étaient restés à Ypres depuis qu'ils y avaient relevé nos troupes à la fin de la première bataille d'Ypres.

savez que nous envoyons la 1^{re} division canadienne le 8 et que d'autres troupes suivront : le détail vous en sera envoyé ultérieurement. Vous faites allusion à vos plans communs avec Joffre ; je suis plutôt intrigué à ce sujet. Je suppose que Joffre relèvera seulement un de vos corps sur votre droite, celui qui tient en ce moment un front de six milles et demi entre Guinchy et Neuve-Chapelle et que, de votre côté, vous avez l'intention de vous charger de toutes les tranchées de Wytshaete au Vieux Fort, près de Dixmude. Si tel est votre plan, votre nouvelle ligne aura environ 40 milles de long et comprendra le dangereux saillant d'Ypres. Ne serez-vous pas trop étendu ? Je vous prie de me faire savoir si j'ai correctement exposé votre plan. Informez-moi des modifications projetées... »

Sir John French tenait essentiellement — et Kitchener était le premier à l'approuver — à garder le secret le plus absolu sur les préparatifs en cours. Joffre voulait alors essayer de profiter de l'affaiblissement relatif des effectifs allemands sur le front occidental par suite des prélèvements importants que l'état-major de Berlin venait d'y faire pour fortifier Hindenbourg. Les Allemands étaient près de Noyon et Joffre sentait qu'il fallait agir. En conséquence, il avait proposé que les Anglais relèvent les corps d'armée français qui se trouvaient dans les Flandres (1). Foch, qui commandait les armées françaises du Nord, emploierait ces troupes pour renforcer notre droite — entre le canal de La Bassée et Arras — et menacer les hauteurs si importantes de Vimy. En même temps les Anglais attaqueraient au nord du Canal pendant qu'une autre attaque française serait déclenchée en Champagne, à l'est de Reims. Joffre était en fait, sinon officiellement, le généralissime des Armées alliées dont il élaborait les plans généraux et Sir John French, se conformant à ses instructions et aux conseils de Kitchener, lui prêtait tout son appui. Le 7 mars, le général de Lacroix venait au nom du Président de la République remettre au maréchal French la médaille militaire, la plus haute distinction

(1) Les Français devaient cependant continuer à défendre le front nord du saillant d'Ypres.

militaire de l'armée française, réservée aux hommes de troupes et aux généraux ayant commandé en chef devant l'ennemi.

Dès le mois de février, cependant, Sir John French prenait ses dispositions pour donner à ses troupes, que jusque-là les circonstances avaient condamnées à la défensive, l'occasion de faire leurs preuves en prenant elles-mêmes l'offensive. Cette opération, purement britannique, devait être d'ailleurs limitée à un front de 2.000 yards; elle eut pour résultat la bataille de Neuve-Chapelle que Sir Douglas Haig reçut l'ordre de préparer. Elle ne devait d'ailleurs amener aucun résultat important. Après avoir emporté d'assaut deux kilomètres de tranchées de première ligne, les contre-attaques de l'ennemi arrêtaient notre élan et, dès le troisième jour, le manque de munitions décidait Sir John French à arrêter cette offensive sur le premier succès de laquelle le public avait fondé de trop grandes espérances.

CHAPITRE XXX

APRÈS NEUVE-CHAPELLE. — LA COLLINE 60. — NERVOSITÉ DE L'OPINION.

A Neuve-Chapelle, Sir John French essaya pour la première fois le système d'un bombardement intense suivi d'un assaut d'infanterie. Ce procédé devait être par la suite généralisé sur tout le front occidental. L'État-Major français fut impressionné par les résultats de cette expérience et pensa qu'avec assez de canons et de munitions bien des choses jusque-là jugées impossibles pourraient être faites. Et ce fut aussi d'après ces données qu'ils firent leurs préparatifs pour leur grande campagne d'automne en 1915.

Neuve-Chapelle devait nous coûter beaucoup d'hommes, mais la 28^e division régulière et la 1^{re} division canadienne étaient déjà sur le front, qui put être étendu jusque vers le saillant nord d'Ypres.

Le 10 mars — le jour de Neuve-Chapelle — Kitchener télégraphiait à Sir John pour lui annoncer le départ de la North Midland division. Deux jours plus tard, il annonçait que le nombre des bataillons de territoriaux envoyés séparément allait être porté à 23. En même temps, il informait Sir John que la 29^e division serait réservée pour l'armée d'Orient. Le commandant en chef fut naturellement réconforté par l'arrivée ou l'annonce des nouveaux

renforts. Il ne se laissa pas impressionner par la nécessité où il se trouva d'arrêter brusquement les opérations à Neuve-Chapelle, et ce fut dans un esprit optimiste qu'il envisagea une nouvelle attaque dont il arrêta les détails avec Joffre et au sujet de laquelle il voulut discuter verbalement avec Kitchener. Il lui écrivait à ce sujet le 8 avril :

« J'envoie un autre courrier par le prince de Galles : il comprend un rapport sur Neuve-Chapelle, Saint-Eloi et d'autres opérations. J'ai envoyé Maxwell en Angleterre, il y a deux jours : il vous a sans doute parlé des canons, des munitions, de Calais, de Dunkerque, etc... Nos plans combinés seront complètement au point vers la fin cette semaine. Puis-je faire une apparition à votre petit déjeuner, à 8 h. 30, le mercredi 14? Je pourrais partir mardi, tard dans la soirée. Je prie le prince de Galles de dire au Roi que je pourrais aller lui rendre visite mercredi s'il désire me voir, mais je lui ai demandé de ne parler à personne de mon arrivée et je suis certain que vous voudrez bien me garder le secret également. Je ne tiens pas à ce que le P. M. (1), ni Winston (2) ni personne, sauf vous et le Roi, sachent que je suis à Londres. J'apporterai des cartes ainsi que des notes abondantes et vous mettrai au courant de tout, mais je ne tiens pas à donner de précisions par écrit. J'espère fermement que nous réaliserons une avance importante. Comptant que vous êtes d'accord avec moi, télégraphiez-moi un simple « oui » ou « non » . »

Kitchener s'empressait d'envoyer un cordial « yes », et, après une longue conversation précédée d'un déjeuner en tête-à-tête au War-Office, Kitchener pouvait annoncer au premier ministre que le commandant en chef estimait qu'il aurait assez de munitions pour la première attaque à laquelle nos troupes prendraient part. Cette collaboration intime et ce contact étroit, qui avaient l'avantage inestimable de sauvegarder complètement le secret absolu des opérations importantes, plaisaient particulièrement à Sir John French qui avait déjà écrit à Kitchener trois jours après un de leurs tête-à-tête à Londres (celui du 31 mars) :

(1) Prime minister (M. Asquith).

(2) M. Winston Churchill.

« C'est pour moi un véritable réconfort en même temps qu'une aide précieuse que de pouvoir, comme mercredi, causer tranquillement avec vous. J'ai toujours particulièrement tenu à vous tenir au courant de tout; mais *écrire est difficile et télégraphier est pire*, lorsqu'il s'agit d'une grosse affaire comme celle-là. Je puis toujours courir à Londres pour quelques heures, quand tout est calme. D'ici dix à douze jours, nos plans combinés — moi-même, Foch et Joffre — et nos arrangements seront complètement au point et je serais heureux de pouvoir vous les exposer un matin, de bonne heure (alors que nous sommes frais!) et sans que personne au monde le sache, comme mercredi dernier. »

Sir John revint en France et commença aussitôt à prendre toutes ses dispositions pour appuyer Foch qui dirigeait vers Arras les troupes françaises que nous venions de relever. Pour opérer une diversion et détourner l'attention de l'ennemi pendant l'exécution de cette opération, Sir John French attaqua la colline 60, un des points dominants du côté sud du saillant d'Ypres qui avait été perdu par les Français en décembre 1914.

Il télégraphiait, le 19 avril :

« Action couronnée de succès a commencé le 17 au soir. La 5^e division de la II^e Armée a capturé et occupé la colline 60. »

Nos pertes étaient d'environ 1.500 hommes et celles des Allemands de 2.500 à 3.000.

La nouvelle était inattendue, et le public fonda sur ce petit succès des espérances exagérées. L'opinion ne s'était pas encore familiarisée avec les proportions de la grande guerre et ne pouvait considérer comme un simple fait d'armes une action qui nous coûtait autant de pertes que la bataille de Paardeberg. Les critiques en chambre escomptaient déjà que toutes les positions allemandes du saillant d'Ypres allaient être emportées, lorsque des nouvelles alarmantes arrivèrent le 21. Sir John French annonçait que des contre-attaques violentes et répétées avaient causé beaucoup de pertes à la colline 60. Lorsque, après plusieurs jours de combats plus ou moins confus, on

apprit à Londres que les Allemands étaient de nouveau en possession de ce point stratégique, ce fut dans la presse un concert de récriminations. On prétendit que l'on cachait au public les mauvaises nouvelles. En fait, cependant, Kitchener, pas plus que Sir John French, n'en savaient, au sujet des combats de la colline 60, davantage que ce qui avait été communiqué au public. L'éducation de l'opinion était encore à faire.

CHAPITRE XXXI

L'EMPLOI DES GAZ. — SECONDE BATAILLE D'YPRES.

Mais la mauvaise humeur de l'opinion au sujet de la suppression supposée des nouvelles fut vite calmée et transformée en une véritable anxiété par une question beaucoup plus grave. Depuis Neuve-Chapelle les Allemands avaient constamment lancé contre nous l'accusation d'employer des gaz asphyxiants. Cet incroyable mensonge pouvait avoir pour seule base l'effet momentanément stupéfiant des fumées de notre lyddite, phénomène parfaitement connu avant la guerre. En réalité, les Allemands voulaient prendre prétexte de ce fait pour justifier devant le monde l'emploi sur une vaste échelle des gaz empoisonnés qu'ils avaient depuis longtemps étudiés et composés avec soin. Le 22 avril ils procédèrent à une émission de grandes nappes d'un gaz empoisonné renfermé dans des cylindres, principalement sur la partie nord des tranchées occupées par les Français dans le saillant d'Ypres. Les troupes françaises avaient été récemment affaiblies dans ce secteur par des retraits — conformément aux plans de Joffre — en vue d'une offensive qui devait avoir lieu plus au sud. Ces nappes de gaz atteignirent surtout des contingents de soldats de couleur qui furent frappés d'horreur à la vue des grands nuages verdâtres d'épaisses vapeurs méphitiques qui, roulant lentement sur eux, les enveloppèrent

et les asphyxièrent, semant dans leurs rangs la torture et la mort. Toute la ligne céda et la 1^{re} division canadienne, qui venait à peine de monter en ligne à la droite des Français, se trouva complètement découverte. Un grand désastre ne fut évité que grâce à la splendide bravoure des Canadiens dans des conditions terribles. Sir John décrivait ainsi à Kitchener, le 24 avril, ce début sensationnel de la seconde bataille d'Ypres :

« ... Le jeudi 22, à 9 heures, j'ai reçu un message de Smith-Dorrien m'avisant que le flanc gauche de la division canadienne se trouvait découvert, les troupes françaises entre Steenstraete et Langemark ayant été chassées de leurs tranchées que les Allemands avaient occupées... Il transpira plus tard que les Allemands avaient trouvé le moyen de souffler dans les tranchées françaises des gaz asphyxiants dont l'effet avait stupéfié toute la ligne... Les troupes abandonnèrent les tranchées et s'enfuirent, entraînant les artilleurs et laissant entre les mains des Allemands une trentaine de pièces et quatre de nos canons qui se trouvaient en arrière de leur flanc droit.

Les Canadiens tinrent bon toute la matinée, malgré le feu d'enfilade des Allemands... puis reçurent l'ordre de se replier sur leur gauche.

Ceci ne serait jamais arrivé si les Français n'avaient tellement affaibli leurs lignes; c'est dans la crainte d'un événement semblable que j'étais opposé à la relève de leurs 9^e et 20^e corps avant d'être suffisamment renforcé. »

Foch et French prenaient aussitôt de concert les mesures nécessaires et concentraient des troupes sur le point menacé.

Kitchener télégraphiait pour prier sir John French de transmettre ses félicitations aux troupes canadiennes, et il ajoutait :

« L'emploi des gaz asphyxiants est, comme vous le savez, contraire aux règles et aux usages de la guerre. C'est pourquoi, avant de nous abaisser nous-mêmes au niveau dégradé des Allemands, je dois soumettre la question au gouvernement. En attendant, je serais heureux si vous pouviez m'envoyer un spécimen ou une analyse des substances employées. La question va être étudiée ici à fond dans nos laboratoires par

des experts. Ces méthodes montrent à quelle profondeur d'infamie nos ennemis ne craignent pas de descendre afin de suppléer à leur manque de courage en affrontant nos troupes en face. »

Kitchener demanda aussitôt à notre plus éminent chimiste de trouver l'antidote du poison allemand et il envoya immédiatement M. John Haldane et le professeur Baker faire une enquête sur place. Sir John, soutenu par Joffre, déclara que pour préserver le moral de nos troupes nous n'avions d'autre alternative que de retourner contre l'ennemi son arme mortelle. Kitchener approuva et le gouvernement donna immédiatement — bien qu'à regret — l'ordre de fabriquer un gaz toxique. Au cours de cette seconde bataille d'Ypres l'ennemi profita largement de la surprise des Anglais et des Français désarmés devant ce hideux stratagème. Dans la suite, il regretta amèrement d'avoir eu recours à cette arme diabolique, car il fut largement dépassé par les Alliés et dans la fabrication des gaz et dans les moyens de préservation. C'est alors qu'avec un cynisme sublime les Allemands se déclarèrent pour l'abolition des gaz comme arme de guerre.

La crise ouverte par la seconde bataille d'Ypres dura de longs jours. Beaucoup de troupes qui avaient été réservées pour les importantes opérations projetées et une part importante de nos approvisionnements en munitions durent être employées à fermer aux Allemands cette porte de Calais qu'ils menaçaient une fois de plus. Pendant la bataille, Sir Horace Smith-Dorrien fut remplacé au commandement de la II^e armée par Sir Herbert Plumer. Il devint nécessaire d'ajourner et même de modifier la grande offensive anglo-française que Sir John et Foch avaient espéré pouvoir déclencher au début de mai. Le 2 mai Sir John écrivait :

« J'ai passé quelque temps avec Foch ce matin et je refais tous mes arrangements pour la *grande* opération. J'ai parlé très sérieusement avec lui des récents événements et je l'ai averti que si sa portion du front au nord de nos lignes n'est

pas selon moi suffisamment forte (avec des réserves, en vue de nouveaux ennuis causés par des gaz), je me verrais forcé de renforcer ma gauche et par conséquent de ne pas l'appuyer dans la grande opération projetée...

Sur cette *grande affaire*, j'aime autant ne rien vous dire maintenant. Mais, si les choses restent calmes, puis-je venir mercredi matin, 8 h. 30, déjeuner avec vous? Je vous dirai tout. Je pourrais repartir à 5 heures dans l'après-midi. Si vous êtes d'accord télégraphiez moi un « Yes » ... Et, je vous en prie, gardez ma venue rigoureusement secrète... Le secret est de la plus haute importance. Pour les munitions, cela ira bien.

P.-S. — Il y a beaucoup d'autres choses au sujet desquelles il faut que je vous voie personnellement... Il a fallu apporter pas mal de changements à nos plans à cause de ce qui est arrivé. Il n'y aura cependant que peu de retard. »

CHAPITRE XXXII

FESTUBERT. — 20.000 OBUS POUR LES DARDANELLES. — REMANIEMENT DU MINISTÈRE.

Sir John, malgré les lourdes dépenses en hommes et en munitions causées par les surprises de la seconde bataille d'Ypres, était toujours décidé à exécuter dans ses grandes lignes son plan principal. « Pour les munitions, cela ira bien », avait-il dit à Kitchener le 2 mai. Il savait que ses hommes étaient en pleine forme et il était tranquille en ce qui concernait la sécurité de son flanc droit. La veille de l'attaque il était à Londres avec Kitchener et il retourna à son quartier général juste à temps pour assister au début de l'action. De bonne heure, dans la matinée du 9 mai, les Anglais ouvrirent le feu à Festubert pendant que Foch attaquait sur le front Arras-La Bassée. Ils ne devaient d'ailleurs obtenir que de maigres résultats. Sir John French ne put s'emparer que de quelques tranchées sans importance, pendant que Foch ne réussissait pas à emporter les crêtes de Vimy. Sir John descendit, fort désappointé, du clocher du haut duquel il avait observé l'action et retourna à son quartier général où il trouva un télégramme qui mit le comble à ses ennuis. Kitchener lui demandait « de tenir prêts à partir pour les Dardanelles, viâ Marseille, et par la route la plus rapide, 20.000 obus de 18 et 2.000 obus d'howitzer de 4 pouces 5. »

Très raisonnablement, il télégraphiait immédiatement :

« J'ai commencé ce matin une action importante et la bataille durera probablement plusieurs jours. En même temps j'ai à faire face à une violente attaque à l'est d'Ypres. Dans ces conditions il m'est impossible d'assumer la responsabilité de réduire mon stock de munitions, à moins qu'elles ne soient immédiatement remplacées. »

Lord Kitchener répondit :

« La situation aux Dardanelles exige l'envoi immédiat des munitions demandées. Je veillerai à leur remplacement. »

Sir John, fort déprimé, crut alors devoir confier ses peines au représentant du *Times* et députa deux membres de son État-Major personnel à Londres auprès de certains gentlemen, faisant partie du gouvernement ou n'en faisant pas partie, pour leur faire part de ses besoins. Dans son livre « 1914 », qu'il a probablement rédigé pendant qu'il commandait à Londres les *Home Forces* de la défense du royaume, il sembla vouloir insinuer que ce fut le manque de munitions à Festubert et l'ordre d'envoyer 20.000 obus aux Dardanelles qui le décidèrent à la démarche qui amena la chute du gouvernement. (Seuls le premier ministre et lord Kitchener devaient conserver leurs portefeuilles (1).)

L'histoire des 20.000 obus est celle d'une nécessité subite. Il était absolument nécessaire que ces munitions arrivassent à temps aux Dardanelles pour une opération de la plus grande importance qui ne pouvait être remise. Les obus étaient en Angleterre, mais seraient arrivés trop tard. On demanda donc à Sir John d'en faire simplement l'avance sur ses réserves. En fait, Kitchener les remplaça dans les vingt-quatre heures et n'envoya pas pour cela un obus de moins à Sir John.

L'échec des plans de Sir John French n'a donc rien de commun avec cette histoire. D'ailleurs il est difficile d'établir un rapport quelconque entre le manque de munitions,

(1) V. note * page 231, à la fin du chapitre.

le déplacement momentané du 10 mai et la cause pour laquelle M. Asquith invita, une semaine plus tard, ses collègues à placer leurs portefeuilles à sa disposition.

Pendant que la bataille de Festubert se déroulait, les deux premières divisions de la 1^{re} armée nouvelle débarquaient en France et Sir John demandait qu'une autre division, la 14^e, suivit immédiatement. Il télégraphiait le 15 mai :

« Il est essentiel que la pression exercée contre l'ennemi soit continuelle, jusqu'à ce que sa ligne s'effondre. Le plan actuellement en voie d'exécution a été préparé conjointement avec les Français sur l'affirmation que la première armée nouvelle serait envoyée comme il a été promis. Tout le plan allié serait sérieusement compromis si cette armée était retenue en Angleterre et une importante occasion qui ne se représentera probablement pas serait manquée. Nos rapports avec les Français en souffriraient également. »

Sir John espérait encore que les Alliés pourraient rompre le front allemand avant la fin de l'été! Mais les réflexions de Kitchener étaient beaucoup moins optimistes. Aussi, tant que les besoins du front des Dardanelles étaient encore une inconnue et tant que l'instruction des 1^{re} et 2^{es} armées nouvelles n'était pas plus avancée, il se refusait à épuiser ses réserves sans avoir la certitude d'un succès décisif sur le front occidental. Il écrivait à ce sujet à Sir John le 16 mai :

« J'ai promis que, si les lignes allemandes étaient vraiment rompues, j'enverrais aussitôt la 1^{re} armée nouvelle pour poursuivre l'avance qu'il serait alors possible de réaliser. Pour le moment il n'y a aucune certitude que ce résultat sera atteint par les opérations en cours : c'est pourquoi je ne puis me débarrasser de la seule réserve que nous ayons. De plus, vos rapports concernant les munitions d'artillerie et d'armes portatives, et notre capacité de production, nous montrent que si de nouveaux effectifs sont envoyés sur le front maintenant, nous risquons de ne pas être en mesure de faire face à toutes vos demandes et la question du ravitaillement en munitions se posera. La 14^e division n'est pas encore pourvue de ses

munitions d'artillerie et d'armes portatives, parce que nous avons dû vous envoyer tout ce qui était disponible pour répondre à vos demandes. »

Sir John répondait aussitôt :

« Naturellement, si le gouvernement de Sa Majesté en décide ainsi, je n'ai plus rien à ajouter. Mais il est regrettable que j'aie reçu notification officielle de l'envoi de la 14^e division pour le 18 mai. C'était sur cette assurance que j'avais pris des engagements avec le commandant en chef français. Ma position peut être de ce fait rendue difficile. »

Ce télégramme éclairait la question d'un jour nouveau. Kitchener tenait toujours avec une scrupuleuse exactitude tout engagement pris avec nos Alliés. Aussi s'empressait-il de télégraphier à Sir John :

« Comme il semble que vous avez conclu avec Joffre un arrangement au sujet de la 14^e division, je vous avise qu'elle partira demain 18 mai. »

(*) A propos de la députation que Sir John French, dans un moment d'énervement, crut devoir envoyer à Londres (V. page 229), porter ses doléances contre Kitchener, dans les bureaux et les journaux, il convient d'ajouter que si ni la popularité ni le crédit de Kitchener ne devaient en être atteints le moins du monde, il n'en souffrit pas moins, en silence, de cette attitude inattendue d'un ami.

CHAPITRE XXXIII

L'ARMÉE NOUVELLE. — SON RÔLE. — LES PLANS DE JOFFRE.
VIMY.

A partir de ce moment, les divisions de l'armée nouvelle, aussitôt instruites et équipées, furent envoyées en France. Une très modeste réserve restait en Angleterre pour parer à toute éventualité sur l'un des autres théâtres des hostilités.

Dès le mois de juin 1915, nos effectifs s'étaient tellement accrus sur le front français qu'il fallut créer une III^e armée dont le commandement fut confié à Sir Charles Monro. Joffre, naturellement, attendait avec impatience cette nouvelle armée qui allait rendre disponible l'une des siennes, et il comptait déjà sur les nouvelles troupes britanniques pour déclencher une offensive encore plus importante que celle qu'il avait méditée.

Il écrivait à lord Kitchener en mai 1915 :

ARMÉES DE L'EST

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE COMMANDANT EN CHEF

Au Grand Quartier Général, le mai 1915.

NOTE DU GÉNÉRAL JOFFRE, COMMANDANT EN CHEF LES ARMÉES FRANÇAISES, POUR SON EXCELLENCE LORD KITCHENER, MINISTRE DE LA GUERRE.

« L'entière communauté de vues qui a toujours animé les Alliés fait un devoir au général Joffre de communiquer à Son

Excellence lord Kitchener son opinion sur la situation militaire actuelle et la solution des problèmes qu'elle a créés.

Le recul de l'armée russe, consécutif à l'échec momentané de son offensive, va permettre sans doute aux Austro-Allemands de récupérer, au moins temporairement, un certain nombre de corps d'armée qu'ils pourront appliquer sur un autre front, mais il est vraisemblable que la majeure partie de ces disponibilités sera absorbée par la riposte nécessaire à l'entrée en action de l'Italie.

La situation des Russes, impuissants d'ici quelque temps à réaliser une offensive décisive, les difficultés de terrain qu'offre le théâtre italien tant que l'armée italienne n'aura pas pu déboucher dans la plaine, montrent clairement que, pour l'instant, l'effort principal des Alliés doit être fait en France.

Les événements d'Arras ont prouvé que, tactiquement, on peut rompre le front allemand, mais qu'il faut pour cela un effort plus puissant encore que celui que nous avons fourni et qu'il est nécessaire d'attaquer simultanément sur plusieurs points.

La France, qui a actuellement engagé 2.200.000 hommes sur son front nord-est, est à la limite de ses possibilités en hommes. Elle peut maintenir ses armées à leur chiffre actuel, elle ne peut plus les augmenter.

La solution de la question est donc entre les mains de l'Angleterre. Si elle nous envoie de nouvelles armées, nous nous trouverons en situation de faire non seulement un effort anglais et un effort français, mais un effort anglais et deux efforts français simultanés, dans le moment le plus favorable à notre offensive commune, avec de grands moyens.

Les forces britanniques en France, renforcées par les armées nouvelles, recevront des zones d'opération en rapport avec leurs effectifs. Elles conserveront, d'une part, leur zone actuelle en élargissant leur front sur leurs deux ailes au nord d'Ypres et au sud du canal de La Bassée; elles prendraient d'autre part à leur compte la zone au sud d'Arras jusque vers la Somme. Elles encadreraient ainsi la X^e armée française qui conserverait le terrain d'attaque qu'elle a organisé.

L'alternance des troupes britanniques et françaises a d'ailleurs toujours donné les meilleurs résultats.

L'effort principal des armées anglaises se porterait entre la gauche de la X^e armée et le canal de La Bassée et plus au nord; il se lierait ainsi à l'attaque française d'Arras.

Bien entendu, si les Allemands étaient contraints à se

replier avant le moment où les forces anglaises se trouveraient en lignes, toutes leurs disponibilités seraient consacrées à l'exploitation du succès, en direction générale d'Anvers et de Bruxelles.

Nous nous devons à nous-mêmes et nous devons à nos alliés de faire maintenant un grand effort.

Il est en conséquence, à l'heure présente, de la plus haute importance que l'envoi des armées nouvelles britanniques se fasse dans le plus court délai, à des dates et dans des conditions déterminées qui permettent l'établissement de projets d'opérations définitifs, d'accord avec les commandants des armées.

Par la combinaison de nos actions et par leur concordance, j'ai la ferme conviction que notre action sera décisive. »

De son côté, Sir John n'était pas moins avide d'action. Il écrivait le 11 juin :

« Sir Arthur Paget est arrivé à mon quartier général et m'a, de votre part, demandé mon opinion sur certaines questions concernant les futures opérations. Je lui ai exposé mes vues verbalement et je vous informe maintenant par écrit de ce que je lui ai dit.

Vous avez été informé, par ma lettre du 17 mai, que je suis d'accord avec le général Joffre sur l'importance capitale qu'il y a à prendre l'offensive sur le front occidental avec le maximum d'effectifs disponibles et le plus tôt possible. L'Allemagne a maintenant réduit ses forces sur ce front au plus strict minimum qu'elle puisse considérer comme compatible avec sa sécurité afin d'obtenir une décision sur le théâtre oriental de la guerre. Il est évident qu'en ce moment une attitude purement défensive des Alliés sur le front occidental permettrait à l'Allemagne de profiter de tous les avantages de sa position centrale, pourrait même amener la défaite des Alliés en détail et aurait en tout cas pour conséquence d'ajourner indéfiniment une issue favorable de la guerre. Un succès important obtenu par nous dans les semaines qui vont suivre aurait pour résultat presque certain d'obliger l'Allemagne à utiliser contre nous tous les effectifs qu'elle pourrait distraire du front russe. Et attendre passivement le retour des renforts ennemis vers l'ouest serait lui donner la possibilité de choisir l'heure et l'endroit où elle pourrait frapper un coup décisif.

Cette dernière alternative ne serait justifiée que s'il est

prouvé qu'il est impossible de rompre le front ennemi. Ainsi que je vous en ai avisé par ma lettre du 17 mai et en d'autres occasions, les expériences qui résultent de nos attaques et de celles des Français m'ont convaincu que ce n'est pas le cas. Sur ce point mon opinion concorde complètement avec celle du général Joffre. Pour obtenir un succès décisif, il est nécessaire d'avoir assez d'hommes et de munitions pour pouvoir attaquer à la fois sur plus d'un point et être à même de persister dans l'offensive pendant une période prolongée. Jusqu'ici nous n'avons pas eu assez de munitions pour entreprendre une pareille opération, et les Français n'ont jamais pu avoir encore une supériorité numérique suffisante. D'après moi, c'est de nous qu'il dépend actuellement d'établir cette supériorité nécessaire sur le front occidental, puisque l'armée française a atteint son maximum de développement numérique. Cette supériorité devrait être réalisée le plus tôt possible.

En ce qui concerne la suggestion que je pourrais relever les six divisions de l'armée du général de Castelnau qui sont maintenant entre Hébuterne et Chaulnes, je ferai remarquer que ce front de 35 kilomètres me paraît très étendu pour une force de six divisions. Il est possible pour les Français de tenir des portions de leur front, au sud de l'armée anglaise, avec des effectifs très réduits, parce que toutes leurs forces et toutes leurs communications au sud de la zone anglaise sont dans la même main et qu'ils peuvent renforcer rapidement tout point menacé. Je ne serais pas placé dans la même situation en ce qui concerne les troupes britanniques à l'est d'Amiens et il me faudrait prévoir une réserve d'au moins deux divisions pour cette partie du front ou compter sur des renforts français équivalents.

En adoptant une attitude purement passive, je pourrais tout au plus libérer quatre divisions... et encore ne serait-ce pas sans encourir un risque considérable, puisque je ne puis compter sur de nouveaux renforts avant un mois. Six divisions territoriales sont maintenant en ligne et 36 bataillons territoriaux sont incorporés dans des brigades régulières...

Mais même si les effectifs supplémentaires nécessaires pour relever toute la ligne en question m'étaient envoyés, je suis d'avis que ce serait effectuer une répartition à la fois dispendieuse et défectueuse des effectifs que d'attribuer spécialement telles ou telles réserves à un seul secteur du front... Les réserves ne sont placées d'une manière satisfaisante que lorsqu'elles sont prêtes à être utilisées partout où leur intervention peut être nécessaire, soit pour l'attaque, soit pour la

défense. Il y a aussi des inconvénients à être obligés de compter sur des renforts français dont l'arrivée en temps voulu peut être incertaine et dont l'emploi au milieu des troupes britanniques est susceptible d'amener des difficultés au point de vue du commandement et de l'administration.

D'ailleurs, sur cette question d'essayer de tenir avec des effectifs réduits une ligne séparée du gros de nos forces, je vous rappelle la situation critique causée à Ypres quand le général Joffre avait dégarni son front sur ma gauche afin de réunir des troupes pour son attaque d'Arras...

J'apprends qu'il a été suggéré que, pour me permettre de réunir les effectifs nécessaires à la relève des divisions de l'armée de Castelnau, nous pourrions abandonner le saillant d'Ypres. Je suis tout à fait opposé à un pareil recul qui entraînerait l'abandon de notre ligne jusqu'au sud-ouest de Saint-Eloi... L'effet moral sur nos troupes et sur les troupes belges serait désastreux et l'opération aurait pour conséquence de raccourcir la ligne allemande plus encore que la nôtre, et de libérer des forces ennemies dont l'offensive suivrait très certainement notre recul, ce qui rendrait très problématique toute possibilité de relève. Le saillant est maintenant à peine plus prononcé que celui que nous occupons à Armentières, ou celui des Allemands à Wysthaete. Pour le moment l'ennemi paraît avoir adopté une attitude défensive à Ypres, son artillerie est moins active et nos pertes sont légères.

Comme conclusion, j'insiste fortement sur l'erreur qu'il y aurait à attribuer à l'armée britannique en campagne un rôle passif de pure défensive. Une telle méthode ne pourrait qu'avoir un effet désastreux sur le moral et l'esprit offensif de nos troupes. Le prestige de l'armée britannique souffrirait si nous restions inactifs en contemplant nos camarades français faire attaques sur attaques. Je ferai aussi remarquer que si je me prive de mes réserves en passant à la défensive, je ne pourrais assumer la défense des ports de la Manche en cas de nécessité. Et je considère cette dernière responsabilité comme la plus lourde qui puisse incomber à tout commandant en chef britannique se trouvant dans ma situation. La seule alternative qui, d'après moi, soit compatible à la fois avec les nécessités de la situation militaire et l'honneur des armes britanniques est que je sois en mesure de coopérer à l'offensive française proposée pour juillet prochain avec toutes les ressources qu'il sera possible au gouvernement de Sa Majesté de placer à ma disposition. »

Kitchener, voulant autant que possible préciser les dates, écrivit le 15 juin :

« En ce qui concerne la visite de Paget à Joffre, je lui ai dit que si vous y consentiez, je n'y voyais, quant à moi, pas d'objections. Il pourrait lui transmettre mes salutations.

J'ai lu votre lettre et expliqué vos arguments au Premier ministre.

Un point me paraît important : vous vous souvenez que lors de notre dernière entrevue, je vous ai demandé combien de temps Joffre pensait continuer la présente offensive d'Arras. Vous m'avez dit qu'elle se terminerait fin juin et que nous pourrions alors procéder à un examen de la politique de la campagne avant de prendre de nouvelles décisions. Or, à la fin de votre lettre, vous dites :

« Je devrais être en mesure de coopérer à l'offensive française proposée en juillet prochain avec toutes les ressources qu'il sera possible au gouvernement de Sa Majesté de mettre à ma disposition. »

« Voudriez-vous me donner des explications à ce sujet, mes calculs se trouvant plutôt bouleversés. »

Sir John, répondant à la question deux jours après, parla de la tentative de Foch à la crête de Vimy.

« Ma conversation avec vous se référerait entièrement aux opérations actuellement en cours. J'ai alors dit que si nous atteignons notre but et réussissions à rompre la ligne allemande devant nous, la situation ainsi créée déciderait des mouvements ultérieurs. Mais j'ai ajouté que si ces opérations du mois de juin échouaient ou ne réussissaient qu'en partie, il serait alors nécessaire de procéder à un examen de la politique future de la campagne. Je vous ai dit que je pensais que si les hauteurs de Vimy n'étaient pas prises et la ligne ennemie brisée à la fin de juin, nous devrions examiner de nouveaux plans.

Ma lettre du 11 juin, qui vous a été remise par Paget ne se référerait pas aux opérations en cours, mais à certaines propositions pour une action en *juillet* que Joffre ne m'avait jamais communiquées et que j'ignorais totalement — sauf certains bruits qui m'étaient parvenus — jusqu'à ce que Paget m'eût apporté votre message.

La grande attaque française — sur toute la ligne — a commencé hier. Ils ont été, comme d'habitude, retardés par le

brouillard et j'ai dû commencer notre attaque avant la leur, tout retard étant impossible après que le fil eut été coupé.

Les Français ont certainement réalisé une avance sensible hier et l'attaque de notre 1^{re} Armée a paré et contenu une grosse contre-attaque que les Allemands dirigeaient contre leur gauche à Loos.

Je n'aime pas faire de prévisions, mais je ne suis pas sans espérer qu'avant la fin du mois la situation présentera un aspect nouveau.

Quoi qu'il arrive, je proposerai — s'il m'est possible de m'absenter quarante-huit heures — de venir vous voir et causer avec vous tranquillement comme d'habitude pour vous dire exactement ce que nous pensons faire, et discuter la situation. »

CHAPITRE XXXIV

UNE NOTE DE M. CHURCHILL. — OCCIDENT ET ORIENT. —
NOUVELLES FORMATIONS. — AVANT LOOS.

Cinq jours plus tard, Sir John French expliquait clairement que Foch, quel qu'ait pu être son succès du côté de Vimy, se trouverait encore devant de nouvelles tranchées allemandes et qu'en conséquence il fallait envisager une nouvelle campagne. Il écrivait le 22 juin à Kitchener :

« Bien que le temps donné dans nos prévisions aux Français pour « percer » ne soit pas encore écoulé, je crois qu'il n'est pas probable qu'ils réussiront à le faire, du moins à la suite de l'effort en cours. J'ai vu Foch qui ne m'a rien caché de ce qu'il pense, et il est très probable que d'ici une semaine les Français seront en possession des hauteurs de Vimy. Mais les Allemands ont eu le temps de préparer une nouvelle ligne plus à l'est.

J'ai discuté à fond la situation avec Foch, et nous nous sommes mis d'accord pour un plan d'action combinée à une date ultérieure. Je crois que ce plan a l'approbation de Joffre, mais on ne me l'a pas encore dit nettement.

J'ai donc cessé pour le moment mes opérations offensives — sauf pour le cas où une ou deux petites avances pourraient être réalisées à Ypres — afin d'économiser mes munitions et de nous préparer pour la prochaine opération. Je crois que notre entente mutuelle est maintenant plus complète et que nous en sommes arrivés à une meilleure méthode de collaboration en vue d'offensives combinées.

Je prends toutes mes dispositions, en prenant pour base numérique les effectifs existants. Mais inutile de vous dire

que trois nouvelles divisions me seraient d'un grand secours.

Afin que vous puissiez faire, si vous le désirez, une déclaration officielle au Cabinet, je vous envoie une lettre décrivant la situation générale, sans entrer dans les détails et sans divulguer les plans.

Si rien n'arrive qui puisse m'en empêcher, je propose de déjeuner avec vous jeudi matin, 1^{er} juillet, pour vous mettre au courant de tout. Télégraphiez-moi « oui » si vous êtes d'accord.

P.-S. — Joffre approuve la méthode d'opération que je propose pour le nouveau plan. Je vais le voir demain. »

C'est à ce moment que fut esquissée cette campagne d'automne où Joffre devait si puissamment intervenir en Champagne pendant que Foch, une fois de plus, se jetait sur les hauteurs de Vimy et que Haig livrait la bataille de Loos. Mais tandis que ce triple plan s'élaborait, de nouveau des voix s'élevèrent insistant pour que notre principal effort en 1915 fût effectué en Orient. Au milieu du mois de juin, M. Churchill, membre du nouveau Cabinet et auquel était maintenant confiée l'administration du Duché de Lancaster, écrivit un mémorandum dans lequel il insistait en termes tranchants pour que l'Angleterre concentrât ses ressources militaires aux Dardanelles.

« Il n'y a maintenant aucun doute que nous ne possédions les moyens et le pouvoir de prendre Constantinople avant la fin de l'été, si nous agissons avec décision et avec un sens précis des proportions. L'effondrement de l'un des empires ennemis contre lesquels nous combattons et la prise par nos armées de l'une des plus fameuses capitales du monde avec tous les résultats qui en doivent découler, nous assurera, en plus de tous nos autres avantages, une influence considérable auprès de nos Alliés et nous permettra de rendre possible leur indispensable coopération. Avant tout ce sera pour la Russie un véritable réactif. Ce sera lui donner l'encouragement dont elle a tant besoin, la récompense longtemps désirée. Nous rendrons ainsi à un allié un service sans parallèle dans l'histoire des nations. Cet événement multiplierait nos ressources et ouvrirait le chemin qui nous permettrait de rééquiper les armées russes, de dominer les Balkans et de couvrir l'Italie.

Et quel retentissement en Asie ! Là est le prix, et le seul

prix, qui soit, cette année, à portée de notre main. Nous pouvons le remporter sans le payer trop cher et dans un temps relativement court. Mais nous devons agir maintenant et sur une échelle telle qu'un rapide succès soit certain. »

Sir John avait tout le courage de son opinion en ce qui concernait les aventures orientales, et il l'exprimait sans circonlocutions. Pour lui toute conception militaire autre que celle qui consistait à maîtriser l'Allemagne entre la Suisse et la mer lui apparaissait comme une damnable hérésie. Il écrivait à ce sujet à lord Kitchener le 25 juin :

« MON CHER KITCHENER. — Je viens de recevoir votre lettre contenant la note de Churchill. Je l'ai lue avec beaucoup d'attention et vous la retournerai agrémentée de mes notes et de mes commentaires. Ici, un mot seulement pour vous dire tout de suite que je considère qu'il se trompe et qu'il erre dans beaucoup des faits qu'il avance et que je regarde sa conclusion comme fausse et non fondée (1). »

Joffre n'est pas moins affirmatif que Sir John. Il appréhende qu'à tout moment, après le milieu de juillet, les Allemands ne reviennent triomphants de Galicie et ne jettent toutes leurs forces sur le front occidental. Si leur effort principal devait avoir lieu, ce qui était probable, sur un point rapproché de Paris, tout succès allemand signifierait un désastre français. C'est pourquoi Joffre considère que les Alliés ont le devoir impérieux de faire tous leurs efforts pour porter la ligne allemande aussi loin que possible de Paris.

Le Cabinet avait décidé de donner à Sir Ian Hamilton toutes les divisions qui lui paraissaient nécessaires pour avoir raison des Turcs à Gallipoli. Sir John pourrait disposer de toutes les autres aussitôt qu'elles seraient prêtes. C'était un compromis, et dans la conduite des guerres les compromis ne mènent généralement pas à des résultats brillants. Mais nous devons soutenir deux campagnes

(1). Toute son argumentation est basée sur des « si » écrivait-il dans ses notes et « il ne s'occupe pas de ce qui arriverait si nous perdions la partie. ».

simultanées et il n'y avait pas moyen de faire autrement.

Sir Charles Monro prit donc avec la III^e Armée la responsabilité d'un front de 17 milles et demi, un front qui devait bientôt acquérir une renommée immortelle : le champ de bataille de la Somme. Joffre, avec les troupes françaises ainsi libérées, prépara aussitôt ses opérations de Champagne qui devaient coïncider avec une attaque en Artois montée par Foch et Sir John French.

Quant à Kitchener, il ne se contentait pas de remplacer les pertes des divisions existantes et d'envoyer les divisions de l'armée nouvelle. Il s'occupait aussi activement de fortifier l'Armée anglaise en constituant en divisions les bataillons territoriaux qu'il avait déjà donnés à Sir John French pendant les jours critiques de 1914 et en constituant une magnifique division de la Garde avec le régiment des Welsh Guards et les bataillons de la fameuse « Brigade. »

Il avait toujours considéré comme exceptionnel, en cas de nécessité puissante, l'envoi en France des territoriaux. Leur organisation d'avant-guerre s'y prêtait en effet difficilement. Ils n'avaient pas de dépôts susceptibles d'alimenter les effectifs en campagne, et c'est en faisant appel à des volontaires parmi les territoriaux en garnison dans le royaume qu'on avait pu jusqu'ici fournir les renforts nécessaires. Leur réorganisation constitua donc un sérieux progrès.

Quant à la division de la Garde, il prit une décision en juillet :

« Le Roi a approuvé la formation d'une division de la Garde qui sera commandée par le comte de Cavan. Dans ce but, je propose de vous envoyer quatre bataillons de Gardes et quatre bataillons de troupes appartenant aux I^{re} et II^e Armées. Vous avez la 19^e brigade (encore non endivisionnée)... Je vous enverrai l'artillerie et les cadres divisionnaires nécessaires pour compléter la division...

P.-S. — La division de la Garde ne portera pas de numéro comme il est d'usage dans les autres armées. »

Elle fut prête pour l'automne et forma avec les deux dernières divisions de l'armée nouvelle arrivées en France (les 21^e et 24^e) le 11^e corps commandé par le général Haking.

Normalement, les divisions nouvellement arrivées, avant d'être placées en première ligne, étaient entraînées pendant un certain temps d'une manière pratique à la guerre de tranchées et ce n'était que progressivement qu'on leur confiait la défense effective d'un secteur. Mais les 21^e et 24^e divisions durent, à peine débarquées, prendre part à la bataille de Loos. Joffre, qui fondait de grands espoirs sur le résultat de cette campagne, insistait pour l'utilisation de tous les effectifs disponibles et le nouveau 11^e corps fut envoyé en avant et placé en réserve générale aux ordres de Sir John French. La 1^e Armée (Sir Douglas Haig) attaqua l'ennemi entre Lens et La Bassée. Foch devait en même temps attaquer vigoureusement les hauteurs de Vimy et l'on espérait qu'une avance des deux côtés de la zone minière si compliquée de Lens obligerait les Allemands à évacuer cet important centre industriel. Haig et Foch pourraient alors s'avancer vers Douai.

Le programme anglo-français était d'emporter les lignes de tranchées et de passer avant que les redoutables réserves de l'ennemi n'aient le temps d'entrer en action. Et notre succès naturellement devait en grande partie dépendre de l'appui rapide que nos réserves pourraient prêter aux troupes d'assaut.

CHAPITRE XXXV

LA BATAILLE DE LOOS. — LA RÉPARTITION DU FRONT. — RENFORTS
POUR SALONIQUE.

La bataille de Loos commença le 25 septembre 1915. Il y avait une brise juste suffisante, dans la bonne direction, pour faciliter notre première émission de gaz. Ces gaz produisirent indubitablement leur effet sur les Allemands, et l'infanterie qui s'avancait derrière les méphitiques nuages jaunes eut tôt fait d'emporter rapidement et les tranchées ennemies et la ville de Loos qu'elle dépassa. Le champ était libre. Si Haig avait eu immédiatement sous la main de fortes réserves à engouffrer dans la brèche, c'était probablement un succès très important. Malheureusement les réserves sur lesquelles comptait Haig pour compléter son beau succès initial furent retardées ou même, on peut le dire, retenues. En effet, les deux divisions (21^e et 24^e) du XI^e corps placées en réserve générale sous les ordres de Sir John French lui-même ne reçurent l'ordre de rejoindre Haig que lorsque le succès de la I^{re} armée fut connu au quartier général. Elles vinrent aussi vite que possible, mais ne purent franchir les lignes de notre ancien front avant 6 heures du soir, c'est-à-dire douze heures après la prise de Loos. Le général Haig avait demandé que ces deux divisions fussent placées sous ses ordres dès le commencement de la bataille, afin de pouvoir en disposer immédiatement après la chute de la ville et avant que l'ennemi

n'ait eu le temps de faire donner lui-même ses réserves et d'organiser une seconde ligne. Le général Haig vit donc ses compagnies de tête repoussées par de puissantes contre-attaques allemandes, en même temps qu'il apprenait que sur sa droite les Français n'avaient pas réussi à réaliser l'avance espérée. Il ne faut pas oublier, en ce qui concerne la journée de Loos, qu'en dehors du retard des réserves, Haig dépendait du succès de Foch qui attaquait sur un front beaucoup plus étendu. Si Foch n'avancait pas suffisamment, Haig se trouvait impuissant à exploiter ou à consolider son succès. Les Français, dans cette attaque, n'employèrent pas de gaz.

Le 30 septembre, Sir John French écrivit ce qu'il pensait de la bataille en général et des gaz en particulier :

« Ci-inclus un rapport que m'a envoyé Foulques sur les gaz. Vous y trouverez probablement, sous la meilleure forme, les renseignements que vous désirez.

Mon opinion personnelle est que les gaz nous ont énormément aidés et j'espère que nous continuerons à en être pourvus.

En ce qui concerne les opérations... je suis très satisfait des résultats obtenus. Naturellement rien à la guerre n'arrive jamais exactement comme on le voudrait. Je crois que la X^e Armée française sur notre droite a lancé son attaque trop tard après la nôtre. Nous étions déjà sur les pentes sud de la colline 70 quand commença son attaque, à une heure de l'après-midi ! Et ses progrès furent très lents.

Si elle avait pu avancer plus ou moins en ligne avec nous, nous aurions certainement rompu le front ennemi, le 26 ou le 27.

Le 27, j'ai envoyé à Joffre un message spécial pour dire que s'il désirait me voir aller de l'avant, il devait réellement faire avancer la X^e Armée française, ma droite se trouvant affaiblie et dangereusement exposée.

Dans la matinée du 28 il m'envoya Foch me demander ce que j'attendais de la X^e Armée. Je lui dis que si elle ne pouvait avancer elle devait au moins s'emparer de quelques-unes des positions situées à notre droite, libérant ainsi des troupes qui me permettraient d'aller de l'avant.

Il décida tout de suite d'envoyer la 45^e division prendre le « Double Crassier » qui fut effectivement pris et est actuellement tenu par la 47^e division sur notre droite. Le lendemain

matin (le 29), il vint me voir de nouveau et me proposa d'envoyer tout le 9^e corps (dont fait partie la 152^e division) prendre tout le terrain à notre droite, y compris la colline 70...

Il n'y a pas de doute que la X^e Armée française, comme nous-mêmes, avons trouvé une résistance acharnée... Tout le 2^e corps de la Garde allemande (qui arrivait de Russie) était devant elle... depuis elle a bien marché et s'est emparée de la crête de Vimy.

Les nouvelles de Champagne étaient excellentes hier soir. Ils disent qu'ils ont réussi à percer la dernière ligne de tranchées à Sainte-Marie-à-Py et qu'ils ont jeté dans la brèche trois divisions avec de la cavalerie... »

Foch, avec la X^e Armée, malgré une certaine avance, n'arrivait pas à s'emparer des fameuses hauteurs de Vimy. Quant à la trouée de Joffre en Champagne, elle était arrêtée net par de grosses réserves allemandes accourues en hâte.

Mais Joffre, Sir John et Foch n'avaient pas travaillé en vain. Leur campagne d'automne avait été pour le haut commandement allemand la cause d'une véritable anxiété et Ludendorf, dans ses souvenirs (1), admet qu'il ne fallut rien moins que l'arrivée de Russie d'importantes unités pour éviter un sérieux revers en France.

Forts de leurs réserves fraîches, les Allemands lancèrent aussitôt une série de contre-attaques violentes couronnées le 8 octobre par un assaut que les Alliés repoussèrent de manière à faire du front allemand un véritable abattoir.

Sir John écrivait à Kitchener, le 10 octobre :

« L'attaque allemande lancée dans l'après-midi du 8 sur notre ligne, au sud du canal dont la droite est maintenant occupée par les Français, ne comprenait pas moins de 28 bataillons en première ligne. Les Français disent avoir 4.000 morts devant leurs tranchées et il y a au moins 5 ou 6.000 cadavres amoncelés devant les nôtres. Les pertes allemandes doivent être d'au moins 20.000 hommes. Les nôtres n'atteignent pas 6.000... »

La bataille de Loos se terminait le 15 octobre. Le succès

1) *Souvenirs de guerre* 4 vol. in-8 (1914-1918). — Payot, Paris.

relatif de l'offensive alliée rendit plus facile l'envoi de troupes à Salonique. Joffre se rendit lui-même à Londres pour insister en ce sens auprès du gouvernement britannique. Le ministre de la Guerre français, M. Millerand, soutenait alors avec chaleur que les troupes britanniques devraient relever les Français en occupant une étendue de front plus considérable. La question fut longtemps discutée. Il était vrai que les Français occupaient, proportionnellement à leur nombre, un front plus étendu. Mais le front britannique était peut-être plus solide. En tout cas, il est certain que plusieurs secteurs du front français étaient très faiblement tenus par les Français eux-mêmes et aussi par nos ennemis.

D'un autre côté, dans les Flandres, les Anglais — dont, il faut tenir compte du fait, les effectifs se composaient surtout de nouvelles recrues — étaient rassemblés en masses compactes entre leur front et les ports de la Manche, de manière à ne pas céder un pouce de terrain à un ennemi qui était toujours en force.

Sir John French consentit au départ de troupes pour Salonique, mais il se refusa à toute extension de son front.

Kitchener adressait, à ce sujet, à M. Millerand la lettre suivante qu'il rédigeait en français de sa propre main :

Le 13 octobre 1915.

Cher monsieur Millerand.

« J'espère que vous aurez la bonté de communiquer le pli suivant au général Joffre. Je me permets de le lui faire parvenir par votre intermédiaire afin que vous soyez parfaitement au courant du contenu.

Je suis bien reconnaissant au général Joffre pour son appréciation par écrit de la situation dans l'Est, qui d'ailleurs s'accordait exactement avec les vues qu'il m'a exprimées à notre dernière rencontre.

J'ai aussi reçu le mot urgent qu'il m'a envoyé et qui m'a fait comprendre combien il espérait qu'aucune démarche ne serait faite pour retirer des troupes du commandement de Sir John French jusqu'à ce que les opérations en cours soient terminées.

Etant donné décision qu'il m'a communiquée, relative à l'impossibilité de pousser plus loin l'offensive en Champagne (qui aurait été tant à désirer à ce moment où l'Allemagne disperse ses forces et se trouve aux abois pour maintenir sa position en Champagne et en Artois), et aussi en vue du fait que la France expédie rapidement des divisions à l'Est, il nous paraît nécessaire d'y envoyer des troupes britanniques le plus tôt possible.

J'ai soumis à Sir John French la question de fournir ces troupes, mais je ne vois pas le moyen de retirer de notre front les divisions qui devraient partir de suite à moins que le Généralissime ne consente à relever — avec des divisions françaises — le front tenu à présent par les deux divisions au sud de l'armée du général Monro.

Quant à la répartition ultérieure de notre front, nous aurions alors le temps d'examiner avec Sir John French comment mieux les autres divisions pourraient être relevées. »

Tout à vous,

« KITCHENER. »

Le 28 septembre le général Townshend remportait une victoire à Kut-el-Amara, en Mésopotamie, et repoussait les Turcs vers Bagdad. Il eût été vital pour nous, surtout après nos échecs aux Dardanelles, de pouvoir nous emparer de la ville des khalifes, ne fût-ce que pour le relèvement de notre prestige en Orient. Aussi Kitchener décida-t-il, dès que l'accroissement continu des armées nouvelles le permit, d'expédier sur le Tigre les deux divisions d'infanterie hindoue qui avaient beaucoup souffert de la rigueur de l'hiver français.

Aussitôt qu'il eut réuni les éléments de son rapport sur la bataille de Loos, Sir John vint à Londres voir Kitchener et consulter les autorités du War Office sur l'envoi des Hindous en Mésopotamie et de divisions britanniques à Salonique.

Avant de revenir à Saint-Omer il alla voir Joffre à Chantilly. Le 18 octobre il écrivait à Kitchener :

« Ci-inclus vous trouverez la copie d'une lettre officielle que j'envoie au ministère de la Guerre. Elle contient d'abord une réponse à la lettre qu'ils nous ont envoyée au sujet de la

possibilité d'envoyer des divisions de France en Orient, puis elle répond au mémorandum — que George Arthur m'a envoyé aujourd'hui — dans lequel sont exposées les vues de M. Millebrand au sujet des parts respectives de travaux défensifs entrepris par les Français et par nous-mêmes...

Je suis allé directement de Londres à Chantilly où j'ai vu Joffre ce matin. Nous avons eu une longue conférence et il a insisté sur la nécessité de trouver des troupes pour Salonique aussi vite que possible. Je suis moi-même persuadé de cette nécessité et, comme je vous l'ai dit, je suis prêt à faire tout le possible pour aller vite et vous aider dans ce sérieux dilemme.

En conséquence j'envoie tout d'abord la 28^e division. Elle a commencé son embarquement pour Marseille jeudi 24. Joffre relève deux divisions de la III^e armée (la 22^e d'abord)... L'envoi des deux divisions hindoues et de quatre autres dépend de l'arrivée des divisions de la IV^e armée qui les relèveront...

Je puis venir vous voir quand le Roi partira (le 29 d'après ce qui a été décidé) et discuter avec vous ces questions. »

Aux 28^e et 22^e divisions britanniques destinées à Salonique on décida d'ajouter la 27^e division. Elles s'embarquaient déjà pour l'Orient avec les troupes hindoues au moment où Kitchener lui-même partait en mission. Il écrivait de Paris au premier ministre :

« J'ai eu une entrevue avec Briand et Galliéni. En ce qui concerne Salonique ils n'avaient tous deux qu'une seule idée : la nécessité d'envoyer et de débarquer d'urgence des troupes... Ils mettent simplement de côté toutes considérations de difficultés militaires ou de risques et n'ont que des vues politiques : sauver ce qui reste des Serbes, amener la Grèce à nous ainsi que la Roumanie. Quand les troupes pourront-elles commencer à partir ? Ils n'en ont aucune idée. Ils disent simplement qu'il faudra voir venir les événements.

En ce qui concerne Gallipoli, tous deux m'ont dit que ce serait un désastre d'abandonner notre position sur ce point et de laisser les mains libres aux Turcs...

En ce qui concerne le mouvement Arabe (1) ils sont d'accord sur la nécessité de l'encourager, mais ils n'ont pas de troupes pour y aider. Ils ont parlé de la nécessité de maintenir les

(1) Contre les Turcs.

droits sentimentaux de la France en Syrie, mais non en vue d'y arrêter un mouvement Arabe. Ils ont bien vu qu'il n'y aurait que peu de chance pour la réussite d'un pareil mouvement si Gallipoli était évacué.

En ce qui concerne une *entente* plus étroite entre les Etats-majors généraux ils sont tout à fait d'accord avec nous, mais voudraient un Conseil de guerre mixte avec pouvoir exécutif pour décider de la politique de la guerre. Briand dit qu'il allait prendre officiellement l'initiative de ce projet. J'ai insisté auprès d'eux pour que dans l'intervalle les Etats-Majors puissent avoir des rapports plus étroits et des occasions de discuter ensemble. Galliéni m'a promis de nous laisser avoir un officier de liaison et d'examiner la question avec attention... Je le verrai de nouveau et essaierai de régler cette question avant mon départ.

Il se rendent pleinement compte des dangers qui nous menacent en Egypte. »

Le 30 octobre il écrivait à Sir John French.

« Sur les représentations énergiques du général Joffre, le Cabinet a décidé de coopérer énergiquement avec les Français en Orient en ouvrant et en maintenant les communications par chemin de fer entre Salonique et Uskub. »

Une meilleure coordination de la stratégie alliée faisait l'objet de ses constantes préoccupations. Souvent il avait plaidé auprès de ses collègues et des ministres français l'importance vitale d'une entente plus étroite entre les Etats-Majors généraux alliés. Le Premier français était partisan d'un conseil dans le genre du Conseil de guerre de Versailles que devait plus tard faire créer M. Lloyd George. Mais Kitchener était complètement opposé à l'idée d'armer un conseil international de pouvoirs exécutifs et de lui donner un contrôle quelconque sur les plans militaires et les opérations. Une telle combinaison ne pouvait, d'après lui, qu'aboutir à des discussions inutiles, à des retards et à des compromis. L'unification du contrôle militaire était l'objet de tous ses désirs mais il voyait la difficulté certaine qu'il y avait à trouver l'homme et à créer l'organisme. Il suggéra que d'utiles consul-

tations entre les autorités suprêmes des principaux alliés pourraient avoir lieu à des intervalles réguliers sous la présidence de Joffre. La première de ces conférences eut lieu en décembre 1915. Elle fut le premier pas vers cette unité effective de commandement allié qui devait être réalisée plus tard.

CHAPITRE XXXVI

ÉCONOMIES D'AVANT-GUERRE. — LE COMITÉ DES MUNITIONS.
ÉNORMITÉ DES BESOINS.

La direction générale de l'Intendance de toutes les armées britanniques avait été confiée au Quarter-master General, Sir John Cowans, qui fit des merveilles. Kitchener lui avait donné carte blanche, lui disant : « Marchez, et consultez-moi si vous rencontrez des difficultés. » Plusieurs fois, il l'envoya en France pour insister auprès des commandants d'armée sur l'importance de la construction à l'arrière des lignes de petits chemins de fer de campagne.

Il s'agissait de tout créer, et non pas seulement comme c'était le cas pour les armées continentales, d'adapter. L'administration du War Office, telle que Kitchener l'avait trouvée, était complètement hors d'état de pourvoir aux nécessités d'une grande guerre. Même la petite Force expéditionnaire du début n'avait que peu d'artillerie moyenne et pas la moindre artillerie lourde. Quant aux munitions de guerre, il fallut créer de toutes pièces les usines destinées à les produire.

La politique d'économie d'avant-guerre — imposée par le corps électoral — avait eu pour résultat d'empêcher presque complètement toute fabrication de matériel. La conclusion fut que nous partîmes en guerre sans armements. Il y avait tout juste une maigre réserve de canons

de campagne, de fusils et de munitions. Quant aux mitrailleuses, il y avait celles dont était pourvue la Force expéditionnaire, mais pas la moindre réserve. L'arsenal de Woolwich avait dû réduire ses services pour s'adapter à la maigreur de son budget. Il pouvait tout au plus pourvoir les sept premières divisions. Quant aux firmes de matériel et d'équipement, elles n'attendaient de commandes que des lords de l'Amirauté. Avec leurs petites installations et leurs faibles stocks de matières premières, elles étaient absolument incapables de pouvoir assurer tout d'un coup l'exécution d'ordres aussi importants.

« Se sont-ils souvenus, quand ils se sont lancés dans cette guerre » dit un jour Kitchener, « qu'ils n'avaient pas d'armée et aucune préparation d'aucune espèce pour en équiper une? »

Pour les munitions en particulier, il fallut tout improviser. Kitchener se trouva dans la situation du chef qui, pour faire une omelette, doit commencer d'abord par créer une ferme. Tout en pourvoyant immédiatement les premières divisions envoyées en France, il dut — tandis que ses collègues du ministère et Sir John French parlaient ouvertement d'une guerre de quelques mois — prendre des mesures pour l'armée de plusieurs millions d'hommes que seul, véritable pourvoyeur de la victoire, il voyait déjà dans son cerveau.

La retraite de Mons et le pilonnage qui nous arrêta sur l'Aisne démontrèrent l'absolue nécessité d'avoir des obusiers d'un calibre supérieur à ceux déjà en usage. Il en commanda immédiatement 16 de 9 pouces 2 et prit des mesures pour acquérir tous ceux de 6 pouces que l'on pourrait se procurer. Puis il forma un Comité d'experts artilleurs qu'il chargea de donner la liste des besoins en artillerie de siège. Le résultat fut une nouvelle commande de 16 obusiers de 9 pouces 2 et de 32 pièces de 12 pouces. Quant à tous ceux existant de 6 pouces, ils furent placés sur roues. D'autres pièces de 6 pouces furent transformées en obusiers de 8.

Le 15 septembre, il écrivait à lord Roberts qu'il tenait très exactement informé :

« Nous avons déjà pris des mesures pour fournir un grand nombre d'obusiers de 6 lançant des obus de cent livres (shrapnells et obus explosifs à la lyddite). Nous en faisons placer aussi un grand nombre sur train mobile. »

Sir John lui écrivait dès le 24 septembre 1914 :

« Nous avons étrenné aujourd'hui les nouveaux howitzers avec de magnifiques résultats. Le vieux fort de Condé était plein d'Allemands la semaine dernière. Quelques coups de ces grosses pièces en firent déguerpir plusieurs centaines que nos pièces de campagne ont aussitôt arrosés de shrapnells, en tuant beaucoup. Je vous suis très reconnaissant de nous les avoir envoyés si vite et suis sûr qu'ils produiront beaucoup d'effets. »

La promesse qu'il put faire en janvier à Sir John French de 32 obusiers de 9 pouces 2 et de 32 pièces de 12 pouces le rendit plus que content.

Ce ne fut que huit ou neuf mois plus tard que Sir John French put avoir en batterie un bon nombre de pièces de 9 pouces 2 et de 8. Il reconnut vite leur grande valeur. Le modèle des pièces de 9 pouces 2 ayant été jugé particulièrement avantageux, on en commanda aussitôt un plus grand nombre. Toutes les commandes furent par la suite passées au ministère des Munitions.

Le chiffre total des pièces prévues pour la Force expéditionnaire était de 484. Lorsque le ministère des Munitions fut institué, Kitchener put dire qu'avec la contribution que lui fournit l'armée des Indes qui envoya une partie de son matériel, il avait envoyé dix fois ce nombre après avoir remplacé toutes les pièces perdues, endommagées ou fatiguées.

Le 12 octobre 1914, lord Kitchener présida la première séance du Comité des munitions, institué par le premier ministre et comprenant lord Haldane, M. Lloyd George,

M. Winston Churchill, M. Mac Runciman et lord Lucas (1). Ce Comité prit les mesures nécessaires pour organiser la fabrication en adoptant un système de décentralisation, passant les principaux ordres aux arsenaux, aux usines de guerre et aux grandes firmes d'armements, et leur laissant le soin d'étendre leurs installations ou de sous-contracter avec d'autres maisons.

La dépense des munitions d'artillerie dépassa toutes les prévisions. Entreprise sur une échelle déjà sans exemple, elle marcha par bonds formidables. 1.500.000 coups furent expédiés dès les premiers six mois, 4.250.000 le deuxième semestre; 8.000.000 pour les quatre mois suivants, etc... Pendant toute la guerre anglo-boer (33 mois) on avait tiré en tout 273.000 coups. Dès les premiers six mois de la grande guerre, l'armée anglaise tira 1.000.000 de coups; pendant les trois mois suivants, 2.000.000; du 26 avril au 27 mai 1916, 775.000 (2).

Les chiffres illustrant la fabrication progressive des munitions du canon de campagne (obus de 18 livres) sont encore plus frappants, si l'on songe qu'il fallut créer des machines et des outils spéciaux. En 1914, la moyenne mensuelle d'avant-guerre de 3.000 fut élevée, en août et septembre, à 10.000; en octobre et novembre à 45.000; en décembre à 78.000; en janvier 1915 à 93.000; en février à 128.000; en mars à 194.000; en avril à 225.000; en mai à 400.000; en octobre à plus de 1.000.000 (3).

Pendant les quinze mois couvrant la période pendant laquelle le ravitaillement fut assuré par le War Office, 7.000.000 d'obus et 3.316 pièces d'artillerie furent expédiés. Le 1^{er} mars 1915 (après sept mois de guerre) les

(1) Le War Office croyait qu'en juin 1915 on aurait pu fabriquer 864 pièces de 18 (obus de 18 livres); les entrepreneurs pensaient pouvoir en livrer 2.418 et le Comité, encore plus optimiste, en avait commandé un plus grand nombre encore. Mais entre commander et livrer, il y a une grande différence et le 1^{er} juillet les industriels n'avaient livré que 803 pièces de 18; 165 obusiers de 4 pouces 5 et 37 pièces de 60 (obus de 6 livres), au lieu de respectivement 2.148, 530 et 96.

(2) Pour les quatre semaines finissant le 5 novembre 1916, la consommation approximative fut de 1.120.000 coups par semaine.

(3) Il ne s'agit ici d'aucun ordre donné par le ministère des Munitions, qui ne fut créé que plus tard.

chiffres sont de 1.900.000 obus et 1.100 pièces. Et tous ces chiffres sont insignifiants comparés aux masses de projectiles que Haig dut employer plus tard pour réduire le prussianisme en poudre. Mais Kitchener *avait dû partir de zéro*, créer de toutes pièces l'organisation et l'outillage et surmonter toutes les difficultés du début. On peut donc affirmer que, relativement, son effort et le rendement de matériel qu'il obtint ne devaient être surpassés à aucun moment de la guerre.

CHAPITRE XXXVII

UNE GUERRE DE CINQ ANS. — LA QUESTION DES EXPLOSIFS. — LORD MOULTON. — MUNITIONS. — SIR STANLEY VON DONOP. — VISITE DE M. MILLERAND EN ANGLETERRE.

Avant la guerre, la valeur et l'usage de la mitrailleuse avait fait l'objet de vifs débats en Angleterre et en Allemagne où on l'avait adoptée à raison de deux engins pour mille hommes. La mise en service actif révéla immédiatement l'incontestable utilité de l'arme. Immédiatement l'Allemagne, grâce à ses immenses usines de matériel de guerre, augmenta le nombre de mitrailleuses destinées à chaque bataillon. Mais ce que l'Allemagne pouvait faire, l'Angleterre ne le pouvait pas.

L'arme adoptée avant la guerre était celle de MM. Vickers qui seuls pouvaient l'établir. Dès le début des hostilités, et sans attendre aucune demande de Sir John French, Kitchener commanda 1792 mitrailleuses, nombre qui parut alors excéder de beaucoup tous les besoins possibles. Mais dès janvier 1915 on donnait à la maison Vickers carte blanche : le War Office s'engageait à prendre la totalité de sa production en mitrailleuses. Il en fut de même de la Lewis. Avant mai 1915, Kitchener avait commandé en Angleterre ou en Amérique pour être livrées jusqu'à fin 1916 plus de 27.000 mitrailleuses.

L'industrie américaine fut immédiatement mise à contribution, bien que le zèle de ses représentants dût parfois

être modéré (1). Par exemple, le War Office fut accusé au Parlement d'avoir refusé d'accepter une offre pour la prompte livraison de 10.000 engins Colt. La raison du refus, à part l'impossibilité pour notre armée d'adapter le canon Colt à ses besoins, fut que la fabrication n'était pas offerte par la compagnie Colt elle-même, mais par les représentants d'un autre groupe dont il fut difficile de prouver, après enquête, non seulement l'expérience et la capacité, mais l'existence même. On eut l'impression que l'offre manquait de bonne foi et l'on craignit que ce ne fût un piège dressé par des agents allemands.

Une histoire toute différente fut l'offre, faite en octobre 1914 par la Bethlehem Steel Co, d'une option de quelques heures pour la fourniture d'un million d'obus pour notre canon de campagne — chiffre énorme alors — devant être livrés dans un délai de douze mois. L'offre fut acceptée dans les quatre heures et M. Schwab, président de la corporation, traversa l'Atlantique pour voir Kitchener. « Cette guerre », lui dit le ministre, « ne sera pas une guerre courte. Elle durera au moins cinq années. Je voudrais un engagement de votre part que la Bethlehem Steel Corporation ne sera vendue ni par vous ni par vos associés avant un délai de cinq ans ». L'accord fut conclu sur-le-champ et les immenses ressources de la corporation se trouvèrent à la disposition des Alliés pour le reste de la guerre.

Pour les fusils dont la fabrication est plus longue à organiser que celle de tout autre objet d'équipement militaire, nous n'en possédions en août 1914 que 750.000. Notre production hebdomadaire ne dépassait pas 6.000, à peine de quoi remplacer les pertes. Tout un outillage spécial dut être créé pour la fabrication des fusils et des cartouches. Des ordres furent placés, en dehors des commandes faites à nos manufactures du temps de paix, pour la

(1) L'Amérique était alors remplie « d'artistes » qui se faisaient forts de produire n'importe quelle quantité de n'importe quoi en quatre-vingt-dix jours.

fabrication de 3.860.000 nouveaux fusils. Deux millions furent commandés en Amérique seulement. Ils devaient être livrés en juillet 1915, mais on n'en reçut pas avant mai 1916. Les pertes pendant les premiers mois de la guerre dépassèrent toutes les prévisions et l'armement de nos soldats fut un des plus graves soucis de lord Kitchener. On tabla d'abord sur la base d'une armée de 2.000.000 d'hommes. Dès que le chiffre de 3.000.000 fut décidé, il commanda aussitôt 1.500.000 fusils de plus. Un jour — c'était pendant les premières semaines de la guerre — qu'il paraissait fatigué, un ami lui demanda s'il dormait bien. « Je ne dormirai bien » répondit-il « que lorsque j'aurai deux millions de fusils et les cartouches nécessaires. »

La question des obus explosifs souleva bien des controverses. On prétendit même que notre pénurie lamentable à cet égard fut la principale cause qui nous empêchait de remporter la victoire en Flandre.

L'adoption de ce projectile pour l'artillerie de campagne avait été souvent discutée. Les Français l'avaient expérimenté au Maroc. Kitchener lui-même s'en était servi pour ses obusiers à Omdourman et plus tard en Afrique du sud.

Enfin, il avait été sérieusement employé au cours de la guerre balkanique de 1912, mais avec des résultats peut-être insuffisants pour motiver son adoption ou même sa recommandation par le Chef d'État-Major alors en fonctions au War Office.

La première proposition d'employer les obus explosifs pour l'artillerie de campagne émana du War Office et fut faite au quartier général de l'armée en campagne. Dès la première semaine de la guerre le directeur de l'artillerie demandait si ces projectiles étaient désirés. La réponse témoignait d'une certaine hésitation. « Ceux des Allemands, disait-on, ne produisent pas un effet très considérable. Cependant si vous possédez un explosif dont l'emploi offre toute garantie de sécurité pour nos canons

de campagne, il n'y a pas de raison pour ne pas en fabriquer. Nos artilleurs seraient certainement heureux d'en être pourvus. » Après divers échanges de vues entre le War Office et le quartier général, on se mit à l'œuvre. Dès le 19 octobre, 1.000 de ces obus étaient expédiés en France à titre d'essai. Les rapports furent favorables et l'on demanda au War Office d'expédier à l'avenir 50 p. 100 d'obus explosifs et 50 p. 100 de shrapnells pour nos pièces de 18 et de 13. Un peu plus tard la proportion d'obus explosifs fut ramenée à 25 p. 100. Un département spécial fut créé, à la tête duquel Kitchener plaça lord Moulton, le grand jurisconsulte, qui était en même temps un chimiste éminent. Le Trinitrotoluol ne fut employé qu'à faibles doses et mélangé au nitrate d'ammoniaque. Lord Moulton fit aussi fabriquer des quantités énormes d'Amatol dont l'effet fut considérable. Différents modèles de fusées furent élaborés et successivement adoptés. Enfin, toujours grâce à lord Moulton dont la vaste compétence devait être si précieuse à la cause alliée, nous pûmes acquérir et transporter en Angleterre une usine spéciale installée à Rotterdam par les Allemands eux-mêmes pour la fabrication du Toluol. Plus tard, conjointement avec la France, nous assurâmes l'entière production d'une grande fabrique de nitrate située en Norvège et qui sans cela eût certainement travaillé pour le compte de nos ennemis.

Vers la fin de 1914 le quartier général en revint à la première proportion d'abord demandée, de 50 p. 100 d'obus explosifs. Kitchener, sans arrêter les commandes, déjà faites, des shrapnells, multiplia ses efforts pour obtenir des projectiles explosifs en Angleterre, aux États-Unis et au Canada. Plus d'un demi-million de ces obus lui furent promis pour le mois de mai 1915.

On prétendit à un moment que le Conseil de l'armée aurait fait la sourde oreille aux demandes pressantes de Sir John French, refusant de fabriquer plus de 20 coups par pièce et par jour et de faire droit à sa demande de 50 p. 100 d'obus explosifs. Or, voici textuellement la

réponse qui lui fut faite par le War Office sur cette question si importante :

« Le Conseil désire insister sur le fait que les ordres de fabrication ne sont pas limités à ce qu'il croit être nécessaire pour assurer le ravitaillement. Ils ne sont conditionnés que par les possibilités de rendement des usines dans tout l'Empire et le commerce de l'Angleterre avec les pays du monde alliés ou neutres.

Au sujet du ravitaillement proposé de 50 coups par pièce et par jour le Conseil désire attirer votre attention sur la lettre ci-incluse (4) contenant l'opinion du ministère de la Guerre français. On y voit que, d'après l'expérience, de l'armée française, basée sur un plus grand nombre de troupes et de pièces, sur un front beaucoup plus étendu que celui occupé par l'armée britannique, le chiffre de 20 coups par pièce et par jour a été accepté par elle comme suffisant pour faire face à toutes les nécessités.

Les Français, après un travail acharné, ont obtenu un rendement de fabrication de 40.000 coups par jour et ils espèrent être en mesure de l'accroître prochainement, de façon à pouvoir assurer l'usinage de 20 coups par pièce et par jour. Bien que le Conseil ignore quel peut être le rendement allemand, il considère comme incroyable que les Allemands soient en état de se procurer les matières premières nécessaires pour atteindre une production supérieure aux 400.000 coups par jour ou davantage qu'il leur serait nécessaire de fabriquer pour alimenter leur artillerie dans la proportion considérée par vous comme indispensable pour cette guerre.

Le Conseil continuera cependant à faire tous ses efforts

(4) L'attaché militaire français avait été chargé d'écrire à Kitchener :

« Le ministre de la Guerre de France, répondant à la question que vous m'avez prié de lui poser, me prie de faire connaître à Votre Excellence ce qui suit :

« 1. Le chiffre de 20 coups par pièce et par jour a été admis pour assurer
« le coefficient indispensable, en se basant sur la consommation atteinte
« pendant plusieurs mois et notamment en Flandre où les corps engagés
« ont tiré du 2^e octobre au 23 novembre 33 coups par pièce et par jour en
« moyenne.

« 2. Il estime cependant que l'armée anglaise pourrait se contenter d'un
« chiffre moindre, car elle a, dans l'offensive, des procédés un peu différents
« des nôtres, et garde toujours des forces importantes en seconde ligne
« pour les besoins de la relève.

« 3. Il est exact que le tir des batteries allemandes (batteries de campagne
« surtout) s'est ralenti. L'économie des munitions a été recommandée dans
« certaines circonstances. Les Allemands utilisent tous leurs canons d'ancien
« modèle, les canons français pris à Maubeuge. Ils se servent de projectiles
« en fonte et de fusées très défectueuses, ce qui indique une fabrication
« hâtive. »

pour accroître le rendement de fabrication des munitions d'artillerie, et aussitôt que le chiffre de 20 coups par jour et par pièce en service sera atteint, il ne relâchera point son effort en vue d'un nouvel accroissement de la production, si l'expérience prouve que ce ravitaillement est insuffisant.

Le Conseil fait remarquer que quoique, dans les présentes opérations contre des retranchements, l'emploi d'une grande quantité d'obus explosifs puisse être nécessaire, il ne faut pas perdre de vue que la nature des opérations est encore susceptible de se modifier et qu'on peut être amené à revenir aux méthodes passées où l'obus à shrapnell était considéré comme plus efficace contre l'ennemi. C'est pourquoi le Conseil, tout en faisant son possible pour accroître la production des obus explosifs, hésite à décider tout changement brusque qui serait susceptible d'interrompre le rendement actuel. Il fera néanmoins tous ses efforts pour arriver progressivement à réaliser l'accroissement demandé. »

Kitchener éprouvait à ce moment-là les plus vives inquiétudes. Il faisait le possible et l'impossible pour satisfaire les pressantes demandes de Sir John French et recevait en même temps des appels de concours urgents de la France et de la Russie, avec lesquelles il travailla constamment et loyalement la main dans la main. Un des moments les plus critiques fut lorsque, au début de février, il reçut la nouvelle qu'un nouvel obus sur lequel comptait particulièrement Joffre pour ses futures opérations n'offrait aucune garantie de sécurité, causant de nombreuses explosions d'un effet véritablement désastreux.

La critique chercha souvent une cible en la personne de Sir Stanley von Donop, Directeur de l'Artillerie. On l'accusait d'être ultra-conservateur, de refuser les offres qui lui étaient faites et de manquer de nombreuses occasions de nous assurer les bénéfices de soi-disant inventions nouvelles. Il était heureusement exact qu'il refusait d'accepter d'emblée tout ce qu'on lui présentait. En septembre 1914, le général Deville arriva de France pour discuter la question des explosifs. Il produisit un projet d'obus qui, disait-il, pouvait être fabriqué avec une grande économie de temps, toutes les substances entrant dans la

composition de la poudre étant faciles à se procurer. Tout le monde au War Office, y compris Kitchener, fut impressionné, von Donop excepté. Il refusa d'ailleurs énergiquement son approbation. Kitchener, après la conférence, lui ayant demandé, non sans manifester un certain étonnement, la raison de son opposition, von Donop répondit : « Parce que d'après moi cet explosif est d'un emploi dangereux. » Quatre mois plus tard arrivait la nouvelle que 800 pièces avaient éclaté sur le front français et que les plans de Joffre se trouvaient de ce fait sérieusement dérangés. Kitchener dit à M. Asquith que si un pareil fiasco avait eu lieu en Angleterre, le premier ministre et le ministre de la Guerre auraient été pendus à la potence de l'opinion publique et que notre immunité était due en l'espèce au veto opposé par le directeur de notre artillerie.

Il dit à von Donop qu'il était prêt à le défendre ouvertement à la Chambre des lords, mais il fut décidé qu'il écrirait éventuellement au premier ministre :

« Je désire donner témoignage de la confiance complète que moi et le Conseil de l'armée avons dans le major général Sir S.-B. von Donop, Directeur de l'Artillerie. Il a travaillé avec acharnement pour fournir à l'armée les pièces et les munitions nécessaires en ces temps de développement énorme des besoins, et il possède la confiance complète de tous les membres de son département.

Par-dessus tout, il a veillé, grâce à des connaissances techniques de premier ordre, à ce que pièces et munitions livrées fussent d'une qualité offrant toutes garanties de sécurité et nous permettant d'éviter les dangers — dont nous savons que certains de nos Alliés ont souffert — provenant de l'emploi d'un matériel hâtivement construit et trop inférieur aux modèles acceptés. Chaque fois que son expérience lui a donné l'assurance que l'efficacité du matériel n'en souffrirait pas, il s'est montré prêt à conseiller une atténuation de spécifications trop sévèrement fixées.

J'ai vu aujourd'hui le général du Cane, qui m'informe que l'armée en France a une confiance complète dans le général Donop qu'elle considère de beaucoup comme le conseiller technique le plus qualifié qu'était susceptible de fournir l'arme de l'Artillerie. »

En janvier, le ministre de la Guerre français, M. Millerand, vint à Londres consulter Kitchener au sujet de la future contribution de la Grande-Bretagne en hommes et en munitions. M. Millerand fut conduit à Aldershot et vit de ses propres yeux la première de nos Armées Nouvelles à l'instruction de laquelle on était en train de procéder. On lui fit connaître confidentiellement la date à laquelle cette armée et les deux qui devaient suivre seraient prêtes à entrer en campagne. Il fut vivement impressionné par l'ampleur et les qualités de cette force que la Grande-Bretagne se proposait de jeter dans la balance; mais, en ce qui concernait la question des munitions, il ne cachait pas son anxiété. Le 14 janvier, Kitchener eut une entrevue avec le délégué du ministère français, le marquis de Chasseloup-Laubat, une autorité en matière d'explosifs. Kitchener lui non plus ne cachait pas son anxiété et se plaignait des lenteurs de l'administration de Bordeaux. M. de Chasseloup-Laubat écrivait à ce sujet :

« Tout d'abord, lord Kitchener examine à nouveau la question des explosifs qui, en ce moment-là, présente une gravité et une acuité exceptionnelles pour les Alliés en général et la France en particulier. Il n'est pas content. Il s'étonne que le ministre de la Guerre en France n'ait pas encore ratifié officiellement la convention que, le lundi précédent 11 janvier, il a acceptée sur ma demande au nom de la Grande-Bretagne, après une discussion qui dura de midi à 1 heure trois quarts pendant la première séance du « Supplies to Allies Committee. » Il ne comprend pas pourquoi l'administration de Bordeaux n'a pas accepté séance tenante un arrangement aussi avantageux pour les Alliés : les 50.000 fusils japonais et les 40 millions de cartouches japonaises que doit céder la France à la Grande-Bretagne vont accroître le nombre des soldats anglais en Flandre et par conséquent diminuer le trop lourd fardeau des soldats de la République; et les 2.300 tonnes de benzol anglais tout-venant que la Grande-Bretagne remettra à la France tous les mois jusqu'à la fin des hostilités (et que l'on ne peut se procurer actuellement qu'en Angleterre) permettront aux services techniques du ministère de la Guerre de créer la fabrication d'un tonnage quotidien de mélinite suffisant pour repousser les attaques de l'ennemi.

Il rappelle avec amertume que, afin d'imposer lundi dernier mon projet de convention et l'octroi du permis d'exportation, il a dû briser les réticences, les tergiversations et les résistances de gens qui, ignorant sans doute certains éléments essentiels de leur service et les dangers de l'heure présente, paraissent préoccupés non point de vaincre l'ennemi, mais bien de ne pas se compromettre et de ne pas assumer de responsabilités (1). »

(1) Deux jours plus tard la convention était signée.

CHAPITRE XXXVIII

LE PROBLÈME DE LA MAIN-D'ŒUVRE. — LES TRADE-UNIONS. — LE
MINISTÈRE DES MUNITIONS.

Le problème capital, dont dépendait complètement celui des munitions et du matériel, était la question de la main-d'œuvre. On en manquait. Tout était à créer *ab ovo*, usines, machines, outils, installations de toutes sortes, transports, etc... Où trouver les ouvriers spécialistes par dizaines de mille, les manœuvres par centaines de mille? Kitchener s'adressa à tout le monde, frappa à toutes les portes, fit appel à toutes les institutions, à tous les départements d'Etat, aux bureaux officiels et aux particuliers.

Le Board of Trade (ministère du Commerce) se chargea de trouver des hommes d'affaires et d'initiative qui se chargeraient du recrutement de la main-d'œuvre dans les localités dont les ressources leur étaient familières. Immédiatement un grand nombre d'ouvriers et de mécaniciens furent enlevés à leur travail et mis à la disposition des manufactures d'armes et de munitions. Mais cela ne suffisait pas.

On demanda alors au Home Office (ministère de l'Intérieur) de consentir à mettre à la disposition des industries de guerre une partie importante du personnel de la police du royaume. Puis ce fut le Board of Education (ministère de l'Instruction publique) qui fut mis à contribution par Kitchener pour fournir à nos usines des spécialistes et des

techniciens. Les autorités locales furent aussi invitées dans toute l'étendue du pays à se priver d'une partie de leurs employés.

Kitchener écrivit au ministre de l'Instruction publique :

« J'essaie, comme vous le savez d'augmenter notre effectif d'ajusteurs, de tourneurs, de techniciens et de spécialistes en vue d'accroître le plus possible le rendement de fabrication des munitions.

Croyez-vous que les autorités dirigeant les écoles techniques aient sous leurs ordres des spécialistes qui pourraient être mis à la disposition de nos usines de guerre? Dans mon effort pour trouver les ouvriers qu'il nous faut, je désire ne rien négliger. C'est pourquoi je serais heureux si vous vouliez bien rechercher si je puis trouver une aide quelconque de ce côté. »

Beaucoup d'employeurs déclarèrent que le rendement de la production pourrait être considérablement accru si certaines associations corporatives, celle surtout des mécaniciens (1), consentaient à la suspension de certaines prescriptions. Un comité fut nommé dont l'œuvre fut fertile en résultats. Il conseilla l'établissement du travail aux pièces avec des tarifs stables, insista pour la suppression des lock-out et des grèves, pour l'emploi sur une vaste échelle de la main-d'œuvre féminine. A la demande de Kitchener, une loi spéciale fut votée, stipulant des pénalités sévères pour toutes tentatives de lock-out ou de grèves dans les établissements industriels travaillant pendant la durée de la guerre pour le compte du gouvernement.

Malgré tout, le rendement laissait à désirer. Un trop grand nombre d'ouvriers fournissaient un travail par trop insuffisant par manque d'assiduité et d'application. Enfin les règlements étroits et impératifs des Trade-Unions constituaient un très sérieux obstacle à l'organisation du travail intensif. Une note de Kitchener du 25 février 1915 expose clairement la situation à cet égard :

« Au sujet des suggestions d'ordre pratique du chancelier

(1) La « Amalgamated Society of Engineers. »

de l'Echiquier, je suis heureux de constater qu'il y a un plus grand nombre d'usines disponibles, dans ce pays, pour la fabrication du matériel de guerre. La difficulté réelle de la situation consiste, selon moi, dans l'organisation de la main-d'œuvre technique nécessaire... Si le chancelier de l'Echiquier pouvait nous aider en cela et dans les multiples difficultés auxquelles nous nous heurtons dans le recrutement de la main-d'œuvre, je ne doute pas, qu'avec le temps, il ne nous soit possible de recruter, d'instruire et de mettre en état de faire campagne un nombre d'hommes beaucoup plus considérable, pouvant s'élever jusqu'à trois millions.

Dans notre effort actuel pour lever, armer et équiper deux millions d'hommes, nous nous heurtons à de graves difficultés dont la moindre est que nos chefs d'usines se trouvent constamment, par suite de l'insuffisance de la main-d'œuvre, dans l'impossibilité de tenir leurs engagements dans les livraisons d'armes, de munitions, etc... Cette pénurie de main-d'œuvre pourrait être considérablement atténuée par l'emploi de travailleurs non spécialistes travaillant aux mêmes machines à côté d'ouvriers spécialistes. Malheureusement les règlements des trades-unions s'y opposent. C'est pourquoi une des premières choses à faire est d'obtenir la modification de ces règlements.

Un comité, au sein duquel Sir George Gibb représente le War Office, fonctionne et a pour objet l'organisation du travail. Je sais que ce comité a plus ou moins réussi dans certains de ses efforts pour amener les trade-unions à accepter de modifier les règles restrictives qu'ils imposent maintenant au travail. Mais si le chancelier de l'Echiquier pouvait user de sa grande influence pour persuader les trade-unions de régler cette question immédiatement, il ferait beaucoup pour nous aider à préparer une armée d'un développement qu'il considère comme nécessaire. »

Il savait qu'à partir du mois de mars Sir John manifesterait son activité et, bien que notre réserve de munitions fût considérable (1), il était déterminé à ce que ouvriers et ouvrières apprissent la nécessité de prodiguer tout leur temps et toute leur énergie, si les opérations — dont il était peut-être seul à prévoir l'ampleur — devaient être couronnées de succès.

(1) Dans la seule bataille de Neuve-Chapelle il fut dépensé plus de munitions que dans toute la guerre Sud-Africaine.

Les canons de Neuve-Chapelle avaient à peine cessé de gronder que, le 15 mars, s'adressant à la Chambre des lords avec une franchise qui atteignait les limites de la discrétion nécessaire, il disait toute la vérité au sujet de l'insuffisance des équipements et du matériel, en en donnant les raisons :

« L'équipement des armées nouvelles dépend en grande partie de notre pouvoir de nous procurer le matériel de guerre nécessaire. Nous avons naturellement beaucoup demandé aux industries s'occupant de la fabrication des munitions de guerre dans ce pays, et ces demandes les ont obligées ainsi que les industries et commerces auxiliaires, à fournir le maximum de travail. Les firmes fabriquant des armements ont promptement répondu à notre appel et ont accepté des ordres considérables. La grande majorité de leurs employés, s'élevant à la hauteur des circonstances, n'ont pas reculé devant le travail supplémentaire et même de nuit dans toutes les usines et manufactures du pays.

Malgré ces efforts, nous avons malheureusement constaté que la production, non seulement n'est pas égale à nos besoins, mais ne remplit même pas notre attente, car un grand nombre de nos commandes n'ont pu être exécutées pour les dates promises.

Les progrès de l'équipement de nos nouvelles armées et la fourniture du matériel de guerre nécessaire à nos troupes en campagne ont été sérieusement retardés et gênés par l'impossibilité d'obtenir une main-d'œuvre suffisante et par les retards dans la production des installations nécessaires, causés principalement par nos demandes énormes et celles de nos alliés. Pendant que, d'une manière générale, les ouvriers ont comme je l'ai dit travaillé loyalement, *il y a eu, j'ai le regret de le dire, des exemples où des absences, des heures de présence irrégulières et un travail sans énergie ont eu pour conséquence une diminution marquée de la production de nos usines.* Dans certains cas, les tentations du cabaret sont responsables pour ce rendement insuffisant du travail. Mais il m'a été rapporté que dans plus d'un cas les restrictions des trade-unions ont sans aucun doute ajouté à nos difficultés non pas tant pour obtenir une main-d'œuvre que pour en faire le meilleur usage. Je suis convaincu qu'il suffit de mentionner le caractère sérieux de la situation en ce qui concerne nos besoins pour que tous ceux qui sont concernés soient d'accord

pour supprimer, pendant le temps de la guerre, celles de ces restrictions qui sont susceptibles d'entraver si peu que ce soit notre utilisation complète de toute la main-d'œuvre disponible.

Je ne saurais faire remarquer avec trop d'énergie que, à moins que la nation tout entière ne travaille avec nous et pour nous, non seulement en fournissant des hommes pour servir dans nos rangs, mais aussi en fournissant les armes, les munitions et les équipements nécessaires, nos opérations heureuses dans les différentes parties du monde où nous sommes engagés seront considérablement gênées et retardées. Des bruits me sont parvenus que des ouvriers, dans certaines usines, s'imaginent que la guerre va si bien qu'il n'y a aucune nécessité pour eux de fournir leur maximum d'effort.

Tout ce que je puis dire, c'est que la fourniture du matériel de guerre pour le moment et pour les deux ou trois mois qui vont suivre me cause la plus vive anxiété. Je voudrais que tous ceux qui sont employés dans les usines de guerre comprennent qu'il est essentiel que non seulement les retards apportés dans la livraison des munitions soient rattrapés, mais que la production de chaque projectile est de la plus grande importance et peut exercer une influence capitale sur l'issue de la campagne. »

Le 8 avril 1915, le premier ministre créa un Comité de munitions sous la présidence de M. Lloyd George. Le rôle de ce Comité devait être de veiller à l'application effective et prompte de toute l'activité productrice du pays à la fabrication et au ravitaillement rapide en munitions de guerre de l'Armée et de la Marine. Pleins pouvoirs lui furent donnés à cet effet. Ce Comité fut l'origine du Ministère des Munitions, qui fut créé peu après et avec lequel Kitchener devait collaborer avec une entière loyauté et sans la moindre friction. Tout l'essentiel avait été déjà créé par lui, et le nouveau ministère n'eut qu'à suivre la voie qu'il avait dès le début si magistralement tracée. Kitchener avait semé, en des jours d'orage, et M. Lloyd George fit aisément une ample moisson dont, pour des raisons de politique électorale et de popularité, il fut peut-être quelquefois légèrement enclin à s'attribuer le seul mérite.

CHAPITRE XXXIX

SIR DOUGLAS HAIG COMMANDANT EN CHEF. — SIR WILLIAM ROBERTSON
CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR IMPÉRIAL.

Lorsque Kitchener revint des Dardanelles, le gouvernement venait de décider de relever Sir John French de son commandement. La guerre avait largement dépassé en proportions et en durée tout ce qu'il avait pu prévoir. Les fatigues et les responsabilités imposées au haut commandement avaient été immenses et elles allaient certainement augmenter. Enfin d'importantes fonctions allaient être confiées à Sir John French en Angleterre. L'on avait décidé qu'il quitterait le commandement en chef de l'armée britannique en campagne à la fin de l'année.

Le gouvernement cherchait un général qui unit aux belles qualités militaires de Sir John French un caractère égal, un jugement pondéré, des vues larges. Il tenait en outre à ce qu'il se tint à l'écart de la politique. Sir Douglas Haig parut offrir ces qualités et ces garanties et il fut nommé.

Aux instructions officielles qui furent données au nouveau commandant en chef, Kitchener ajouta personnellement les plus vives recommandations de renouveler et de conserver à tout prix les meilleures et les plus cordiales relations avec nos alliés français.

Le jour de l'an 1916 — sept semaines avant le début de

la grande attaque de Verdun — Haig écrivait à Kitchener :

« Quelques lignes pour vous souhaiter plusieurs « bonnes années » et espérer que celle qui commence ne nous réserve que bonne fortune et tous les succès que votre grand labeur nous a préparés.

Ainsi que vous me l'avez conseillé j'ai fait de mon mieux pour débiter par des relations amicales avec les Français. Je crois avoir bien commencé. J'ai visité Chantilly à la première occasion, il y a environ dix jours et cela a marché si bien avec Joffre qu'il m'a invité à une sorte de réunion de famille avec ses trois commandants de groupes d'armées, le Président, le général Galliéni et M. Briand.

Cette réunion a eu lieu mercredi dernier. Nous nous sommes séparés grands amis !

La principale question discutée a été la meilleure défense possible contre une attaque allemande.

J'ai déclaré que j'étais satisfait de nos méthodes de défense actuelles, mais qu'il n'y a rien de définitif en pareille matière et que nous améliorions chaque semaine notre système de défense.

Je voudrais (lorsque le temps sera plus sec) arriver à tenir nos tranchées du front avec moins de troupes de façon à disposer de réserves plus importantes pour les contre-attaques. Actuellement la réserve stratégique n'est que d'une division par armée. Elle devrait être d'au moins deux corps (de six bonnes divisions) avec un chef.

Il y a des indications que l'ennemi se prépare à attaquer dans la direction de Roye-Montdidier. La X^e Armée pense qu'ils attaqueront aussi au sud d'Arras. Il en est de même au saillant d'Ypres. Joffre pense que Roye est plus indiqué. Je crois qu'il a raison et que les autres préparatifs ne sont que des feintes pour nous tromper et disperser nos réserves. »

Cette lettre fut la première de la correspondance que le nouveau Commandant en chef devait entretenir avec le ministre de la guerre qu'il engagea vivement à venir visiter l'armée campagne aussi souvent qu'il le pourrait. « J'aurai toujours, lui disait-il, une chambre pour vous chaque fois que vous voudrez bien venir rendre visite aux armées. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, comme toujours, l'accueil le plus amical vous y attend de la part de tous. »

Sir John French, en abandonnant son commandement, reçut la pairie sous le titre de vicomte French d'Ypres. Sa grande réputation et ses longs services l'avaient fait choisir pour le commandement de l'armée territoriale de la défense du royaume (Home Forces). Kitchener fit personnellement tout ce qui fut en son pouvoir pour assurer son autorité.

Depuis le début de la guerre il avait demandé à Sir John de le tenir exactement informé des mouvements de l'armée, des plans élaborés et de ne pas craindre de s'adresser librement et franchement à lui chaque fois qu'il pourrait lui être de quelque utilité. La recommandation n'avait pas été perdue : leur correspondance avait été suivie et leurs échanges de visites fréquents (1).

Pendant toute l'année 1915, Sir John vint souvent le voir à Londres secrètement, sans jamais paraître au War Office. Il déjeunait le matin de bonne heure au palais de Saint-James et restait souvent toute la matinée en tête-à-tête avec lui.

Ses lettres à Kitchener sont empreintes d'une profonde sincérité et d'une véritable confiance. Par exemple :

« Je viens de recevoir justement votre télégramme. Un mot en réponse à sa dernière partie. Si mes remarques sur les effectifs et les pertes... avaient un caractère plutôt pressant c'était en vue d'influencer le Cabinet, et non vous, sur la nécessité d'envoyer des renforts. Nous sentons tous ici que nous sommes absolument en bonnes mains avec vous et nous avons la plus entière confiance dans votre aide et dans votre appui. Je répète ce que j'ai déjà dit : « Grâce à Dieu, vous êtes là », et je le dis sincèrement. Vous êtes le seul homme que j'ai toujours considéré, et en qui j'ai cru, comme en un véritable soldat et c'est une joie pour moi de servir de nouveau sous vos ordres. Je suis profondément touché par le ton amical de votre télégramme... Il me rappelle toute votre bonté et votre amitié pendant nos vicissitudes en Afrique du Sud. »

Le commandant en chef semblait désirer aussi que Kit-

(1) Lord Esher, leur ami commun, leur servit à diverses reprises d'intermédiaire confidentiel.

chener eût la certitude que ses sentiments amicaux et confiants étaient pleinement partagés par son État-Major :

« George Arthur m'a transmis la lettre de Grey, me disant en même temps que votre désir était qu'elle fût détruite. Ainsi en a-t-il été fait. Je ne crois pas que les Allemands puissent jamais atteindre Calais, mais nous sommes cependant prêts à faire face à toute éventualité. Je me doute à quel point vous devez être surmené par votre travail et par les gens qui viennent vous ennuyer. Sachez que vous n'avez ici que de vieux amis qui sympathisent avec vous et veulent vous aider. Nous vous sommes tous très reconnaissants pour avoir tant fait pour nous (26 novembre 1914). »

« Je ne puis vous dire à quel point j'apprécie votre aide, votre amabilité et votre promptitude à m'envoyer tout ce que je vous demande », — écrivait-il pendant la première bataille d'Ypres.

« Je me suis souvent étonné de la rapidité avec laquelle vous m'avez toujours envoyé des renforts et comblé nos pertes; je suis sûr que vous faites tout votre possible pour nous (4 novembre 1914). »

« Que c'est aimable à vous d'avoir pris tant de peine pour la question de la solde et des allocations. — Je suis enchanté des territoriaux et suis persuadé qu'ils nous seront d'une grande utilité... Je ne saurais vous exprimer toute mon admiration pour la ponctualité et la rapidité avec lesquelles vous m'envoyez les renforts nécessaires (15 novembre 1914). »

La vérité est qu'une vieille et sincère amitié unissait depuis la guerre sud-africaine le ministre de la Guerre et le Commandant en chef de l'Armée britannique en France. Cette amitié devait souvent permettre à Kitchener d'exercer une influence salutaire sur le caractère quelquefois un peu trop pétulant et primesautier de Sir John French. Elle s'exerça surtout inlassablement pour établir et maintenir des rapports cordiaux avec le haut commandement français, une nécessité sur laquelle Kitchener ne cessa jamais d'insister. Il est incontestable que grâce à son action personnelle en ce sens, bien des difficultés furent aplanies et bien des motifs de friction évités.

L'ampleur que prenait la guerre et la multiplication de ses théâtres actuels ou possibles faisaient de plus en plus

ressentir le besoin d'un État-Major général compétent et instruit aux côtés du ministre. Le choix de Kitchener s'était depuis longtemps porté sur Sir William Robertson, alors chef de l'État-Major en France, officier d'une valeur exceptionnelle en même temps qu'admirable soldat. Mais Kitchener avait attendu pour ne pas priver l'Armée en campagne des remarquables services de Robertson. Aussitôt après la bataille de Loos, il fut question d'apporter des modifications dans le haut commandement de l'Armée en France, mais Kitchener s'opposa énergiquement à toute mesure dont le résultat eût pu aboutir à une diminution quelconque du prestige du commandant en chef. Mais dès qu'il fut décidé de mettre un terme au commandement de Sir John French, Kitchener saisit l'occasion que lui offraient les changements envisagés et la révélation de nouvelles capacités pour infuser un sang nouveau au War Office sans affaiblir les Armées-en campagne. Avec le consentement du Premier ministre, il fit au début du mois de décembre 1915 une visite au Quartier-Général pour discuter l'avenir avec Robertson auquel il demanda de vouloir bien coucher ses idées par écrit. Ces idées étaient les suivantes :

« Il était absolument nécessaire qu'il y eût une autorité suprême pour déterminer la politique de la guerre, en fixer les théâtres et leur importance relative, et choisir les hommes chargés de l'exécution des plans. Étant donné la nécessité de la rapidité des décisions, son pouvoir devait être absolu. Ce devait être un organe exécutif et non un simple conseiller. Le Conseil de guerre, tel qu'il existait alors, pouvait assumer ce rôle suprême, pourvu qu'il fût relevé de sa responsabilité vis-à-vis de l'ensemble du Cabinet, pour tout ce qui concernait la conduite des opérations militaires. Tout avis, toute proposition émanant soit des membres du Cabinet, soit de ceux du Conseil de guerre en tant qu'individualités, soit de toute autre personne, devraient être préalablement examinés, puis présentés avec, au besoin, des conclusions motivées au Conseil de

guerre par le Chef de l'État-Major Impérial, avant que le Conseil de guerre ne pût l'adopter. » Le futur chef de l'État-Major ajouta que si toutes les communications avec le commandant en chef en campagne au sujet des opérations militaires avaient lieu par son intermédiaire, cela contribuerait beaucoup à accélérer l'expédition des affaires et à conserver le secret des opérations d'une manière beaucoup plus efficace que la méthode adoptée jusqu'à présent. Enfin, il proposa un certain nombre de changements de nature à fortifier l'État-Major Impérial. Une longue conversation eut lieu à Paris, au début de décembre, entre Kitchener et Robertson. Certaines modifications furent apportées aux propositions primitivement faites par Robertson et de nouveaux arrangements pour la conduite future de la guerre furent décidés d'un commun accord (1).

La malveillance essaya naturellement d'interpréter la nouvelle nomination comme une limitation des pouvoirs de Kitchener. Le Cabinet n'osant s'en débarrasser, dirent certains, avait trouvé ce moyen de neutraliser son action. C'était d'autant plus ridicule que l'idée et les grandes lignes du changement accompli venaient de lui, que le choix de Robertson était le sien, et qu'il désirait enfin vivement être déchargé d'une partie de son labeur écrasant pour pouvoir se consacrer à l'étude des grandes questions internationales, ethnographiques, historiques et géographiques qui l'avaient toujours attiré et dont la solution constituerait le grand problème de la paix. « Je crois » disait-il souvent « que je pourrai être d'une réelle utilité au moment de la paix. Je n'ai aucun doute sur notre victoire finale, mais j'en ai beaucoup sur la signature d'une bonne paix. » Il est certain que s'il avait vécu, sa grande renommée, ses vastes connaissances et son esprit positif et pratique eussent trouvé l'occasion d'exercer utilement leur influence au Congrès de la Paix et eussent peut-être

(1) Robertson, au bout de quelques mois de présence au War-Office, dit que s'il avait su à quel point la collaboration avec Kitchener était facile et agréable, il n'aurait jamais demandé une extension des pouvoirs de l'Etat-Major Impérial.

favorablement contrebalancé les surenchères et les utopies de bien des politiciens (1).

(1) Les « politiciens » professionnels ne l'aimaient guère et l'injustice des conclusions du Rapport de la Commission parlementaire d'Enquête des Dardanelles le prouve bien. Des parlementaires l'y accusèrent d'avoir trop aimé le pouvoir personnel. Or, tous ses collaborateurs du War-Office, y compris Robertson, déclarèrent à l'envi qu'il n'y avait pas d'homme qui, plus que lord Kitchener, n'aimât s'entourer d'avis et se confier à ceux qu'il jugeait dignes de sa confiance.

CHAPITRE XL

L'ORIENT MENAÇANT. — LA MÉSOPOTAMIE. — VERDUN.

La situation générale, à la fin de 1915, n'était pas brillante.

Au mois d'octobre le Comité de guerre, inspiré en cela par le ministère de l'Inde, avait décidé que le général Nixon recevrait l'ordre de marcher sur Bagdad avec les forces dont il disposait alors et la promesse de deux divisions devant arriver le plus tôt possible. Kitchener s'était opposé, mais en vain, à cette décision. Il avertit même le ministre de l'Inde qu'il considérait comme dangereuse une pareille avance qui exigeait plus de préparatifs et des forces plus considérables, faisant remarquer avec insistance qu'on pouvait l'accomplir plus tard avec moins de risques et à moins de frais. Lord Curzon, ancien vice-roi de l'Inde, était du même avis. Il avait même repoussé la suggestion faite par Kitchener que l'on pouvait exécuter un simple raid contre Bagdad, sans occupation militaire permanente, dans le but de nous assurer la possession des approvisionnements et du matériel militaire pouvant s'y trouver. Le Comité cependant, après avoir consulté le vice-roi, passa outre, ne tenant aucun compte de l'opinion des deux plus grandes compétences en matière orientale.

Le 22 novembre, après quelques succès, le général Townshend se heurta, à Ctésiphon, à d'importantes forces turques et dut battre précipitamment en retraite. Dès les

premiers jours de décembre il se trouva bloqué dans Kut-el-Amara. Comment le secourir devint un sujet de graves préoccupations.

A Salonique nous occupions un certain périmètre couvrant la ville et le port, avec d'importantes forces ennemies sur notre front et une puissance neutre d'une attitude douteuse sur notre flanc.

En Italie, Cadorna se trouvait arrêté devant les collines qui dominaient l'Isonzo.

Les armées russes, faute de munitions, étaient vouées à l'inaction.

En Orient des nuages menaçants paraissaient s'amasser. Bien que les Turcs n'aient pas paru se trouver encouragés outre-mesure par notre évacuation de la presqu'île de Gallipoli, nous n'en étions pas moins inquiets du côté de l'Inde et de l'Égypte. Des agents allemands tâchaient d'atteindre l'Afganistan par la Perse et il y avait des rumeurs de révolte dans l'Inde elle-même. Les Allemands trompetaient par tout l'Orient leur *Drang nach Osten* et se préparaient à aider les Turcs à attaquer l'Égypte par l'est. A l'ouest les Senoussis redoublaient de turbulence, de sorte que nous nous attendions à une attaque simultanée sur les deux frontières. Le Soudan même, où des émissaires turcs avaient réussi à entrer en contact avec le sultan du Darfour, menaçait à son tour de s'agiter. Dans le sud-est africain, von Lettow-Vorbeck, que nous n'avions plus inquiété après l'échec de notre première expédition, avait organisé d'importantes forces indigènes et menaçait d'envahir l'Ouganda.

En Mésopotamie enfin la situation était sérieuse : Sir Stanley Maude ne pouvait arriver à temps pour sauver Townshend qui en était réduit à capituler le 29 avril, avec sa petite armée de 9.000 hommes, dans Kut-el-Amara.

Robertson, qui arrivait de Saint-Omer, avait la réputation d'un *Westerner* (1) décidé. Rien n'était moins exact et

(1) Partisan d'une politique occidentale. Opposé à *Easterner*, partisan de l'expansion britannique en Orient.

Kitchener le savait bien. Les deux hommes étaient entièrement d'accord pour penser que notre sécurité en Orient et notre puissance en Occident devaient marcher de pair; les connaissances profondes et l'expérience de l'un aidèrent l'autre à édifier l'œuvre détaillée de la restauration de notre sécurité militaire en Orient. La première mesure fut d'aviser le Gouvernement que le contrôle des opérations militaires en Mésopotamie devait être enlevé au commandant en chef de l'Armée des Indes pour être transféré à l'État-major général impérial du War Office. Quelques semaines après, sur la proposition de Kitchener, les deux contrôles, administratif et militaire, de la Mésopotamie étaient dévolus au War Office. Quelques mois plus tard, le général Maude, puis, après sa mort, le général Marshall, volaient de victoire en victoire.

Kitchener se trouva également d'accord avec Robertson au sujet de la défense de la frontière orientale de l'Égypte. C'eût été de notre part une grave imprudence que de nous borner à défendre la ligne du canal et à attendre l'ennemi. Dès le printemps 1915 fut commencée cette lente conquête du Sinaï qui devait plus tard nous ouvrir la route de Jérusalem et de Damas. Une action vigoureuse était en même temps entreprise contre les Senoussis qui reçurent une sévère punition à Mersa-Matruk. Au mois de janvier le général Wallace leur infligeait une défaite encore plus dure. Un escadron d'automobiles blindées armées de canons qui n'avaient pu être utilisées en Flandre nous rendirent dans les raids du désert les plus grands services (1).

Pendant l'absence de Kitchener en Orient, on avait pro-

(1) « On sait, écrivait Maxwell le 9 avril, que quelque part, en Cyrénaïque, le Senoussi détenait 95 prisonniers britanniques survivants du *Tara* et du *Morrina* qui avaient été torpillés en novembre. On se douta bientôt, après l'interrogatoire de prisonniers arabes, que ces 95 anglais devaient se trouver à un endroit situé à environ 75 milles à l'ouest de Sollum. Il fut décidé d'essayer de les délivrer et l'on y réussit grâce à la batterie légère sur automobiles blindées placée sous le commandement du major duc de Westminster. Des ambulances automobiles suivaient l'expédition qui parcourut plus de 120 milles dans un désert inexploré. Tous les prisonniers anglais furent délivrés. »

jeté d'envoyer dans l'est africain une expédition beaucoup trop importante. Kitchener, dès son retour, la fit réduire à de plus raisonnables proportions. Elle fut commandée par le général Smuts.

Mais une tempête grondait sur le front occidental. Le 21 février le Kronprinz avait déclenché la grande attaque contre Verdun. Quatre jours après, Douaumont était entre ses mains et la sécurité du principal pivot des Armées alliées se trouva très sérieusement menacée. Le Gouvernement français appela immédiatement Kitchener à son aide. Joffre lui télégraphia :

« Tout indique aujourd'hui, sur le front Nord de Verdun, une violente offensive allemande qui peut être le début d'une action décisive. Dans cette hypothèse les forces britanniques n'auront à craindre que des attaques locales. Elles peuvent nous aider en nous permettant de rassembler rapidement le maximum de forces disponibles pour faire face à toute éventualité. En conséquence, je demande au général Haig d'entreprendre immédiatement la relève de la X^e Armée. Dans un moment comme celui-ci, qui peut être le début de la crise décisive de la guerre, je compte que les armées britanniques nous prêteront leur assistance la plus absolue et je vous serais reconnaissant de vouloir bien appuyer ma requête auprès de Sir Douglas Haig. »

Kitchener répondit que l'armée anglaise ferait tout ce qui était en son pouvoir pour aider son alliée dans cette circonstance critique.

Le 21 février il télégraphiait à Haig :

« Sur une question qui devrait être décidée entre vous-même et Joffre, il m'est naturellement impossible de demander au Comité de guerre de donner des instructions, mais vous comprendrez, j'en suis sûr, l'importance qu'il y a à lui prêter toute l'assistance en votre pouvoir... Notre information ne fait mention d'aucune concentration ennemie sérieuse, sauf à Verdun. Vous-même et Joffre pouvez seuls décider si vous pouvez mieux l'aider en prenant à votre charge un front supplémentaire ou par une offensive sur votre propre front. Comme vous le savez, le sentiment public en France est nerveux en ce moment et cela pourrait causer mauvais effet si

nous restions inactifs pendant que les Français sont violemment attaqués. J'ai télégraphié à Joffre que je vous ai représenté l'importance qu'il y a à lui prêter toute l'aide possible au cours de la bataille qui s'annonce et que toutes les dispositions doivent être prises par vous deux. »

Sir Douglas Haig télégraphiait le 23 février à Sir William Robertson :

« *Sir Douglas Haig à C. I. G. S. (1).*

J'ai déjà pris mes dispositions pour faire droit à la demande de Joffre autant que mes moyens me le permettront, car il est important de déclencher l'offensive assez tôt pour affecter la situation qui se développe actuellement sur le front français. En conséquence, j'ai donné des ordres pour la relève de trois divisions de la X^e Armée dont on a un besoin urgent. »

Le nombre de divisions dont disposait Haig lui permit de se mettre rapidement d'accord avec Joffre. Nous relevâmes l'Armée française qui occupait le front des deux côtés d'Arras. Les Anglais eurent désormais un front continu d'Ypres à la Somme. Joffre put ainsi tenir tête aux attaques du Kronprinz tandis que Haig se préparait à frapper à son tour, n'attendant que le signal du commandant en chef français.

Kitchener ne vécut pas pour voir ses nouvelles recrues faire leurs preuves dans le tourbillon de la Somme, mais il mourut sachant que les Armées qu'il avait créées avaient été l'instrument providentiel qui avait sauvé nos Alliés dans l'une des plus grandes crises de la guerre.

(1) Chief Imperial General Staff.

CHAPITRE XLI

SOIXANTE-DIX DIVISIONS. — LE RECRUTEMENT.

Le 6 août 1914, le jour où il entra au War Office, Kitchener avait déjà décidé que l'Angleterre mettrait en ligne 70 divisions d'infanterie. Dès le mois de janvier 1916, il pouvait dire que 67 d'entre elles faisaient déjà campagne ou étaient prêtes à y entrer et que les trois autres étaient en formation. Il ne croyait pas que 70 divisions pussent suffire à assurer la victoire de l'Entente, mais il pensait que c'était le devoir strict de l'Angleterre de les jeter dans la balance (1). C'était d'ailleurs à peu près l'effectif maximum susceptible d'être recruté et instruit pendant la guerre. En prenant pour base l'organisation militaire allemande, l'Angleterre aurait pu, avec sa population, mettre en ligne 105 divisions, et Kitchener lui-même admettait que 100 divisions eussent été l'idéal. Mais il fixa un chiffre inférieur surtout parce qu'il se rendait compte que l'Angleterre avait besoin d'un grand nombre d'hommes pour assurer des services autres que ceux des armées combattantes (2).

Au War Office, le nouveau ministre ne trouva rien ou

(1) Un an plus tard Kitchener déclarait au Cabinet : « Si nous ne maintenons pas 70 divisions en campagne, nous ne ferons pas notre devoir. »

(2) L'Angleterre avait besoin d'un personnel immense non seulement pour sa marine de guerre, mais aussi pour sa marine marchande, sa formidable industrie et ses mines de charbon qui travaillèrent pendant toute la guerre pour toutes les nations de l'Entente.

créer. Cette condition remplie, Kitchener ne découragea pas l'esprit de clan ou de camaraderie qui pouvait décider des hommes unis par des liens sociaux, locaux ou professionnels à servir ensemble. Il admit le principe du recrutement régional, dans le cadre de la division ou du bataillon pour les territoriaux, mais dut refuser à son grand regret l'offre faite par M. Redmond de recruter en Irlande une force militaire distincte.

Il devait cependant donner aux territoriaux — par voie d'engagements volontaires — de multiples occasions de prouver leur zèle et leur patriotisme qu'il utilisa largement. Dès le début de la guerre, il demanda aux Associations territoriales et obtint immédiatement trois divisions (les 43^e, 44^e et 45^e) pour l'Inde où elles allèrent relever les divisions de réguliers qui y tenaient garnison et qui purent ainsi venir rapidement grossir l'Armée de Sir John French (7^e, 8^e, 29^e et divisions mixtes anglo-hindoues). Dans la suite, comme on l'a vu, de nombreux bataillons de territoriaux volontaires devaient être envoyés en France.

Le 8 août 1914, Kitchener demanda 100.000 hommes. Quinze jours après il étaient déjà rassemblés des les camps d'instruction. Il était facile d'avoir des hommes. La difficulté était de pouvoir commencer immédiatement et sans perdre de temps à en faire des soldats. Pendant les quatre jours qui avaient précédé la Déclaration de Guerre il y avait eu une véritable ruée vers les bureaux de recrutement. Le jour qui suivit l'Ultimatum à l'Allemagne l'enthousiasme était tel à Londres que vingt agents de police mirent plus de vingt minutes à traverser la foule amassée devant l'un des principaux bureaux de recrutement. Dans une seule journée on enregistra plus de 30.000 recrues, chiffre supérieur à celui du recrutement annuel en temps de paix. Pendant la cinquième semaine de la guerre 250.000 hommes se présentèrent (1).

(1) Un des espions de l'Empereur d'Allemagne fit le rapport suivant : « J'ai été à Londres, est, ouest, nord et sud : on n'y voyait que des soldats.

Le manque d'équipements obligea pendant quelque temps Kitchener à endiguer le flot du recrutement en élevant le niveau d'aptitude physique. Au bout d'un certain temps, naturellement, l'enthousiasme fiévreux du début perdit de son intensité. Au véritable emballement des premiers mois succéda la croyance que peut-être le pays n'avait pas immédiatement besoin de toutes les bonnes volontés. Beaucoup se dirent : « Si Kitchener a besoin de nous, il nous le fera savoir ». Plus tard, chaque campagne de propagande amena toujours des quantités de recrues.

En somme le système de l'Engagement volontaire devait donner 2.000.000 d'hommes en douze mois à la Couronne britannique, et cela dans une nation non-militaire. Dans une seule semaine, en 1915, alors que la guerre durait déjà depuis un an, 24.000 hommes s'engagèrent. Kitchener admettait qu'il avait été agréablement surpris. Il dit : « Nous avons été de plus en plus surpris que le recrutement volontaire ait donné à ce point ; le succès du recrutement a été l'un des faits les plus extraordinaires de cette Guerre. »

— J'ai été en province : il y a des soldats partout. — J'ai été dans le Pays de Galles, patrie du pacifisme : là aussi les diables de l'enfer (les mineurs) remontent de sous terre pour s'engager dans l'Armée. »

CHAPITRE XLII

LE « NATIONAL REGISTRATION ACT ». — KITCHENER ET LE RECRUTEMENT. — M. ARTHUR HENDERSON. — LE SYSTÈME DERBY. — LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE.

En juillet 1915 fut voté le « *National Registration Act* » qui allait permettre de mettre la nation entière sur pied de guerre. Il s'agissait de dresser un inventaire précis de la totalité des ressources du pays. C'était la mesure préliminaire indispensable à toute législation tendant à instituer le service militaire universel. L'Acte ne fut pas plutôt voté qu'une agitation véhémement se manifesta en faveur de l'institution immédiate du Service obligatoire. Kitchener trouvait cette demande prématurée et funeste. Il n'oubliait pas en effet que le système de l'Engagement volontaire avait donné 2.000.000 d'hommes en un an, qu'il fournissait encore approximativement 20.000 hommes par semaine et qu'il pouvait par conséquent nous permettre de maintenir 1.000.000 d'hommes en campagne pendant un an.

Avant que la Conscription ne supplantât le recrutement volontaire, il était essentiel de connaître exactement de combien d'hommes on pourrait éventuellement disposer. Cette information ne pouvait être obtenue que par l'examen des listes non encore classées, dressées en vertu de la nouvelle loi. Avant d'être fixé sur ce point, les difficultés inhérentes à un brusque changement en temps de guerre mises à part, il ne paraissait pas sage d'abandonner une

méthode qui, en somme, avait donné d'excellents résultats.

Dès le début, Kitchener avait eu à choisir entre le recrutement volontaire et la Conscription, et il avait entendu les arguments des partisans des deux systèmes. Mais, esprit éminemment pratique, il s'était toujours abstenu de formuler à cet égard une opinion de principe. Il avait passé la majeure partie de son existence en Orient et ne se sentait pas capable de peser exactement l'importance de certains éléments du problème, tels par exemple que le sentiment des classes ouvrières. Il se doutait bien cependant que les conditions économiques et une tradition séculaire pouvaient constituer un sérieux obstacle à l'établissement en Angleterre du service militaire obligatoire. Il fut toujours d'avis de considérer la réforme éventuelle non comme une politique fixe ou une question de principe, mais comme simplement susceptible de permettre, à un certain moment, de faire face à une nécessité militaire (1).

Kitchener méditait de lever pour l'été 1917 des effectifs qui, tant par leur qualité que par leur nombre, permettraient aux Alliés de maîtriser l'ennemi. Son plan de 70 divisions avait été exécuté et, vers la fin de 1915, il sentait qu'un effort puissant devait être fait pour les maintenir au complet en se procurant les renforts nécessaires pour combler les vides. Il avait déjà 2.500.000 hommes. En un an, d'avril 1916 à avril 1917, il lui fallait trouver encore 1.500.000 hommes. Si le recrutement volontaire pouvait les fournir, point n'était besoin de la conscription. A cet effet il entra en rapports étroits avec son collègue M. Arthur Henderson qui représentait le Travail dans le cabinet. Il lui exposa franchement le problème, ne lui cachant pas qu'il était décidé à demander au gouvernement de présenter au Parlement une loi permettant de résoudre la question. M. Henderson, sans engager ses

(1) Le 31 janvier 1915, Kitchener apprit qu'étant donné les pertes mensuelles de l'armée française (150.000 hommes par mois) le réservoir de cette armée permettrait de la maintenir à effectifs complets pendant neuf mois. Le 15 septembre 1915, il apprit qu'il y avait 4.350.000 Français de mobilisés, dont 2.100.000 au front et 2.250.000 à l'arrière.

collègues du Parlement, promet que le Labour Party ne s'opposerait pas corporativement à toute mesure que lord Kitchener estimerait indispensable pour assurer la victoire. En plein accord avec Kitchener il fut entendu que le service obligatoire et universel serait défini comme constituant une simple mesure de circonstance et non une question de principe. La question ayant été ainsi réglée de la manière la plus satisfaisante, ce ne fut pas sans inquiétudes ni mécontentement que Kitchener assista à la propagande tapageuse et intempestive de beaucoup de partisans du service obligatoire dont l'excès de zèle inopportun faillit compromettre le succès.

En effet, le parti ouvrier était profondément troublé. Consentir à la conscription, si Kitchener en qui ils avaient confiance le leur demandait, était une chose; mais y consentir, sur l'injonction de politiciens dont ils se méfiaient, en était une autre.

Kitchener savait que tout ce qui pourrait revêtir le caractère d'une corvée obligatoire serait considéré par les classes ouvrières comme intolérable. Aussi tenait-il en réserve, en cas d'opposition trop forte, un projet permettant à des jurys locaux d'obtenir les hommes nécessaires. Ce projet constituait un compromis entre les deux systèmes.

Pour donner au régime du recrutement volontaire sa dernière chance (1), Kitchener institua le système Derby caractérisé par deux traits distinctifs. Les hommes « attestaient » de leur volonté de combattre lorsqu'on aurait besoin d'eux et ils entraient dans la réserve en continuant à vaquer à leurs occupations jusqu'à ce qu'ils soient appelés.

Les appelables étaient classés par groupes d'après leur âge ou leur situation d'homme marié ou de célibataire. Ce mode de recrutement prit fin le 11 décembre 1915.

(1) Les listes nationales venant d'être closes; tous les citoyens du royaume (à l'exclusion de l'Irlande) entre 16 et 65 ans avaient reçu chacun une carte séparée.

(2.250.000 hommes avaient « attesté » et 275.000 s'étaient enrôlés.)

Le recrutement volontaire avait évidemment vécu. Il fallait plus d'hommes qu'il n'en pouvait fournir. D'un autre côté on ne pouvait prendre les hommes dont la présence était nécessaire ailleurs qu'à l'armée, à l'usine ou à la mine par exemple. Et bien des hommes aptes au service armé étaient sourds à tout appel, beaucoup ne réussissant pas à se dégager de leurs obligations professionnelles ou de famille. La juste et généreuse mesure du service pour tous, du service obligatoire, ne pouvait être plus longtemps différée. La loi fut votée en janvier 1916. Le système des groupes fit place au système des classes des grandes armées continentales. Des jurys locaux décidaient des cas d'exemption et de réforme. Mais avant que la conscription n'eût force de loi, 3.000.000 d'hommes avaient pu être enrôlés grâce au système du recrutement volontaire et à l'influence personnelle de Kitchener.

Dès le début de 1916, Kitchener, qui avait toujours considéré que la guerre battrait son plein pendant le cours de cette année, dut répondre à une proposition qui fut faite par certains membres du Cabinet : nous devons choisir entre une diminution de nos effectifs en campagne (c'est-à-dire une réduction du nombre de nos divisions qui serait ramené à un chiffre inférieur à 70) ou une réduction de nos avances financières à nos Alliés. Il déclina le dilemme, pensant que nous ne pourrions le poser à nos Alliés sans preuves positives que nos dépenses ne pouvaient être réduites ou nos revenus accrus et que toutes les parties de l'Empire supportaient leur part du fardeau. Il fit remarquer que l'Inde ne contribuait pas pécuniairement aux dépenses de la guerre. Il calcula que les ressources financières pouvaient être accrues de 90.000.000 de L. stg. qui représentaient juste la somme nécessaire sans réduire nos effectifs ni les avances nécessaires consenties à nos Alliés. Le conflit fut vif, mais Kitchener eut gain de cause.

Il ne devait pas vivre pour voir la fin, mais il avait voulu

les moyens de toute la force de sa volonté et il les avait façonnés lui-même. On a dit que sa mort prématurée nous avait arraché l'homme qui avait peut-être le plus contribué à gagner la guerre et qui eût certainement puissamment aidé à faire une meilleure Paix. C'est vrai, mais il eut cependant le temps de forger l'arme qui, pour l'honneur de l'Angleterre, permit la victoire des Alliés, et il eut au moins avant de mourir la satisfaction de pouvoir contempler une grande œuvre accomplie, car la dernière division des « Kitchener Armies » s'embarqua pour la France le même jour où lui-même partait pour le voyage dont il ne devait jamais revenir.

« *Les grandes armées qu'il créa* » dit le *Times* dans sa belle oraison funèbre, « *sont pour lui un monument vivant, le plus noble qui ait jamais été élevé à la mémoire d'un homme.* »

APPENDICE AU CHAPITRE XLII

LES DIVISIONS D'INFANTERIE DE L'ARMÉE ANGLAISE PENDANT LA GUERRE. ORDRE DE LEUR FORMATION ET DATES DE LEUR EMBARQUEMENT.

GARDES.	{	Une brigade embarquée.	14-8-14.
		Une division formée en France.	13-8-15.
1 ^{re}		Embarquée.	9/22-8-14.
2 ^e		—	9/22-8-14.
3 ^e		—	9/22-8-14.
4 ^e		—	23-8-14.
5 ^e		—	9/22-8-14.
6 ^e		—	8-9-14.
7 ^e		—	4-10-14.
8 ^e		—	4-11-14.

" K " DIVISIONS.

9 ^e (Écossaise)	Embarquée.	9-5-15.
10 ^e (Irlandaise)	—	7-7-15.
11 ^e (Northern)	—	1-7-15.
12 ^e (Eastern)	—	29-5-15.

13° (Western).	Embarquée.	13-6-15.
14° (Légère).	—	18-6-15.
15° (Écossaise)	—	et 3-7-18.
		7-7-15.
16° (Irlandaise)	—	17-12-15,
		17-2-16
		et 28-7-18.
17° (Northern).	—	12-7-15.
18° (Eastern)	—	24-7-15.
19° (Western).	—	16-7-15.
20° (Légère).	—	20-7-15.
21°	—	9-9-15.
22°	—	4-9-15.
23°	—	25-8-15.
24°	—	30-8-15.
25°	—	25-9-15.
26°	—	19-9-15.
27°	—	19-9-15.
28°	—	15-1-15.
29°	—	16-3-15.
30°	—	9-11-15.
31°	—	6-12-15.
32°	—	20-11-15.
33°	—	13-11-15.
34°	—	7-1-16.
35°	—	28-1-16.
36° (Ulster).	—	3-10-15.
37°	—	28-7-15.
38° (Galles)	—	1-12-15.
39°	—	3-3-16.
40°	—	1-6-16.
41°	—	1-5-16.

DIVISIONS TERRITORIALES.

42° T.	Embarquée.	10-9-14.
43° T.	—	9-10-14.
44° T.	—	29-10-14.
45° T.	—	12-12-14.
46° T.	—	24-2-15.
47° T.	—	9-3-15.
48° T.	—	22-3-15.
49° T.	—	12-4-15.
50° T.	—	16-4-15.

51° T.	Embarquée.	30-4-15.	
52° T.	—	18-5-15.	
53° T.	—	14-7-15.	
54° T.	—	21-7-15.	
55° T.	} Envoyées par bataillons. } Formées en France le 3-1-16.		
56° T.			
57° T.	Embarquée.	7-2-17.	
58° T.	—	20-1-17.	
59° T.	—	17-2-17.	
60° T.	—	21-6-16.	
61° T.	—	21-5-16.	
62° T.	—	5-1-17.	
63° (Royal Naval)	—	Oct. 1914.	
64° T.	Formée . .	Fév. 1915.	
66° T.	Embarquée.	26-2-17.	
67° T.	} Formées . .	Fév. 1915.	
68° T.			
69° T.			
74° (Yeomanry)	} Formée en Égypte. Partie } d'Égypte Février 1917.		
75° T.		} Formée en Égypte. Partie } d'Égypte Mai 1917.	

Les nouvelles divisions territoriales furent en grande partie constituées avec des hommes en surplus des effectifs nécessaires pour former les « Kitchener's Divisions ».

CHAPITRE XLIII

KITCHENER ET LA POLITIQUE. — UNE DÉCLARATION A LA CHAMBRE DES COMMUNES : LES ARMÉES NOUVELLES, L'ÉQUIPEMENT, LES MUNITIONS, LA CONSCRIPTION, LES TRANSPORTS. UN VOTE DE REMERCIEMENTS.

Kitchener, qui avait passé la plus grande partie de sa vie en Orient, n'avait eu que peu d'occasions de connaître la politique et les politiciens du Parlement. Aussi son entrée au Cabinet fut-elle pour lui une nouvelle expérience. Absorbé par son labeur et ses écrasantes responsabilités, il ne chercha d'ailleurs jamais à pénétrer les mystères de la politique ni à adapter ses habitudes de pensée directe aux exigences d'une atmosphère où les compromis et les solutions obliques sont d'un usage journalier. Il n'arriva, par exemple, jamais à comprendre pourquoi les difficultés soulevées à propos des correspondants de guerre ou des « conscientious objectors » (1) arrivaient à revêtir un caractère politique. Le gouvernement français ayant décidé qu'aucun correspondant de guerre n'accompagnerait les armées en campagne, Kitchener, faisant valoir l'importance de l'armée française relativement à la nôtre, se conforma à cette règle au risque de causer des déceptions et de soulever de vifs ressentiments. Aussitôt que les forces britanniques furent suffisamment impor-

(1) Ceux qui refusaient le service militaire par scrupule de conscience.

tantes pour justifier une ligne de conduite indépendante à cet égard, il consulta le commandant en chef, qui répondit qu'il ne voyait pas d'inconvénients à la présence de correspondants de guerre accrédités auprès du Q. G. En conséquence Kitchener autorisa un nombre, d'ailleurs très limité, de correspondants à se rendre au Q. G. britannique.

Quant à ceux que de prétendus scrupules de conscience empêchaient, lorsque la conscription eut été votée, de remplir leurs obligations militaires, il fut toujours d'avis d'établir une ligne de démarcation sévère entre ceux qui étaient vraiment sincères et ceux qui ne voyaient là qu'un prétexte pour se dérober au devoir national.

Il est probable que jamais ministre de la Guerre n'avait si peu parlé en public que lord Kitchener pendant les vingt-deux mois que durèrent ses fonctions : trois ou quatre déclarations à la Chambre des lords, deux discours dans la Cité, et ce fut tout. Il parla en public, pour la dernière fois, au Parlement, peu avant son départ pour le fatal voyage de Russie. Ayant appris que plusieurs membres ou groupes de la Chambre des Communes élevaient des doutes au sujet de l'efficacité de la conduite de la guerre, il décida de calmer les craintes du Parlement en faisant une déclaration générale de nature à les édifier sur l'œuvre accomplie, sans toutefois trahir les secrets des opérations militaires ou rien divulguer de ce qui devait rester dans l'ombre. Il fit donc adresser une invitation à entendre la lecture de ce document à tous les membres de la Chambre par son sous-secrétaire d'État, M. Tennant. Cette lecture eut lieu le 2 juin. Lord Kitchener était accompagné du Chef d'État-Major général, Sir William Robertson. Voici les passages essentiels de cette déclaration, qui prit la forme d'une réponse du ministre de la Guerre à une question posée par un député, M. Whitley :

« Mr. WHITLEY. — Étant donné les nombreuses questions concernant l'administration de l'armée qui ont été posées récemment à la Chambre des Communes, j'ai décidé que

le mieux serait de donner à ceux des membres de la Chambre que ces questions intéressent une occasion de m'exposer leurs vues et d'en profiter moi-même pour leur faire une déclaration...

«... Lorsque j'entrai en fonctions, je me trouvai devant une situation compliquée. La théorie d'avant-guerre élaborée par l'État-Major sur les instructions du gouvernement d'alors était que nous pouvions, certaines éventualités se présentant, expédier sur le continent une force expéditionnaire de six divisions en tout, soit en chiffres ronds 150.000 hommes. Le contingent territorial devait assumer la défense du royaume. La réserve spéciale servirait à alimenter la force expéditionnaire. Sur cette base, le rôle du War Office en temps de guerre était de maintenir à effectifs complets l'armée en campagne et de mettre au point les dispositions en vue de la défense du pays.

« Ma décision immédiate fut que devant l'ampleur de cette guerre cette politique serait insuffisante. Que nos armées avancement, se retirent ou conservent leurs positions, j'étais convaincu que non seulement nous devions alimenter la force expéditionnaire existante et maintenir une garnison suffisante ici et aux Indes, mais que nous devrions produire une armée d'une importance suffisante pour compter dans une guerre européenne. En fait... je pensais créer une force qui nous permettrait de renforcer continuellement les troupes en campagne avec des divisions fraîches, de façon à aider nos alliés au moment où ils commenceraient à ressentir la fatigue de la guerre. Par ce moyen, nous pensions arriver au maximum de notre effort au moment où les forces de nos Alliés commenceraient à décroître, de sorte qu'à la fin de la guerre nous aurions eu la plus forte armée combattante que ce pays fût capable de produire.

« Une telle idée était contraire aux théories de tous les experts militaires européens. Les armées, disait-on, pouvaient être développées jusqu'à un certain point, mais elles ne pouvaient pas être créées en temps de guerre. Je sentis

que bien qu'il y eût du vrai dans cette théorie, je devais accepter le risque et m'embarquer dans ce qu'on pouvait considérer comme une gigantesque expérience. Je comptais sur l'énergie de ce pays pour suppléer au défaut d'expérience et de préparation, et je me mis au travail pour édifier une série d'armées nouvelles complètes, munies de tous leurs services. Ce n'était là d'ailleurs qu'une partie de ma tâche. La force expéditionnaire devait en même temps continuer à être alimentée et la garnison territoriale de ces Iles devait être maintenue à effectifs complets et instruite pour lui permettre de faire éventuellement campagne contre un nombre égal de soldats ennemis. Ces deux forces devaient réaliser splendidement nos espoirs, mais il ne faut pas perdre de vue que cette tâche suffisait... à absorber les ressources prévues avant la guerre.

« Je dois aussi mentionner en passant que, dès le début de la guerre, la solidité du contingent territorial était une question d'une importance vitale, car un raid désespéré, bien qu'évidemment voué à un échec en tant que tentative de conquête, aurait néanmoins certainement réussi à paralyser notre puissance industrielle qui joue en ce moment un rôle si décisif dans la lutte...

« Le problème consistait donc à produire une force indépendante des forces qui avaient fait l'objet des calculs d'avant-guerre. Je crois que la manière dont cette force a été créée est assez bien connue des personnes ici présentes. Elle dépasse maintenant en proportions et en efficacité mes propres prévisions et justifie ma décision que... l'expérience devait être faite et le risque accepté...

« Avec une armée combattante à maintenir en campagne, d'importantes garnisons dans ces Iles et au delà des mers et pas moins de 49 divisions en formation, on peut imaginer ce que pouvaient être les demandes en officiers, hommes, vêtements, équipements et munitions. Nous avions à nous procurer, en plus de ce que nous avions :

Environ deux millions de costumes ;
Environ 600.000 collections d'équipements ;
Un demi-million de chevaux ;
Plus d'un million de fusils ;
4.800 canons de campagne ;
450 canons lourds ;
500 millions de cartouches, plus un ravitaillement de
110 millions par mois ;
2.600.000 obus par mois pour canons de campagne ;
1.500 mitrailleuses, d'après les anciennes prévisions ;
100.000 véhicules de transport et des approvisionne-
ments de toute espèce correspondant aux besoins de
100 années de paix ;

Sans compter des logements ou abris pour 760.000 hommes. Tout cela dans un pays en état de guerre.

Grâce au zèle extraordinaire et à la loyauté de mes subordonnés et à l'immense faculté d'adaptation et d'enthousiasme du peuple, cette tâche colossale a pu être accomplie.

C'est vers cette époque, je crois, que la première des critiques les plus sérieuses adressées à l'administration du War Office fut faite. On dit que nous n'avions pas prévu les besoins en mitrailleuses, que nous avions négligé de fournir aux armées en campagne la proportion voulue d'artillerie lourde, enfin que nous n'avions pas non plus su prévoir un ravitaillement en munitions proportionnel au nombre de pièces que nous avions alors en service.

« J'examinerai d'abord la question des mitrailleuses.

« Cette question de la valeur et de l'usage des mitrailleuses était une de celles qui avaient été le plus chaudement débattues par diverses écoles militaires avant la guerre. Les Allemands et nous-mêmes avons adopté les mêmes proportions, soit deux mitrailleuses pour mille hommes. Dès que les hostilités eurent commencé, la véritable utilité des mitrailleuses devint évidente. Les Allemands, grâce à leurs immenses usines organisées *avant* la guerre et non, il faut s'en souvenir, après la

déclaration de guerre, purent accroître immédiatement cette proportion. Nous fîmes de notre mieux. En septembre 1914 nous prîmes des dispositions pour la fabrication de 5.000 mitrailleuses, soit en prenant pour base la proportion de 8 engins pour 1.000 hommes, assez de mitrailleuses pour 500.000 hommes. Les besoins augmentant, nous nous assurâmes dès janvier 1915, l'entière production de la maison Vickers, la seule fabrique outillée pour fournir cette arme. Nous en commandâmes 15.000 et 7.000 de plus en mai 1915, soit en tout 27.000. 16.000 ayant été livrées à l'armée jusqu'à ce jour, le ravitaillement a été aussi rapide que les circonstances l'ont permis. Si l'on considère que la proportion a été élevée de 2 à 18 engins pour 1.000 hommes et l'armée est passée de 6 divisions à 70, je crois que l'on peut considérer nos résultats comme satisfaisants.

« En ce qui concerne l'artillerie de campagne et l'artillerie lourde, je ferai remarquer que, avec l'aide d'un Comité du Cabinet qui se réunit en octobre 1914, des dispositions furent prises dans le courant de ce mois pour la fabrication de 4.000 canons de campagne, et des howitzers d'un calibre plus fort que ceux qui avaient été jusqu'ici employés furent également commandés.

« En ce qui concerne les munitions, dès le mois de décembre 1914, nous avons fait des commandes pour une production devant atteindre, en avril 1915, 1.300.000 obus par mois. C'était environ le double de ce qui nous était nécessaire pour le nombre de canons alors en service. Nous disposons maintenant sur les divers théâtres de la guerre (France, Salonique, Égypte) de 7 à 8 millions de coups de canon par mois... Ce fut un grand soulagement pour moi quand le Ministère des Munitions fut formé...

« Parmi toutes les critiques qui ont été faites, une seule, et je m'en suis toujours étonné, ne l'a pas été : il s'agit de la fourniture des fusils. En septembre 1914 notre production était de 6.000 par semaine, chiffre à peine suffisant pour parer aux pertes subies en France. Or, des

2.000.000 de fusils commandés en Amérique dès octobre 1914 pour être livrés en juillet 1915, pas un seul n'avait été encore livré en avril 1916. Malgré ces retards, deux millions de fusils sont tout de même entre les mains de nos soldats en ce moment où les premières livraisons américaines commencent enfin à être effectuées.

« Je passe maintenant à un autre ordre de critiques... Pourquoi le War Office n'a-t-il pas demandé le service militaire obligatoire?... La question d'un tel changement social intéressant tout le pays et opposé aux plus anciennes traditions du peuple anglais n'était pas une question qu'un département pût décider. Ma tâche consistait à trouver des hommes, à les habiller, à les armer, à les organiser. Tant que les hommes se présentèrent en nombre suffisant, il ne m'appartenait pas de demander des moyens spéciaux pour nous en procurer.

«... Quant aux critiques du colonel Winston Churchill... sa principale accusation est qu'une moitié de l'armée des Flandres se bat tandis que l'autre moitié ne se bat pas. J'ai ici un rapport qui montre le chiffre total des hommes employés d'une manière permanente ou temporaire sur les lignes de communications. Je demanderai à un de mes collègues de vouloir bien lire ce document :

RAPPORT SUR LE NOMBRE D'HOMMES EMPLOYÉS A L'ARRIÈRE (LIGNES DE COMMUNICATION)

« *A propos du débat à la Chambre des Communes et du discours du colonel Winston Churchill...* »

Toute comparaison entre le nombre de fusils en ligne et le nombre de rationnaires comme celle qu'établit le colonel Winston Churchill est tout à fait trompeuse. Il dit :

« De la moitié de l'armée britannique en campagne, une moitié se bat, et une moitié ne se bat pas ». Cette affirmation est complètement inexacte, ainsi que le prouve le fait que 72.000 hommes approximativement sont employés sur les lignes de communications sur une force en campagne de 1.400.000 hommes. Ailleurs il dit : « Une longue queue a poussé en France, derrière l'armée, en dehors des unités combattantes... Elle contient des hommes dans toute la force de

la jeunesse et de l'aptitude militaire ». Comme vous le savez, nous avons soigneusement révisé ces unités et 16.000 hommes ont été désignés pour être graduellement remplacés par des hommes plus âgés...

Le poids actuel du matériel et approvisionnements entrant dans les ports français est de 33.500 tonnes par jour plus 2.000 tonnes transportées chaque jour sur les canaux de Dunkerque à Calais.

Il faut se rappeler qu'il ne s'agit pas de la « queue de l'armée en France » mais en réalité du col vital de la bouteille, du moins en ce qui concerne les ports français. De plus nous ne dépendons que de notre main-d'œuvre... Nous avons envoyé nos compagnies d'ouvriers, des hommes pour couper du bois, etc... (même des hommes pour casser les pierres pour les routes du front [500 tonnes par jour]). Tous ces hommes sont compris dans le chiffre de 72.000. Etant donné notre situation particulière vis-à-vis de nos alliés, ce pourcentage de 5 à 6 p. 100 ne saurait être considéré comme exagéré...

En plus des 72.000 hommes employés sur les lignes de communications... il y a naturellement tous les services d'arrière de chaque formation combattante, telle que division, brigade, etc..., qui doivent tous se suffire et être toujours au complet car ils peuvent être détachés à tout moment...

Tout calcul fondé sur le chiffre des rationnaires sur les lignes de communications est une source importante d'erreur pour les raisons suivantes :

1° Ce chiffre comprend les rations allouées à toutes les troupes débarquant aux différents ports et montant vers les zones d'Armées (souvent jusqu'à 10.000 hommes.)

2° Il comprend les rations allouées à tous les camps de convalescents (en moyenne de 5 à 6.000 hommes. Les installations sont prévues pour 9.800 hommes.)

3° Il comprend les rations allouées aux hommes partant en permission ou en revenant (de 5 à 6.000 par jour.) »

« ... En ce qui concerne l'emploi d'Hindous et de Sud-Africains pour le service en campagne et le combat, nous avons donné, et nous continuerons à donner à cette question toute notre attention; mais il faut tenir compte de plusieurs facteurs : l'état de l'opinion aux Indes, l'approbation des populations blanches de l'Afrique du Sud, de l'Est et de l'Ouest, et les dangers politiques et sociaux

auxquels une pareille mesure pourrait donner lieu. Ces expédients doivent être considérés comme une dernière ressource, leur efficacité peut être douteuse et les difficultés de commandement, de nourriture et d'organisation immenses...

« Maintenant, en ce qui concerne les effectifs consacrés à la défense du pays, on a dit que nous gardions trop d'hommes en Angleterre... L'Armée, en Angleterre, comprend :

1° La garnison territoriale ;

2° Les renforts des dépôts pour le front ;

3° Les cadres instructeurs ;

4° Les malades, les blessés et les invalides faisant un service léger ;

« En ce qui concerne la garnison territoriale, je dois demander aux Membres de la Chambre de ne pas me presser et d'accepter avec confiance la décision de mon collègue, le Chef de l'État-Major Impérial, sir W. Roberston, d'accord avec lord French sur l'effectif nécessaire.

« La responsabilité pour la sécurité de ce qui constitue le capital industriel et financier des Alliés repose sur nous... En cette question nous prenons les précautions nécessaires.

« Pour les renforts, notre idéal serait d'avoir toujours sous la main à l'instruction assez d'hommes pour pouvoir faire face aux demandes de renforts pour combler les vides pour trois mois au moins... »

Les Membres de la Chambre des Communes se déclarèrent plus que satisfaits et une motion de remerciements fut votée sur-le-champ.

CHAPITRE XLIV

KITCHENER ET LA FRANCE. — LA SITUATION INQUIÉTANTE DE LA
RUSSIE. — UNE VISITE EN RUSSIE.

Si Kitchener ne se mêlait pas volontiers de politique intérieure, son contact étroit et constant avec nos Alliés ne fut pas la moindre de ses qualités.

De Rome, l'ambassadeur d'Angleterre écrivait que la présence de Kitchener au War Office inspirait, même dès les premiers jour de la guerre, un sentiment de confiance et que l'ampleur de ses vues en insistant sur l'enrôlement immédiat des Armées nouvelles produisait une impression profonde en Italie donnant la certitude que la Grande-Bretagne aurait en définitive le dernier mot.

Sa véritable et ancienne amitié pour la France et les Français lui permit d'entretenir dès le début les relations les plus cordiales avec tous ses représentants. Avant même de faire son entrée au ministère de la Guerre, il se rendit à l'ambassade de France pour voir M. Cambon, échanger ses premières vues avec lui et lui dire que son plus vif désir était d'être toujours en contact étroit avec le commandant en chef français. A partir de ce moment, des relations continues et familières s'établirent entre M. Cambon, et le War Office. Bien des difficultés furent surmontées et bien des motifs de friction évités tandis que de petites blessures étaient cicatrisées, des arrangements étaient rapi-

dement conclus et d'importantes dispositions étaient prises. Kitchener entretint aussi toujours les meilleures relations avec les deux ministres de la Guerre français, le général Galliéni d'abord, puis M. Millerand qui vint même personnellement en Angleterre. Les rapports étaient constants et les entrevues fréquentes ; qu'il s'agit des Armées Nouvelles, des Dardanelles, de Salonique ou des munitions, la confiance était réciproque. Quant à Joffre, Kitchener éprouvait pour lui une amitié sincère née d'un mutuel respect et d'une même volonté passionnée de vaincre. Ils s'écrivaient souvent et familièrement... Avant de quitter Londres pour son fatal voyage en Russie, Kitchener avait donné l'ordre que sa propre automobile fut placée à la disposition du maréchal Joffre attendu à Londres deux jours après. Kitchener aimait en lui le soldat à la fois génial, courageux et bon que ses soldats appelaient « le Père Joffre. » L'amour de la France qui datait de sa première jeunesse et sa vive inclination pour les Français et le caractère français dont la droiture lui plaisait, sa facilité remarquable à parler et à écrire la langue française contribuèrent naturellement beaucoup à rendre dès le début plus étroites et plus cordiales les relations.

En ce qui concernait la Russie, il savait que les États-Majors français et anglais avaient toujours espéré que, dès la déclaration de guerre, la Russie concentrerait toutes ses forces contre l'Allemagne en adoptant vis-à-vis de l'Autriche une simple stratégie défensive. Mais il n'était pas sûr que la haine que la Russie nourrissait contre l'Autriche lui permettrait d'adopter cette ligne de conduite.

Le rôle que pouvait jouer la Russie dans la guerre était d'après lui d'une importance capitale. Mais il ne le faisait pas entrer en ligne de compte dans ses calculs. Les événements devaient prouver combien il avait été en cela prudent et clairvoyant. Il appréciait le poids et l'effet de l'avalanche humaine sans cependant exagérer, comme on ne le fit que trop, les vertus du fameux « rouleau compresseur. » Il considérait l'avance en Prusse orientale plu-

tôt comme un raid puissant que comme mouvement stratégique important.

Il fut de bonne heure renseigné sur le manque de munitions et d'équipements qui devait être la cause déterminante de l'écroulement du colosse russe et devait être aussi le motif de son fatal voyage en Russie. La gravité de la situation ne fut entièrement dévoilée qu'au début de 1915, mais déjà auparavant, des communications avaient eu lieu à plusieurs reprises entre le grand duc Nicolas et lui-même. Kitchener éprouvait un véritable sentiment de colère devant les concussions et la corruption profonde qui caractérisaient tous les efforts que faisait la Russie pour se ravitailler elle-même. Il refusait de se contenter de l'explication que les Russes étaient des orientaux pour qui la corruption et le vol des deniers publics étaient une tradition enracinée.

Au moment où les puissances centrales firent sur le front oriental la grande offensive qui devait mener leurs armées au cœur des états du tsar, Kitchener était complètement renseigné sur la situation lamentable de la Russie. Il faisait tous ses efforts pour soutenir un Allié déjà chancelant.

Il écrivait lui-même, en français, à ce sujet, au ministre de la Guerre français pendant l'été de 1915 :

« L'état de la Russie est des plus alarmants à quelque point de vue que l'on se place : social, politique, économique et militaire. Les partis anarchistes et révolutionnaires ne sont pas désarmés; *la trahison est partout*, la mainmise de l'ennemi sur les détroits scandinaves et ottomans isole la Russie et l'empêche de recevoir, en échange de ses exportations de blé, les importations dont elle a un besoin urgent pour vivre et se défendre; le sentiment et la sensation de cet étouffement agissent presque autant sur le moral de la population que sur la vie économique; les Turcs combattent vigoureusement en Arménie; l'armement russe est insuffisant; *la situation au point de vue des munitions est navrante* et presque sans remède étant donné l'isolement et les faibles ressources industrielles de la Russie. »

Kitchener, négociant avec le Gouvernement russe, avait assumé de sérieuses responsabilités en s'entremettant pour obtenir des États-Unis et du Japon des fusils, des mitrailleuses, de l'artillerie et des munitions pour armer les masses innombrables de Russes sans défense qui se retiraient devant les Armées de l'Allemagne et de la double monarchie (1).

Des contrats énormes furent conclus avec l'Amérique, sous la seule garantie du nom du ministre de la Guerre britannique. Son action ne se borna pas à ce rôle de puissant intermédiaire. Il exerça également son influence salutaire en Russie même : ses représentations énergiques, ses messages réitérés et ses exhortations eurent pour effet d'amener les hautes sphères gouvernementales de la Russie à considérer toute la question du ravitaillement en munitions sous un angle nouveau. De réels efforts furent, grâce à lui, accomplis en Russie même. Le résultat de cet assainissement et de ces nouvelles méthodes ne se fit sentir qu'au bout de quelques mois : vers la fin de la campagne de 1916, on pouvait déjà constater un changement marqué. La production en Amérique et au Japon fut d'abord lente et ce ne fut pas avant l'hiver 1916-1917 que les chargements de matériel de guerre — dont Kitchener avait passé les contrats dix-huit mois auparavant — commencèrent à arriver par l'Atlantique et le Pacifique. Ils auraient permis aux armées russes de faire un puissant effort qui avait été fixé pour l'été 1917. Cet effort, sans la désastreuse révolution qui éclata, aurait peut-être amené un an plus tôt la victoire finale de l'Entente. Le principe établi et le système créé, Kitchener confia le contrôle du

(1) Ces succès faciles dont le public ne s'expliquait pas alors les causes réelles montrent à quel point la réputation des Hindenbourg et des Ludendorff comme généraux est surfaite. On ne saurait trop répéter que les Allemands, malgré toute leur organisation et leurs quarante-quatre ans de préparatifs, n'ont remporté jamais que des succès faciles : au début, par la surprise contre les Belges et les Alliés à Charleroi et à Mons, puis contre des adversaires faibles comme les Russes, les Serbes, les Roumains. Mais contre la magnifique improvisation franco-anglaise du front occidental ils n'ont pu que se briser les dents. Devant une Angleterre et une France prêtes et alliées, ils n'auraient jamais osé faire la guerre.

ravitaillement russe provenant d'Amérique au général Ellershaw, officier extrêmement remarquable qui connaissait à fond les besoins de la Russie et qui devait périr avec lui sur le *Hampshire*. D'énormes usines avaient été créées en Amérique pour exécuter les immenses commandes de matériel faites par Kitchener pour le compte de la Russie. De son cabinet du War Office, il exerçait une mystérieuse influence sur l'empire des tsars où cependant presque personne ne le connaissait personnellement. Son autorité était telle qu'il put se permettre de critiquer les méthodes russes avec une liberté, une insistance et une énergie qui n'eussent été tolérées de la part d'aucun autre étranger. Il joua un rôle prépondérant dans la politique extérieure de la Russie en 1915 (1).

Au début du mois de mai 1916, l'Empereur fit savoir qu'il désirait vivement recevoir la visite de lord Kitchener, qui pourrait se rendre compte par lui-même des difficultés dans lesquelles se trouvait la Russie. Ses conseils étaient impatiemment attendus et seraient suivis, dût-on même opérer certains transferts de contrôle entre les mains de représentants du War Office de Londres. Kitchener accueillit favorablement cette invitation, pensant qu'une enquête sur place lui permettrait de découvrir de quelle manière il pourrait aider efficacement notre alliée de l'Ouest.

Le souverain britannique fut heureux de donner son approbation à la proposition qui lui était soumise, et le 27 mai un avis fut envoyé à Sir John Hanburg-Williams, chef de mission militaire britannique en Russie :

« Lord Kitchener a l'intention d'accepter la gracieuse invitation de l'Empereur. Veuillez prendre les dispositions néces-

(1) Au commencement du mois d'août 1915, l'Italie et la Russie n'étaient pas encore d'accord. Fort de son influence sur le grand duc Nicolas, qui venait de prendre Przemysl, Kitchener lui télégraphia qu'à moins que l'Italie ne se déclarât rapidement, le résultat de ses succès risquait d'être perdu. Le grand duc lui fit répondre le 21 avril : « Le grand duc Nicolas partage entièrement l'opinion de lord Kitchener sur l'urgence de la conclusion d'un arrangement avec l'Italie. Le grand duc fait son rapport officiel dans ce sens. »

saires pour que Nielson rencontre lord Kitchener à Archangel et soit attaché à son Etat-Major pendant sa visite.

Les voyageurs seront : lord Kitchener, Sir Frédéric Donaldson, le brigadier général Ellershaw, le lieutenant-colonel Fitz Gerald, M. O'Beirne, Mr. Robertson, adjoint à Sir Donaldson, le lieutenant Mac Pherson, un secrétaire, un inspecteur de la sûreté et trois domestiques. — Ils arriveront à Arkangel le 9 juin. »

Et trois jours plus tard :

« Lord Kitchener serait heureux de rendre visite au grand quartier général et à une partie du front. Les autorités russes prendront probablement toutes les dispositions avec l'approbation de l'Empereur. Lord Kitchener pense qu'il vaudrait peut-être mieux qu'il voie le ministre des Finances et l'ambassade à Pétrograd. Il visiterait ensuite le grand quartier général et une partie du front, puis retournerait à Pétrograd par Moscou pour traiter toutes les questions en suspens. Son temps disponible en Russie sera d'une semaine. »

Puis, pendant quelques jours, il sembla que le fatal voyage n'aurait pas lieu. Le 2 juin, Kitchener télégraphiait à Hanburg-Williams :

« M. Bark a déclaré à notre ambassadeur qu'il croyait qu'il valait mieux que ma visite fût ajournée parce qu'il doit partir pour la France le 14. Devant arriver à Pétrograd vers le 11, j'aurais le temps d'entretenir M. Bark avant son départ des communications d'ordre financier que j'ai à lui faire. Etant donné la situation, je ne puis espérer avoir une autre occasion de visiter la Russie. Si ma visite est ajournée, il faudra y renoncer complètement. Voudriez-vous vous assurer, étant donné la déclaration de M. Bark, s'il existe un désir que je ne vienne pas, auquel cas je m'abstiendrai. »

La réponse fut reçue le lendemain :

« Votre télégramme reçu seulement ce matin. J'ai pensé qu'il valait mieux parler directement à l'Empereur, tout en évitant le danger de le mettre dans le cas de me donner une réponse immédiate. J'ai eu une audience privée. J'ai expliqué la situation en ce qui concerne les dates indiquées par vous et bien j'ai dit clairement que si vous ne veniez pas maintenant vous ne viendriez pas du tout. J'ai dit franchement en même

temps que je savais que vous ne viendriez pas si vous aviez l'impression que notre visite pût être la cause d'un embarras quelconque ou entraîner des dérangements ou des difficultés pour qui que ce fût. J'ai demandé deux fois à Sa Majesté de ne pas me répondre de suite, mais de réfléchir à la question et de consulter qui elle voudrait avant de m'aviser du résultat. Il répéta deux fois qu'il désirait vous voir et qu'il pensait que votre visite était d'importance et profiterait au pays. J'espère que vous approuverez la manière dont j'ai agi et que vous confirmerez les dispositions prises. »

CHAPITRE XLV

LA FIN D'UN SOLDAT

Le sort en était jeté, et il fut décidé que Kitchener s'embarquerait à Scapa Flow le 5 juin, pour Arkangel. Le Cabinet lui demanda d'examiner à fond l'ensemble de la situation russe. Carte blanche lui fut donnée pour conclure tous les arrangements et fixer les conditions qu'il jugerait nécessaires.

Il devait user de toute l'influence qu'il avait déjà acquise auprès du tzar et du haut commandement russe pour mettre de l'ordre dans les affaires militaires de ce pays.

Il passa la soirée du samedi 3 juin et une partie du dimanche dans sa maison de campagne de Broome. Il prit aussi certaines dispositions au sujet du développement des propriétés qu'il avait acquises dans l'Est-africain et dit à son fidèle régisseur, M. Weston, de l'attendre dans un mois : il verrait alors sa roseraie qu'il aimait tant dans tout son épanouissement estival.

De retour à Londres, tard dans l'après-midi, il donna quelques signatures, puis demanda à un ami de prendre le thé seul avec lui et de l'accompagner à la gare.

A King's Cross Station, il y eut une certaine confusion. Le domestique de M. O'Beirne s'était trompé de gare et il avait avec lui le chiffre. Kitchener ne voulut pas cependant retarder le train. Il fut décidé que M. O'Beirne, après avoir

retrouvé son domestique et le chiffre, suivrait par un second train spécial. Kitchener, comme c'était son habitude, entra immédiatement dans son wagon pour échapper à la curiosité publique. Mais, contre son habitude, il en ressortit bientôt, revint sur le quai et dit tranquillement — mais non sans une certaine tristesse — à son ami : « Veillez bien à tout pendant mon absence. » Puis, comme s'il ne pouvait s'expliquer lui-même pourquoi il avait tenu à dire un dernier mot, il regagna vivement sa place...

Dans la matinée du 5 juin, lord Kitchener passa avec sa suite de Thurso sur le destroyer *Oak* qui aborda le cuirassé *Iron Duke* à midi. Le temps était mauvais et un fort vent nord-est soufflait. L'amiral, Sir John Jellicoe, le reçut à bord et l'invita à déjeuner avec tous les chefs de pavillon de la flotte. Kitchener lui fit part du but de son voyage en Russie. Il insista sur le fait qu'il désirait être de retour dans trois semaines et parut désappointé en apprenant la longueur de la traversée entre Scapa Flow et Arkangel. Tout en causant de sa mission en Russie, il exprima sa satisfaction d'être dispensé pour un certain temps de son dur labeur et donna à l'Amiral l'impression qu'il contemplait sa visite en Russie avec un réel plaisir et qu'il espérait qu'elle serait féconde en résultats.

La visite de Kitchener n'avait pas été annoncée, mais aussitôt que les marins l'eurent reconnu ils lui firent une ovation enthousiaste qui le toucha vivement. Il fit un tour sur le bateau, en inspecta l'artillerie et se fit expliquer tous les détails de la bataille de Jutland.

Vers 4 heures 15 il quitta le bateau-amiral et se rendit à bord du croiseur *Hampshire* qui devait le conduire à Arkangel. Le vent soufflant dans la direction nord-est, l'Amiral, dans l'intention de rendre la traversée de lord Kitchener aussi facile que possible, donna des ordres pour que le *Hampshire* prit une route qui, par ce vent, se trouverait être le côté abrité des îles Orkneys et Shetlands. Par suite d'une malheureuse erreur de jugement, la route choisie pour le passage fut un chenal qui n'avait pas été

balayé et Kitchener (le secret de son voyage avait été trahi) devait tomber dans le piège déjà tendu par les Allemands.

A cinq heures, le *Hampshire* quitta la Flotte, faisant route vers une fatale destinée. Il marchait si vite et le temps était si mauvais que les destroyers qui devaient l'escorter rebroussèrent chemin, abandonnant le croiseur à son sort. Lorsque se produisit le sinistre craquement qui devait amener la mort de tous les passagers, sauf treize, Kitchener se reposait et lisait dans sa cabine. Il fut immédiatement appelé par le capitaine. On le vit sur le pont regardant au loin, son fidèle Fitz Gerald à ses côtés.

Nul ne sait ce qui arriva alors, mais une chose est certaine : c'est que ces yeux intrépides qui avaient toujours bravé les dangers et les difficultés de la vie contemplèrent la Mort avec fermeté. Habitué à percer l'avenir, peut-être Dieu voulut-il leur réserver, dans la tempête et dans la nuit, une vision radieuse de l'Éternité.

CHAPITRE XLVI

LA NOUVELLE DE SA MORT. — L'HOMME

La nouvelle de la fin tragique de lord Kitchener fut pour le monde entier un véritable coup de foudre. Dans tout l'Empire britannique, de la capitale au poste le plus humble et le plus éloigné, dans tous les pays alliés aussi, ce fut d'abord comme un morne et stupide accablement devant l'implacable rigueur du destin. On eut tout de suite le sentiment d'un véritable désastre qui frappait la cause alliée, comme si l'un des piliers principaux de l'édifice péniblement élevé en commun eût cédé tout à coup. Le premier moment de stupeur passé, ce fut une explosion quasi universelle de regrets qui, étant donné la gravité du moment et la tension des esprits, devait revêtir un caractère particulièrement troublant. L'on vit alors ce que signifiait le nom de Kitchener pour le cœur et l'imagination de millions d'hommes de toutes classes et de toutes conditions. Pendant de nombreuses semaines parvint à Whitehall un flot ininterrompu de milliers de messages provenant de tous les points de l'univers, et envoyés par tous les moyens possibles, par câble, téléphone, télégraphe, aéroplane, navire, sous-marin, par sans-fil ou à dos de chameau.

L'homme qui avait peut-être dédaigné le plus de conquérir la popularité se révélait comme le héros d'une mul-

titude d'hommes. Le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Inde, toutes les colonies et Dominions de la Couronne britannique exprimèrent leur consternation, leur reconnaissance et leur admiration en termes émus par la bouche de leurs représentants, de leurs princes et d'un grand nombre de particuliers. L'Amérique encore neutre dit par la voix de tous ses journaux son admiration sans réserve pour un homme dont les qualités avaient vivement frappé l'imagination d'un peuple à la fois viril, pratique et hautement sentimental qui avait depuis longtemps reconnu en Kitchener l'un des maîtres de l'organisation.

En France, l'on n'oubliait pas, qu'en 1870, le jeune Kitchener était venu dans un élan d'enthousiasme juvénile combattre sous les drapeaux français. Et ce que l'on devait, depuis 1914, à son génie organisateur qui faisait jaillir les Armées du sol, à son opiniâtreté inlassable et à sa constante et loyale amitié, nul ne l'ignorait. Pour beaucoup d'âmes simples, de braves soldats, d'ouvriers, de paysans, de mères, de sœurs ou d'épouses, Kitchener, dont les journaux avaient popularisé les traits, symbolisait d'une manière parlante et concrète toutes les ressources infinies et mystérieuses de l'Angleterre, ou plutôt, il était l'Angleterre elle-même. « Avec le père Joffre et Kitchener, on les aura ! » était devenu le mot d'ordre confiant des tranchées (1), des usines, des campagnes. « Nous porterons le deuil de Kitchener, comme s'il était l'un des fils de la République » dit à la Chambre des députés le premier ministre, M. Briand. Un journal écrivit : « Le Maréchal aux yeux d'acier disparaît comme une figure de

(1) Un journal des tranchées, *Le Mouchoir*, publia ces vers sur la mort de Kitchener :

« Sous l'if et le cyprès ne cherchez pas la place
Où du dernier sommeil dort le grand Kitchener.
Les noms qui sont gravés sur le marbre s'effacent ;
Mais il a pour tombeau l'immensité des mers.
Passagers ici-bas, nos pauvres mains sont prêtes
Avec des fleurs d'un jour à couronner son front,
Mais c'est la grande voix de la grande tempête
Qui, dans l'éternité, répètera son nom. »

légende ». Et un autre : « Les brouillards du Nord jettent sur sa mort une nuée d'apothéose. »

En Russie, beaucoup interprétèrent prophétiquement la tragédie du *Hampshire*, comme le sombre prélude d'une autre tragédie dont la Russie impériale allait être fatalement le théâtre.

La tempête d'enthousiasme qui avait salué le retour de Kitchener en Angleterre après la prise de Khartoum avait été pour lui la première révélation de la place qu'il avait conquise dans le cœur de ses compatriotes. La fin tragique de Gordon avait été ressentie par toute l'Angleterre comme un affront, et l'homme qui l'avait effacé devait naturellement devenir populaire. Cependant l'immense renommée dont jouissait Kitchener vers la fin de sa vie dépasse de beaucoup le cadre limité de son œuvre dans le bassin du Nil ou même de ses services pendant la guerre Sud-Africaine. Quelque chose de plus, de difficile à définir et à analyser, en était la cause. Ce « quelque chose » constitue même un intéressant problème de psychologie historique. Car le fait est là, patent, indéniable, visible : Kitchener était devenu une sorte de personnage légendaire et l'objet d'un véritable culte (1). Il inspirait aux masses un sentiment plus fort que l'admiration, un véritable dévouement personnel d'un caractère presque mystique. Et pourtant il n'avait jamais rien fait pour faire naître, ou pour entretenir ces sentiments. Il ne parlait pas, n'écrivait pas, ne faisait pas de politique, fuyait les occasions de se produire en public, avait en horreur tout ce qui pouvait ressembler à de la réclame ou revêtir un caractère théâtral. Il était travailleur, silencieux, simple. D'un autre côté, rien de ce qu'il a pu faire dans sa vie, si remarquable et si bien remplie, ne paraît cependant dépasser les aptitudes et les capacités d'un bon soldat et d'un administrateur de talent.

(1) On trouva un jour sur un champ de bataille des Flandres le cadavre d'un jeune soldat anglais : sa main droite crispée tenait son fusil ; dans l'autre était une photographie de lord Kitchener.

Organisateur de premier ordre, diplomate souvent heureux, homme d'état aux vues larges et d'un incontestable mérite, il ne se dresse cependant, à aucun de ces points de vue, avec une supériorité écrasante au-dessus de ses contemporains. Rien en lui de la maîtrise intellectuelle et technique d'un Napoléon et d'un Jules César.

Faut-il donc attribuer l'attraction qu'il exerçait sur ses contemporains à la beauté de son âme ? D'autres cependant l'ont égalé en noblesse spirituelle dont le nom fut vite oublié. Le phénomène psychologique de l'influence magique que Kitchener exerça sur des millions d'hommes doit être recherché ailleurs. Une heureuse combinaison de nobles qualités et de talents certains ne suffit pas à l'expliquer. C'est dans l'homme lui-même qu'il faut chercher la clef du mystère ; tous ceux qui l'ont approché savent que nul ne pouvait quitter sa compagnie sans emporter l'impression d'une personnalité majestueuse et solitaire, de laquelle émanait une inexplicable distinction. Il était naturellement noble et sa réserve naturelle le servait. C'était par une subtile, mais sûre intuition, que la multitude rendait en sa personne hommage à un grand idéal. Il attirait, impressionnait, attachait les cœurs par la vertu d'un charme naturel fait de ce qu'il y a de plus beau et de plus pur dans le caractère humain.

Son esprit était large et précis. C'était un mathématicien. Or l'universalité et l'exactitude sont l'âme des mathématiques ; la vérité algébrique ne varie pas, qu'elle s'exprime en millions ou millièmes de milles, qu'elle mesure Orion ou un pot d'ale. Il avait le sens des proportions. Rien pour lui n'était ni trop petit, ni trop grand, ni trop distant. Sa tâche l'absorbait, mais non au point de lui faire perdre de vue le monde extérieur et l'horizon le plus lointain. Des hommes ne pensent jamais à demain, d'autres y pensent au détriment d'aujourd'hui, d'autres sont absorbés par la vision du premier plan. Kitchener voyait tout et il voyait bien. Il voyait les choses comme elles sont et non comme elles paraissent. La solution d'un problème, il la saisissait

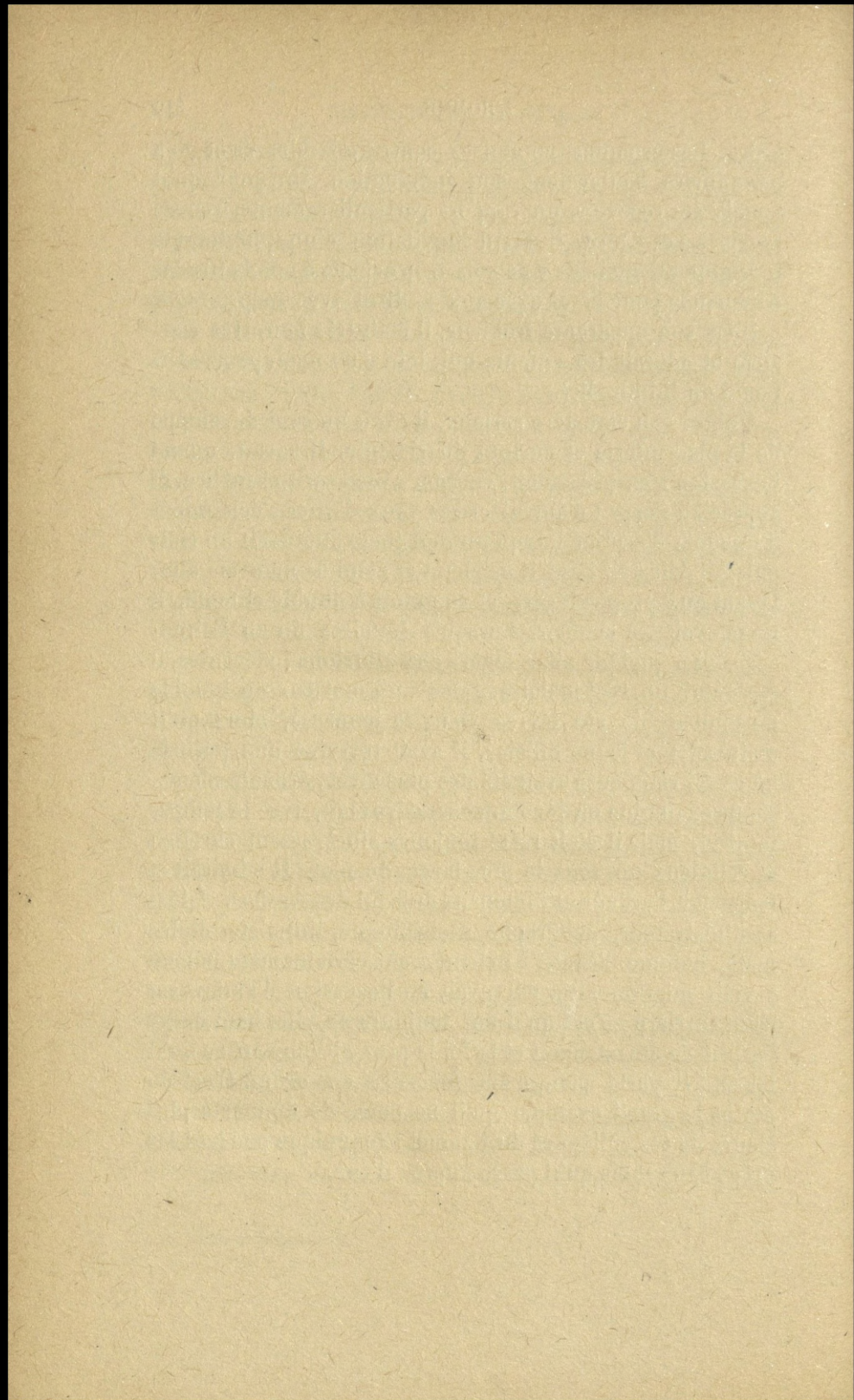


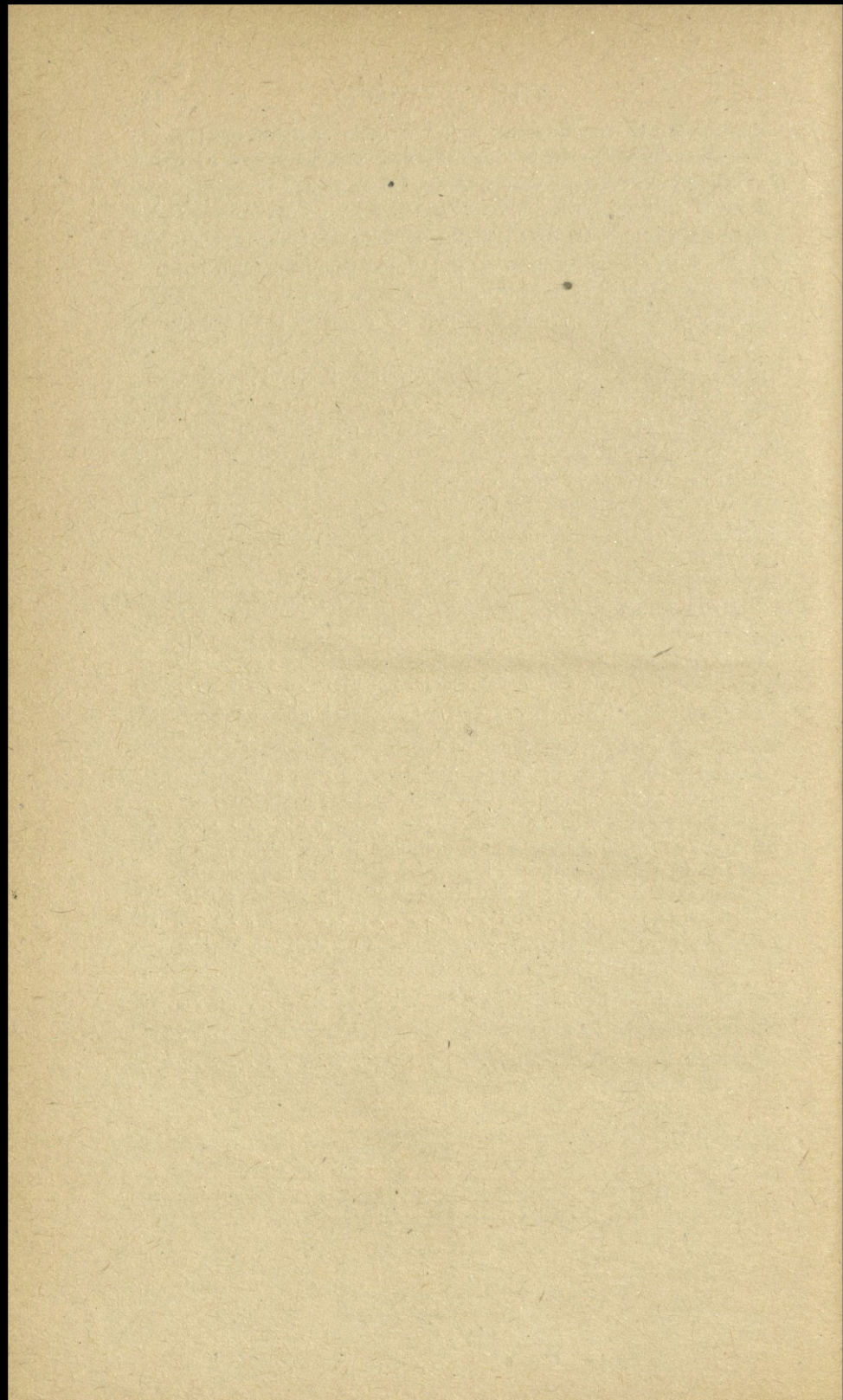
TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE M. RAYMOND POINCARÉ	VII
PRÉFACE DU MARÉCHAL JOFFRE	XV
PRÉFACE DU MARÉCHAL HAIG	XVII
VIE DE LORD KITCHENER	1
CHAPITRE PREMIER. — L'Angleterre entraînée dans la guerre. — Lord Kitchener ministre de la Guerre. — Absence complète de préparation. — Pas d'état-major général.	31
CHAPITRE II. — « Il n'y a pas d'armée! » — Nos disponibilités. — Les armées nouvelles : soixante divisions à créer. — Une guerre de plus de trois ans. — La défense du royaume.	37
CHAPITRE III. — Confiance en Kitchener. — Les « Kitchener's armies ». Une nouvelle Angleterre.	41
CHAPITRE IV. — Travail préliminaire. — Les plans français. — Les opinions de Kitchener. — Maubeuge ou Amiens	45
CHAPITRE V. — Sir John French. — Ses instructions officielles. — Kitchener aux soldats. — Arrivée de French en France.	53
CHAPITRE VI. — La concentration britannique. — Le premier plan de Joffre. — La surprise allemande. — La retraite de Mons. — Paris ou la mer?	60
CHAPITRE VII. — Le Cateau. — La 6 ^e division. — Remerciements français	66
CHAPITRE VIII. — Cambrai. — Landrecies. — De Lanzerac à Guise. — Sir John French décide de se retirer derrière Paris. — Ses explications	73
CHAPITRE IX. — Kitchener en appelle au Cabinet. — Son voyage à Paris. — Coopération cordiale. — Maunoury, Gallieni, Foch. — L'avancé britannique	80

CHAPITRE X. — La Marne. — Les Anglais traversent la Manche. — L'Aisne. — Pénurie d'officiers britanniques. — Nouveaux renforts.	93
CHAPITRE XI. — Anvers. — Lille. — Armentières. — Ypres. — Arrivée des Hindous. — Le Président Poincaré à Dunkerque.	100
CHAPITRE XII. — La guerre de tranchées. — Le problème russe. — Sir John et Joffre. — Les plans de Sir John. — Comment gagner la guerre?	109
CHAPITRE XIII. — Ostende et Zeebrugge. — L'aile gauche alliée. — Veto du Conseil de guerre. — Coopération avec Joffre.	117
CHAPITRE XIV. — La situation en Égypte. — Création du Conseil de guerre. — Attitude expectante de l'Italie et des petites puissances orientales. — Un appel russe	126
CHAPITRE XV. — Projets d'expédition en Orient. — Les propositions de M. Lloyd George et le M. Churchill. — Les Dardanelles. — Le canal de Suez	133
CHAPITRE XVI. — Les Balkans et la Grèce. — La 29 ^e division. — L'Allemagne en Orient. — Les plans de forçement des Dardanelles.	139
CHAPITRE XVII. — La question de la date de l'envoi de la 29 ^e division. — Les instructions de Sir Ian Hamilton.	148
CHAPITRE XVIII. — Préparatifs militaires. — Un débarquement décidé. — Secret mal gardé.	156
CHAPITRE XIX. — Le débarquement. — Les Anzacs. — Krithia. — L'Italie se joint à l'entente	160
CHAPITRE XX. — Pas de coopération russe. — Une dilemme. — Bloqués sur un mouchoir de poche. — Renforts et projets	165
CHAPITRE XXI. — L'évacuation contemplée; ses effets. — Renforts. — Sir Ian Hamilton prépare Souvla.	169
CHAPITRE XXII. — Le problème arabe et Kitchener. — Accord avec le chérif de la Mecque. — Le grand Senoussi. — Aden	173
CHAPITRE XXIII. — Le général Gouraud. — L'échec de Souvla. — Héroïsme de Birdwood et des Anzacs. — Inertie de Stopford et du 9 ^e corps.	179
CHAPITRE XXIV. — Nouveaux renforts. — Un plan Sarrail de débarquement sur la côte d'Asie. — L'intervention bulgare. — Le génie australien	186
CHAPITRE XXV. — L'évacuation sérieusement envisagée. — Sir Charles Monro commandant en chef à Gallipoli	192
CHAPITRE XXVI. — Kitchener aux Dardanelles. — Le projet Keyes. — Le projet de débarquement à Alexandrette. — Salonique.	195
CHAPITRE XXVII. — Attitude inquiétante de la Grèce. — L'opinion de Sarrail. — Entrevue avec le roi Constantin.	203
CHAPITRE XXVIII. — L'enquête de Kitchener. — Entrevue avec le roi d'Italie. — Le tour de force de l'évacuation.	210

CHAPITRE XXIX. — Le front occidental. — Haig et Smith-Dorrien commandants d'armée. — Préparatifs de Neuve-Chapelle.	216
CHAPITRE XXX. — Après Neuve-Chapelle. — La colline 60. — Nervosité de l'opinion.	220
CHAPITRE XXXI. — L'emploi des gaz. — Seconde bataille d'Ypres .	224
CHAPITRE XXXII. — Festubert. — 20.000 obus pour les Dardanelles. — Remerciement du ministère.	228
CHAPITRE XXXIII. — L'armée nouvelle. — Son rôle. — Les plans de Joffre. — Vimy.	232
CHAPITRE XXXIV. — Une note de M. Churchill. — Occident et Orient. — Nouvelles formations — Avant Loos.	239
CHAPITRE XXXV. — La bataille de Loos. — La répartition du front. — Renforts pour Salonique	244
CHAPITRE XXXVI. — Économies d'avant-guerre. — Le comité des munitions. — Énormité des besoins.	253
CHAPITRE XXXVII. — Une guerre de cinq ans. — La question des explosifs. — Lord Moulton — Munitions. — Sir Stanley von Donop. — Visite de M. Millerand en Angleterre.	257
CHAPITRE XXXVIII. — Le problème de la main-d'œuvre. — Les trade-unions. — Le ministère des munitions.	266
CHAPITRE XXXIX. — Sir Douglas Haig commandant en chef. — Sir William Robertson chef de l'état-major impérial.	271
CHAPITRE XL. — L'Orient menaçant. — La Mésopotamie. — Verdun.	278
CHAPITRE XLI. — Soixante-dix divisions. — Le recrutement	283
CHAPITRE XLII. — Le « National Registration Act ». — Kitchener et le recrutement. — M. Arthur Henderson. — Le système Derby. — Le service militaire obligatoire.	288
CHAPITRE XLIII. — Kitchener et la politique. — Une déclaration à la chambre des communes : les armées nouvelles, l'équipement, les munitions, la conscription, les transports. Un vote de remerciements	295
CHAPITRE XLIV. — Kitchener et la France. — La situation inquiétante de la Russie. — Une visite en Russie.	304
CHAPITRE XLV. — La fin d'un soldat.	311
CHAPITRE XLVI. — La nouvelle de sa mort. — L'homme	314
TABLE DES MATIÈRES.	321





PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

*Collection de Mémoires, Études et Documents
pour servir
à l'Histoire de la Guerre mondiale*

MÉMOIRES DU GÉNÉRAL GALLIÉNI

DÉFENSE DE PARIS

(25 août-11 septembre 1914)

Un vol. in-8 illustré de 4 hors-texte et 7 cartes en déplié . . 16 fr.

Aux Parisiennes et aux Parisiens qui ont vécu avec moi ces journées tragiques, je dédie ce volume.

(Juin 1915).

Général GALLIÉNI.

Ah ! ces *Mémoires de Gallieni*, — quelle page d'histoire ! Quel modèle ! Livre digne de Tacite, par la brièveté comme par la force.

Victor MARGUERITTE.

ERICH LUDENDORFF

PREMIER QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL DES ARMÉES ALLEMANDES

SOUVENIRS DE GUERRE

Préface du général BUAT, chef d'État-Major général de l'Armée

Deux vol. in-8 ornés de 46 cartes, ensemble . . 40 fr.

Par l'étendue de ses vues comme par l'autorité de son auteur, ce livre est de beaucoup l'œuvre la plus considérable qui ait paru jusqu'ici sur la guerre.

(*Le Times*).

Il n'est probablement pas dans toute l'Allemagne un seul homme qui ait suivi les événements de la guerre, surtout pendant les deux dernières années, de si haut et de si près que Ludendorff. En l'écoutant, on est donc sûr d'entendre un témoin très passionné, mais très bien informé.

(*Les Études*).

PAYOT & C^o, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

G. CLEMENCEAU

LA FRANCE DEVANT L'ALLEMAGNE

Un vol. in-8 7 fr. 50

C'est toute la pensée française que M. G. Clemenceau exprime dans cet ouvrage en homme d'Etat, en philosophe, en patriote.

(*La Nouvelle Revue*).

Lisez les trois cents pages de ce livre qui paraît court, qui donne la sensation d'une marche rapide, d'une montée à l'assaut.

Gustave GEFFROY.

JAMES-W. GERARD

ANCIEN AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A BERLIN

MÉMOIRES

DE

L'AMBASSADEUR GERARD

Tome I : **Mes quatre années en Allemagne.**

Un vol. in-8. 12 fr.

Tome II : **Face à face avec le Kaiserisme.**

Un vol. in-8 avec 8 hors-texte. 12 fr.

Recueil de notes intimes prises au jour le jour par M. Gerard à la suite de ses conversations, soit avec Guillaume II, soit avec son chancelier ou son ministre des Affaires étrangères; c'est là un document d'un intérêt capital auquel il y aura lieu de se reporter pour connaître les dessous de la politique allemande pendant la période la plus critique de la guerre, car l'ambassadeur Gerard est certainement l'homme qui a le mieux vu l'Allemagne à cette époque.

(*L'Opinion*).

PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

GÉNÉRAL LANREZAC

LE PLAN DE CAMPAGNE FRANÇAIS

ET LE PREMIER MOIS DE LA GUERRE

(2 août-3 septembre 1914)

Un vol. in-16 avec cartes hors texte 7 fr. 50

Sur les débuts de la guerre se sont formées les légendes les plus nombreuses et peut-être aussi les plus injustes. Pour cette partie de la guerre, l'histoire mise au service de la vérité est déjà en marche. Ce livre n'est pas une œuvre de polémique ; il expose les faits, reproduit les ordres reçus et donnés, explique l'état d'âme et les préoccupations du chef aux divers moments de la crise.

Général DE MAUD'HUY.

GÉNÉRAL FELDMARÉCHAL VON BÜLOW

MON RAPPORT

SUR LA

BATAILLE DE LA MARNE

Préface, traduction

et appendice sur les opérations de von KLUCK

Par Jacques NETTER, ancien capitaine du Génie.

Un vol. in-16 avec 4 cartes hors texte 6 fr.

Dans son *Rapport sur la bataille de la Marne*, von Bülow montre quel fut son rôle d'abord comme commandant de la II^e Armée jusqu'au moment où il reprit l'armée de von Kluck sous ses ordres. Il déclare qu'il a sauvé l'armée allemande de la défaite en donnant le 9 septembre l'ordre de la retraite ; et le G. Q. G. allemand lui donna raison, puisqu'il le remit à la tête d'une autre armée.

(*L'Opinion*).

PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

HENRI MORGENTHAU

MÉMOIRES

DE

L'AMBASSADEUR MORGENTHAU

Vingt-six mois en Turquie avant et pendant la guerre mondiale

Un vol. in-8 12 fr.

Cet important ouvrage est la traduction, fort exacte et claire, des *Mémoires* de M. Henri Morgenthau, ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople, avant et pendant la Grande Guerre. Morgenthau est un témoin d'une grande valeur, d'une redoutable clairvoyance, qui vient dire ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu. « Ce que j'ai appris grâce à mes fonctions, dit-il, est la propriété de mes compatriotes autant que la mienne. » Et il vient déposer contre le plus grand crime de l'histoire. C'est donc un livre de fond, à consulter et à conserver.

(*La Démocratie Nouvelle.*)

TAKE JONESCO

PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE ROUMANIE

SOUVENIRS

Un vol. in-16 5 fr.

Au cours d'une carrière déjà longue et très remplie, M. Take Jonesco a joué dans les affaires intérieures et extérieures de son pays un rôle important. Dans ses *Souvenirs* il trace le portrait de nombreux diplomates et hommes d'Etat allemands ou austro-hongrois : Lichnowski, Kiderlen-Wächter, Bülow, Czernin, etc., qu'il a observés et dont il éclaire parfois la physionomie d'une lumière révélatrice.

(*La Revue de Paris.*)

PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

LIEUTENANT-COLONEL DE CHAMBRUN
ET CAPITAINE DE MARENCHES

L'ARMÉE AMÉRICAINE

DANS LE

CONFLIT EUROPÉEN

Un vol. in-8 40 fr.

Ce livre aura une grande valeur historique.

NEWTON. D. BAKER,
Ministre de la Guerre des États-Unis.

Désormais, l'histoire est écrite de l'effort accompli par notre peuple durant cette guerre sans exemple. MM. de Chambrun et de Marenches ont su montrer, avec une sincérité de documentation et une clarté égales à leur impartialité, comment les États-Unis sont parvenus à constituer de toutes pièces cette grande et vaillante armée qui, entre les mains fermes et expérimentées du Commandement suprême français, devait assurer la victoire définitive des Alliés. Organisation, combats, services de l'arrière, associations militaires de bienfaisance mêmes, etc... tout a été étudié en connaisseur, et par là les auteurs se sont acquis un titre inaltérable à notre reconnaissance.

WALTER BERRY,
Président de la Chambre de Commerce des États-Unis à Paris.

LORD ERNEST-W. HAMILTON

LES SEPT PREMIÈRES DIVISIONS ANGLAISES

Récit détaillé de leurs combats autour de Mons et d'Ypres

Un vol. in-16 5 fr.

Ce livre retrace les faits et gestes du 1^{er} corps expéditionnaire qui quitta l'Angleterre et qui dans les combats autour de Mons, d'Ypres et à La Bassée, face à l'invasion, s'est en fait volontairement sacrifié et a été anéanti en accomplissant ce grand devoir. *(La Revue des Deux Mondes.)*

PAUL GENTIZON

L'ARMÉE ALLEMANDE DEPUIS LA DÉFAITE

Préface du général de LACROIX

Un vol. in-16 5 fr.

Au moment même où l'Allemagne se dérobe à l'exécution des clauses du traité de paix, et où la France, pour assurer sa sécurité, réclame des garanties effectives, ce livre, qui montre le camouillage de la nouvelle armée allemande, est de brûlante actualité et offre un patriotique intérêt.

(Le Populaire de Nantes.)

PAYOT & C^o, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

COLONEL F. FEYLER

LA GUERRE EUROPÉENNE

AVANT-PROPOS STRATÉGIQUES

LA MANŒUVRE MORALE

(*Front d'Occident, août 1914-mai 1915*)

Un vol. in-8 avec cartes hors texte. 12 fr.

L'auteur restera, pour les historiens de l'avenir, le témoin le plus véridique et le mieux averti des événements de la guerre. On rapprochera son nom de celui de Jomini, le digne et sévère commentateur des campagnes de Napoléon.

JACQUES MORLAND.
(*L'Opinion*).

Philosophe et psychologue, aussi bien que tacticien, le colonel Feyler n'a pas négligé le facteur moral dans ses relations des opérations de guerre. Ses prévisions ont été ainsi généralement confirmées par les faits.

HENRI ALBERT.

Du même auteur :

PROBLÈMES DE STRATÉGIE

TIRÉS DE LA GUERRE EUROPÉENNE

LE PROBLÈME DE LA GUERRE

Un vol. in-8 avec cartes hors texte. 12 fr.

Le Problème de la Guerre, du colonel Feyler, pourra servir de préface magistrale à l'histoire future du grand conflit. Cette étude se poursuit à travers les phases diverses de cette longue lutte, sans entrer dans l'examen des opérations. Elle se borne à mettre en lumière l'évolution que suivit la politique des buts de guerre du gouvernement impérial, suivant les résultats atteints par la stratégie. Ainsi, si nous voyons au début de la guerre cette dernière étroitement liée à la politique et se révéler comme son premier effet, nous assistons à mesure que se prolonge la guerre, et surtout vers sa conclusion, à un renversement des valeurs : la politique, devenue, à son tour, étroitement dépendante de la stratégie.

JEAN NOREL.
(*Le Mercure de France*).

Ce livre est une des meilleures vues d'ensemble qui aient été écrites sur la politique et la stratégie allemandes.

(*La Revue de Paris*).

PAYOT & C^o, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

VERNON KELLOGG

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE STRANFORD

MES SOIRÉES AU GRAND QUARTIER

Mes conversations et aventures aux quartiers généraux
de l'armée allemande en France et en Belgique

Préface de THEODORE ROOSEVELT

Ancien Président des États-Unis

Un vol. in-16. 4 fr.

Mettant à nu l'âme des chefs militaires allemands ce livre, curieux à l'extrême et écrit par un savant américain qui eut l'occasion unique de vivre, des mois durant, dans leur intimité, permet de comprendre bien des choses qui se passent ou se préparent en ce moment en Allemagne.

Dr. W. MUELHON

L'EUROPE DÉVASTÉE

(DIE VERHEERUNG EUROPAS)

Un vol. in-16. 5 fr.

L'Europe dévastée est le journal personnel tenu durant les premiers mois de la guerre par M. Muehlon, ancien directeur des usines Krupp. Ce qui donne tant de prix à ces confessions intimes, c'est, par-dessus tout, leur sincérité absolue et ce qui en fait la haute valeur, c'est que leur auteur était en relations avec un grand nombre d'industriels, hauts fonctionnaires et officiers supérieurs.

PAYOT & C^{ie}, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

POULTNEY BIGELOW

MES SOUVENIRS DE PRUSSE

Traduit de l'anglais par M. HENRIOT-BOURGONGNE

Un vol. in-16. 5 fr.

Fils d'un ambassadeur des Etats-Unis à la cour de Prusse, M. Bigelow juge les choses et les gens d'Allemagne dans ce livre plein d'anecdotes savoureuses.

TESTIS

[LOUIS-PAUL ALAUX, ancien correspondant du *Temps*, à Constantinople.]

L'EXPÉDITION DES DARDANELLES

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS ANGLAIS

SOMMAIRE : Rapport du général Sir Jan Hamilton. — Rapport de l'amiral de Robeck. — Rapport de la Commission parlementaire anglaise. — Pourquoi l'échec des Dardanelles ?

Un vol. in-16. 5 fr.

Le lecteur lira avec une attention passionnée les récits angoissants et dramatiques qui abondent dans ce volume. Il sera enfin entièrement éclairé par la lecture de l'étude critique si curieuse : *Pourquoi l'Échec des Dardanelles ?* qui termine l'ouvrage et dans laquelle Testis (pseudonyme d'une personnalité des plus averties) a dégagé, puis réuni en un faisceau saisissant, toutes les fautes politiques et militaires qui firent échouer l'expédition.

(Les Annales Africaines).





48515/
/2

